



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les classiques du matérialisme dialectique

Georgi Mikhaïlov Dimitrov

Œuvres choisies

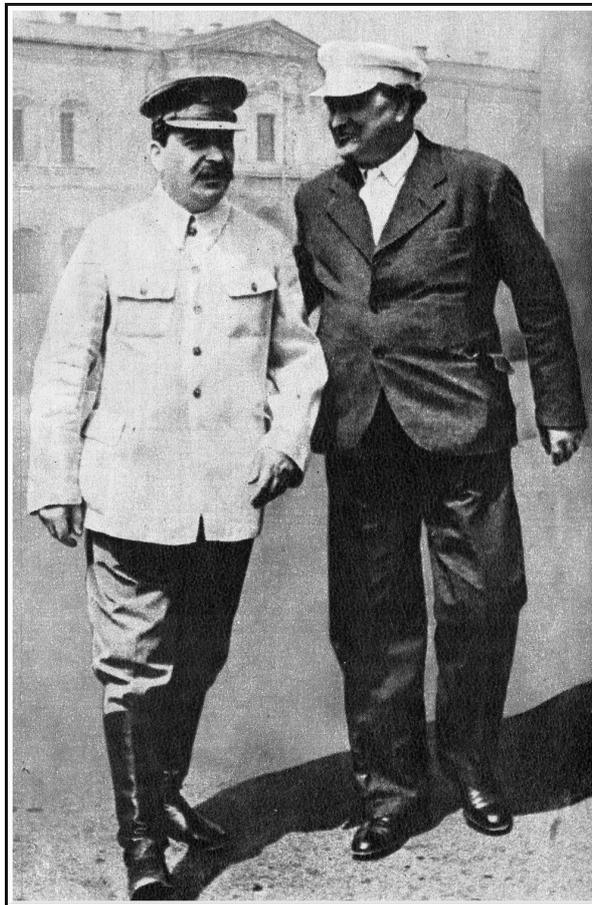


Table des matières

L'incendie du Reichstag.....	3
Ce que nous devons dire avant tout.....	17
Les premiers enseignements.....	18
La signification du procès de Leipzig.....	20
L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme.....	22
1. Le fascisme et la classe ouvrière.....	22
Le caractère de classe du fascisme.....	23
Qu'est-ce que le fascisme vainqueur apporte aux masses ?.....	26
La victoire du fascisme est-elle inévitable ?.....	28
Le fascisme est un pouvoir féroce mais précaire.....	31
2. Le front uni de la classe ouvrière contre le fascisme.....	34
L'importance du front uni.....	34
Les principaux arguments des adversaires du front uni.....	35
Le contenu et les formes du front uni.....	37
Le front populaire antifasciste.....	39
Les questions cruciales du front uni dans les différents pays.....	40
Le front uni et les organisations fascistes de masse.....	43
Le front unique dans les pays où les social-démocrates sont au gouvernement.....	46
La lutte pour l'unité syndicale.....	50
Le front uni et les jeunes.....	53
Le front uni et les femmes.....	54
Le front uni anti-impérialiste.....	55
Le gouvernement de front uni.....	56
La lutte idéologique contre le fascisme.....	60
3. Le renforcement des partis communistes et la lutte pour l'unité politique du prolétariat.....	63
Le renforcement des Partis communistes.....	63
L'unité politique de la classe ouvrière.....	65
Conclusion.....	68
Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme.....	69
La lutte contre le fascisme doit être concrète.....	71
Front uni prolétarien, front populaire antifasciste.....	73
Le rôle de la social-démocratie et son attitude à l'égard du front uni du prolétariat.....	75
À propos du gouvernement de front uni.....	77
De l'attitude à l'égard de la démocratie bourgeoise.....	78
Avoir une ligne juste n'est pas encore suffisant.....	79
Des cadres.....	82
Les gouvernements actuels des pays capitalistes sont des hommes provisoires ; le véritable maître du monde est le prolétariat.....	89
Pour l'unité d'action du prolétariat dans la lutte contre le fascisme et la guerre.....	96
Le front unique pour la paix.....	99
L'Union soviétique et la classe ouvrière des pays capitalistes.....	107
La Démocratie populaire.....	113
1. Principales périodes du développement du parti.....	114

La période des social-démocrates de gauche (« tesni » socialistes).....	115
L'adhésion du parti à l'internationale communiste et le commencement de la bolchévisation	119
L'insurrection de septembre 1923, tournant décisif dans la bolchévisation du parti.....	121
La lutte contre le sectarisme de gauche dans le parti et sa suppression.....	126
Le nouveau cours, bolchevik, du parti.....	129
2. Le soulèvement du 9 septembre 1944 a ouvert la voie à la construction du socialisme dans notre pays.....	135
Du 9 septembre 1944 aux élections à la grande assemblée nationale.....	135
Vers la construction des bases du socialisme chez nous.....	141
3. Le caractère, le rôle et les perspectives de la démocratie populaire et de l'État populaire-démocratique.....	144
4. La situation internationale et notre politique extérieure.....	147
5. La fédération des Slaves du Sud et le problème macédonien.....	152
6. Nos perspectives et nos tâches dans le domaine économique et culturel.....	156
7. Le Parti, force décisive, motrice et dirigeante.....	162

L'incendie du Reichstag

Discours final devant le tribunal

(décembre 1933)

Dimitrov. — En vertu du paragraphe 258 du code de procédure criminelle, j'ai le droit de parler comme défenseur et comme accusé.

Le président. — Vous avez le droit de parler le dernier. Cela vous est accordé maintenant.

Dimitrov. — En vertu de ce code, j'ai le droit de discuter avec le ministère public et, ensuite, de faire une dernière déclaration.

Messieurs les juges, messieurs les accusateurs, messieurs les défenseurs, déjà, au début du procès, il y a trois mois de cela, j'ai adressé, en tant que prévenu, une lettre au président du tribunal. J'y exprimais mon regret de ce que mes interventions aient abouti à des conflits avec les juges. Mais je protestais résolument contre l'interprétation de ma conduite comme un abus prémédité de mon droit de poser des questions et de faire des déclarations aux fins de propagande. On conçoit qu'étant accusé bien qu'innocent, je cherche à me défendre contre de fausses accusations par tous les moyens dont je

dispose.

Je reconnais, écrivais-je, que certaines questions n'ont pas été posées par moi de façon aussi juste du point de vue de l'opportunité et de la formulation que je l'aurais voulu. Mais cela ne s'explique que par mon ignorance du droit allemand. En outre, je suis pour la première fois de ma vie impliqué dans un pareil procès judiciaire. Si j'avais eu un défenseur de mon choix, j'aurais certainement pu éviter des incidents aussi fâcheux pour ma propre défense. J'avais nommé plusieurs avocats, Detchev, Moro-Giafferi, Campinchi, Torrès, Grigorov, Léo Gallagher (Amérique) et le docteur Lehmann (de Sarrebrück). Mais le tribunal d'Empire a repoussé sous divers prétextes, toutes mes propositions, les unes après les autres. Ce n'est pas que je nourrisse une méfiance personnelle à l'égard de M. le docteur Teichert, ni comme homme, ni comme avocat. Mais, dans l'état actuel des choses en Allemagne, je ne puis nourrir la confiance nécessaire envers Teichert

dans son rôle de défenseur officiel. C'est pourquoi je m'efforce de me défendre moi-même, et il est évident qu'il m'arrive de commettre des irrégularités au point de vue juridique.

Dans l'intérêt de ma défense devant le tribunal, et aussi, comme je le crois, dans celui de la marche normale du procès, je m'adresse encore une fois – la dernière – à la Cour suprême, pour lui demander d'autoriser l'avocat Marcel Willard, à qui ma sœur a donné aujourd'hui pleins pouvoirs, à prendre part à ma défense. Si cette dernière proposition devait être, elle aussi, repoussée, il ne me resterait qu'à me défendre moi-même du mieux que je pourrai.

Cette proposition ayant été rejetée, j'ai décidé d'assumer moi-même ma défense. N'ayant besoin ni du miel, ni du venin de l'éloquence du défenseur qui m'a été imposé, je me suis défendu seul au long de ces débats.

Il est tout à fait clair que je ne me sens lié en aucune façon par la plaidoirie du docteur Teichert. Ce qui compte seul pour ma défense, c'est ce que j'ai déclaré jusqu'ici moi-même devant le tribunal, et ce que je vais déclarer tout de suite. Je ne voudrais pas offenser mon camarade de parti, Torgler – à mon avis, son défenseur l'a déjà bien assez malmené – mais je dois le dire explicitement : je préfère être condamné à mort, innocent, par le tribunal allemand qu'obtenir mon acquittement par une défense comme celle du docteur Sack au profit de Torgler.

Le président (*interrompant Dimitrov*).

— Il ne vous appartient pas de faire des critiques de cette nature.

Dimitrov. — J'admets que je parle un langage rude et vif, mais ma lutte et ma vie l'ont été également.

Cependant, mon langage est sincère et franc. Je cherche à appeler les choses par leur nom. Je ne suis pas un avocat qui a l'obligation de défendre ici son client.

Je me défends moi-même comme un communiste accusé.

Je défends mon honneur politique, mon honneur de révolutionnaire.

Je défends mes idées, mes convictions communistes.

Je défends le sens et le contenu de ma vie.

Aussi bien chaque parole prononcée par moi devant le tribunal, c'est, pour ainsi dire, le sang de mon sang et la chair de ma chair. Chaque parole est l'expression de ma plus profonde indignation contre l'accusation injuste, contre le fait qu'un pareil crime anticommuniste soit attribué aux communistes.

On m'a souvent reproché de ne pas prendre au sérieux la Cour suprême allemande. C'est absolument injustifié.

Il est vrai que pour moi, communiste, la loi suprême est le programme de l'Internationale communiste, la Cour suprême la Commission de contrôle de l'Internationale communiste.

Mais pour moi, comme accusé, le tribunal suprême est une instance qu'il convient de considérer avec le maximum de sérieux, non seulement parce qu'il est composé de juges d'une haute qualification juridique, mais encore parce que ce tribunal est l'organisme juridique le plus important de l'État allemand, de l'ordre social régnant, instance qui peut en définitive condamner à la peine capitale. Je puis, la conscience tranquille, déclarer que, devant le tribunal et, par conséquent, aussi devant l'opinion publique, je n'ai dit que la vérité sur toutes choses. En ce qui concerne mon Parti, qui est réduit à l'illégalité, j'ai refusé d'apporter aucun témoignage quel qu'il soit. J'ai toujours parlé avec sérieux, avec ma conviction la plus profonde.

Le président. — Je ne tolérerai pas qu'ici, dans cette salle, vous vous adonniez à la propagande communiste. Vous l'avez fait tout le temps. Si vous continuez dans ce sens, je vous retirerai la parole.

Dimitrov. — Je dois protester résolument contre l'affirmation que j'ai poursuivi des fins de

propagande. On peut estimer que ma défense devant le tribunal a eu une certaine action de propagande. J'admets aussi que ma conduite devant le tribunal puisse servir d'exemple à tout accusé communiste, mais ce n'était pas là le but de ma défense. Mon but consistait à réfuter l'accusation visant à faire croire que Dimitrov, Torgler, Popov et Tanev, le Parti communiste allemand et l'Internationale communiste ont un rapport quelconque avec l'incendie.

Je sais que personne en Bulgarie ne croit à notre prétendue complicité dans l'incendie du Reichstag. Je sais qu'à l'étranger, en général, il est peu probable qu'il se trouve des gens pour le croire. Mais en Allemagne les conditions sont différentes : ici on peut ajouter foi à ces étranges affirmations. C'est pourquoi j'ai voulu prouver que le Parti communiste n'a eu et n'a rien de commun avec la participation à ce crime. Si l'on parle de propagande, bien des interventions, ici, ont revêtu ce caractère. Les discours de Goebbels et de Goering ont également exercé une propagande indirecte en faveur du communisme, mais personne ne peut les rendre responsables de ce que leurs interventions ont eu un tel effet de propagande (*mouvements et rires dans la salle*).

Non seulement la presse m'a diffamé de toutes les manières, – ce qui m'est totalement indifférent, – mais à travers moi on a qualifié le peuple bulgare de « sauvage » et de « barbare » ; on m'a qualifié d' « individu balkanique suspect », de « sauvage Bulgare », et je ne saurais passer cela sous silence.

Il est vrai que le fascisme bulgare est sauvage et barbare. Mais la classe ouvrière et la paysannerie de Bulgarie, les intellectuels du peuple bulgare ne sont ni des barbares ni des sauvages. Le niveau des conditions matérielles dans les Balkans est certainement moins élevé que dans les autres pays d'Europe ; mais, au point de vue intellectuel et politique, il est faux de dire que nos masses populaires sont à un niveau inférieur à celui des masses des autres pays européens. Notre lutte politique, nos

aspirations politiques en Bulgarie ne sont pas inférieures à celles des autres pays. Un peuple qui pendant cinq cents ans a vécu sous le joug étranger sans perdre sa langue et sa nationalité, un peuple d'ouvriers et de paysans qui a lutté et continue à lutter contre le fascisme bulgare, n'est ni barbare, ni sauvage. Les barbares et les sauvages en Bulgarie, ce sont uniquement les fascistes.

Mais je vous le demande, monsieur le président, dans quel pays les fascistes ne sont-ils ni des barbares, ni des sauvages ?

Le président (*interrompant Dimitrov*).

— Ne faites-vous pas allusion à la situation en Allemagne ?

Dimitrov (*avec un sourire ironique*).

— Évidemment non, monsieur le Président...

À l'époque où l'empereur d'Allemagne Charles-Quint disait qu'il ne parlait l'allemand qu'à son cheval, et où les nobles allemands et les hommes instruits n'écrivaient que le latin et avaient honte de la langue maternelle, dans la « barbare » Bulgarie, Cyrille et Méthode avaient créé et diffusé l'ancienne écriture bulgare.

Le peuple bulgare a lutté de toutes ses forces et de toute sa ténacité contre le joug étranger. Aussi bien je proteste contre les attaques dont le peuple bulgare est l'objet. Je n'ai pas à rougir d'être un Bulgare, je suis fier d'être un fils de la classe ouvrière bulgare.

Avant d'en venir à la question essentielle, je dois marquer ceci : le docteur Teichert nous a reproché de nous être nous-mêmes placés dans la situation d'inculpés de l'incendie du Reichstag. A cela je dois répondre que, depuis le 9 mars, jour de notre arrestation, jusqu'au début de ce procès, il s'est écoulé bien du temps ; pendant cette période on aurait pu éclaircir tous les points éveillant des soupçons. Au cours de l'instruction, j'ai parlé à des fonctionnaires de la commission d'enquête sur l'incendie du Reichstag ; ces fonctionnaires m'ont déclaré que nous, les Bulgares, ne sommes

pas coupables de complicité dans ce crime. On ne devait que nous imputer d'avoir vécu avec de faux passeports, sous des noms d'emprunts, sans nous être faits enregistrer, etc.

Le président. — Ce dont vous parlez maintenant n'a pas été débattu au procès ; par conséquent, vous n'avez pas le droit d'en parler ici.

Dimitrov. — Monsieur le Président, on aurait dû pendant ce temps vérifier toutes les données pour nous éviter en temps opportun cette accusation. L'acte d'accusation porte que :

« Dimitrov, Popov et Tanev affirment être des émigrés bulgares. Cependant, on doit tenir pour prouvé qu'ils séjournèrent en Allemagne aux fins d'action politique illégale ». Ils sont, est-il dit dans l'acte d'accusation, « envoyés par Moscou en Allemagne chargés de préparer une insurrection armée ».

A la page 83 de l'acte d'accusation, il est dit :

« Bien que Dimitrov ait déclaré avoir été absent de Berlin du 25 au 28 février, cela ne change rien, cela ne le dégage pas, lui, Dimitrov, de l'accusation de participation à l'incendie du Reichstag. »

Cela ressort, — est-il dit plus loin dans l'acte d'accusation, — non seulement des dépositions de Hellmer, d'autres faits témoignent également que...

Le président. — Vous ne devez pas lire ici tout l'acte d'accusation, nous le connaissons parfaitement.

Dimitrov. — Je dois dire que les trois quarts de tout ce qu'ont dit au procès le procureur et les défenseurs, est depuis longtemps connu de tout le monde et cependant ils l'ont répété ici (*mouvements et rires dans la salle*). Hellmer a témoigné que Dimitrov et Van der Lübbe se trouvaient au restaurant Bayernhof. Plus loin je lis dans l'acte d'accusation :

« Si Dimitrov n'a pas été pris sur le lieu du crime, il n'en a pas moins participé à la préparation de l'incendie du Reichstag. Il s'était rendu à Munich pour se ménager un alibi. Les brochures trouvées chez Dimitrov montrent qu'il participait au

mouvement communiste d'Allemagne. »

Telle est la base de cette accusation hâtive, qui s'est avérée une fausse-couche.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Vous ne devez pas employer de ces expressions irrespectueuses en parlant de l'accusation.

Dimitrov. — Je tâcherai de trouver d'autres expressions.

Le président. — Mais pas aussi inadmissibles.

Dimitrov. — Je reviendrai aux méthodes d'accusation et à l'accusation, à un autre point de vue. Le caractère de ce procès avait été déterminé par cette thèse que l'incendie du Reichstag est l'œuvre du Parti communiste d'Allemagne, de l'Internationale communiste. Cet acte anticommuniste — l'incendie du Reichstag — a été attribué aux communistes, comme devant proclamer le signal de l'insurrection communiste, le signal du renversement de la Constitution allemande actuelle. A l'aide de cette thèse on a conféré à tout le procès un caractère anticommuniste. L'accusation porte :

« L'accusation s'en tient au point de vue que cet attentat criminel devait servir d'appel, de signal aux ennemis de l'État, qui voulaient déclencher ensuite l'attaque générale contre l'État allemand pour l'anéantir sur l'ordre de la IIIe Internationale et ériger à sa place la dictature du prolétariat, un État soviétique. »

Messieurs les juges ! Ce n'est pas la première fois que semblable attentat est attribué aux communistes. Je ne peux citer ici tous les exemples de ce genre. Je rappelle l'attentat sur le chemin de fer ici, en Allemagne, près de Juterborg, attentat commis par un aventurier anormal, un provocateur. A ce moment, non seulement en Allemagne mais aussi dans les autres pays, on a, des semaines durant, accrédité le bruit que c'était là l'œuvre du Parti communiste allemand, que c'était un acte de terrorisme des communistes. Plus tard on apprit que cela avait été fait par le fou, l'aventurier

Matuchka. Celui-ci a été arrêté et condamné.

Et voici un autre exemple, l'assassinat du président de la République française par Gorgoulov. Là aussi, on écrivit dans tous les pays qu'on y voyait la main des communistes. Gorgoulov était représenté comme un communiste, un agent soviétique. Qu'elle était la vérité ? Cet attentat s'est trouvé être organisé par les gardes blancs, et Gorgoulov s'est avéré un provocateur qui voulait obtenir la rupture des relations entre l'Union soviétique et la France.

Je rappellerai aussi la tentative de faire sauter la cathédrale de Sofia. Cet attentat n'avait pas été organisé par le Parti communiste bulgare, mais ce dernier n'en a pas moins été l'objet de poursuites. Deux mille ouvriers, paysans et intellectuels furent sauvagement assassinés par les bandes fascistes sous le prétexte que les communistes avaient fait sauter la cathédrale. Cette provocation, l'explosion à

la cathédrale de Sofia, avait été organisée par la police bulgare. Déjà en 1920, le chef de la police de Sofia, Proutkine, avait organisé pendant la grève des cheminots des attentats à l'aide de bombes, comme moyen de provocation contre les ouvriers bulgares.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Cela n'a rien à voir avec ce procès.

Dimitrov. — Le fonctionnaire de police Heller a parlé ici de la propagande communiste des incendies, etc. Je lui ai demandé s'il ne connaissait pas des cas où des incendies, allumés par des entrepreneurs pour toucher le montant de l'assurance, avaient été ensuite imputés aux communistes. Le *Völkischer Beobachter* du 5 octobre a écrit que la police de Stettin...

Le président. — Cet article n'a pas été présenté au procès. (*Dimitrov tente de continuer.*)

Le président. — Je vous interdis d'en parler ici, du moment que ce fait n'a pas été mentionné au procès.

Dimitrov. — Toute une série d'incendies...

(*Le président interrompt de nouveau Dimitrov.*)

Dimitrov. — On en a parlé à l'instruction, parce que toute une série d'incendies ont été imputés aux communistes. Par la suite, il s'est avéré que les propriétaires des immeubles les avaient allumés « pour donner du travail ! ». Je voudrais également traiter un instant de la question des faux documents. Il existe un grand nombre de faux qui ont été utilisés contre la classe ouvrière. Ces exemples sont nombreux. Je rappellerai par exemple la fameuse lettre de Zinoviev. Cette lettre n'avait jamais été écrite par Zinoviev. On l'avait fabriquée. Et ce faux fut utilisé par les conservateurs anglais contre la classe ouvrière. Je rappellerai une série de faux qui ont joué un rôle dans la politique allemande.

Le président. — Cela sort du cadre de ces débats.

Dimitrov. — On a affirmé ici que l'incendie du Reichstag devait servir de signal à une insurrection armée. Et on a cherché à fonder cette affirmation comme suit : Goering a déclaré ici, au procès, que le Parti communiste allemand, au moment où Hitler a accédé au pouvoir, était obligé d'exciter l'effervescence des masses et d'entreprendre une action violente quelconque. Il a dit : « Les communistes étaient obligés de faire quelque chose – alors ou jamais ! » Il a affirmé que le Parti communiste avait depuis de longues années déjà appelé à la lutte contre le national-socialisme et que pour le Parti communiste allemand, au moment où les nationaux-socialistes accédaient au pouvoir, il ne restait rien d'autre à faire que de déclencher l'action – maintenant ou jamais. Le procureur général a essayé ici de formuler la même thèse de façon plus claire et plus ingénieuse.

Le président. — Je ne permettrai pas que vous offensiez le procureur général.

Dimitrov. — Ce que Goering a affirmé en qualité d'accusateur suprême, le procureur général l'a développé ici. Le procureur général,

le docteur Werner, a dit :

« Le Parti communiste se trouvait dans cette situation qu'il devait ou céder sans livrer combat ou accepter le combat, même si les préparatifs n'avaient pas été achevés. C'était la seule chance qui restait au Parti communiste dans les conditions données. Ou bien renoncer sans coup férir à son but, ou bien se décider à un acte risqué, jouer son va-tout, ce qui aurait pu modifier la situation en sa faveur. L'affaire pouvait avorter, mais alors la situation n'aurait pas été plus mauvaise que si le Parti communiste avait reculé sans se battre. »

La thèse, formulée ainsi et attribuée au Parti communiste, n'est pas une thèse communiste. Cette supposition montre que les ennemis du Parti communiste allemand le connaissent mal. Qui veut bien combattre son adversaire, doit bien le connaître. Interdire le Parti, dissoudre les organisations de masse, perdre la légalité, ce sont là évidemment des coups sérieux portés au mouvement révolutionnaire. Mais cela ne signifie pas encore, il s'en faut de beaucoup, que de ce fait tout soit perdu.

En février 1933 le Parti communiste était menacé d'interdiction. La presse communiste était interdite, l'interdiction du Parti communiste était imminente. Le Parti communiste allemand s'y attendait. On en parlait dans les tracts, dans les journaux. Le Parti communiste allemand savait bien que les Partis communistes sont interdits dans nombre de pays, mais qu'ils n'en continuent pas moins à travailler et à combattre. Les Partis communistes sont interdits en Pologne, en Bulgarie, en Italie et dans certains autres pays.

Je veux en parler, fort de l'expérience du Parti communiste bulgare. Ce dernier avait été interdit à la suite de l'insurrection de 1923, mais il continuait de travailler et, bien que cela lui ait coûté de nombreuses victimes, il est devenu plus fort qu'avant 1923. Cela tout homme doué d'esprit critique comprend l'importance de ce phénomène.

Le Parti communiste allemand même illégal peut, la situation s'y prêtant, accomplir la révolution.

L'expérience du Parti communiste russe le prouve. Le Parti communiste russe était illégal, il subissait de sanglantes persécutions, mais la classe ouvrière, le Parti communiste en tête, a conquis le pouvoir. Les dirigeants du Parti communiste allemand ne pouvaient tenir ce raisonnement : devant l'interdiction de leur Parti tout était perdu et – l'alternative se posait – ou bien l'insurrection, ou bien la fin. La direction du Parti communiste ne pouvait avoir une idée aussi stupide. Le Parti communiste savait pertinemment que le travail illégal coûterait de lourds sacrifices et exigerait de l'abnégation et du courage, mais il savait aussi que ses forces révolutionnaires se consolideraient et qu'il serait capable de réaliser les tâches qui lui incombent. Aussi la supposition que le Parti communiste allemand ait voulu dans cette période, jouer son va-tout, doit être absolument exclue. Par bonheur, les communistes n'ont pas la vue aussi courte que leurs adversaires, et ils ne perdent pas la tête dans les situations difficiles.

Il convient d'ajouter à cela que le Parti communiste allemand et les autres Partis communistes sont des sections de l'Internationale communiste. Qu'est-ce que l'Internationale communiste ? Je me permettrai de citer un passage de ses statuts. Je cite ici le premier paragraphe :

« L'Internationale communiste, Association internationale des travailleurs, est l'organisation des Partis communistes des différents pays en un Parti communiste unique mondial. Guide et organisateur du mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat, champion des principes et des buts du communisme, l'Internationale communiste lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière et des grandes couches de paysans pauvres, pour les principes et les buts du communisme, pour l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat, pour la création d'une Fédération mondiale des Républiques socialistes soviétiques, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste. »¹

¹ Citation issue du *Programme de l'Internationale communiste*

Dans ce parti mondial de l'Internationale communiste, comptant des millions de travailleurs, le Parti communiste de l'Union soviétique est le plus fort Parti. Il est le Parti dirigeant de l'Union soviétique, le plus grand État du monde. L'Internationale communiste, ce Parti communiste mondial, analyse la situation politique de concert avec la direction des Partis communistes de tous les pays.

L'Internationale communiste devant laquelle toutes les sections sont directement responsables, n'est pas une organisation de conspirateurs, mais un parti mondial. Un tel Parti mondial ne joue pas aux soulèvements et à la révolution. Un tel Parti mondial ne peut dire officiellement à des millions de membres une chose, et en même temps faire secrètement le contraire. Un tel Parti, mon excellent docteur Sack, ignore la comptabilité en partie double !

Docteur Sack. — Parfait, continuez votre propagande communiste !

Dimitrov. — Un tel Parti, quand il s'adresse aux millions de prolétaires, quand il prend ses décisions sur la tactique et les tâches immédiates, le fait sérieusement, avec la pleine conscience de sa responsabilité. Je citerai ici la décision de la XII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Comme ces décisions ont été mentionnées au procès, j'ai le droit d'en donner lecture.

Conformément à ces décisions, la tâche essentielle du Parti communiste allemand consistait à :

« Mobiliser les millions de travailleurs pour la défense de leurs intérêts vitaux, contre leur pillage féroce par le capital monopoliste, contre le fascisme, contre les décrets-lois, contre le nationalisme et le chauvinisme, en luttant pour l'internationalisme prolétarien, en développant les grèves économiques et politiques, les manifestations et en amenant les masses à la grève politique générale ; gagner les masses principales de la social-démocratie, liquider résolument les faiblesses du mouvement syndical. Le principal mot d'ordre que le Parti

communiste allemand doit opposer à celui de la dictature fasciste (« le troisième Reich »), de même qu'au mot d'ordre du Parti social-démocrate (« la deuxième République »), doit être : la République ouvrière et paysanne, c'est-à-dire de l'Allemagne socialiste, soviétique, assurant aussi la possibilité du rattachement volontaire des peuples d'Autriche et des autres régions allemandes. »²

Travail de masse, lutte de masse, résistance de masse, front unique, point d'aventures ! Voilà les bases de la tactique communiste.

On a trouvé chez moi, un appel du Comité exécutif de l'Internationale communiste. J'estime que l'on peut également le citer. Deux points sont particulièrement importants dans cet appel. Ainsi, on y parle des démonstrations qui se déroulent dans différents pays en liaison avec les événements d'Allemagne. On y parle des tâches du Parti communiste dans sa lutte contre la terreur national-socialiste, ainsi que pour la défense des organisations et de la presse de la classe ouvrière. Il est dit, entre autres, dans cet appel :

« Le principal obstacle dans la voie de la réalisation du front unique de lutte des ouvriers communistes et social-démocrates, a été et reste la politique de collaboration avec la bourgeoisie, suivie par les partis social-démocrates, qui actuellement ont amené et exposé le prolétariat international aux coups de l'ennemi de classe. Cette politique de collaboration avec la bourgeoisie, connue sous le nom de politique dite du « moindre mal », a, en fait, amené en Allemagne le triomphe de la réaction fasciste.

L'Internationale communiste et les Partis communistes de tous les pays ont plus d'une fois affirmé leur volonté de lutter en commun avec les ouvriers social-démocrates contre l'offensive du Capital, la réaction politique et la menace de guerre. Les Partis communistes ont été les organisateurs de la lutte commune des ouvriers communistes, social-démocrates qui brisaient systématiquement le front unique des masses ouvrières. Déjà le 20 juillet de l'année dernière le Parti communiste allemand, après

² Citation issue des *Thèses, décisions, résolutions de la XII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste.* (1933)

l'effondrement du gouvernement social-démocrate prussien Von Papen, adressait au parti social-démocrate et à la Centrale syndicale d'Allemagne, la proposition d'organiser une grève commune contre le fascisme. Mais le parti social-démocrate et la Centrale syndicale d'Allemagne, avec l'approbation de toute la IIe Internationale, qualifièrent cette proposition d'organiser la grève commune, de provocation. Le Parti communiste allemand renouvela sa proposition d'action commune au moment où Hitler accédait au pouvoir, invitant le Comité central du parti social-démocrate et la direction de la Centrale syndicale allemande à organiser en commun la résistance au fascisme. Mais cette fois encore, sa proposition fut repoussée.

Bien plus, lorsqu'en novembre de l'an dernier les travailleurs des transports berlinois se mirent unanimement en grève contre la réduction des salaires, la social-démocratie torpilla le front unique de lutte. La pratique du mouvement ouvrier international est pleine d'exemples analogues.

Cependant l'appel du Bureau de l'Internationale ouvrière socialiste du 19 février de cette année, contient la déclaration des partis social-démocrates, affiliés à cette Internationale, affirmant leur volonté d'établir le front unique avec les communistes pour la lutte contre la réaction fasciste en Allemagne. Cette déclaration est en contradiction flagrante avec tous les actes de l'Internationale socialiste et des partis social-démocrates, jusqu'à ce jour. Toute la politique et l'activité de l'Internationale socialiste jusqu'à présent donnent à l'Internationale ouvrière et aux partis communistes le droit de ne pas croire à la sincérité de la déclaration du Bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, lequel fait cette proposition au moment où, dans toute une série de pays, en Allemagne avant tout, la classe ouvrière elle-même prend déjà l'organisation du front unique de lutte dans ses propres mains.

Néanmoins, en présence du fascisme qui attaque la classe ouvrière d'Allemagne et dénoue toutes les forces de la réaction mondiale, le Comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous les Partis communistes à faire encore une tentative pour établir le front unique avec les masses ouvrières social-démocrates par l'intermédiaire des partis social-démocrates. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste fait cette tentative dans la ferme conviction que le front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie repousserait l'offensive du Capital et du fascisme et accélérerait grandement la fin inévitable de toute l'exploitation capitaliste.

Étant donné les conditions particulières de chaque pays et la diversité des tâches concrètes de lutte qui se osent devant la classe ouvrière dans chacun d'eux, l'accord entre les Partis communistes et les partis social-démocrates en vue d'actions déterminées contre la bourgeoisie, peut être réalisé avec le plus de succès dans le cadre de chaque pays. Aussi le Comité exécutif de l'Internationale communiste recommande-t-il aux partis social-démocrates adhérant à l'Internationale socialiste, l'action commune contre le fascisme et l'offensive du Capital. Ces pourparlers doivent avoir pour base les conditions élémentaires de la lutte commune contre l'offensive du Capital et du fascisme. Sans un programme concret d'action contre la bourgeoisie, tout accord entre les partis serait dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière...

Devant l'ensemble de la classe ouvrière internationale, le Comité exécutif de l'Internationale communiste formule ces propositions et appelle tous les Partis communistes, le Parti communiste d'Allemagne en premier lieu, sans attendre le résultat des pourparlers et des accords sur la lutte commune avec la social-démocratie, à procéder immédiatement à l'organisation de comités de lutte communs, tant avec les ouvriers social-démocrates qu'avec les ouvriers de toutes les autres tendances. Les communistes ont démontré par leur lutte de longues années qu'ils ont été et seront toujours aux premiers rangs de la lutte pour le front unique non en paroles mais en fait, dans les actions de classe contre la bourgeoisie.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste est fermement convaincu que les ouvriers social-démocrates et sans-parti, indépendamment de l'attitude que les chefs de la social-démocratie observent à l'égard de la création du front unique, surmonteront tous les obstacles et réaliseront, en commun avec les communistes, le front unique non en paroles mais en fait. Maintenant surtout que le fascisme allemand a organisé, en vue d'écraser le mouvement ouvrier d'Allemagne, une provocation inouïe (l'incendie du Reichstag, faux relatif à l'insurrection, etc.), chaque ouvrier doit comprendre son devoir de classe dans la lutte contre l'offensive du Capital et de la réaction fasciste. »

Cet appel ne dit rien d'une lutte immédiate pour la prise du pouvoir. Cette tâche n'a été posée ni par le Parti communiste allemand, ni par l'Internationale communiste. Il est naturellement vrai que l'appel de l'Internationale communiste n'écarte pas la

possibilité d'une insurrection armée. Le tribunal en a faussement conclu que dès l'instant où le Parti communiste se propose comme but une insurrection armée, c'est donc que cette insurrection était préparée en fait et devait immédiatement éclater. Cela est illogique, inexact, pour ne pas dire plus. Oui, bien entendu, lutter pour la dictature du prolétariat est la tâche des Partis communistes du monde entier. C'est notre principe, c'est notre but. Mais c'est là un programme précis, pour la réalisation duquel sont nécessaires non seulement les forces de la classe ouvrière, mais encore des autres couches de travailleurs.

Que le Parti communiste allemand ait été pour la révolution prolétarienne, tout le monde le sait. Mais ce n'est point là la question qui doit être résolue à ce procès. La question est de savoir si réellement une insurrection armée avait été fixée au 27 février pour la prise du pouvoir, en liaison avec l'incendie du Reichstag.

Qu'a-t-il résulté de l'instruction judiciaire, messieurs les juges ? La légende visant à faire croire que l'incendie du Reichstag était l'œuvre des communistes, s'est effondrée complètement. Je ne vais pas citer les témoignages apportés, ainsi que l'ont fait les autres défenseurs. Mais cette question peut être considérée comme entièrement élucidée pour tout homme au jugement normal. L'incendie du Reichstag ne se trouve en aucune liaison avec l'activité du Parti communiste, non seulement avec une insurrection, mais avec une démonstration, une grève ou tout autre action de ce genre. Ceci a été parfaitement prouvé par l'instruction. L'incendie du Reichstag – je ne parle pas des affirmations de malfaiteurs et d'anormaux, – n'a été compris par personne comme le signal de l'insurrection. Personne n'a remarqué, en liaison avec l'incendie du Reichstag, aucun acte, action ou tentative d'insurrection. Personne n'avait alors rien entendu à ce sujet. Tous les racontars sur ce point se rattachent à une période beaucoup plus récente. La classe ouvrière se trouvait alors en état de défensive contre l'attaque du fascisme. Le Parti communiste

allemand s'efforçait d'organiser la résistance des masses, leur défensive. Mais il a été démontré que l'incendie du Reichstag a fourni le prétexte, a été le prélude d'une campagne destructrice largement conçue contre la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti communiste. Il a été irréfutablement prouvé que les représentants responsables du gouvernement n'avaient même pas songé les 27 et 28 février que l'insurrection communiste était imminente.

J'ai posé à ce sujet nombre de questions aux témoins cités ici. J'ai interrogé tout d'abord Heller, le fameux Karwahne (*rires dans la salle*), Frey, le comte Heldorf, les fonctionnaires de police. Malgré les différentes variantes, tous m'ont répondu qu'ils n'avaient pas entendu dire qu'une insurrection communiste dût éclater. Cela signifie que les milieux dirigeants n'avaient pris absolument aucune mesure contre la possibilité d'une telle insurrection.

Le président. — Pourtant, le tribunal a reçu communication du chef du département occidental de la police sur ce point.

Dimitrov. — Le chef du département occidental de la police, dans sa communication, rapporte que Goering l'avait mandé auprès de lui et lui avait donné des instructions verbales sur la lutte contre les réunions communistes, grèves, démonstrations, campagne électorale, etc. Mais, même cette communication ne dit pas que des mesures avaient été prises contre l'insurrection communiste imminente. Hier, l'avocat Seifert a également parlé de cela. Il a fait cette conclusion que personne dans les milieux dirigeants ne s'attendait à une insurrection à ce moment. Seifert se référait à Goebbels, indiquant que ce dernier n'avait pas tout d'abord ajouté foi à la nouvelle de l'incendie du Reichstag. En a-t-il été ainsi ? C'est là une autre question.

À cet égard, une preuve est également fournie par le décret-loi du gouvernement allemand, en date du 28 février 1933. Ce décret fut promulgué aussitôt après l'incendie. Lisez-le. Que dit-il ? Il y est dit que tels ou tels articles

de la constitution sont supprimés, à savoir les articles concernant la liberté d'organisation, la liberté de la presse, l'inviolabilité de la personne, l'inviolabilité du domicile, etc. C'est là le fond du décret-loi, de son deuxième paragraphe. L'offensive contre la classe ouvrière...

Le président. — Pas contre les ouvriers, mais contre les communistes...

Dimitrov. — Je dois dire qu'en vertu de ce décret-loi on arrêta non seulement des communistes, mais aussi des ouvriers social-démocrates et chrétiens, on interdit leurs organisations. Je voudrais souligner que ce décret-loi était dirigé non seulement contre le Parti communiste allemand, — quoique, bien entendu, avant tout, contre ce dernier, — mais aussi contre les autres partis et groupes d'opposition. Cette loi était nécessaire pour instaurer le régime d'exception, elle est directement, organiquement, liée à l'incendie du Reichstag.

Le président. — Si vous continuez à attaquer le gouvernement allemand, je vous retirerai la parole,

Dimitrov. — Dans ce procès, une question n'a pas du tout été éclaircie.

Le président. — En parlant vous devez vous adresser aux juges, et non à la salle, autrement votre discours peut être considéré comme de la propagande.

Dimitrov. — Une question n'a pas été éclaircie, ni par le ministère public, ni par la défense. Je ne m'étonne pas qu'ils n'aient pas jugé cela indispensable. Ils redoutent beaucoup cette question. C'est la question de savoir quelle était la situation politique en Allemagne en février 1933. Je dois m'arrêter sur ce point. Fin février, la situation politique était telle qu'à l'intérieur du camp du front national la lutte se livrait...

Le président. — Vous vous engagez sur un terrain, que je vous ai déjà interdit plus d'une fois.

Dimitrov. — Je tiens à rappeler la proposition que j'ai faite au tribunal, de citer des témoins tels que Schleicher, Brüning, Papen, Hugenberg, vice-président du Casque d'Acier, Duesterberg, etc.

Le président. — Mais la Cour a refusé de faire comparaître ces témoins. Aussi ne devez-vous pas vous y arrêter.

Dimitrov. — Je le sais et, de plus, j'en connais la raison.

Le président. — Il m'est désagréable de vous interrompre sans cesse pendant votre dernière intervention, mais vous devez vous conformer à mes injonctions.

Dimitrov. — Cette lutte intérieure dans le camp national se poursuivait en liaison avec la lutte menée dans les coulisses entre les dirigeants de l'économie allemande. La lutte se poursuivait entre les milieux de Thyssen et Krupp (industrie de guerre), qui ont financé des années durant le mouvement national-socialiste, et leurs concurrents qui devaient être refoulés au second plan.

Thyssen et Krupp voulaient établir dans le pays une dictature politique, une domination absolue, sous leur direction personnelle ; à cet effet, il fallait écraser le prolétariat révolutionnaire. Le Parti communiste s'efforçait, dans cette période, de créer le front unique pour rassembler toutes les forces en vue de résister aux tentatives des nationaux-socialistes pour anéantir le mouvement ouvrier. Une partie des ouvriers social-démocrates sentaient la nécessité du front unique de la classe ouvrière. Ils s'en rendaient compte. Des milliers d'ouvriers social-démocrates rejoignirent les rangs du Parti communiste allemand. Mais, en février et mars, la tâche consistant à établir le front unique ne signifiait nullement l'insurrection ni sa préparation, mais seulement la mobilisation de la classe ouvrière contre la campagne spoliatrice des capitalistes et contre la violence des nationaux-socialistes.

Le président (*interrompant Dimitrov*).

— Vous avez toujours souligné que vous vous intéressez uniquement à la situation politique en Bulgarie ; or vos développements de tout à l'heure prouvent que vous avez manifesté un très grand intérêt pour les questions politiques d'Allemagne.

Dimitrov. — Monsieur le Président, vous m'adressez un reproche. A cela je ne puis que vous répondre ceci : comme révolutionnaire bulgare je m'intéresse au mouvement révolutionnaire de tous les pays. Je m'intéresse, par exemple, aux questions politiques sud-américaines, et je les connais peut-être aussi bien que les questions allemandes, bien que n'ayant jamais été en Amérique. Au reste, cela ne veut point dire que si en Amérique du Sud, le siège de quelque Parlement vient à brûler, ce sera de ma faute. Je m'intéresse à la politique allemande, mais je ne me mêle pas des affaires politiques de l'Allemagne.

Au cours de ces débats, j'ai appris bien des choses et, grâce à mon sens politique, j'ai vu clair dans bien des détails. La situation politique de cette période comportait deux facteurs essentiels : le premier, c'est l'effort des nationaux-socialistes pour accéder au pouvoir ; le deuxième — à l'opposé du premier — c'est l'activité du Parti communiste visant à créer le front unique des ouvriers contre le fascisme. À mon avis, cela s'est révélé également pendant ces débats.

Les nationaux-socialistes avaient besoin d'une manœuvre de diversion, pour détourner l'attention des difficultés qui existaient à l'intérieur du camp national et briser le front unique des ouvriers. Le « gouvernement national » avait besoin d'un prétexte valable pour lancer son décret-loi du 28 février qui supprimait la liberté de la presse, l'inviolabilité de la personne, et inaugurerait un système de répression policière, de camps de concentration et autres mesures de lutte contre les communistes.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Vous voilà arrivé à l'extrême limite, vous

faites des allusions !

Dimitrov. — Je veux simplement éclairer la situation politique en Allemagne à la veille de l'incendie du Reichstag, comme je la comprends.

Le président. — Il n'y a pas place ici pour des allusions à l'adresse du gouvernement et pour des affirmations depuis longtemps réfutées.

Dimitrov. — La classe ouvrière devait se défendre de toutes ses forces, et c'est pour cela que le Parti communiste a tenté d'organiser le front unique, en dépit de la résistance de Wels et de Breitscheid, qui maintenant, à l'étranger, poussent des clameurs hystériques.

Le président. — Vous devez passer à votre défense, si vous le voulez ; autrement vous n'aurez pas assez de temps pour le faire.

Dimitrov. — J'ai déjà déclaré que sur un point je suis d'accord avec l'acte d'accusation. Maintenant, il faut confirmer cet accord. C'est en ce qui concerne la question de savoir si Van der Lühbe a organisé l'incendie seul ou s'il avait des complices. Le représentant de l'accusation Parisius a déclaré ici que, de la réponse à la question de savoir si Van der Lühbe avait ou non des complices, dépendait le sort des accusés. Je réponds à cela : non, mille fois non : cette conclusion du procureur est illogique. J'estime que Van der Lühbe n'a réellement pas été seul à incendier le Reichstag. L'expertise et les données ressortant de ces débats m'amènent à conclure que l'incendie dans la salle des séances du Reichstag était d'un autre genre que celui allumé dans le restaurant du rez-de-chaussée, etc. Le feu a été mis à la salle des séances par d'autres gens et par un autre procédé. L'incendie allumé par Van der Lühbe et l'incendie dans la salle des séances coïncident seulement pour le temps ; pour le reste ils sont foncièrement différents. Le plus probable, c'est que Van der Lühbe a été l'instrument inconscient de ces gens, instrument dont on a abusé. Il ne dit pas toute la vérité ici. Maintenant encore il persiste dans son mutisme. Bien qu'il ait eu des complices, ce fait ne décide pas du sort des autres accusés. Van der Lühbe

n'a pas été seul, c'est vrai, mais ceux qui étaient avec lui n'étaient ni Torgler, ni Popov, ni Tanev, ni Dimitrov.

N'est-il pas probable que, le 26 février, Van der Lübbe a rencontré à Hoenigsdorf une personne à qui il a communiqué ses tentatives de mettre le feu à l'Hôtel de ville et au palais ? Que cet homme lui a dit que tous ces incendies ne sont que des jeux d'enfants, qu'une affaire sérieuse, ce serait l'incendie du Reichstag pendant les élections ? Et n'est-il pas probable que c'est ainsi que de l'union secrète entre la démente politique et la provocation politique a surgi l'incendie du Reichstag ? L'allié du côté de la démente politique est au banc des prévenus. Quant aux alliés du côté de la provocation politique, ils sont en liberté. Tandis que le naïf Van der Lübbe faisait ses tentatives malhabiles pour mettre le feu au restaurant, dans le corridor et au rez-de-chaussée, des inconnus se servant de ce liquide inflammable secret dont a parlé le docteur Schatz, ne perpétraient-ils pas l'incendie de la salle des séances ? (*Van der Lübbe se met à rire. Tout son corps est secoué d'un rire silencieux. L'attention de toute la salle, des juges et des prévenus se porte à ce moment sur Lübbe.*)

Dimitrov (montrant Lübbe). — Les complices inconnus ont veillé à tous les préparatifs de l'incendie. Ce Méphistophélès a su disparaître sans laisser de traces. Et voilà qu'ici se trouve l'instrument stupide, le pitoyable Faust, tandis que Méphistophélès a disparu. Le plus probable, c'est qu'un pont a été jeté à Hoenigsdorf entre Van der Lübbe et les représentants de la provocation politique, les agents des ennemis de la classe ouvrière.

Le procureur général Werner a déclaré ici que Van der Lübbe était un communiste ; il a dit ensuite que si même il n'était pas communiste, il a accompli son œuvre dans l'intérêt du Parti communiste et en liaison avec ce dernier. C'est là une affirmation fausse.

Qui est Van der Lübbe ? Un communiste ? Pas du tout ! Un anarchiste ? Non. C'est un

ouvrier déclassé, c'est une épave rebelle de la société, une créature dont on a abusé, qu'on a utilisée contre la classe ouvrière. Non il n'est pas communiste. Il n'est pas anarchiste. Pas un seul communiste au monde, pas un seul anarchiste ne se comporterait devant le tribunal comme le fait Van der Lübbe. Les anarchistes commettent souvent des actes insensés, mais toujours devant les juges, ils revendiquent leurs responsabilités et expliquent leurs buts. Si un communiste avait fait quelque chose d'analogue, il ne se tairait pas devant le tribunal, alors que quatre innocents sont au banc des accusés à ses côtés. Non, Van der Lübbe n'est pas un communiste, ni un anarchiste, il est l'instrument dont a abusé le fascisme.

Avec cet homme, avec ce misérable instrument dont on a abusé, que l'on a utilisé au préjudice du communisme, il ne peut y avoir rien de commun, il ne peut y avoir aucune relation entre lui et le président de la fraction communiste du Reichstag, entre lui et les communistes bulgares.

Je dois rappeler ici que le 28 février au matin, Goering a publié un communiqué sur l'incendie. Ce communiqué annonçait que Torgler et Koenen s'étaient enfuis des locaux du Reichstag à 10 heures du soir. Cette nouvelle fut radiodiffusée dans tout le pays. Le communiqué disait que l'incendie avait été allumé par les communistes. Toutefois, on n'a pas fait d'enquête sur les agissements de Van der Lübbe à Hoenigsdorf. L'homme qui passa la nuit avec Van der Lübbe au poste de police, n'a pas été retrouvé...

Le président (interrompant Dimitrov). — Quand avez-vous l'intention de finir vos discours ?

Dimitrov. — Je veux parler encore une demi-heure. Je dois exposer ma façon de voir sur cette question...

Le président. — On ne peut tout de même pas parler sans fin.

Dimitrov. — Pendant les trois mois que

dura le procès, monsieur le Président, vous m'avez, un nombre incalculable de fois, contraint au silence, en me promettant qu'à la fin du procès je pourrais parler en détail pour me défendre. Cette fin du procès est arrivée. Mais contrairement à votre promesse vous limitez de nouveau mon droit de parole. La question de ce qui s'est passé à Hoenigsdorf est extrêmement importante. Waschinski, qui avait passé la nuit avec Van der Lübbe, n'a pas été retrouvé. Ma proposition de le découvrir a été reconnue inutile. L'affirmation que Van der Lübbe s'est trouvé à Hoenigsdorf avec des communistes est un mensonge monté par le témoin national-socialiste, le coiffeur Grave. Si Van der Lübbe avait été à Hoenigsdorf avec des communistes, la chose aurait été depuis longtemps élucidée, monsieur le Président. Mais personne ne s'est préoccupé de découvrir Waschinski.

Le jeune homme, qui s'était présenté au commissariat de la porte de Brandebourg pour apporter la première nouvelle de l'incendie du Reichstag, n'a pas été recherché ; il reste jusqu'à présent inconnu. L'instruction a sur une fausse voie. Le docteur Albrecht, député national-socialiste, qui avait quitté le Reichstag immédiatement après l'incendie, n'a pas été interrogé. On n'a pas cherché les incendiaires là où ils étaient, mais là où ils n'étaient pas. On les recherchait dans les rangs du Parti communiste, et on avait tort. Cela a permis aux vrais incendiaires de disparaître. On a donc décidé : du moment qu'on n'a pas pris et qu'on n'a pas osé prendre les vrais auteurs de l'incendie, il faut en prendre d'autres, des « ersatz-incendiaires » pour ainsi dire, du Reichstag...

Le président. — Je vous interdis de dire cela, et je vous donne encore dix minutes.

Dimitrov. — J'ai le droit d'apporter et de motiver des propositions concernant le verdict. Le procureur général a traité toutes les dépositions des communistes comme indignes de foi. Je n'adopterai pas une position contraire. Je

n'affirmerai pas, par exemple, que tous les témoins nationaux-socialistes sont des menteurs. Je pense que parmi les millions de nationaux-socialistes il se trouve aussi d'honnêtes gens...

Le président. — Je vous interdis de pareilles remarques malveillantes.

Dimitrov. — N'est-il pas significatif que tous les principaux témoins à charge sont des députés nationaux-socialistes, des journalistes et des partisans du national-socialisme ? Le député national-socialiste Karwahne n'a-t-il pas dit avoir vu Torgler en compagnie de Van der Lübbe au Reichstag ? Le député national-socialiste Frey a déclaré avoir vu Popov avec Torgler au Reichstag. Le garçon de restaurant national-socialiste Hellmer a témoigné qu'il avait vu Van der Lübbe avec Dimitrov. Le journaliste national-socialiste Weberstedt aurait vu Tanev avec Van der Lübbe. Est-ce un effet du hasard ? Le docteur Dröscher, qui est intervenu ici en qualité de témoin, et qui est en même temps collaborateur au *Völkischer Beobachter*, Zimmermann...

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Cela n'est pas démontré.

Dimitrov. — ... a affirmé que Dimitrov est l'organisateur de l'explosion à la cathédrale de Sofia, ce qui a été démenti, et qu'il m'aurait vu avec Torgler au Reichstag. Je déclare, avec une certitude à cent pour cent, que Dröscher et Zimmermann, ce n'est qu'une et même personne...

Le président. — Je le nie, cela n'est pas prouvé.

Dimitrov. — Le fonctionnaire de police Heller a cité ici un poème communiste pris dans un livre édité en 1925, pour démontrer que les communistes ont mis le feu au Reichstag en 1933.

Je me permettrai également de citer des vers du plus grand poète d'Allemagne, Goethe :

« Apprends à être plus intelligent.
L'aiguille de la grande balance
Du bonheur reste rarement en repos ;

Tu dois ou t'élever
Ou descendre ;
Tu dois dominer et gagner,
Ou bien servir et perdre.
Souffrir ou triompher,
Être l'enclume ou le marteau. »

Oui, quiconque ne veut pas être l'enclume, doit être le marteau ! Cette vérité, la classe ouvrière allemande dans son ensemble, ne l'a comprise ni en 1918, ni en 1923, ni le 20 juillet 1932, ni en janvier 1933. La faute en est aux chefs social-démocrates, aux Wels, Severing, Braun, Leipart, Grasseman. Aujourd'hui, bien entendu, les ouvriers allemands pourront la comprendre !

On a beaucoup parlé ici du droit allemand et de la légalité, et je tiens à dire mon opinion à ce sujet également. Le jugement d'un tribunal se ressent toujours, incontestablement, des combinaisons politiques du moment actuel et des tendances politiques dominantes.

Le ministre de la justice Kerl est sans aucun doute pour le tribunal, une autorité compétente. Il a exprimé son opinion dans une interview publiée dans la presse.

« La prévention du droit libéral formel, *déclare-t-il*, consiste à affirmer que la justice doit avoir le culte de l'objectivité. Maintenant nous en sommes arrivés à la source d'éloignement entre le peuple et la justice et la faute de cet éloignement retombe toujours en fin de compte sur la justice. Qu'est-ce que l'objectivité au moment où le peuple lutte pour son existence ? Le soldat combattant, l'armée combattante connaissent-ils l'objectivité ? Le soldat et l'armée ne savent qu'une chose, ne savent qu'une considération, ne connaissent qu'une seule question : Comment dois-je sauver la liberté et l'honneur ? Comment sauver la nation ?

Ainsi, il va de soi que la justice d'un peuple qui combat dans une lutte à mort, ne peut avoir le culte d'une objectivité morte. Les dispositions du tribunal, du ministère public, des avocats doivent être dictées exclusivement par cette seule considération, à savoir : qu'est-ce qui importe pour la vie de la nation ? Qu'est-ce qui sauvera le peuple ?

Ce n'est pas l'objectivité invertébrée qui signifie le marasme et, par là même, la pétrification, l'éloignement vis-à-vis du peuple, non, tous les actes, toutes les mesures prises par la collectivité dans son ensemble et par chaque individu doivent

être subordonnés aux besoins immédiats du peuple, de la nation. »

Ainsi, le droit est une notion relative...

Le président. — Cela n'a pas de rapport avec le sujet. Vous devez faire vos propositions.

Dimitrov. — Le procureur général a proposé d'acquitter les prévenus bulgares, à défaut de preuves de culpabilité.

Le procureur général a proposé d'acquitter les Bulgares accusés, faute de preuves. Mais cela ne saurait nullement me satisfaire. La question est loin d'être aussi simple.

Cela n'écarterait pas complètement les soupçons. Au cours du procès, il a été démontré péremptoirement que nous n'avons rien de commun avec l'incendie du Reichstag et que, par conséquent, il n'y avait pas la moindre base pour justifier des soupçons contre nous. Nous, Bulgares, aussi bien que Torgler, devons être acquittés, non pas faute de preuves, mais parce que nous, communistes, n'avons rien et ne pouvons rien avoir de commun avec un acte anticommuniste.

Je propose donc de rendre le jugement que voici :

1. La Cour suprême reconnaît notre innocence dans l'affaire, et l'accusation injustifiée ; ceci est vrai pour nous : — pour moi, Torgler, Popov, Tanev.

2. Déclare que Van der LÛbbe a été instrument utilisé au détriment et au préjudice de la classe ouvrière.

3. Qu'il convient de mettre en jugement les personnes coupables d'avoir porté de fausses accusations contre nous.

4. Et de nous dédommager aux dépens de ces coupables pour le temps perdu, la santé compromise et les souffrances endurées.

Le président. — Ce que vous nommez vos propositions, le tribunal les aura en vue au cours de la délibération sur le verdict à prendre.

Dimitrov. — Le temps viendra où ces

comptes seront réglés avec intérêts. La pleine lumière sur la question de l'incendie du Reichstag et les véritables incendiaires c'est, évidemment, le tribunal du peuple de la future dictature du prolétariat qui s'en chargera.

Au XVII^e siècle, le fondateur de la physique scientifique Galileo Galilei, a comparu devant le sévère tribunal de l'Inquisition qui devait le condamner, comme hérétique, à la mort, il s'est écrié avec une profonde conviction et résolution : « Et pourtant la terre tourne ! » Et ce principe scientifique est devenu plus tard le patrimoine de toute l'humanité.

(Le président interrompt brutalement Dimitrov, se lève, rassemble ses papiers, et s'apprête à sortir.)

Dimitrov (*continuant*). : Nous, communistes, pouvons aujourd'hui, proclamer

avec non moins de résolution que le vieux Galilée : « Et pourtant elle tourne ! » La roue de l'histoire tourne, avance, vers une Europe soviétique, vers l'Union mondiale des Républiques soviétiques. Et cette roue, poussée par le prolétariat sous la direction de l'Internationale communiste, on ne parviendra à l'arrêter ni par des mesures d'extermination, ni par des condamnations aux travaux forcés, ni par des exécutions. Elle tourne et continuera à tourner jusqu'à la victoire définitive du communisme !

(Les policiers empoignent Dimitrov et le forcent à se rasseoir sur le banc des accusés. Le président et le tribunal s'éloignent pour délibérer sur la question de savoir si Dimitrov peut continuer son discours. Après délibération, la Cour revient et annonce que la parole est définitivement retirée à Dimitrov.)

Ce que nous devons dire avant tout

Extrait de l'interview donnée à la presse soviétique et étrangère dès son arrivée à Moscou (27 février 1934)

Ce que nous devons dire d'abord, c'est la reconnaissance sans bornes que nous éprouvons pour le prolétariat international, pour les couches les plus larges de travailleurs de tous les pays, pour les intellectuels loyaux qui ont lutté en faveur de notre libération. Et nos chaleureux remerciements, avant tout, aux ouvriers et aux kolkhoziens du pays soviétique, de notre pays.

Je peux m'exprimer avec une entière conviction : sans cette admirable mobilisation de l'opinion publique pour notre défense, nous ne serions certainement pas ici, à vous parler. Et le fascisme allemand n'aurait pas renoncé à nous anéantir moralement et physiquement.

La grande campagne qui fut menée dans le monde entier pour notre libération, mes

camarades et moi, nous ne l'avons malheureusement connue que très tardivement. Ce n'est que maintenant, quelques heures après notre arrivée, en causant avec nos camarades, que nous apprenons tout ce qui, pendant cette époque, s'est passé autour de nous. Je suis fermement convaincu que cette campagne n'a pas sauvé que nous, les trois Bulgares et Torgler, mais que nous lui sommes aussi redevables de ce que la provocation du fascisme allemand, qui visait à l'extermination de milliers de prolétaires, a été condamnée. Cette campagne fait perdre au fascisme la possibilité de monter une nouvelle provocation qui aurait pour but de détruire les cadres dirigeants du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne.

En bref, le procès fut une provocation,

comme le fut aussi l'incendie du Reichstag. Le procès était destiné à couvrir les incendiaires. On voulait rejeter sur d'autres son propre crime. Cependant, conformément aux lois de la dialectique, aux lois de la lutte de classe du prolétariat, le procès a tourné en son propre contraire.

Ce procès anticomuniste est devenu une grandiose démonstration antifasciste, un piteux fiasco du fascisme. L'incendie devait persuader le peuple allemand que les communistes sont des incendiaires ; le procès l'a persuadé que c'est là une légende.

Entre-temps, une année a passé et, bien que l'Allemagne, qui n'est qu'une grande prison, soit isolée du reste du monde, il n'y a plus personne là-bas qui croie que l'incendie du Reichstag ait été allumé par les communistes. Même parmi les simples membres du Parti national-socialiste, il s'en trouve beaucoup qui sont convaincus que cet incendie est l'œuvre des chefs fascistes.

Nous avons quitté l'Allemagne, le cœur plein de haine contre le fascisme allemand, mais aussi plein d'amour, de chaleureuse sympathie pour

les travailleurs et les communistes allemands. Par suite de l'isolement rigoureux où nous étions tenus, nous ne pouvions savoir exactement ce qu'ils ont à souffrir et comment ils luttent. Mais jusqu'à la comparution devant le tribunal et devant le tribunal lui-même, nous sentions que le puissant Parti communiste allemand reste inébranlablement à son poste.

L'attitude, devant le tribunal, des témoins ouvriers que l'on avait tirés des camps de concentration, exprimait la fidélité et le dévouement à leur Parti.

Le combat qui a été mené pour notre libération doit être continué pour la délivrance des milliers de prolétaires emprisonnés dans les casemates du fascisme.

Ce que je vais faire ici ? C'est tout à fait clair... Je suis un soldat de la révolution prolétarienne, un soldat de l'Internationale communiste. C'est dans cet esprit que j'ai comparu devant le tribunal. Je ferai ici mon devoir de soldat de la révolution prolétarienne et je l'accomplirai jusqu'à mon dernier souffle.

Les premiers enseignements

Extrait de l'entretien de Dimitrov avec les correspondants de la presse communiste de l'étranger

(avril 1934)

— Une pareille campagne, née d'une cause internationale, est presque sans précédent : quelle en est, selon vous, l'explication ?

— Cette solidarité démontre, je le pense, qu'on ne s'est pas seulement intéressé à la personne des accusés. Cet intérêt considérable qu'ont manifesté les ouvriers, et aussi d'autres couches sociales, exprimait leur satisfaction devant notre combat contre le fascisme allemand et la volonté d'y prendre une part active.

— Je crois que votre attitude héroïque y est

pour beaucoup.

— Il est vrai que, devant le tribunal, j'ai été jusqu'au bout ; dans ma lutte, mordant, conséquent et sans égards. Vous parlez de courage, d'attitude héroïque devant le tribunal. N'avoir pas peur de la mort, voyez-vous, ce n'est pas de l'héroïsme personnel : c'est, au fond, le propre du communisme, du prolétariat révolutionnaire, des bolcheviks. La classe bourgeoise n'est plus en état de susciter dans ses rangs un véritable courage, un véritable

héroïsme. C'est une classe qui sombre et qui n'a plus aucune perspective.

— Vous savez probablement que, dans tous les pays, un grand nombre de travailleurs social-démocrates ont été enthousiasmés par votre attitude ?

— Oui, ils ont beaucoup contribué à notre libération. Ces ouvriers social-démocrates devraient maintenant se poser une question : pourquoi la social-démocratie n'a-t-elle pas de chefs héroïques ? Comment cela se fait-il ? Il n'y a qu'une explication : la social-démocratie est à la remorque de la bourgeoisie; par sa théorie et sa pratique, elle est un instrument de la dictature bourgeoise. C'est pourquoi, justement, comme la bourgeoisie même, elle ne peut compter aucun chef vraiment courageux et héroïque.

— Quelles conclusions doit-on, à votre avis, en tirer ?

— Une des plus importantes, c'est que les ouvriers social-démocrates ne peuvent mener avec succès le combat contre la bourgeoisie qu'en communauté d'action avec les ouvriers communistes. Jusqu'ici, beaucoup de travailleurs social-démocrates en sont restés à la sympathie à notre égard. Mais la sympathie n'est pas suffisante. Elle doit se transformer en une lutte active contre la bourgeoisie et le fascisme, une lutte résolue, unifiée, que les ouvriers socialistes, chrétiens et sans parti mèneront coude à coude avec les ouvriers communistes.

Mais, dites une chose aux ouvriers de chez vous : combattre le fascisme, cela signifie, en même temps et avant tout, le combattre dans son propre pays. Il est indiscutable que chaque pays possède ses propres Hitler, Gøring ou Gøebbels en puissance. Il ne suffit pas de rassembler des forces et d'attendre qu'il soit trop tard pour engager l'attaque. Même en Hollande, on doit dès maintenant mener la lutte.

Contre tous les aspects du fascisme, il faut batailler tous les jours, à chaque heure. Dans les entreprises, dans la rue, chez les chômeurs, dans

les réunions, partout, il faut barrer la voie au fascisme.

Tous les travailleurs doivent veiller à ce que ne soit donnée au fascisme aucune possibilité de croître ou d'acquérir une influence auprès des ouvriers et des paysans. Pas à pas, coup pour coup, il faut gagner sur le fascisme.

— Vous êtes donc persuadé qu'on pourra éviter l'avènement de la dictature fasciste ?

— Oui, tout à fait certain ! Si les ouvriers social-démocrates d'Allemagne étaient, pas à pas, allés de l'avant, en temps utile, avec les ouvriers communistes, contre le fascisme, s'ils n'avaient pas suivi aussi aveuglément leurs chefs, nous n'aurions certainement pas de dictature fasciste aujourd'hui. L'exemple allemand est riche d'enseignement pour les ouvriers de tous les pays. Cet enseignement, il faut, dès à présent, en tirer profit.

— Nous le dirons. Mais que peut-on faire directement pour les antifascistes d'Allemagne ?

— Des centaines et des milliers, parmi les meilleurs ouvriers, parmi les meilleurs combattants du prolétariat allemand sont, dans les prisons et les camps de concentration, en un danger de mort permanent. Il en est ainsi, avant tout, du chef de la classe ouvrière révolutionnaire d'Allemagne, Ernst Thaelmann. Je ne me fatiguerai pas de répéter qu'arracher Ernst Thaelmann, chef de la classe ouvrière allemande, des mains des bourreaux fascistes est une question d'honneur pour le prolétariat de tous les pays ; on doit s'y mettre, on doit y tendre de toutes ses forces.

— Savez-vous quelque chose de précis sur l'état de Thaelmann ?

— Je l'ai vu trois fois pendant ma détention ; deux fois, il ne put me voir ; mais, la troisième fois, en octobre, lors de l'épisode berlinois du procès, il m'a également aperçu. Du corridor, je l'ai vu dans sa cellule. Je l'ai salué et il m'a répondu. Il était très courageux, malgré la rigueur de sa détention. Les dernières nouvelles sur la façon dont il est traité, sont très

inquiétantes.

— Que lui arrivera-t-il, d'après vous ?

— En tout cas, on va tenter de l'anéantir

physiquement et moralement. Il ne faut pas perdre de vue que la libération de Thaelmann et des autres camarades allemands sera beaucoup plus difficile que la nôtre.

La signification du procès de Leipzig

Extrait d'un article de la Pravda,

« Une victoire de la solidarité prolétarienne »

(4 mars 1934)

L'incendie du Reichstag devait marquer et marqua effectivement l'origine d'une campagne terroriste du fascisme allemand contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La provocation du 27 février 1933 visait à être le signal de l'« anéantissement » du marxisme, en entendant par là le mouvement révolutionnaire du prolétariat allemand. Les arlequins fascistes voulaient mettre en ligne toutes les forces hostiles au mouvement révolutionnaire et à l'Union soviétique ; ils comptaient faire apparaître à l'Europe capitaliste le « rôle historique » du fascisme allemand, son rôle de gendarme en face de la révolution prolétarienne.

En d'autres termes, « le fascisme allemand de sang purement aryen » a repris à son compte, à l'époque de la révolution prolétarienne, ce que l'absolutisme tsariste considérait comme sa « mission historique » au temps de la révolution bourgeoise-démocratique : être le bastion de la réaction européenne et le bourreau du mouvement révolutionnaire.

L'incendie du Reichstag, provocation imaginée par les fascistes, – nous y reviendrons plus à fond – servit de prélude à d'innombrables actes de bestialité, aux jours sanglants de mars 1933, qui soulevèrent toute l'humanité travailleuse contre la dictature fasciste.

Le procès de Leipzig – le plus grand procès de l'histoire politique contemporaine – a été

monté intentionnellement comme une provocation, par les chefs fascistes, pour apporter au monde entier la preuve qu'à la fin du mois de février 1933, ces bourreaux avaient sauvé l'Europe du bolchévisme.

À Leipzig, le fascisme allemand comptait établir universellement son rôle de sauveur. L'acte d'accusation, tenu sévèrement secret avant et pendant les débats, qui ont duré trois mois, montre clairement que le procès n'était pas seulement dirigé contre le communisme allemand, mais surtout contre l'Internationale communiste et l'Union soviétique.

Au commencement du procès, la presse fasciste allemande ne jugea pas indispensable d'en faire mystère. L'acte d'accusation mentionne ouvertement que mes camarades et moi avons été coupables d'être « les plénipotentiaires du Parti communiste russe de Moscou » et d'avoir eu pour mission d'organiser en Allemagne, par l'incendie du Reichstag, un soulèvement armé ayant pour but la soviétisation de l'Europe entière. En plein accord avec le désir des fascistes, les faux témoins de l'instruction préparatoire, stylés par l'accusation, ont déclaré « qu'après ce geste, l'incendie du Reichstag, des actions analogues se produiraient à Varsovie, à Vienne et à Prague, afin d'étendre l'embrasement à l'Europe entière ».

Quelles tâches concrètes le fascisme allemand

se proposait-il en montant le procès de Leipzig ?

En premier lieu : Réhabiliter, aux yeux de l'Allemagne et de l'étranger, les incendiaires et les bourreaux fascistes ; dissimuler l'identité des vrais coupables en rejetant la responsabilité sur les communistes.

En second lieu : Justifier la terreur sauvage et les monstrueuses persécutions contre le prolétariat révolutionnaire ; légitimer devant l'opinion publique la destruction barbare d'énormes valeurs culturelles, la croisade contre la science, l'anéantissement sans pitié du libéralisme bourgeois de gauche, les pogroms de masse, les meurtres, etc.

En troisième lieu : Alimenter une nouvelle campagne anticommuniste. Le procès devait servir de fondement à un nouveau procès monstre contre le Parti communiste allemand.

En quatrième lieu : Le procès devait apporter la preuve que le gouvernement fasciste combattait « victorieusement » le communisme mondial et avait sauvé à temps l'Europe capitaliste du danger communiste. Les têtes des quatre accusés devaient être la monnaie d'appoint que les fascistes emploieraient dans leurs prochains marchandages avec les pays capitalistes ; ceux-ci, en contrepartie des « mérites historiques » de Hitler, lui accorderaient des concessions sur la question de l'égalité des armements, etc.

Les fascistes allemands attribuaient à ce procès une signification extraordinaire pour leur politique extérieure.

La préparation du procès a été poussée d'une façon particulièrement étendue. Les fascistes y ont introduit tout ce qu'ils avaient sous la main. Ils ont mobilisé tout l'appareil de la police et de la justice, l'appareil dirigeant du parti nazi, l'appareil colossal du ministère de la Propagande, avec ses lointaines ramifications. Et tout cela devait servir, non seulement à fabriquer l'acte d'accusation, mais, avant tout, à susciter, coûte que coûte, des témoins « appropriés ».

Six mois environ se passèrent à cette recherche de témoins, exaspérée, désespérée.

Il importait considérablement aux fascistes de trouver les témoins nécessaires parmi les ouvriers, parmi les communistes et surtout parmi les dirigeants du mouvement communiste. Selon les plans des incendiaires fascistes, ces témoins auraient attesté que le Parti communiste et l'Association des anciens combattants rouges auraient préparé un mouvement armé pour février-mars 1933 ; que des directives avaient été données dans ce sens et que l'incendie devait être le signal de la révolte.

Pour trouver de tels témoins, les fascistes ne reculèrent devant rien. Des milliers et des milliers de communistes et d'ouvriers révolutionnaires furent soumis, dans les prisons et les camps de concentration, à des tortures morales et physiques indescriptibles, afin qu'ils consentissent à être des témoins dociles, prêts à confirmer tout ce qu'exigeraient d'eux les thèses de l'acte d'accusation provocateur.

Pourtant les fascistes subirent un complet échec. Malgré tous leurs efforts, seuls des députés nationaux-socialistes, des journalistes fascistes, des criminels de droit commun, des faux monnayeurs, des voleurs récidivistes, des psychopathes et des morphinomanes acceptèrent de déposer comme témoins à charge.

Les fascistes ne réussirent même pas à trouver un seul des témoins souhaités dans les milieux ouvriers, parmi les membres actifs du mouvement prolétarien ou parmi les fonctionnaires responsables du Parti communiste.

Et ce fut là le talon d'Achille de l'accusation. D'autre part, ce fait a démontré lumineusement au monde entier la fermeté, la fidélité et le dévouement illimité des ouvriers allemands à la cause de la révolution prolétarienne, à la cause du communisme et de son Internationale.

Au procès de Leipzig, le fascisme allemand entra en scène pour la première fois en qualité

de gendarme européen contre le communisme. Ce début s'est terminé en catastrophe pour les fascistes. En en transposant les termes, on peut citer le célèbre proverbe bulgare : le fascisme allemand fit son entrée à Leipzig tel un lion splendide, mais il dut filer sous les huées.

Le procès fut une pierre de touche pour le Parti communiste et le prolétariat révolutionnaire, dont les fils les meilleurs languissent dans les camps de concentration ou d'autres cachots fascistes.

Et ce fut une brillante démonstration de sa fidélité à son drapeau, de son dévouement sans réserve à la tâche révolutionnaire et à la discipline prolétarienne.

Ainsi les fascistes ne sont pas parvenus à dénicher, parmi les ouvriers, un seul témoin selon leurs vœux; les ouvriers cités, malgré

toutes les menaces et tous les supplices, firent preuve, devant les juges, d'un courage digne du prolétariat ; et cela suffit à montrer que, sur les perspectives de révolution prolétarienne postérieures à l'avènement du fascisme, les pessimistes pusillanimes, opportunistes d'Allemagne et d'ailleurs, se sont lamentablement trompés.

La défaite du fascisme à Leipzig et notre délivrance constituent une puissante victoire de l'Internationale communiste. Cependant la lutte continue et il faut la porter à un niveau plus élevé. L'opinion publique antifasciste ne doit pas s'endormir après cette victoire. La lutte pour la libération de Thaelmann, chef des ouvriers révolutionnaires allemands, la lutte pour la libération de milliers d'autres prisonniers du fascisme, c'est là une question d'honneur pour le mouvement antifasciste international.

L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme

Rapport au VIIe congrès mondial de l'Internationale communiste (2 août 1935)

1. Le fascisme et la classe ouvrière

Camarades !

Déjà le VIe Congrès de l'Internationale Communiste avertissait le prolétariat international de la maturation d'une nouvelle offensive fasciste et appelait à la lutte contre elle. Le Congrès indiquait que « des tendances fascistes et des germes du mouvement fasciste existent presque partout, sous une forme plus ou moins développée ».

Dans les conditions de la crise économique

extrêmement profonde, de l'aggravation marquée de la crise générale du capitalisme, du développement de l'esprit révolutionnaire dans les masses travailleuses, le fascisme est passé à une vaste offensive. La bourgeoisie dominante cherche de plus en plus le salut dans le fascisme, afin de prendre contre les travailleurs des mesures extraordinaires de spoliation, de préparer une guerre de brigandage impérialiste, une agression contre l'Union Soviétique, l'asservissement et le partage de la Chine et sur la base de tout cela de conjurer la révolution.

Les milieux impérialistes tentent de faire retomber tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Ils s'efforcent de résoudre le problème des marchés par l'asservissement des peuples faibles, par l'aggravation du joug colonial et par un nouveau partage du monde au moyen de la guerre. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Ils s'efforcent de devancer la montée des forces de la révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans et en lançant une agression militaire contre l'Union Soviétique, rempart du prolétariat mondial. C'est pour cela qu'ils ont besoin du fascisme.

Dans une série de pays, notamment en Allemagne, ces milieux impérialistes ont réussi, avant le tournant décisif des masses vers la révolution, à infliger une défaite au prolétariat et à instaurer la dictature fasciste. Mais ce qui est caractéristique pour la victoire du fascisme, c'est précisément la circonstance que cette victoire, d'une part, atteste la faiblesse du prolétariat, désorganisé et paralysé par la politique social-démocrate scissionniste de collaboration de classe avec la bourgeoisie, et, d'autre part, exprime la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui est prise de peur devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, prise de peur devant la révolution et n'est plus en état de maintenir sa dictature sur les masses par les vieilles méthodes de démocratie bourgeoise et de parlementarisme.

Au sujet de la victoire du fascisme en Allemagne, Staline a dit au XVIIe congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. :

« Il ne faut pas la considérer seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie

bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre. »

STALINE, « Deux Mondes », Rapport sur l'activité du Comité central présenté au XVIIe congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *les Questions du léninisme*, tome II, (1947)

Le caractère de classe du fascisme

Le fascisme au pouvoir est, comme l'a caractérisé avec raison la XIIIe Séance Plénière du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.

La variété la plus réactionnaire du fascisme, c'est le fascisme du type allemand, il s'intitule impudemment national-socialisme sans avoir rien de commun avec le socialisme allemand. Le fascisme allemand ce n'est pas seulement un nationalisme bourgeois, c'est un chauvinisme bestial. C'est un système gouvernemental de banditisme politique, un système de provocation et de tortures à l'égard de la classe ouvrière et des éléments révolutionnaires de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des intellectuels. C'est la barbarie médiévale et la sauvagerie. C'est une agression effrénée à l'égard des autres peuples et des autres pays.

Le fascisme allemand apparaît comme la troupe de choc de la contre-révolution internationale, comme le principal fomentateur de la guerre impérialiste, comme l'instigateur de la croisade contre l'Union Soviétique, la grande patrie des travailleurs du monde entier. Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'État qui, prétendument, « se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie », ainsi que l'affirmait, par exemple, Otto Bauer. Ce n'est pas « la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'État », comme le déclarait le socialiste anglais

Brailsford. Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier. Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels. Le fascisme en politique extérieure, c'est le chauvinisme sous sa forme la plus grossière, cultivant une haine bestiale contre les autres peuples.

Il est nécessaire de souligner avec une vigueur particulière ce véritable caractère du fascisme parce que le masque de la démagogie sociale a permis au fascisme d'entraîner à sa suite, dans une série de pays, les masses de la petite bourgeoisie désaxée par la crise, et même certaines parties des couches les plus arriérées du prolétariat, qui n'auraient jamais suivi le fascisme si elles avaient compris son caractère de classe réel, sa véritable nature.

Le développement du fascisme et la dictature fasciste elle-même, revêtent dans les différents pays des formes diverses, selon les conditions historiques sociales et économiques, selon les particularités nationales et la situation internationale du pays donné. Dans certains pays, principalement là où le fascisme n'a pas de large base dans les masses et où la lutte des différents groupements dans le camp de la bourgeoisie fasciste elle-même est assez forte, le fascisme ne se résout pas du premier coup à liquider le Parlement et laisse aux autres partis bourgeois, de même qu'à la social-démocratie, une certaine légalité. Dans d'autres pays, où la bourgeoisie dominante appréhende la proche explosion de la révolution, le fascisme établit son monopole politique illimité ou bien du premier coup, ou bien en renforçant de plus en plus la terreur et la répression à l'égard de tous les partis et groupements concurrents. Ce fait n'exclut pas, de la part du fascisme, au moment d'une aggravation particulière de sa situation, les tentatives d'élargir sa base et, sans changer d'essence de classe, de combiner la dictature

terroriste ouverte avec une falsification grossière du parlementarisme.

L'arrivée du fascisme au pouvoir, ce n'est pas la substitution ordinaire d'un gouvernement bourgeois à un autre, mais le remplacement d'une forme étatique de la domination de classe de la bourgeoisie – la démocratie bourgeoise – par une autre forme de cette domination, la dictature terroriste déclarée. Méconnaître cette distinction serait une faute grave, qui empêcherait le prolétariat révolutionnaire de mobiliser les couches laborieuses les plus étendues de la ville et de la campagne pour la lutte contre la menace de la prise du pouvoir par les fascistes, et d'utiliser les contradictions existant dans le camp de la bourgeoisie elle-même. Mais c'est une faute non moins grave et non moins dangereuse de sous-estimer l'importance que revêtent, pour l'instauration de la dictature fasciste, les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, qui s'aggravent aujourd'hui dans les pays de démocratie bourgeoise, et qui écrasent les libertés démocratiques des travailleurs, falsifient et rognent les droits du Parlement, accentuent la répression contre le mouvement révolutionnaire.

Camarades, on ne saurait se faire de l'arrivée du fascisme au pouvoir l'idée simpliste et unie qu'un comité quelconque du capital financier déciderait d'instaurer à telle date la dictature fasciste. En réalité, le fascisme arrive ordinairement au pouvoir dans une lutte réciproque, parfois aiguë, avec les vieux partis bourgeois ou une portion déterminée d'entre eux, dans une lutte qui se mène même à l'intérieur du camp fasciste et qui en arrive parfois à des collisions armées, comme nous l'avons vu en Allemagne, en Autriche, et dans d'autres pays. Tout cela sans affaiblir cependant l'importance du fait qu'avant l'instauration de la dictature fasciste, les gouvernements bourgeois passent ordinairement par une série d'étapes préparatoires et prennent une série de mesures réactionnaires contribuant à l'avènement direct du fascisme. Quiconque ne lutte pas, au cours de ces étapes préparatoires,

contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entraver la victoire du fascisme, mais au contraire la facilite.

Les chefs de la social-démocratie estompaient et cachaient aux masses le vrai caractère de classe du fascisme, ils n'appelaient pas à la lutte contre les mesures réactionnaires de plus en plus fortes de la bourgeoisie. Ils portent la grande responsabilité historique du fait qu'au moment décisif de l'offensive fasciste, une partie considérable des masses travailleuses, en Allemagne et dans une série d'autres pays fascistes, n'a pas reconnu dans le fascisme le rapace financier sanguinaire, leur pire ennemi, et du fait que ces masses n'ont pas été prêtes à la riposte.

Quelle est donc la source de l'influence du fascisme sur les masses ? Le fascisme réussit à attirer les masses parce qu'il en appelle, de façon démagogique, aux plus sensibles de leurs besoins et de leurs aspirations. Le fascisme ne se borne pas à attiser les préjugés profondément enracinés dans les masses ; il joue aussi sur les meilleurs sentiments des masses, sur leur sentiment de justice et parfois même sur leurs traditions révolutionnaires. Pourquoi les fascistes allemands, ces laquais de la grande bourgeoisie et ces ennemis mortels du socialisme, se font-ils passer devant les masses pour des « socialistes » et représentent-ils leur avènement au pouvoir comme une « révolution » ? Parce qu'ils visent à exploiter la foi dans la révolution, l'élan vers le socialisme, qui vivent au cœur des grandes masses travailleuses d'Allemagne.

Le fascisme agit dans l'intérêt des ultra-impérialistes, mais il se montre aux masses sous le masque de défenseur de la nation lésée et en appelle au sentiment national blessé, comme, par exemple, le fascisme allemand qui entraîna les masses derrière lui avec le mot d'ordre « Contre Versailles ! »

Le fascisme vise à l'exploitation la plus effrénée des masses, mais il aborde celles-ci avec

une habile démagogie anticapitaliste, en exploitant la haine profonde des travailleurs pour la bourgeoisie rapace, les banques, les trusts et les magnats financiers, et en formulant les mots d'ordre les plus tentants au moment donné pour les masses politiquement frustes. En Allemagne: « l'intérêt général prime l'intérêt privé » ; en Italie: « notre État n'est pas, un État capitaliste, mais corporatif » ; au Japon: « pour un Japon sans exploitation » ; aux États-Unis : « pour le partage de la richesse », etc.

Le fascisme livre le peuple à la merci des éléments vénaux les plus corrompus, mais se présente devant lui en revendiquant un « pouvoir honnête et incorruptible ». En spéculant sur la profonde déception des masses à l'égard des gouvernements de démocratie bourgeoise, le fascisme s'indigne hypocritement contre la corruption (par exemple, les affaires Barmat et Sklarek en Allemagne, l'affaire Staviski en France, et une série d'autres)

Le fascisme capte, dans l'intérêt des cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie, les masses déçues qui abandonnent les vieux partis bourgeois. Mais il en impose à ces masses par la violence de ses attaques contre les gouvernements bourgeois, par son attitude intransigeante à l'égard des vieux partis de la bourgeoisie.

Dépasant en cynisme et en hypocrisie toutes les autres variétés de la réaction bourgeoise, le fascisme adapte sa démagogie aux particularités nationales de chaque pays et même aux particularités des différentes couches sociales dans un seul et même pays. Et les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence, deviennent victimes de la démagogie sociale et chauvine du fascisme.

Le fascisme arrive au pouvoir comme le parti de choc contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat, contre les masses populaires en fermentation, mais il présente son avènement au

pouvoir comme un mouvement « révolutionnaire » contre la bourgeoisie au nom de « toute la nation » et pour le « salut » de la nation. (Rappelons-nous la « marche » de Mussolini sur Rome, la « marche » de Pilsudski sur Varsovie, la « révolution » nationale-socialiste de Hitler en Allemagne, etc.)

Mais quel que soit le masque dont le fascisme s'affuble, sous quelque forme qu'il apparaisse, quelle que soit la voie qu'il emprunte pour arriver au pouvoir :

Le fascisme est l'offensive la plus féroce du Capital contre les masses travailleuses.

Le fascisme, c'est le chauvinisme effréné et la guerre de conquête.

Le fascisme, c'est la réaction forcenée et la contre révolution.

Le fascisme, c'est le pire ennemi de la classe ouvrière et de tous les travailleurs !

Qu'est-ce que le fascisme vainqueur apporte aux masses ?

Le fascisme avait promis aux ouvriers un « juste salaire », mais, en fait, il leur a apporté un niveau de vie encore plus bas, un niveau de vie misérable. Il avait promis du travail aux chômeurs, mais, en fait, il leur a apporté des tortures de la faim encore plus pénibles, un travail forcé, un travail servile. En fait, il transforme les ouvriers et les chômeurs en parias de la société capitaliste sans aucun droit; il détruit leurs syndicats; il les prive du droit de faire grève et les empêche d'éditer la presse ouvrière; il les embrigade de force dans les organisations fascistes; il dilapide les fonds de leurs assurances sociales; quant aux fabriques et aux usines, il en fait des casernes où règne l'arbitraire effréné des capitalistes.

Le fascisme avait promis à la jeunesse travailleuse de lui ouvrir largement la voie d'un brillant avenir. En fait, il a apporté les licenciements en masse de la jeunesse des entreprises, les camps de travail et le dressage militaire sans répit pour la guerre de conquête.

Le fascisme avait promis aux employés, aux petits fonctionnaires, aux intellectuels d'assurer leur subsistance, d'abolir la toute-puissance des trusts et la spéculation du capital bancaire. En fait, il leur a apporté une incertitude du lendemain et un désespoir plus grand encore; il les soumet à une nouvelle bureaucratie composée de ses partisans les plus dévoués. Il établit une dictature insupportable des trusts; il sème dans des proportions inouïes la corruption, la décomposition.

Le fascisme avait promis à la paysannerie ruinée, tombée dans la misère, de liquider le joug des dettes, d'abolir les fermages et même d'aliéner sans compensation les terres des propriétaires fonciers au profit des paysans sans terre et en train de se ruiner. En fait, il établit un asservissement inouï de la paysannerie laborieuse aux trusts et à l'appareil d'État fasciste, il pousse jusqu'aux dernières limites l'exploitation de la masse fondamentale de la paysannerie par les gros propriétaires fonciers, les banques et les usuriers. « L'Allemagne sera un pays agricole, ou elle ne sera pas », déclarait solennellement Hitler. Eh bien ! qu'est-ce que les paysans ont reçu en Allemagne, sous Hitler ? Le moratorium déjà annulé ? Ou la loi sur l'héritage de la ferme paysanne qui pousse à évincer des campagnes des millions de fils et de filles de paysans et à en faire des mendiants ? Les salariés agricoles sont convertis en demi-serfs, privés même du droit élémentaire de libre déplacement. La paysannerie laborieuse est privée de la possibilité de vendre sur le marché les produits de son exploitation.

Et en Pologne ?

« Le paysan polonais, écrit le journal *polonais Czas*, use de procédés et de troyens employés, peut-être, seulement à l'époque du Moyen Âge ; il fait couvrir le feu dans son poêle et le prête à son voisin, il divise les allumettes en plusieurs fragments, il emprunte de petits morceaux de savon noir, il fait bouillir des tonneaux à harengs pour obtenir de l'eau salée. Ce n'est pas là une fable, mais la situation réelle de la campagne, et chacun peut s'en convaincre. »

Or, ce ne sont pas les communistes qui

écrivent ces choses, camarades, mais un journal réactionnaire polonais !

Encore n'est-ce pas tout, loin de là.

Chaque jour, dans les camps de concentration de l'Allemagne fasciste, dans les sous-sols de la Gestapo, dans les cachots polonais, dans les Sûretés générales bulgare et finlandaise, dans la Glavniatch de Belgrade, dans la Sigouranza roumaine, dans les îles d'Italie, on fait subir aux meilleurs fils de la classe ouvrière, aux paysans révolutionnaires, aux champions d'un radieux avenir de l'humanité, des violences et des brimades si répugnantes qu'elles font pâlir les agissements les plus infâmes de l'Okhrana tsariste. Le fascisme scélérat d'Allemagne transforme en une bouillie sanglante le corps des maris en présence de leurs femmes; aux mères, il envoie par colis postal les cendres de leurs fils assassinés. La stérilisation est transformée en un instrument de lutte politique. Dans les salles de tortures, on injecte de force, aux antifascistes prisonniers, des substances toxiques, on leur brise les mains, on leur crève les yeux, on les suspend, on les gorge d'eau, on leur découpe le signe fasciste dans la chair.

J'ai sous les yeux le relevé statistique du S.R.I. – Secours Rouge International –, concernant les hommes assassinés, blessés, arrêtés, estropiés et torturés en Allemagne, Pologne, Italie, Autriche, Bulgarie, Yougoslavie. Dans la seule Allemagne, depuis l'accession des national-socialistes au pouvoir, il a été tué plus de 4200 personnes, on en a arrêté 317 800, blessés et soumis à de pénibles tortures 218 600 ouvriers, paysans, employés, intellectuels antifascistes, communistes, social-démocrates, membres des organisations chrétiennes de l'opposition. En Autriche, le gouvernement fasciste « chrétien », depuis les combats de février de l'année dernière, a assassiné 1900 ouvriers révolutionnaires, en a blessé et mutilé 10 000, arrêté 40 000. Et ce relevé est loin d'être complet !

Il m'est difficile de trouver les mots capables d'exprimer toute l'indignation qui s'empare de

nous à l'idée des tourments que les travailleurs subissent aujourd'hui dans les pays fascistes. Les chiffres et les faits que nous citons, ne reflètent même pas la centième partie du tableau véritable de l'exploitation et des tortures de la terreur blanche, dont est pleine la vie quotidienne de la classe ouvrière dans les différents pays capitalistes. Il n'est point de livres, si nombreux soient-ils, qui puissent donner une idée claire des férocités innombrables exercées par le fascisme sur les travailleurs.

C'est avec une émotion profonde et un sentiment de haine à l'égard des bourreaux fascistes que nous inclinons les drapeaux de l'Internationale Communiste devant la mémoire inoubliable de John Scheer, Fiete Schultz, Luttgens en Allemagne ; Koloman Wallisch et Munchreiter en Autriche ; Challay et Furst en Hongrie ; Kofardjiev, Lutibrodski et Voïkov en Bulgarie ; devant la mémoire des milliers et des milliers d'ouvriers, de paysans, de représentants des intellectuels progressistes, communistes, social-démocrates et sans parti, qui ont donné leur vie dans la lutte contre le fascisme. Nous saluons de cette tribune le chef du prolétariat allemand et président d'honneur de notre congrès, le camarade Thaelmann. Nous saluons les camarades Rakosi, Gramsci, Antikaïnen. Nous saluons Thomas Mooney qui, depuis dix-huit ans déjà languit en prison, et les milliers d'autres prisonniers du Capital et du fascisme et nous leur disons : « Frères de lutte, frères d'armes, vous n'êtes pas oubliés. Nous sommes avec vous. Chaque heure de notre vie, chaque goutte de notre sang, nous le donnerons pour vous affranchir et affranchir tous les travailleurs du honteux régime fasciste. »

Camarades ! Lénine nous avertissait déjà que la bourgeoisie réussirait peut-être à frapper d'une terreur féroce les travailleurs et à repousser pour un temps plus ou moins bref les forces croissantes de la révolution, mais que, de toute façon, elle ne réussirait pas à échapper à sa perte.

« La vie, *écrivait Lénine*, l'emportera. La

bourgeoisie a beau se démener, s'exaspérer à en perdre la raison, dépasser toutes les bornes, commettre sottise sur sottise, se venger d'avance des bolcheviks et s'efforcer de massacrer une fois de plus comme aux Indes, en Hongrie, en Allemagne et ailleurs des centaines de milliers de bolcheviks jeunes et vieux. Elle fait en agissant ainsi ce qu'ont toujours fait les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir que l'avenir leur appartient, quoi qu'il arrive. C'est pourquoi nous pouvons et nous devons unir dans la grande lutte révolutionnaire l'ardeur la plus passionnée su sang-froid le plus grand et à l'estimation la plus froide des agitations forcenées de la bourgeoisie. »

LÉNINE, *Œuvres*, tome XXXI

Oui, si nous-mêmes et le prolétariat du monde entier marchons d'un pas ferme dans la voie que nous indique Lénine, la bourgeoisie périra quoi qu'elle fasse.

La victoire du fascisme est-elle inévitable ?

Pourquoi et de quelle façon le fascisme a-t-il pu vaincre ?

Le fascisme est le pire ennemi de la classe ouvrière et des travailleurs. Le fascisme est l'ennemi des neuf dixièmes du peuple allemand, des neuf dixièmes du peuple autrichien, des neuf dixièmes des autres peuples des pays fascistes. Comment, de quelle manière, ce pire ennemi a-t-il pu vaincre ?

Le fascisme a pu accéder au pouvoir avant tout parce que la classe ouvrière, par suite de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie que pratiquaient les chefs de la social-démocratie, s'est trouvée scindée, désarmée au point de vue politique et au point de vue de l'organisation, face à l'agression de la bourgeoisie. Quant aux Partis communistes, ils étaient insuffisamment forts pour soulever les masses, sans et contre la social-démocratie, et les conduire ainsi à la bataille décisive contre le fascisme.

En effet ! Que les millions d'ouvriers social-démocrates, qui, aujourd'hui, tout comme leurs frères communistes, éprouvent par eux-mêmes

les horreurs de la barbarie fasciste, réfléchissent sérieusement : si, en 1918 au moment où éclata la révolution en Allemagne et en Autriche, le prolétariat autrichien et allemand n'avait pas suivi la direction social-démocrate d'Otto Bauer, de Friedrich Adler et de Renner en Autriche, d'Ebert et de Scheidemann en Allemagne, mais avait suivi la voie des bolcheviks russes, la voie de Lénine, le fascisme n'existerait aujourd'hui ni en Autriche, ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Hongrie, ni en Pologne, ni dans les Balkans. Ce n'est pas la bourgeoisie, mais la classe ouvrière qui serait depuis longtemps déjà maîtresse de la situation en Europe.

Prenons, par exemple, la social-démocratie autrichienne. La révolution de 1918 l'avait portée à une hauteur considérable. Elle détenait le pouvoir. Elle occupait de fortes positions dans l'armée, dans l'appareil d'État. En s'appuyant sur ses positions, elle pouvait tuer dans l'œuf le fascisme naissant. Mais elle a livré sans résistance les positions de la classe ouvrière l'une après l'autre. Elle a permis à la bourgeoisie de rendre son pouvoir plus fort, d'annuler la Constitution, d'épurer l'appareil d'État, l'armée et la police des militants social-démocrates, de retirer l'arsenal aux ouvriers. Elle a permis aux bandits fascistes d'assassiner impunément les ouvriers social-démocrates; elle a accepté les conditions du pacte de Hüttenberg qui ouvrait la porte des entreprises aux éléments fascistes. En même temps, les chefs de la social-démocratie bourraient le crâne aux ouvriers, à l'aide du programme de Lintz qui prévoyait le recours éventuel à la violence armée contre la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, en les assurant que le Parti répondrait par l'appel à la grève générale et à la lutte armée si les classes dirigeantes usaient de violence à l'égard de la classe ouvrière. Comme si toute la politique de préparation de l'agression fasciste contre la classe ouvrière n'était pas une succession de violences, exercées contre elle, sous le voile des formes constitutionnelles. Même à la veille des batailles

de février et pendant ces batailles, la direction de la social-démocratie autrichienne a laissé le *Schutzbund*, qui luttait héroïquement, isolé des grandes masses et elle a voué le prolétariat autrichien à la défaite.

La victoire du fascisme était-elle inévitable en Allemagne ? Non, la classe ouvrière allemande pouvait la conjurer.

Mais, pour cela, elle aurait dû parvenir à réaliser le front unique prolétarien antifasciste, elle aurait dû obliger les chefs de la social-démocratie à cesser leur campagne contre les communistes et à accepter les propositions répétées du Parti Communiste sur l'unité d'action contre le fascisme.

Lors de l'offensive du fascisme et de la liquidation graduelle par la bourgeoisie des libertés démocratiques bourgeoises, elle n'aurait pas dû se contenter des résolutions verbales de la social-démocratie, mais répondre par une véritable lutte de masse, qui eût entravé les plans fascistes de la bourgeoisie allemande.

Elle aurait dû empêcher l'interdiction, par le gouvernement Braun-Severing⁶, de l'Association de combattants rouges, établir entre cette association et la *Reichsbanner*, qui comptait près d'un million de membres, une liaison de combat et obliger Braun et Severing à armer l'une et l'autre pour riposter aux bandes fascistes et les écraser.

Elle aurait dû contraindre les leaders social-démocrates placés à la tête du gouvernement prussien à prendre des mesures de défense contre le fascisme, à arrêter les chefs fascistes, à interdire leur presse, à confisquer leurs ressources matérielles et les ressources des capitalistes qui finançaient le mouvement fasciste, à dissoudre les organisations fascistes, à leur enlever leurs armes, etc.

Puis, elle aurait dû obtenir le rétablissement et l'extension de toutes les formes d'assistance sociale et l'établissement d'un moratoire et de secours pour les paysans, en train de se ruiner sous l'effet des crises, en imposant les banques

et-les trusts, afin de s'assurer de cette façon le soutien de la paysannerie travailleuse. Cela n'a pas été fait par la faute de la social-démocratie d'Allemagne, et c'est pourquoi le fascisme a su vaincre.

La bourgeoisie et les nobles devaient-ils inévitablement triompher en Espagne, pays où se combinent si avantageusement les forces de l'insurrection prolétarienne et de la guerre paysanne ? Les socialistes espagnols étaient au gouvernement dès les premiers jours de la révolution. Ont-ils établi une liaison de combat entre les organisations ouvrières de toutes les tendances politiques, y compris communistes, et anarchistes, ont-ils soudé la classe ouvrière en une organisation syndicale unique ? Ont-ils exigé la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, de l'Église, des couvents au profit des paysans, pour gagner ces derniers à la révolution ? Ont-ils tenté de lutter pour le droit des Catalans et des Basques à disposer d'eux-mêmes, pour l'affranchissement du Maroc ? Ont-ils procédé dans l'armée à l'épuration des éléments monarchistes et fascistes, pour préparer son passage du côté des ouvriers et des paysans ? Ont-ils dissous la garde civile, exécrée du peuple et bourreau de tous les mouvements populaires ? Ont-ils frappé le parti fasciste de Gil Robles, ont-ils porté des coups à l'Église catholique pour abattre sa puissance ? Non, ils n'ont rien fait de tout cela. Ils ont repoussé les propositions répétées des communistes sur l'unité d'action contre l'offensive de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et du fascisme. Ils ont voté des lois électorales qui ont permis à la réaction de conquérir la majorité des Cortès, des lois réprimant les mouvements populaires, des lois en vertu desquelles on juge actuellement les héroïques mineurs des Asturies. Ils ont fait fusiller par la garde civile les paysans en lutte pour la terre, etc.

C'est ainsi que la social-démocratie a frayé au fascisme la route du pouvoir et en Allemagne et en Autriche et en Espagne, en désorganisant et en divisant les rangs de la classe ouvrière.

Camarades ! Le fascisme a vaincu aussi parce que le prolétariat s'est trouvé coupé de ses alliés naturels. Le fascisme a vaincu parce qu'il a réussi à entraîner à sa suite les grandes masses de la paysannerie, du fait que la social-démocratie pratiquait au nom de la classe ouvrière une politique en réalité antipaysanne. Le paysan avait vu se succéder au pouvoir une série de gouvernements social-démocrates qui, à ses yeux, personnifiaient le pouvoir de la classe ouvrière mais pas un d'entre eux n'avait résolu le problème de la misère paysanne, pas un d'entre eux n'avait donné la terre à la paysannerie. La social-démocratie d'Allemagne n'avait pas touché aux propriétaires fonciers: elle entravait les grèves des ouvriers agricoles. Le résultat, c'est que ceux-ci, en Allemagne, bien avant l'accession de Hitler au pouvoir, abandonnèrent les syndicats réformistes et, dans la plupart des cas, passèrent aux Casques d'acier et aux national-socialistes.

Le fascisme a vaincu encore parce qu'il a réussi à pénétrer dans les rangs de la Jeunesse, du moment que la social-démocratie détournait la jeunesse ouvrière de la lutte de classe, que le prolétariat révolutionnaire n'avait pas déployé parmi les jeunes le travail éducatif nécessaire et n'avait pas réservé une attention suffisante à la lutte pour ses intérêts et ses aspirations spécifiques. Le fascisme a su saisir le besoin d'activité combative, particulièrement vif chez les jeunes et il a entraîné une partie considérable d'entre eux dans ses détachements de combat. La nouvelle génération de la jeunesse masculine et féminine n'a pas passé par les horreurs de la guerre. Elle sent peser sur ses épaules tout le fardeau de la crise économique, du chômage et de l'effondrement de la démocratie bourgeoise. Faute de perspectives d'avenir, des couches considérables de jeunes se sont avérées particulièrement sensibles à la démagogie fasciste, qui leur dessinait un avenir tentant lors de la victoire du fascisme.

Dans cet ordre d'idées, nous ne pouvons omettre une série de fautes commises par les Partis communistes, fautes qui ont freiné notre

lutte contre le fascisme. Il y avait dans nos rangs une sous-estimation inadmissible du danger fasciste, sous-estimation, qui jusqu'à présent, n'est pas liquidée partout. Il y avait autrefois dans nos Partis des points de vue du genre de « l'Allemagne n'est pas l'Italie » ; autrement dit : le fascisme a pu vaincre en Italie, mais sa victoire est impossible en Allemagne. Ce pays étant un pays hautement développé sous le rapport de l'industrie, hautement cultivé, riche des traditions de quarante années de mouvement ouvrier, où le fascisme est impossible. Il y avait aussi des points de vue qui existent encore aujourd'hui, du genre de celui-ci : dans les pays de démocratie bourgeoise « classique », il n'y a pas de terrain pour le fascisme. Ces points de vue ont pu et peuvent contribuer à diminuer la vigilance à l'égard du danger fasciste et entraver la mobilisation du prolétariat dans la lutte contre le fascisme.

On peut citer également de nombreux cas où les communistes ont été pris au dépourvu par le coup d'État fasciste. Souvenez-vous de la Bulgarie, où la direction de notre Parti a pris une position « neutre » et, au fond, opportuniste à l'égard du coup d'État du 9 juin 1923; de la Pologne où, en mai 1926, la direction du Parti Communiste, ayant apprécié d'une façon erronée les forces motrices de la révolution polonaise, n'a pas su distinguer le caractère fasciste du coup d'État de Pilsudski et s'est traînée à la queue des événements; de la Finlande où notre Parti, se basant sur une idée fautive de la fascisation lente, graduelle, a laissé passer le coup d'État fasciste préparé par un groupe dirigeant de la bourgeoisie, coup d'État qui a pris le Parti et la classe ouvrière au dépourvu.

Alors que le national-socialisme était déjà devenu en Allemagne un mouvement de masse menaçant, il y avait des camarades, pour qui le gouvernement de Brüning était déjà celui de la dictature fasciste, et qui déclaraient avec morgue : « Si le "Troisième Reich" de Hitler arrive un jour, ce ne sera qu'à un mètre et demi

sous terre, avec, au-dessus de lui, le pouvoir ouvrier vainqueur. »

Les communistes d'Allemagne ont longtemps sous-estimé la blessure du sentiment national et l'indignation des masses contre Versailles ; ils prenaient une attitude dédaigneuse à l'égard des flottements de la paysannerie et de la petite bourgeoisie ; ils tardaient à établir un programme d'émancipation sociale et nationale, et lorsqu'ils l'eurent formulé, ils n'ont pas su l'adapter aux besoins concrets et au niveau des masses ; ils n'ont pas même su le populariser largement dans les masses.

Dans plusieurs pays, on substituait à la nécessité de déployer la lutte de masse contre le fascisme des raisonnements stériles sur le caractère du fascisme « en général » et une étroitesse sectaire en ce qui concernait la manière de poser et de résoudre les tâches politiques d'actualité du Parti.

Camarades, si nous parlons des causes de la victoire du fascisme, si nous signalons la responsabilité historique de la social-démocratie pour la défaite de la classe ouvrière, si nous notons aussi nos propres erreurs dans la lutte contre le fascisme, ce n'est pas simplement parce que nous voulons fouiller le passé. Nous ne sommes pas des historiens détachés de la vie, nous sommes des combattants de la classe ouvrière, tenus de répondre à la question qui tourmente des millions d'ouvriers : Peut-on, et par quel moyen, prévenir la victoire du fascisme ? Et nous répondons à ces millions d'ouvriers : Oui, il est possible de barrer la route au fascisme. C'est parfaitement possible. Cela dépend de nous-mêmes, des ouvriers, des paysans, de tous les travailleurs.

La possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend avant tout de l'activité combative de la classe ouvrière elle-même, de l'union de ses forces en une armée combative unique luttant contre l'offensive du Capital et du fascisme. Le prolétariat en réalisant son unité de combat, paralyserait l'action du fascisme sur la paysannerie, la petite bourgeoisie

des villes, la jeunesse et les intellectuels ; il saurait en neutraliser une partie et attirer l'autre à ses côtés.

Deuxièmement, cela dépend de l'existence d'un fort parti révolutionnaire, dirigeant de façon juste la lutte des travailleurs contre le fascisme. Un parti qui appelle systématiquement les ouvriers à reculer devant le fascisme et permet à la bourgeoisie fasciste de renforcer ses positions, un tel parti mènera inévitablement les ouvriers à la défaite.

Troisièmement, cela dépend de la juste politique de la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie et des masses petites-bourgeoises de la ville. Ces masses, il faut les prendre telles qu'elles sont, et non pas telles que nous voudrions les voir. C'est seulement dans le cours de la lutte qu'elles surmonteront leurs doutes et leurs hésitations ; c'est seulement si nous prenons une attitude de patience à l'égard de leurs inévitables hésitations et si le prolétariat leur accorde son appui politique qu'elles s'élèveront à un degré supérieur de conscience révolutionnaire et d'activité.

Quatrièmement, cela dépend de la vigilance et de l'action du prolétariat révolutionnaire au bon moment. Ne pas permettre au fascisme de nous prendre au dépourvu, ne pas lui abandonner l'initiative, lui porter des coups décisifs, alors qu'il n'a pas encore su rassembler ses forces, ne pas lui permettre de se consolider, lui riposter à chaque pas là où il se manifeste, ne pas lui permettre de conquérir des positions nouvelles, comme tente de le faire avec succès le prolétariat français.

Voilà les principales conditions pour prévenir le progrès du fascisme et son accession au pouvoir.

Le fascisme est un pouvoir féroce mais précaire

La dictature fasciste de la bourgeoisie, c'est un pouvoir féroce, mais précaire.

Quelles sont les causes essentielles de la

précarité de la dictature fasciste ?

Le fascisme qui s'apprêtait à surmonter les divergences et les contradictions du camp de la bourgeoisie, aggrave encore davantage ces contradictions. Le fascisme s'efforce d'établir son monopole politique en détruisant par la violence les autres partis politiques. Mais la présence du système capitaliste, l'existence des classes différentes et l'aggravation des contradictions de classe amènent inévitablement le monopole politique du fascisme à s'ébranler et à éclater. Ce n'est pas là le pays soviétique, où la dictature du prolétariat se réalise également à l'aide d'un parti sans concurrent, mais où ce monopole politique répond aux intérêts des millions de travailleurs et s'appuie de plus en plus sur l'édification d'une société sans classes.

Dans un pays fasciste, le parti des fascistes ne peut conserver longtemps son monopole, parce qu'il n'est pas en mesure de s'assigner pour tâche l'abolition des classes et des antagonismes de classe. Il anéantit l'existence égale des partis bourgeois, mais une série d'entre eux continuent à exister illégalement. Quant au Parti Communiste, même dans les conditions de l'illégalité, il va de l'avant, il se trempe et guide la lutte du prolétariat contre la dictature fasciste. De cette façon, le monopole politique du fascisme doit éclater sous les coups des antagonismes de classe.

Une autre cause de la précarité de la dictature fasciste consiste en ceci que le contraste entre la démagogie anticapitaliste du fascisme et la politique d'enrichissement de la bourgeoisie monopoliste par la pire des spoliations, permet de dénoncer plus facilement la nature de classe du fascisme et conduit à l'ébranlement et au rétrécissement de sa base de masse.

En outre, la victoire du fascisme provoque la haine profonde et l'indignation des masses, contribue au développement de l'esprit révolutionnaire dans leur sein et donne une puissante impulsion au front unique du prolétariat contre le fascisme.

En faisant une politique de nationalisme économique (autarcie) et en accaparant la plus grande partie du revenu national pour préparer la guerre, le fascisme mine toute l'économie du pays et aggrave la guerre économique entre les États capitalistes. Il confère aux conflits qui éclatent au sein de la bourgeoisie le caractère de collisions violentes et fréquemment sanglantes, ce qui sape la stabilité du pouvoir d'État fasciste aux yeux du peuple. Un pouvoir qui assassine ses propres partisans, comme on l'a vu le 30 juin de l'année dernière en Allemagne, un pouvoir fasciste contre lequel une autre partie de la bourgeoisie fasciste lutte les armes à la main (putsch national-socialiste en Autriche, interventions violentes de divers groupes fascistes contre le gouvernement fasciste en Pologne, en Bulgarie, en Finlande et dans d'autres pays), un tel pouvoir ne peut garder longtemps son autorité aux yeux des grandes masses petites bourgeoises.

La classe ouvrière doit savoir utiliser les contradictions et les conflits dans le camp de la bourgeoisie, mais elle ne doit pas nourrir l'illusion que le fascisme s'épuisera de lui-même. Le fascisme ne s'écroulera pas automatiquement. Seule, l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière aidera à utiliser les conflits qui surgissent inévitablement dans le camp de la bourgeoisie, pour miner la dictature fasciste et la renverser.

En liquidant les restes de démocratie bourgeoise, en érigeant la violence déclarée en un système de gouvernement, le fascisme sape les illusions démocratiques et le prestige de la légalité aux yeux des masses travailleuses. Et cela à plus forte raison dans le pays où, comme par exemple en Autriche et en Espagne, les ouvriers ont lutté les armes à la main contre le fascisme. En Autriche, la lutte héroïque du Schutzbund et des communistes, en dépit de la défaite, a ébranlé dès le début la solidité de la dictature fasciste. En Espagne, la bourgeoisie n'a pas réussi à passer aux travailleurs la muselière fasciste. Les combats armés d'Autriche et d'Espagne ont eu pour résultat que des

masses de plus en plus grandes de la classe ouvrière prennent conscience de la nécessité d'une lutte de classe révolutionnaire.

Seuls les philistins monstrueux, des laquais de la bourgeoisie comme le plus ancien théoricien de la IIe Internationale, Karl Kautsky, peuvent reprocher aux ouvriers d'avoir pris, voyez-vous, les armes en Autriche et en Espagne. Quel aspect aurait aujourd'hui le mouvement ouvrier d'Autriche et d'Espagne, si la classe ouvrière de ces pays s'était inspirée des conseils de trahison des Kautsky ? La classe ouvrière éprouverait dans ses rangs une profonde démoralisation.

« L'école de la guerre civile, dit Lénine, n'est pas vaine pour les peuples. C'est une dure école et son cours complet renferme inévitablement des victoires de la contre-révolution, le déchaînement des réactionnaires en furie, la répression sauvage du pouvoir ancien contre les insurgés, etc. Mais seuls les pédants invétérés et les esprits momifiés peuvent se lamenter à propos de l'entrée des peuples dans cette pénible école; cette école enseigne aux classes opprimées la conduite de la guerre civile, elle leur enseigne la révolution victorieuse, elle concentre dans la masse des esclaves modernes cette haine que les esclaves abêtis, abrutis, ignorants, recèlent en eux éternellement, et qui aboutit aux admirables prouesses historiques des esclaves parvenus à la conscience de l'opprobre de leur esclavage. »

LÉNINE, *Œuvres*, tome XV

La victoire du fascisme en Allemagne, on le sait, a entraîné une nouvelle vague de l'offensive fasciste qui a abouti en Autriche à la provocation de Dollfuss, en Espagne à de nouvelles offensives de la contre-révolution visant les conquêtes révolutionnaires des masses, en Pologne à la réforme fasciste de la Constitution, et, en France, a stimulé les détachements armés des fascistes à faire une tentative de coup d'État en février 1934. Mais cette victoire et la frénésie de la dictature fasciste ont provoqué le réflexe du front unique prolétarien contre le fascisme à l'échelle internationale. L'incendie du Reichstag, qui fut le signal de l'offensive générale du fascisme contre la classe ouvrière, la mainmise sur les

syndicats et les autres organisations ouvrières, et le pillage de ces organisations, les gémissements des antifascistes tourmentés sans répit qui nous parviennent des sous-sols des casernes et des camps de concentration fascistes, montrent aux masses avec la force de l'évidence à quoi a abouti le rôle scissionniste réactionnaire des chefs de la social-démocratie allemande, qui avaient repoussé les propositions communistes de lutte en commun contre le fascisme agressif, et démontrent la nécessité d'unir toutes les forces de la classe ouvrière pour renverser le fascisme.

La victoire de Hitler a donné aussi une impulsion décisive à la réalisation du front unique de la classe ouvrière contre le fascisme en France. La victoire de Hitler n'a pas seulement éveillé chez les ouvriers la peur de partager le sort des ouvriers allemands; elle n'a pas seulement attisé en eux la haine des bourreaux de leurs frères de classe allemande, mais elle a encore affermi en eux la résolution de ne permettre en aucun cas dans leur pays ce qui est arrivé à la classe ouvrière d'Allemagne.

L'aspiration puissante au front unique dans tous les pays capitalistes montre que les leçons de la défaite ne sont pas perdues. La classe ouvrière commence à agir d'une façon nouvelle. L'initiative des Partis communistes pour organiser le front unique et l'abnégation sans réserve des communistes et des ouvriers révolutionnaires, dans la lutte contre le fascisme, ont eu pour conséquence de porter à un degré sans précédent l'autorité de l'Internationale Communiste. Dans le même temps, se développe la crise profonde de la IIe Internationale, qui s'est manifestée et accentuée avec un éclat particulier depuis la banqueroute de la social-démocratie allemande.

Les ouvriers social-démocrates peuvent se convaincre avec de plus en plus d'évidence que l'Allemagne fasciste, avec toutes ses horreurs et sa barbarie, c'est, en fin de compte, le résultat de la politique social-démocrate de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Ces masses se

rendent compte de plus en plus nettement que la voie où les chefs de la social-démocratie allemande ont mené le prolétariat, ne doit pas être reprise. Jamais encore il n'y a eu dans le camp de la IIe Internationale un aussi grand désarroi idéologique qu'à l'heure actuelle. La différenciation s'opère à l'intérieur de tous les Partis social-démocrates.

Dans leurs rangs se forment deux camps principaux : à côté du camp des éléments réactionnaires, qui s'efforcent par tous les moyens de maintenir le bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie et repoussent avec rage le front unique avec les communistes, commence à se former un camp d'éléments révolutionnaires, doutant de la justesse de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie, partisans de la réalisation du front unique avec les communistes et commençant, dans une mesure de plus en plus grande, à passer sur les positions de la lutte de classe révolutionnaire.

Ainsi, le fascisme qui est apparu comme le fruit de la décadence du système capitaliste, a agi en dernière analyse comme un facteur de décomposition ultérieure de ce système. Ainsi le fascisme qui s'est chargé d'enterrer le marxisme et le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, conduit lui-même, en conséquence de la dialectique de la vie et de la lutte de classe, au développement ultérieur des forces qui doivent creuser sa fosse, la fosse du capitalisme.

2. Le front uni de la classe ouvrière contre le fascisme

Camarades ! Les millions d'ouvriers et de travailleurs des pays capitalistes posent la question de savoir comment empêcher la venue du fascisme au pouvoir et comment renverser le fascisme victorieux. L'Internationale Communiste répond: La première chose qu'il faut faire, par laquelle il est nécessaire de commencer, c'est de réaliser le front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde

entier. L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'armée puissante qui rend la classe ouvrière capable non seulement de se défendre avec succès mais aussi de passer avec succès à la contre-offensive contre le fascisme, contre l'ennemi de classe.

L'importance du front uni

N'est-il pas clair que l'action commune des adhérents des partis et organisations des deux Internationales – de l'Internationale Communiste et de la IIe Internationale – faciliterait la riposte des masses à la poussée fasciste et augmenterait le poids politique de la classe ouvrière ?

L'action commune des partis des deux Internationales contre le fascisme ne se bornerait pourtant pas à influencer leurs partisans actuels, les communistes et les social-démocrates ; elle influencerait puissamment sur les rangs des ouvriers catholiques, anarchistes et inorganisés, même sur ceux qui sont devenus momentanément victimes de la démagogie fasciste.

Bien plus, le puissant front unique du prolétariat exercerait une influence énorme sur toutes les autres couches du peuple travailleur, sur la paysannerie, sur la petite bourgeoisie urbaine, sur les intellectuels. Le front unique inspirerait aux couches hésitantes la foi dans la force de la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas encore tout. Le prolétariat des pays impérialistes a des alliés possibles non seulement dans la personne des travailleurs de son propre pays, mais aussi dans les nations opprimées des colonies et des semi-colonies. Pour autant que le prolétariat est scindé à l'échelle nationale et internationale; pour autant qu'une de ses parties soutient la politique de collaboration avec la bourgeoisie et, en particulier, son régime d'oppression dans les colonies et les semi-colonies, cette circonstance écarte de la classe ouvrière les peuples opprimés des colonies et des semi-colonies et affaiblit le front anti-impérialiste mondial. Chaque pas fait

dans la voie de l'unité d'action, visant au soutien de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux par le prolétariat des métropoles impérialistes, signifie la transformation des colonies et des semi-colonies en une des principales réserves du prolétariat mondial.

Si, enfin, nous tenons compte du fait que l'unité d'action internationale du prolétariat s'appuie sur la force sans cesse accrue de l'État prolétarien, du pays du socialisme – l'Union Soviétique –, nous verrons quelles vastes perspectives ouvre la réalisation de l'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale.

L'établissement de l'unité d'action de tous les détachements de la classe ouvrière, indépendamment du parti ou de l'organisation auxquels ils appartiennent, est nécessaire avant même que la majorité de la classe ouvrière s'unisse dans la lutte pour le renversement du capitalisme et la victoire de la révolution prolétarienne.

Est-il possible de réaliser cette unité d'action du prolétariat dans les différents pays et dans le monde entier ? Oui, c'est possible. Et tout de suite. L'Internationale Communiste ne pose à l'unité d'action aucune condition, à l'exception d'une seule, qui est élémentaire, acceptable pour tous les ouvriers. A savoir : que l'unité d'action soit dirigée contre le fascisme, contre l'offensive du Capital, contre la menace de guerre, contre l'ennemi de classe. Voilà notre condition.

Les principaux arguments des adversaires du front uni

Que peuvent objecter et qu'objectent les adversaires du front uni ?

« Pour les communistes, le mot d'ordre du front unique n'est qu'une manœuvre », disent les uns. Mais si c'était une manœuvre, répondrons-nous, pourquoi, précisément, ne démasqueriez-vous pas la « manœuvre communiste » en participant honnêtement au front unique ?

Nous le déclarons ouvertement : nous voulons l'unité d'action de la classe ouvrière pour que le prolétariat devienne plus fort dans sa lutte contre la bourgeoisie, pour qu'en défendant aujourd'hui ses intérêts quotidiens contre le Capital agressif, contre le fascisme, il soit en mesure demain de réaliser les prémisses de son affranchissement définitif.

« Les communistes nous attaquent », disent les autres. Eh bien ! écoutez, nous l'avons déjà déclaré maintes fois: nous n'attaquons personne, ni les individus, ni les organisations, ni les partis qui sont pour le front unique de la classe ouvrière contre l'ennemi de classe. Mais, en même temps, nous sommes tenus, dans l'intérêt du prolétariat et de sa cause, de critiquer les individus, les organisations et les partis qui entravent l'unité d'action des ouvriers.

« Nous ne pouvons faire le front unique avec les communistes étant donné qu'ils ont un autre programme », disent les troisièmes. Mais n'affirmez-vous pas que votre programme est différent du programme des partis bourgeois ? Or, cela ne vous a pas empêchés et ne vous empêche pas d'entrer en coalition avec ces partis.

« Les partis démocratiques bourgeois sont de meilleurs alliés que les communistes » dans la lutte, contre le fascisme, disent les adversaires du front unique et les défenseurs de la coalition avec la bourgeoisie. Mais que nous dit l'expérience d'Allemagne ? Les social-démocrates n'ont-ils pas fait bloc avec ces « meilleurs » alliés ? Et quels sont les résultats ?

« Si nous établissons le front unique avec les communistes, les petits bourgeois auront peur du "péril rouge" et passeront aux fascistes », entendons-nous dire souvent. Mais le front unique menace-t-il les paysans, les petits commerçants, les artisans, les intellectuels travailleurs ?

Non, le front unique menace la grande bourgeoisie, les magnats de la finance, les hobereaux et les autres exploités, dont le

règne entraîne la ruine complète de toutes ces couches sociales.

« La social-démocratie est pour la démocratie, tandis que les communistes sont pour la dictature; c'est pourquoi nous ne pouvons établir le front unique avec les communistes », disent certains leaders de la social-démocratie. Mais est-ce qu'actuellement nous vous proposons le front unique pour proclamer la dictature du prolétariat ? Vous savez bien que nous ne vous le proposons pas pour l'instant. « Que les communistes reconnaissent la démocratie, qu'ils prennent sa défense, et alors nous sommes prêts à faire le front unique. » A cela nous répondons : nous sommes partisans de la démocratie soviétique, de la démocratie des travailleurs, de la démocratie la plus conséquente du monde. Mais nous défendons et défendrons pied à pied, dans les pays capitalistes, les libertés démocratiques bourgeoises auxquelles attendent le fascisme et la réaction bourgeoise, parce que cette attitude est dictée par les intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

« Mais les petits Partis communistes n'ajouteront rien, par leur participation au front unique que réalise le Parti travailliste », disent, par exemple, les chefs travaillistes d'Angleterre. Rappelez-vous cependant: les chefs social-démocrates autrichiens en disaient autant du petit Parti Communiste Autrichien. Et qu'est-ce que les événements ont montré ? Ce n'est pas la social-démocratie autrichienne avec Otto Bauer et Renner en tête, qui s'est trouvée avoir raison, mais le petit Parti Communiste Autrichien qui avait signalé en temps opportun le danger fasciste en Autriche et appelait les ouvriers à la lutte. Toute l'expérience du mouvement ouvrier n'a-t-elle pas montré que les communistes même avec leur petit nombre relatif, sont le moteur de l'activité combative du prolétariat ? En outre, il ne faut pas oublier que les Partis Communistes d'Autriche ou d'Angleterre, ce ne sont pas seulement les dizaines de milliers d'ouvriers qui sont pour le Parti, il s'agit de détachements du mouvement communiste mondial, il s'agit de

sections de l'Internationale Communiste, dont le parti dirigeant est celui du prolétariat qui a déjà vaincu et règne sur un sixième du globe.

« Mais le front unique n'a pas empêché la victoire du fascisme dans la Sarre », telle est l'objection que formulent les adversaires du front unique. Étrange, logique que celle de ces messieurs! D'abord, ils font tout pour assurer la victoire du fascisme, et, ensuite, ils ricanent parce que le front unique, qu'ils ont accepté au tout dernier moment n'a pas entraîné la victoire des ouvriers.

« Si nous constituons le front unique avec les communistes, nous devons sortir de la coalition, et ce sont les partis réactionnaires et fascistes qui entreront au gouvernement », disent les chefs social-démocrates installés dans les gouvernements des différents pays.

Bien. La social-démocratie allemande faisait-elle partie du gouvernement de coalition ? Oui. La social-démocratie autrichienne était-elle au gouvernement ? Elle y était aussi. Les socialistes espagnols étaient-ils dans le même gouvernement que la bourgeoisie ? Oui, ils y étaient aussi. La participation de la social-démocratie aux gouvernements de coalition bourgeoise a-t-elle empêché dans ces pays le fascisme d'attaquer le prolétariat ? Non, elle ne l'en a pas empêché. Donc, il est clair comme le jour que la participation des ministres social-démocrates au gouvernement bourgeois n'est pas une barrière contre le fascisme.

« Les communistes agissent en dictateurs, ils veulent constamment nous commander et nous dicter des ordres. » Non. Nous ne commandons rien et ne dictons rien. Nous apportons simplement nos propositions, et nous sommes convaincus que leur application répond aux intérêts du peuple travailleur. Ce n'est pas seulement le droit, mais c'est encore le devoir de tous ceux qui parlent au nom des ouvriers. Vous craignez la « dictature » des communistes ? Présentons en commun, si vous le voulez bien, toutes les propositions aux ouvriers, les vôtres et les nôtres ; étudions-les en commun avec tous

les ouvriers et choisissons les propositions qui sont les plus utiles à la cause de la classe ouvrière.

Ainsi, tous ces arguments contre le front unique ne résistent pas à la moindre critique. Ce sont plutôt des échappatoires pour les chefs réactionnaires de la social-démocratie, qui préfèrent leur front unique avec la bourgeoisie au front unique du prolétariat.

Non, ces échappatoires ne prendront pas ! Le prolétariat international a trop souffert des conséquences de la scission du mouvement ouvrier et il acquiert de plus en plus la conviction que le front unique, l'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale sont nécessaires et parfaitement possibles.

Le contenu et les formes du front uni

Quel est et quel doit être le contenu essentiel du front unique à l'étape donnée ?

La défense des intérêts économiques et politiques immédiats de la classe ouvrière, la défense de cette classe contre le fascisme doit être le point de départ et constituer le contenu essentiel du front unique dans tous les pays capitalistes.

Nous ne devons pas nous borner simplement à des appels sans lendemain en faveur de la lutte pour la dictature du prolétariat, mais trouver et formuler des mots d'ordre et des formes de lutte découlant des nécessités vitales des masses, du niveau de leur combativité à l'étape donnée du développement.

Nous devons indiquer aux masses ce qu'elles ont à faire aujourd'hui pour se défendre contre le pillage capitaliste et la barbarie fasciste.

Nous devons travailler à établir le plus vaste front unique au moyen d'actions communes des organisations ouvrières de différentes tendances pour défendre les intérêts vitaux des masses travailleuses.

Cela signifie : Premièrement, lutter en

commun pour faire réellement retomber les effets de la crise sur les épaules des classes dominantes, sur les épaules des capitalistes, des propriétaires fonciers, en un mot sur les épaules des riches.

Deuxièmement, lutter en commun contre toutes les formes de l'offensive fasciste, pour la défense des conquêtes et des droits des travailleurs, contre la liquidation des libertés démocratiques bourgeoises.

Troisièmement, lutter en commun contre le danger imminent d'une guerre impérialiste, lutter de façon à en entraver la préparation.

Nous devons préparer inlassablement la classe ouvrière à changer rapidement de formes et de méthodes de lutte lorsque la situation change. À mesure que le mouvement se développe et que l'unité de la classe ouvrière se renforce, nous devons aller plus loin, - préparer le passage de la défensive à l'offensive contre le Capital, en nous orientant vers l'organisation de la grève politique de masse. Et la condition absolue d'une telle grève doit être la participation à celle-ci des principaux syndicats de chaque pays donné.

Les communistes, évidemment, ne peuvent pas et ne doivent pas, une seule minute, renoncer à leur travail indépendant en matière d'éducation communiste, d'organisation et de mobilisation des masses. Toutefois, afin d'ouvrir sûrement aux ouvriers la voie de l'unité d'action, il est nécessaire, en même temps, de travailler à réaliser des accords de brève durée comme aussi de longue durée sur les actions à engager en commun avec les Partis social-démocrates, les syndicats réformistes et les autres organisations de travailleurs contre les ennemis de classe du prolétariat. Ce faisant, il faudra surtout fixer son attention sur le développement des actions de masse à la base, réalisées par les organisations de base, à l'aide d'accords conclus sur place. En remplissant loyalement les conditions de tous les accords conclus avec eux nous dénoncerons sans merci tout sabotage de l'action commune par les

individus et les organisations participant au front unique. À toutes les tentatives de faire échec aux accords – et il est possible que de telles tentatives aient lieu –, nous répondrons en appelant aux masses, en continuant notre lutte inlassable pour rétablir l'unité d'action violée.

Il va de soi que la réalisation concrète du front unique dans les divers pays se fera différemment, qu'elle prendra différentes formes selon l'état et le caractère des organisations ouvrières, selon leur niveau politique, la situation concrète du pays donné, les changements intervenus dans le mouvement ouvrier international, etc.

Ces formes peuvent être, par exemple : l'action commune et concertée des ouvriers à telle ou telle occasion, pour des motifs concrets, pour des revendications isolées ou sur la base d'une plate-forme générale; l'action concertée dans diverses entreprises ou par branches de production ; l'action concertée à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale ; l'action concertée en vue d'organiser la lutte économique des ouvriers, de réaliser des actions politiques de masses, d'organiser l'autodéfense commune contre les attaques fascistes ; l'action concertée en vue de porter secours aux détenus et à leur familles ; de lutter contre la réaction sociale; l'action concertée pour la défense des intérêts de la jeunesse et des femmes ; dans le domaine de la coopération, de la culture, des sports, etc.

Il serait insuffisant de se contenter simplement de conclure un pacte d'action commune et de créer des commissions de contact composées des partis et organisations participant au front unique, c'est-à-dire semblable à ce que nous avons par exemple, en France. Ce n'est pas le premier pas. Le pacte est un moyen auxiliaire de réaliser des actions communes, mais, par lui-même, il n'est pas encore le front unique. La commission de contact entre les directions respectives des Partis communiste et socialiste est nécessaire pour faciliter la réalisation d'actions communes,

mais, par elle-même, elle est loin d'être suffisante pour déployer réellement le front unique, pour entraîner les plus grandes masses à la lutte contre le fascisme.

Les communistes et tous les ouvriers révolutionnaires doivent travailler à la création d'organismes de classe hors parti du front unique dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens des villes et dans les villages organismes élus (et, dans les pays de dictature fasciste, choisis parmi les membres, les plus autorisés du mouvement du front unique). Seuls, des organismes de cette sorte pourront englober aussi dans le mouvement de front unique l'énorme masse inorganisée des travailleurs, contribuer au développement de l'initiative des masses dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la réaction, et, sur cette base, à la création du vaste cadre de militants ouvriers du front unique qui est indispensable pour la formation de centaines et de milliers de bolcheviks sans parti dans les pays capitalistes.

L'action commune des ouvriers organisés, tel est le début, telle est la base. Mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que les masses inorganisées constituent la majorité écrasante des ouvriers. C'est ainsi qu'en France le nombre des ouvriers organisés – communistes, socialistes, membres des syndicats de différentes tendances – n'atteint au total qu'un million environ, tandis que le nombre total des ouvriers est de 11 millions. En Angleterre les syndicats et les partis de toutes tendances comptent environ 5 millions d'adhérents. Or, le nombre total des ouvriers est évalué à 14 millions. Aux États-Unis d'Amérique, il y a environ 5 millions d'ouvriers organisés, tandis que le nombre total des ouvriers y est de 38 millions. Le même rapport se retrouve à peu près dans plusieurs autres pays. En temps « normal », cette masse reste, dans son ensemble, en dehors de la vie politique. Mais, maintenant, cette masse gigantesque entre de plus en plus en mouvement, elle est entraînée et elle intervient

dans la vie et sur l'arène politique.

La création d'organismes de classe en dehors des partis est la meilleure forme pour réaliser, élargir et consolider le front unique au plus profond des grandes masses. Ces organismes seront aussi le meilleur rempart contre toutes les tentatives des adversaires du front unique de violer l'unité d'action qui s'établit au sein de la classe ouvrière.

Le front populaire antifasciste

Dans l'œuvre de mobilisation des masses travailleuses pour la lutte contre le fascisme, une tâche particulièrement importante consiste à créer un vaste front populaire antifasciste sur la base du front unique prolétarien. Le succès de toute la lutte du prolétariat est étroitement rattaché à l'établissement d'une alliance de combat avec la paysannerie laborieuse et la masse fondamentale de la petite bourgeoisie urbaine, qui forment la majorité de la population même dans les pays d'industrie développée.

Dans sa propagande, le fascisme, désireux de gagner ces masses à ces côtés, tente d'opposer les masses travailleuses de la ville et de la campagne au prolétariat révolutionnaire, de terrifier la petite bourgeoisie avec l'épouvantail du « péril rouge ».

Il nous appartient de retourner la pointe et de montrer aux paysans laborieux, aux artisans et aux intellectuels travailleurs, d'où vient le danger réel qui les menace: de leur montrer de façon concrète qui fait peser sur le paysan le fardeau des impôts et des taxes, qui lui extorque des intérêts usuraires; qui donc, possédant la meilleure terre et toutes les richesses, chasse le paysan et sa famille de sa parcelle et le voue au chômage et à la misère.

Il faut expliquer concrètement, expliquer avec patience et persévérance, qui ruine les artisans par les impôts, les taxes, les baux élevés et une concurrence qu'ils ne peuvent supporter, qui jette à la rue et prive de travail les grandes

masses d'intellectuels travailleurs.

Mais cela ne suffit pas.

Le principal, le plus décisif pour établir le front populaire antifasciste, c'est l'action résolue du prolétariat révolutionnaire pour la défense des revendications de ces couches sociales et; en particulier, de la paysannerie laborieuse, revendications qui sont en concordance avec les intérêts fondamentaux du prolétariat et qu'il importe de coordonner dans le cours de la lutte avec les revendications de la classe ouvrière.

Lors de la création du front populaire antifasciste, il est d'une grande importance d'aborder de manière juste les organisations, et les partis auxquels adhèrent en nombre considérable la paysannerie travailleuse et les masses fondamentales de la petite bourgeoisie urbaine.

Dans les pays capitalistes, la majorité de ces partis et de ces organisations, tant politiques qu'économiques, se trouvent encore sous l'influence de la bourgeoisie et continuent à la suivre. La composition sociale de ces partis et de ces organisations, n'est pas homogène. On y trouve des Koulaks de taille à côté de paysans sans terre, de grands brasseurs d'affaires à côté de petits boutiquiers, mais la direction y appartient aux premiers, aux agents du grand Capital.

Cela nous oblige à aborder d'une façon différente ces organisations, en tenant compte du fait que, bien souvent, la masse des adhérents ne connaît pas la physionomie politique réelle de sa direction. Dans des circonstances déterminées, nous pouvons et nous devons orienter nos efforts pour attirer, en dépit de leur direction bourgeoise, ces partis et ces organisations, ou certaines de leurs parties, aux côtés du front populaire antifasciste. Telle est, par exemple, la situation actuelle en France, avec le Parti Radical; aux États-Unis, avec diverses organisations paysannes; en Pologne, avec le Stronitstvo Ludové; en Yougoslavie, avec le Parti paysan croate; en Bulgarie, avec l'Union Agrarienne; en Grèce avec les agrariens,

etc. Mais, indépendamment de la question de savoir s'il existe des chances d'attirer de tels partis et de telles organisations aux côtés du front populaire, notre tactique, dans toutes les conditions, doit être orientée de façon à entraîner les petits paysans, les artisans, etc., qui en font partie au front populaire antifasciste.

Vous voyez donc qu'ici, sur toute la ligne, il faut en finir avec le dédain, l'attitude d'indifférence qui s'observent fréquemment dans notre pratique à l'égard des divers partis et des diverses organisations des paysans, des artisans et des masses petites-bourgeoises de la ville.

Les questions cruciales du front uni dans les différents pays

Dans chaque pays, il existe des questions cruciales qui agitent, à l'étape donnée, les plus grandes masses et autour desquelles doit se déployer la lutte pour l'établissement du front unique. Mettre le doigt sur ces points cruciaux, sur ces questions cruciales, c'est garantir et accélérer l'établissement du front unique.

a) États-Unis d'Amérique

Prenons, par exemple, un pays du monde capitaliste aussi important que les États-Unis d'Amérique. Ici, la crise a mis en mouvement des masses innombrables. Le programme d'assainissement du capitalisme s'est effondré. Des masses énormes commencent à s'écarter des partis bourgeois, et sont aujourd'hui indécises sur la voie à prendre. Le fascisme américain naissant s'efforce d'orienter la déception et le mécontentement de ces masses vers le sillage de la réaction fasciste. En outre, la particularité du développement du fascisme américain consiste en ceci qu'au stade actuel il s'affirme principalement sous la forme d'une opposition au fascisme, en tant que courant « non américain » importé de l'étranger. À la différence du fascisme allemand formulant des mots d'ordre anticonstitutionnels, le fascisme américain tente de se camper dans le rôle de champion de la Constitution et de la

« démocratie américaine ». Il ne représente pas encore une force constituant une menace directe. Mais s'il réussit à pénétrer dans les grandes masses déçues par les vieux partis bourgeois, il peut devenir une menace sérieuse dans le plus proche avenir.

Or que signifierait la victoire du fascisme aux États-Unis ? Pour les masses travailleuses, elle signifierait, on le conçoit bien, un renforcement effréné du régime d'exploitation et l'écrasement du mouvement ouvrier. Et quelle serait la portée internationale de cette victoire du fascisme ? Les États-Unis, comme on le sait, ce n'est pas la Hongrie, ni la Finlande, ni la Bulgarie ou la Lettonie. La victoire du fascisme aux États-Unis modifierait très notablement toute la situation internationale.

Dans ces conditions, le prolétariat américain peut-il se contenter d'organiser seulement son avant-garde consciente, qui est prête à marcher dans la voie révolutionnaire ? Non.

Il est tout à fait évident que l'intérêt du prolétariat américain exige que toutes ses forces se délimitent, sans retard, des partis capitalistes. Il lui est indispensable de trouver les voies et les formes adéquates pour empêcher à temps le fascisme de s'emparer des grandes masses de travailleurs mécontents. Et ici, nous devons dire que la création d'un parti de masse des travailleurs, d'un « Parti ouvrier et paysan » pourrait être cette forme adéquate dans les conditions américaines. Un tel parti serait une forme spécifique du front populaire de masse en Amérique à opposer aux partis des trusts et des banques de même qu'au fascisme grandissant. Un tel parti ne sera, évidemment, ni socialiste, ni communiste. Mais il doit être antifasciste et ne doit pas être un parti anticommuniste. Le programme de ce parti doit être dirigé contre les banques, les trusts et les monopoles, contre les principaux ennemis du peuple qui spéculent sur ses malheurs. Un tel parti ne peut répondre à sa destination que s'il défend les revendications quotidiennes de la classe ouvrière, s'il lutte pour une véritable

législation sociale, pour l'assurance contre le chômage ; s'il lutte pour la terre aux fermiers blancs et noirs, et pour leur libération du fardeau des dettes, s'il s'applique à faire annuler les dettes des fermiers, s'il combat pour l'égalité des Nègres, pour la défense des revendications des anciens combattants, pour la défense des intérêts des représentants des professions libérales, des petits commerçants et artisans. Et ainsi de suite.

Il va de soi qu'un tel parti militera pour faire entrer ses représentants dans les municipalités, dans les organismes représentatifs, des différents États, ainsi qu'au Congrès et au Sénat. Nos camarades des États-Unis ont agi de façon juste, en faisant preuve d'initiative. Pour la création d'un tel parti. Mais ils auront encore à prendre des mesures effectives pour que la création de ce parti devienne l'œuvre des masses elles-mêmes. Le problème de l'organisation d'un « Parti ouvrier-paysan » et son programme, doit être étudié dans des réunions populaires de masse. Il est nécessaire de déployer un très vaste mouvement autour de la création de ce parti, et d'en prendre la tête. En aucun cas, il ne faut permettre que l'initiative dans le travail d'organisation du Parti passe aux mains des éléments qui veulent utiliser le mécontentement des masses innombrables déçues par les deux partis bourgeois, démocratique et républicain, pour créer un « troisième » parti aux États-Unis, comme parti anticommuniste, comme parti dirigé contre le mouvement révolutionnaire.

b) Angleterre

En Angleterre, par suite des manifestations de masse des ouvriers anglais, l'organisation fasciste de Mosley a été momentanément refoulée à l'arrière-plan. Mais nous ne devons pas perdre de vue que le « gouvernement national » prend contre la classe ouvrière une série de mesures réactionnaires à l'aide desquelles il se crée en Angleterre aussi, des conditions qui faciliteraient à la bourgeoisie, en cas de besoin, le passage au régime fasciste. Combattre le danger fasciste en Angleterre à

l'étape donnée, c'est lutter avant tout contre le « gouvernement national », contre ses mesures réactionnaires, contre l'offensive du Capital, pour la défense des revendications des chômeurs, contre la baisse des salaires, pour l'abolition de toutes les lois à l'aide desquelles la bourgeoisie anglaise abaisse le niveau de vie des masses.

Mais la haine croissante de la classe ouvrière contre le « gouvernement national » unit des masses de plus en plus considérables, sous le mot d'ordre de formation, en Angleterre, d'un nouveau gouvernement travailliste. Les communistes peuvent-ils dédaigner cet état d'esprit des grandes masses qui gardent encore leur foi dans un gouvernement travailliste ? Non, camarades ! Nous devons trouver la voie qui conduit à ces masses. Nous leur disons ouvertement, ainsi que l'a fait le XIIIe Congrès du Parti Communiste Anglais: nous communistes, sommes partisans du pouvoir soviétique, seul pouvoir capable d'affranchir les ouvriers du joug du Capital. Mais vous voulez un gouvernement travailliste ? Soit. Nous avons lutté et luttons avec vous, la main dans la main, pour la défaite du « gouvernement national » Nous sommes prêts à soutenir votre lutte pour la formation d'un nouveau gouvernement travailliste, encore que les deux gouvernements travaillistes précédents n'aient pas tenu les promesses faites à la classe ouvrière par le Parti travailliste. Nous n'attendons pas de ce gouvernement la réalisation de mesures socialistes. Mais au nom de millions d'ouvriers, nous exigeons de lui qu'il défende les intérêts économiques et politiques les plus urgents de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Étudions donc ensemble le programme commun de ces revendications et réalisons l'unité d'action indispensable au prolétariat pour riposter à l'offensive réactionnaire du « gouvernement national », à l'offensive du Capital et du fascisme, à la préparation d'une nouvelle guerre. Sur cette base, les communistes anglais sont prêts à se présenter en commun avec les organisations du Parti travailliste aux prochaines élections parlementaires contre le

« gouvernement national », ainsi que contre Lloyd George qui tente à sa manière d'entraîner les masses derrière lui contre la cause de la classe ouvrière, dans l'intérêt de la bourgeoisie anglaise.

Cette position des communistes anglais est juste. Elle leur facilitera l'établissement du front unique de lutte avec les millions de travailleurs des syndicats et du Parti travailliste. Tout en restant constamment dans les premiers rangs du prolétariat en lutte, tout en indiquant aux masses la seule voie juste, – la voie de la lutte pour le renversement révolutionnaire de la domination de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir des Soviets, – les communistes, lorsqu'ils définissent leurs tâches politiques actuelles, ne doivent pas chercher à brûler les étapes nécessaires du mouvement de masse, dans le cours duquel les masses ouvrières se dégagent de leurs illusions par leur propre expérience et passent aux côtés du communisme.

c) France

La France est le pays où, comme on le sait, la classe ouvrière donne à tout le prolétariat international un exemple de la façon dont il faut combattre le fascisme. Le Parti Communiste Français fournit à toutes les sections de l'Internationale Communiste un exemple de la façon dont il faut réaliser la tactique du front unique; les ouvriers socialistes y fournissent un exemple de ce que les ouvriers social-démocrates des autres pays capitalistes doivent faire aujourd'hui dans la lutte contre le fascisme.

La manifestation antifasciste, avec un demi-million de participants, qui s'est déroulée le 14 juillet de cette année à Paris et les nombreuses manifestations des autres villes de France ont eu une portée énorme. Ce n'est plus seulement un mouvement de front unique ouvrier, c'est le début d'un vaste front populaire contre le fascisme en France. Ce mouvement de front unique augmente la foi de la classe ouvrière dans ses forces, affermit en elle la conscience de son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie, de la petite bourgeoisie des villes, des intellectuels;

il élargit l'influence du Parti Communiste dans les masses ouvrières, et, partant, rend le prolétariat plus fort dans la lutte contre le fascisme. Il mobilise en temps opportun la vigilance des masses à l'égard du danger fasciste.

Et il servira d'exemple contagieux pour le déploiement de la lutte antifasciste dans les autres pays capitalistes ; il exercera une action reconfortante sur les prolétaires d'Allemagne écrasés par la dictature fasciste.

La victoire est grande, en effet, mais elle ne décide pas encore de l'issue de la lutte antifasciste. La majorité écrasante du peuple français est incontestablement contre le fascisme. Mais la bourgeoisie sait, à l'aide de ses forces armées, violenter la volonté des peuples. Le mouvement fasciste continue à se développer en toute liberté avec le soutien actif du capital monopoliste, de l'appareil d'État de la bourgeoisie, de l'état-major de l'armée française et des dirigeants réactionnaires de l'Église catholique, qui sont le rempart de toute réaction.

La plus forte organisation fasciste, les Croix de feu, dispose aujourd'hui de 300 000 hommes armés, dont le noyau est formé par 60 000 officiers de réserve. Elle détient de solides positions dans la police, dans la gendarmerie, dans l'armée et l'aviation, dans tout l'appareil d'État. Les dernières élections municipales montrent qu'en France grandissent non seulement les forces révolutionnaires, mais aussi les forces du fascisme.

Si le fascisme réussit à pénétrer profondément dans la paysannerie et à s'assurer le soutien d'une partie de l'armée, l'autre restant neutre, les masses laborieuses de France ne pourront empêcher l'accession des fascistes au pouvoir. N'oubliez pas que la faiblesse d'organisation du mouvement ouvrier français facilite le succès de l'offensive fasciste. Il n'y a aucune raison, ni pour la classe ouvrière, ni pour tous les antifascistes de France, de se rassurer à la vue des résultats obtenus.

Quelles tâches se posent devant la classe ouvrière de France ?

Premièrement, obtenir la réalisation du front unique non seulement dans le domaine politique, mais aussi dans le domaine économique pour organiser la lutte contre l'offensive du Capital, briser par son élan la résistance opposée au front unique par les chefs de la Confédération du Travail réformiste.

Deuxièmement, obtenir la réalisation de l'unité syndicale en France : syndicats uniques sur la base de la lutte de classe.

Troisièmement, entraîner dans le mouvement antifasciste les grandes masses paysannes, les masses de la petite bourgeoisie, en réservant à leurs revendications urgentes. une place spéciale dans le programme du front populaire antifasciste.

Quatrièmement, consolider au point de vue de l'organisation et élargir encore le mouvement antifasciste existant déjà par la création en masse d'organismes électifs sans-parti du Front populaire antifasciste, étendant leur influence à des masses plus considérables que les partis et que les organisations de travailleurs existant actuellement en France.

Cinquièmement, faire pression pour la dissolution et le désarmement des organisations fascistes, en tant qu'organisations d'individus qui conspirent contre la République et qui sont les agents de Hitler en France.

Sixièmement, faire en sorte que l'appareil d'État, l'armée, la police soient épurés des conspirateurs qui préparent un coup d'État fasciste.

Septièmement, développer la lutte contre les dirigeants des cliques réactionnaires de l'Église catholique, un des principaux remparts du fascisme français.

Huitièmement, lier l'armée au mouvement antifasciste en créant, dans son sein, des comités de défense de la République et de la Constitution contre ceux qui veulent se servir de

l'armée pour un coup d'État anticonstitutionnel, ne pas permettre aux forces réactionnaires de France de faire échec à l'accord franco-soviétique qui défend la cause de la paix contre l'agression du fascisme allemand. Et si, en France, le mouvement antifasciste aboutit à la création d'un gouvernement qui applique une lutte véritable – non pas en paroles, mais en fait – contre le fascisme français, qui fasse passer dans la réalité le programme de revendications du front populaire antifasciste, les communistes tout en restant les ennemis irréconciliables de tout gouvernement bourgeois et les partisans du pouvoir des Soviets, seront prêts, néanmoins, en face du danger fasciste grandissant, à soutenir un tel gouvernement.

Le front uni et les organisations fascistes de masse

La lutte pour la réalisation du front unique dans les pays où les fascistes sont au pouvoir est, peut-être, le problème le plus important qui s'offre à nous. Là-bas, cette lutte, on le conçoit, se déroule dans des conditions beaucoup plus pénibles que dans les pays à mouvement ouvrier légal. Et cependant, dans les pays fascistes, toutes les conditions sont réunies pour déployer un véritable front populaire antifasciste dans la lutte contre la dictature fasciste étant donné que les ouvriers social-démocrates, catholiques et autres, en Allemagne par exemple, peuvent prendre plus directement conscience de la nécessité de mener la lutte en commun avec les communistes contre la dictature fasciste. Les grandes masses de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, qui ont déjà goûté aux fruits amers de la domination fasciste, éprouvent un mécontentement et une déception toujours plus grands, ce qui facilite leur adhésion au front populaire antifasciste.

Ainsi, la tâche essentielle dans les pays fascistes, particulièrement en Allemagne et en Italie, où le fascisme a su s'assurer une base de masse et a embrigadé de force les ouvriers et les autres travailleurs dans ses organisations, consiste à combiner judicieusement la lutte

contre la dictature fasciste de l'extérieur avec le travail de sape exécuté contre elle de l'intérieur, dans les organisations et organismes fascistes de masse. Il est nécessaire d'étudier, de s'assimiler et d'appliquer, suivant les conditions concrètes de ces pays, les méthodes et moyens particuliers qui contribuent à la désagrégation la plus rapide de la base de masse du fascisme et préparent le renversement de la dictature fasciste. Voilà ce qu'il faut étudier, s'assimiler et appliquer, au lieu de crier simplement: « À bas Hitler ! » et « À bas Mussolini ! » Oui, étudier, assimiler et appliquer ! C'est là une tâche difficile et compliquée. D'autant plus difficile que notre expérience d'une lutte couronnée de succès contre la dictature fasciste est extrêmement limitée. Nos camarades italiens, par exemple, luttent depuis treize ans environ dans les conditions de la dictature fasciste. Et, cependant, ils n'ont pas encore réussi à déployer une véritable lutte de masse contre le fascisme; c'est pourquoi, malheureusement, ils n'ont guère pu, sous ce rapport, aider, par une expérience positive, les autres Partis communistes des pays fascistes.

Les communistes allemands et italiens et les communistes des autres pays fascistes, de même que les jeunesses communistes, ont accompli des prodiges d'héroïsme; ils ont consenti et consentent chaque jour des sacrifices énormes. Nous nous inclinons tous devant cet héroïsme et ces sacrifices. Mais l'héroïsme seul ne suffit pas. Cet héroïsme, il est nécessaire de le coordonner avec un travail quotidien dans les masses, avec une lutte concrète contre le fascisme, telle qu'elle nous permette d'obtenir ici les résultats les plus tangibles. Dans notre lutte contre la dictature fasciste, il est particulièrement dangereux de prendre nos désirs pour des réalités, il faut partir des faits, de la situation concrète, réelle.

Or, quelle est aujourd'hui la réalité, par exemple, en Allemagne ?

Dans les masses grandissent le mécontentement et la déception contre la

politique de la dictature fasciste, revêtant même la forme de grèves partielles et d'autres manifestations. Malgré tous ses efforts, le fascisme n'a pas réussi à gagner politiquement la masse fondamentale des ouvriers; il perd et perdra de plus en plus jusqu'à ses anciens partisans. Néanmoins, nous devons nous rendre compte du fait que les ouvriers, convaincus de la possibilité de renverser la dictature fasciste et prêts dès aujourd'hui à lutter activement pour atteindre ce but, sont encore pour le moment en minorité ; c'est nous, les communistes, et la partie révolutionnaire des ouvriers social-démocrates. Quant à la majorité des travailleurs, elle n'a pas encore pris conscience des possibilités réelles et concrètes, ni des voies qui conduisent au renversement de cette dictature; elle reste encore dans l'expectative. Il faut tenir compte de ce fait lorsque nous fixons nos tâches dans la lutte contre le fascisme en Allemagne et que nous nous disposons à chercher, à étudier et à appliquer les procédés spéciaux propres à ébranler et à renverser la dictature fasciste en Allemagne. Pour porter un coup sensible à la dictature fasciste, nous devons connaître son point le plus vulnérable. Où se trouve le talon d'Achille de la dictature fasciste ? Dans sa base sociale. Cette dernière est extrêmement hétérogène. Elle englobe diverses classes et diverses couches de la société. Le fascisme s'est proclamé l'unique représentant de toutes les classes et couches de la population : du fabricant et de l'ouvrier, du millionnaire et du chômeur, du junker et du petit paysan, du grand capitaliste et de l'artisan. Il fait semblant de défendre les intérêts de toutes ces couches, les intérêts de la nation. Mais, étant la dictature de la grande bourgeoisie, le fascisme doit inévitablement entrer en conflit avec sa base sociale de masse, d'autant plus que c'est précisément sous la dictature fasciste qu'apparaissent avec le plus de relief les contradictions de classe entre le ramassis des magnats de la finance et la majorité écrasante du peuple.

Amener les masses à la lutte résolue pour le

renversement de la dictature fasciste, nous ne le pouvons qu'en entraînant les ouvriers embrigadés de force ou entrés par inconscience dans les organisations fascistes, aux mouvements les plus élémentaires pour la défense de leurs intérêts économiques, politiques et culturels. C'est précisément pour cette raison que les communistes doivent travailler dans ces organisations comme les meilleurs défenseurs des intérêts quotidiens de la masse des adhérents, en tenant compte du fait que, à mesure que les ouvriers adhérents à ces organisations se mettent de plus en plus souvent à revendiquer leurs droits et à défendre leurs intérêts, ils se heurtent inévitablement à la dictature fasciste.

Sur le terrain de la défense des intérêts vitaux et, au début, des intérêts les plus élémentaires, des masses travailleuses de la ville et de la campagne, il est relativement plus facile de trouver un langage commun non seulement avec les antifascistes conscients, mais aussi avec ceux des travailleurs qui sont encore partisans du fascisme, et qui, pourtant, déçus et mécontents de sa politique, murmurent et cherchent une occasion d'exprimer leur mécontentement. En général, nous devons nous rendre compte que toute notre tactique dans les pays de dictature fasciste doit revêtir un caractère qu'il n'écarte pas de nous les simples partisans du fascisme, qu'il ne les rejette pas dans ses bras, mais approfondisse l'abîme entre le sommet fasciste et la masse des simples partisans déçus du fascisme, qui sortent des couches travailleuses.

Il n'y a pas de quoi perdre contenance s'il arrive que les gens mobilisés autour de ces intérêts quotidiens se considèrent ou bien comme des indifférents en politique, ou bien même comme des partisans du fascisme. Ce qui importe pour nous, c'est de les entraîner à un mouvement qui, tout en ne s'affirmant pas ouvertement au début sous des mots d'ordre de lutte contre le fascisme, n'en est pas moins déjà, objectivement, un mouvement antifasciste, puisqu'il oppose ces masses à la dictature fasciste.

L'expérience nous enseigne que c'est un point de vue nuisible et erroné que de croire que dans les pays de dictature fasciste, il est prétendument impossible en général d'agir légalement ou semi-légalement. Insister sur un point de vue de ce genre, c'est tomber dans la passivité, c'est renoncer en général à tout travail de masse réel. Il est vrai que trouver dans les conditions de la dictature fasciste les formes et les méthodes d'une action légale ou semi-légale, est une tâche difficile, compliquée. Mais, comme dans beaucoup d'autres questions, la voie nous est indiquée par la vie elle-même et par l'initiative des masses elles-mêmes qui ont déjà fourni une série d'exemples que nous devons généraliser, appliquer d'une façon organisée et judicieuse.

Il est nécessaire de mettre un terme de la façon la plus résolue à la sous-estimation du travail dans les organisations fascistes de masse. En Italie comme en Allemagne et dans plusieurs autres pays fascistes, les communistes ont couvert leur passivité et souvent même leur refus direct, dans la pratique, de travailler au sein des organisations fascistes de masse en opposant le travail dans les entreprises au travail dans les organisations fascistes de masse. En réalité, cette opposition schématique a justement abouti à ceci que le travail était mené avec une mollesse extrême et parfois même n'était pas mené du tout ni dans les organisations fascistes de masse ni dans les entreprises.

Or, dans les pays fascistes, il est particulièrement important pour les communistes d'être partout où sont les masses. Le fascisme a supprimé aux ouvriers leurs organisations légales propres. Il leur a imposé les organisations fascistes et c'est là que se trouvent les masses, de force où, en partie, volontairement. Ces organisations fascistes de masse peuvent et doivent être notre champ d'action légal ou semi-légal, le champ où nous serons en rapport avec les masses. Elles peuvent et doivent devenir pour nous le point de départ légal ou semi-légal de la défense des intérêts

quotidiens des masses. En vue d'utiliser ces possibilités, les communistes doivent travailler à obtenir des postes électifs dans les organisations fascistes de masse dans le but d'assurer la liaison avec la masse, et s'affranchir une fois pour toutes du préjugé d'après lequel un tel genre d'activité ne sied pas à un ouvrier révolutionnaire, est indigne de lui. En Allemagne, par exemple, il existe un système de « délégués d'usine ». Où donc est-il dit que nous devons laisser aux fascistes le monopole de ces organisations ? Est-ce que nous ne pouvons pas tenter d'unir dans l'entreprise les ouvriers communistes, social-démocrates, catholiques et autres ouvriers antifascistes pour que, au moment du vote sur la liste des « délégués d'usine », ils rayent les agents manifestes du patron et y portent d'autres candidats, jouissant de la confiance des ouvriers ? La pratique a déjà prouvé que la chose est possible.

Est-ce que la pratique ne nous dit pas aussi qu'il est possible, en commun avec les ouvriers social-démocrates et les autres ouvriers mécontents, d'exiger des « délégués d'usine » qu'ils défendent réellement les intérêts des ouvriers ?

Prenez le Front du travail en Allemagne ou les syndicats fascistes en Italie. N'est-il pas possible d'exiger l'élection, au lieu de la nomination, des fonctionnaires du Front du travail, d'insister pour que les organismes dirigeants des groupes locaux rendent compte de leur activité aux assemblées des membres des organisations, de présenter sur décision du groupe ces revendications au patron, à « l'inspecteur du travail », aux organismes supérieurs du Front du travail ? C'est possible, à condition que les ouvriers révolutionnaires travaillent réellement dans le Front du travail et cherchent à y obtenir des postes.

Des méthodes de travail analogues sont possibles et nécessaires aussi dans les autres organisations fascistes de masse, dans l'union hitlérienne des jeunes, dans les organisations sportives, dans l'organisation Kraft durch

Freude en Allemagne, Dopo lavoro en Italie, dans les coopératives, etc.

Vous vous souvenez de l'antique légende de la prise de Troie. Troie, pour se mettre à l'abri de l'armée qui l'attaquait, s'était entourée de murailles inabornables. Et l'armée attaquante, après avoir perdu nombre de victimes, ne put remporter la victoire tant qu'elle n'eut pas pénétré à l'aide du fameux cheval de Troie, à l'intérieur, au cœur même de la place ennemie.

Il me semble que nous, ouvriers révolutionnaires, ne devons pas nous sentir gênés à l'idée d'appliquer la même tactique à l'égard de notre ennemi fasciste, qui recourt pour se défendre contre le peuple au mur vivant de ses égorgés.

Quiconque ne comprend pas la nécessité d'appliquer une telle tactique à l'égard du fascisme, quiconque tient cette façon d'agir pour « humiliante », peut être un excellent camarade, mais permettez-moi de vous le dire que c'est un bavard et non un révolutionnaire, et qu'il ne saura pas conduire les masses au renversement de la dictature fasciste.

Le mouvement de masse du front unique, qui prend naissance à l'extérieur et à l'intérieur des organisations fascistes d'Allemagne, d'Italie et des autres pays où le fascisme possède une base de masse - en partant de la défense des besoins les plus élémentaires, en changeant ses formes et ses mots d'ordre de lutte au fur et à mesure de l'extension et de la montée de cette lutte, - sera le bélier qui détruira la forteresse de la dictature fasciste tenue aujourd'hui par beaucoup de gens pour inexpugnable.

Le front unique dans les pays ou les social-démocrates sont au gouvernement

La lutte pour l'établissement du front unique soulève encore un autre problème très important, celui du front unique dans les pays où il y a au pouvoir des gouvernements social-démocrates ou des gouvernements de coalition

avec participation socialiste, comme, par exemple, au Danemark, en Norvège, en Suède, en Tchécoslovaquie et en Belgique.

On connaît notre attitude absolument négative à l'égard des gouvernements social-démocrates qui sont des gouvernements de conciliation avec la bourgeoisie. Néanmoins, nous ne considérons pas la présence d'un gouvernement social-démocrate ou d'une coalition gouvernementale du Parti Social-démocrate avec les partis bourgeois comme un obstacle insurmontable à l'établissement du front unique avec les social-démocrates sur des questions déterminées: Nous estimons que, dans ce cas également, le front unique est parfaitement possible et indispensable pour la défense des intérêts quotidiens du peuple travailleur et dans la lutte contre le fascisme. Il va de soi que dans les pays où les représentants des partis social-démocrates participent au gouvernement, la direction social-démocrate oppose la plus forte résistance au front unique prolétarien. Cela est tout à fait compréhensible; ne veulent-ils pas montrer à la bourgeoisie que ce sont eux qui, précisément savent mieux et plus habilement que tous les autres tenir en bride les masses ouvrières mécontentes et les protéger de l'influence du communisme? Cependant, le fait que les ministres social-démocrates ont une attitude négative à l'égard du front unique prolétarien ne saurait justifier le moins du monde l'état de choses où les communistes ne font rien pour créer le front unique du prolétariat.

Nos camarades des pays scandinaves suivent souvent la voie du moindre effort, en se bornant à dénoncer dans leur propagande le gouvernement social-démocrate. C'est une faute. Au Danemark, par exemple, voilà dix ans que les chefs social-démocrates sont installés au gouvernement, et voilà dix ans que, de jour en jour, les communistes répètent que c'est un gouvernement bourgeois, capitaliste. Il faut supposer que cette propagande est connue des ouvriers danois. Le fait qu'une majorité considérable donne quand même ses suffrages au

Parti Social-démocrate gouvernemental, ne montre qu'une chose: c'est qu'il ne suffit pas pour les communistes de dénoncer le gouvernement dans leur propagande; cependant, cela ne montre pas que ces centaines de milliers d'ouvriers soient contents de toutes les mesures gouvernementales des ministres social-démocrates. Non, ils sont mécontents du fait que le gouvernement social-démocrate, par son « accord de crise », vient en aide aux grands capitalistes et aux propriétaires fonciers, et non pas aux ouvriers et à la paysannerie pauvre; que par son décret de janvier 1933, il a retiré aux ouvriers le droit de grève; que la direction social-démocrate projette une dangereuse réforme électorale antidémocratique (avec une réduction considérable du nombre des députés). Je ne me tromperai guère en affirmant que 99% des ouvriers du Danemark n'approuvent pas de telles démarches politiques de la part des chefs et des ministres social-démocrates.

Les communistes ne peuvent-ils pas appeler les syndicats et les organisations social-démocrates du Danemark à étudier telle ou telle question d'actualité; à formuler leur opinion et à intervenir en commun pour le front unique prolétarien dans le but de faire aboutir les revendications ouvrières? Au mois d'octobre de l'an dernier, lorsque nos camarades danois firent appel aux syndicats pour engager l'action contre la réduction des secours de chômage et pour les droits démocratiques des syndicats, près de cent organisations syndicales locales ont adhéré au front unique.

En Suède, c'est la troisième fois que le gouvernement social-démocrate se trouve au pouvoir; mais les communistes suédois se sont longtemps refusés, dans la pratique, à appliquer la tactique du front unique. Pourquoi? Étaient-ils donc contre le front unique? Non, évidemment, ils étaient en principe pour le front unique, pour le front unique en général, mais ils n'avaient pas compris à quel propos, dans quelles questions, pour la défense de quelles revendications il serait possible de mettre sur pied avec succès le front unique prolétarien, à

quoi et comment s'accrocher. Quelques mois avant la constitution du gouvernement social-démocrate, le Parti Social-démocrate avait formulé, pendant la lutte électorale, une plate-forme renfermant une série de revendications qui auraient justement pu être comprises dans la plate-forme du front unique prolétarien. Par exemple, les mots d'ordre : « Contre les droits de douane ». « Contre la militarisation ». « En finir avec les attermolements dans la question des assurances contre le chômage ». « Assurer aux vieillards une pension suffisante pour vivre ». « Ne pas tolérer l'existence d'organisations telles que Munch-Korps ». « À bas la législation antisyndicale de classe réclamée par les partis bourgeois ».

Plus d'un million de travailleurs de Suède ont voté en 1932 pour ces revendications formulées par la social-démocratie, et ont salué en 1933 la formation du gouvernement social-démocrate, dans l'espoir que, maintenant, ces revendications allaient être réalisées. Quoi de plus naturel dans cette situation et quel moyen de répondre à un plus haut degré aux désirs des masses ouvrières, qu'un message du Parti communiste à toutes les organisations social-démocrates et syndicales, avec la proposition d'entreprendre des actions communes en vue de réaliser ces revendications formulées par le Parti Social-Démocrate ?

Si, aux fins de réalisation des revendications formulées par les social-démocrates eux-mêmes, on avait réussi à mobiliser réellement les grandes masses, à souder les organisations ouvrières social-démocrates et communistes dans un front unique, il n'est pas douteux que la classe ouvrière de Suède y aurait gagné. Les ministres social-démocrates de Suède, évidemment, ne s'en serait pas trop réjouis. Car, dans ce cas, le gouvernement aurait été contraint de satisfaire ne fût-ce que quelques revendications.

En tout cas, il ne se serait pas produit ce qui est arrivé maintenant, à savoir que le gouvernement, au lieu de supprimer les droits de douane a majoré certaines taxes ; au lieu de limiter le militarisme, a augmenté le budget de

la Guerre et, au lieu de repousser toute législation dirigée contre les syndicats, a lui-même présenté au Parlement un projet de loi de ce genre. Il est vrai qu'en rapport avec cette dernière question, le Parti Communiste Suédois a réalisé une bonne campagne de masse dans le sens du front unique prolétarien, et a obtenu, en fin de compte, que même la fraction social-démocrate du Parlement se sente obligée de voter contre le projet de loi gouvernemental, si bien que celui-ci, pour l'instant, a avorté.

Les communistes norvégiens ont agi de façon juste en appelant lors du Premier Mai les organisations du Parti Ouvrier à manifester en commun, et en formulant une série de revendications qui, dans le fond, coïncidaient avec les revendications de la plate-forme électorale du Parti Ouvrier Norvégien. Bien que cette démarche en faveur du front unique eût été faiblement préparée et que la direction du Parti Ouvrier Norvégien y eût été opposée, des manifestations de front unique ont eu lieu dans trente localités.

Les communistes étaient nombreux autrefois à craindre que ce fût une manifestation d'opportunisme de leur part que de s'abstenir d'opposer à n'importe quelle revendication partielle des social-démocrates des revendications à eux, deux fois plus radicales. C'était là une faute naïve. Si les social-démocrates revendiquent, par exemple, la dissolution des organisations fascistes, point n'est besoin pour nous d'ajouter « et la dissolution de la police d'État » (pour la raison qu'il serait opportun de formuler cette revendication dans une autre situation), mais nous devons dire aux ouvriers social-démocrates : nous sommes prêt à accepter ces revendications de votre Parti comme revendications du front unique prolétarien et à lutter jusqu'au bout pour la réalisation de ce dernier. Engageons la lutte en commun.

En Tchécoslovaquie également, on peut et on doit utiliser, pour établir le front unique de la classe ouvrière des revendications déterminées,

formulées par la social-démocratie tchèque et allemande et les syndicats réformistes. Lorsque la social-démocratie revendique, par exemple, du travail pour les chômeurs ou l'abolition – comme elle le demande depuis 1927 – des lois limitant l'autonomie des municipalités, il faut, à la base et dans chaque département concrétiser ces revendications et, d'un commun accord avec les organisations social-démocrates, lutter pour obtenir réellement satisfaction. Ou bien, lorsque les Partis social-démocrates fulminent « en général » contre les agents du fascisme dans l'appareil d'État, il convient à chaque département de tirer au grand jour les porte-parole du fascisme en chair et en os et d'exiger en commun avec les ouvriers social-démocrates leur renvoi des institutions d'État.

En Belgique; les chefs du Parti Socialiste avec Emile Vandervelde en tête, sont entrés dans le gouvernement de coalition. Ils ont remporté ce « succès » grâce à leur longue et vaste campagne pour deux revendications essentielles : 1) annulation des décrets-lois et 2) réalisation du plan De Man. La première question est très importante. L'ancien gouvernement avait promulgué 150 décrets-lois réactionnaires, qui font peser un fardeau extrêmement lourd sur le peuple travailleur. On se proposait de les annuler aussitôt. Le Parti Socialiste l'exigeait. Eh bien ! Y a-t-il beaucoup de décrets-lois annulés par le nouveau gouvernement ? Celui-ci n'en a aboli aucun ; il a simplement atténué un peu quelques lois d'exception, afin de payer une sorte de rançon « symbolique » pour les nombreuses promesses faites par les chefs socialistes de Belgique (à l'instar du « dollar symbolique » que certaines puissances européennes proposaient à l'Amérique en paiement des dettes de guerre qu'elles avaient contractées par millions).

En ce qui concerne la réalisation du plan prometteur De Man, les choses ont pris un tour tout à fait inattendu pour les masses social-démocrates : les ministres socialistes ont déclaré qu'il fallait d'abord surmonter la crise économique et n'appliquer que celles des parties

du plan De Man qui améliorent la situation des capitalistes industriels et des banques, et ce n'est qu'après qu'il sera possible d'appliquer les mesures visant à alléger la situation des ouvriers.

Mais combien de temps les ouvriers devront-ils attendre leur part de « prospérité », que leur promet le plan De Man ? Une véritable pluie d'or s'est déjà répandue sur les banquiers belges. On a déjà réalisé la dévaluation du franc belge à 28 %; grâce à cette manipulation les banquiers ont pu s'approprier en guise de trophée quatre milliards et demi de francs, aux frais des salariés et des petits épargnants. Comment donc cela s'accorde-t-il avec le contenu du plan De Man? Car, à croire le plan à la lettre, il promet de « poursuivre les excès monopolistes et les manœuvres spéculatrices ».

En vertu du plan De Man, le gouvernement a nommé une commission chargée de contrôler les banques, mais elle est composée de banquiers qui aujourd'hui, joyeux et insoucians, se contrôlent eux-mêmes !

Le plan De Man promet encore d'autres bonnes choses : « réduction du temps de travail », « normalisation du salaire », « minimum de salaire », « organisation d'un système universel d'assurances sociales », « extension des commodités de la vie grâce à de nouvelles constructions d'habitations » etc. Autant de revendications que nous, communistes, pouvons soutenir. Nous devons nous adresser aux organisations ouvrières de Belgique et leur dire : les capitalistes ont déjà suffisamment touché, et même beaucoup trop. Exigeons des ministres social-démocrates qu'ils tiennent les promesses qu'ils ont faites aux ouvriers. Groupons-nous en un front unique pour le succès de la défense de nos intérêts. Ministre Vandervelde, nous soutenons les revendications en faveur des ouvriers contenues dans votre plate-forme, mais nous le déclarons ouvertement: ces revendications, nous les prenons au sérieux, nous voulons des actes et non des paroles vaines, et c'est pourquoi nous

groupes des centaines de milliers d'ouvriers dans la lutte pour qu'elles soient satisfaites !

Ainsi, dans les pays à gouvernement social-démocrate, les communistes, utilisant telles revendications correspondantes qui sont contenues dans les plate-formes des partis social-démocrates eux-mêmes, et les promesses faites lors des élections par les ministres social-démocrates, comme point de départ pour réaliser l'action commune avec les partis et organisations social-démocrates, pourront ensuite plus aisément déployer la campagne pour l'établissement du front unique, cette fois sur la base d'une série d'autres revendications des masses en lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace de guerre.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que si, d'une façon générale, l'action commune avec les partis et les organisations social-démocrates, exige des communistes qu'ils fassent une critique sérieuse et fondée de la social-démocratie en tant qu'idéologie et pratique de la collaboration de classe avec la bourgeoisie, et qu'ils éclairent fraternellement, inlassablement les ouvriers social-démocrates sur le programme et les mots d'ordre du communisme, cette tâche est particulièrement importante dans la lutte pour le front unique dans les pays où existent justement des gouvernements social-démocrates.

La lutte pour l'unité syndicale

La réalisation de l'unité syndicale à l'échelle nationale et internationale doit devenir l'étape essentielle dans l'affermissement du front unique.

Comme on le sait, c'est dans les syndicats que la tactique scissionniste des chefs réformistes a été appliquée avec le plus d'acuité. Et cela se conçoit : c'est là que leur politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie trouvait son couronnement pratique, directement à l'entreprise, aux dépens des intérêts vitaux des masses ouvrières. Cela a provoqué bien entendu, une critique violente et une riposte à cette pratique de la part des

ouvriers révolutionnaires guidés par les communistes. Voilà pourquoi c'est dans le domaine syndical que la lutte la plus vigoureuse s'est engagée entre le communisme et le réformisme.

Plus la situation du capitalisme devenait pénible et compliquée, et plus la politique des chefs des syndicats d'Amsterdam devenait réactionnaire, plus agressives leurs mesures à l'égard de tous les éléments d'opposition à l'intérieur des syndicats. Même l'instauration de la dictature fasciste en Allemagne et l'offensive renforcée du Capital dans tous les pays capitalistes n'ont pas diminué cette agressivité. N'est-ce pas un fait caractéristique que dans la seule année 1933 en Angleterre, en Hollande, en Belgique, en Suède, des circulaires infâmes aient été lancées dans le but d'exclure des syndicats les communistes et les ouvriers révolutionnaires ? En Angleterre, en 1933, paraît une circulaire interdisant aux sections syndicales locales d'adhérer aux organisations anti-guerre et autres organisations révolutionnaires. C'était le prélude de la fameuse « circulaire noire » du Conseil général des Trade-unions qui proclamait hors la loi tout conseil syndical qui admettrait dans son sein des délégués « liés d'une façon ou d'une autre aux organisations communistes ». Que dire encore de la direction des syndicats allemands usant de moyens de répression inouïs contre les éléments révolutionnaires des syndicats !

Mais notre tactique doit se fonder non pas sur la conduite des différents chefs des syndicats d'Amsterdam quelques difficultés que cette conduite crée à la lutte de classe, mais, avant tout, sur la question de savoir où se trouvent les masses ouvrières. Et, ici, nous devons le déclarer ouvertement: le travail dans les syndicats est la question la plus brûlante pour tous Partis communistes. Nous devons obtenir un tournant réel dans le travail syndical, en plaçant au centre le problème de la lutte pour l'unité syndicale.

Il y a déjà dix ans que Staline nous a dit :

« En quoi consiste la force de la social-démocratie en Occident ?

En ce qu'elle s'appuie sur les syndicats.

En quoi consiste la faiblesse de nos Partis communistes en Occident ?

En ce qu'ils ne se sont pas encore soudés, et que certains éléments de ces Partis communistes ne veulent pas se souder aux syndicats.

C'est pourquoi la tâche fondamentale des Partis communistes d'Occident, au moment actuel, consiste à déployer et à mener jusqu'au bout la campagne pour l'unité du mouvement syndical ; tous les communistes sans exception doivent adhérer aux syndicats, y engager un travail patient, méthodique, en vue de rassembler la classe ouvrière contre le Capital et de faire en sorte que les Partis communistes puissent s'appuyer sur les syndicats. »

STALINE, « Rapport fait à l'assemblée des militants de l'organisation de Moscou du Parti communiste russe, le 9 mai 1925, résumant les travaux de la XIV^e conférence du P.C.R. ». *les Questions du léninisme*, tome I (1931)

Cette directive de Staline a-t-elle été appliquée ? Non, elle n'a pas été appliquée.

Méconnaissant l'attraction que les syndicats exercent sur les ouvriers et placés devant les difficultés du travail à mener à l'intérieur des syndicats d'Amsterdam, beaucoup de nos camarades ont décidé de passer outre à cette tâche compliquée. Ils parlaient invariablement de la crise d'organisation des syndicats d'Amsterdam, de l'abandon précipité des syndicats par les ouvriers, et ils ont perdu de vue qu'après une certaine chute des syndicats au début de la crise économique mondiale, ceux-ci ont ensuite recommencé à grandir. La particularité du mouvement syndical consistait précisément en ce que l'offensive de la bourgeoisie contre les droits syndicaux, la tentative faite dans plusieurs pays pour unifier les syndicats (Pologne, Hongrie, etc.), la compression des assurances sociales, le vol des salaires, malgré l'absence de résistance de la part des chefs syndicaux réformistes, obligeaient les ouvriers à se grouper encore plus étroitement autour des syndicats, car les ouvriers voulaient et veulent voir dans le syndicat le défenseur combatif de leurs intérêts de classe les plus

urgents.

Voilà ce qui explique que la plupart des syndicats d'Amsterdam, – en France, en Tchécoslovaquie, en Belgique, en Suède, en Hollande, en Suisse, etc. – se soient développés numériquement dans ces dernières années. La Fédération américaine du travail a aussi considérablement augmenté le nombre de ses adhérents depuis deux ans.

Si les camarades allemands avaient mieux compris leur tâche syndicale dont le camarade Thaelmann leur a parlé maintes fois, nous aurions certainement eu dans les syndicats une situation meilleure que celle qui existait en fait au moment de l'avènement de la dictature fasciste.

Vers la fin de 1932, environ dix pour cent seulement des membres du Parti adhéraient aux syndicats libres. Et cela, bien que les communistes, après le Congrès de l'Internationale Communiste, se fussent placés à la tête de toute une série de grèves. Dans la presse, nos camarades parlaient de la nécessité de réserver 90% de nos forces au travail dans les syndicats: mais en pratique, tout se concentrait autour de l'opposition syndicale révolutionnaire qui visait en fait, à remplacer les syndicats. Et après la prise du pouvoir par Hitler ? Depuis deux ans, beaucoup de nos camarades ont résisté, avec ténacité et d'une façon systématique au mot d'ordre juste de lutte pour le rétablissement des syndicats libres.

Je pourrais citer des exemples analogues pour presque tous les autres pays capitalistes.

Mais déjà nous avons aussi le premier succès sérieux dans la lutte pour l'unité du mouvement syndical dans les pays européens. J'ai en vue la petite Autriche, où sur l'initiative du Parti Communiste, une base a été créée pour le mouvement syndical illégal. Après les batailles de Février, les social-démocrates, avec Otto Bauer en tête, ont lancé le mot d'ordre: « Les syndicats libres ne peuvent être rétablis qu'après la chute du fascisme ». Les communistes se sont mis à travailler au

rétablissement des syndicats. Chaque phase de ce travail a été un fragment du front unique vivant du prolétariat autrichien. Le succès du rétablissement des syndicats libres illégaux fut une défaite sérieuse du fascisme. Les social-démocrates hésitaient sur le chemin à prendre. Une partie d'entre eux tentèrent d'engager des pourparlers avec le gouvernement. L'autre partie, voyant nos succès, créa parallèlement ses propres syndicats illégaux. Mais il ne pouvait y avoir qu'un seul chemin : ou bien capituler devant le fascisme, ou bien lutter en commun contre le fascisme, dans le sens de l'unité syndicale. Sous la pression des masses, la direction hésitante des syndicats parallèles qui avaient été créés par les anciens chefs syndicaux, a résolu d'accepter l'union. La base de cette union est la lutte irréconciliable contre l'offensive du Capital et du fascisme et la garantie de la démocratie syndicale. Nous saluons ce fait d'unification syndicale qui est le premier depuis la scission formelle du mouvement syndical après la guerre et qui, pour cette raison, a une importance internationale.

Le front unique en France a donné sans aucun doute une impulsion gigantesque à la réalisation de l'unité syndicale: les dirigeants de la Confédération générale du Travail ont freiné et freinent par tous les moyens la réalisation de l'unité, en opposant à la question fondamentale relative à la politique de classe des syndicats des questions ayant une importance subordonnée et secondaire ou formelle. Ça a été un succès indubitable de la lutte pour l'unité syndicale que la création de syndicats uniques à l'échelle locale, qui englobent, par exemple, chez les cheminots près des trois quarts des effectifs des deux syndicats. Nous nous affirmons résolument pour le rétablissement de l'unité syndicale dans chaque pays et à l'échelle internationale :

Nous sommes pour le syndicat unique dans chaque industrie.

Nous sommes pour l'unification syndicale dans chaque pays.

Nous sommes pour l'unification syndicale

internationale par industrie.

Nous sommes pour une Internationale syndicale unique sur la base de la lutte de classe.

Nous sommes pour les syndicats de classe uniques, comme étant l'un des principaux remparts de la classe ouvrière contre l'offensive du Capital et du fascisme. Ceci, posé, nous ne mettons qu'une condition à l'unification des organisations syndicales : la lutte contre le Capital ; la lutte contre le fascisme et en faveur de la démocratie à l'intérieur des syndicats.

Le temps presse. Pour nous, le problème de l'unité du mouvement syndical, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, est un problème de la grande cause d'unification de notre classe dans de puissantes organisations syndicales uniques contre l'ennemi de classe. Nous saluons le message adressé, par l'Internationale Syndicale Rouge à l'Internationale d'Amsterdam, – à la veille du Premier Mai de cette année, – pour lui proposer d'étudier en commun les conditions, les méthodes et les formes d'unification du mouvement syndical mondial.

Les chefs de l'Internationale d'Amsterdam ont repoussé cette proposition, en prenant pour prétexte cet argument rebattu que l'unité du mouvement syndical n'est possible que dans les rangs de l'Internationale d'Amsterdam, laquelle, soit dit en passant, ne groupe guère que les organisations syndicales d'une partie des pays européens.

Les communistes qui travaillent dans les syndicats, doivent poursuivre sans se laisser la lutte pour l'unité du mouvement syndical. La tâche des syndicats rouges et de l'Internationale Syndicale Rouge est de faire tout ce qui dépend d'eux pour que vienne au plus vite l'heure de la réalisation de la lutte commune de tous les syndicats contre l'offensive du Capital et du fascisme, pour réaliser l'unité du mouvement syndical en dépit de l'opposition obstinée des chefs réactionnaires de l'Internationale d'Amsterdam. Les syndicats rouges et l'I.S.R.

doivent recevoir en ce sens notre aide pleine et entière.

Nous recommandons, dans les pays où existent de petits syndicats rouges, de travailler à leur affiliation aux grands syndicats réformistes, en revendiquant la liberté de défendre leurs opinions et la réintégration des exclus, et dans les pays où existent parallèlement de grands syndicats rouges et réformistes, de convoquer un congrès d'unification sur la base d'une plate-forme de lutte contre l'offensive du Capital et de la garantie de la démocratie syndicale.

Nous devons déclarer de la façon la plus catégorique que l'ouvrier communiste, l'ouvrier révolutionnaire qui n'adhère pas au syndicat de masse de sa profession, qui ne lutte pas pour transformer le syndicat réformiste en une véritable organisation syndicale de classe, qui ne lutte pas pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte de classe, cet ouvrier communiste, cet ouvrier révolutionnaire, ne s'acquitte pas de son premier devoir prolétarien.

Le front uni et les jeunes

J'ai déjà indiqué le rôle qu'a joué pour la victoire du fascisme l'intégration des jeunes aux organisations fascistes. Parlant des jeunes, nous devons le déclarer ouvertement : nous avons dédaigné la tâche qui nous incombait d'entraîner les masses de la jeunesse travailleuse dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace de guerre; nous avons dédaigné ces tâches dans plusieurs pays. Nous avons sous-estimé l'importance énorme de la jeunesse dans la lutte contre le fascisme. Nous n'avons pas toujours tenu compte des intérêts particuliers, économiques, politiques et culturels de la jeunesse. Nous n'avons pas, non plus, prêté l'attention voulue à l'éducation révolutionnaire des jeunes.

Tout cela, le fascisme l'a utilisé fort habilement, en attirant dans certains pays, notamment en Allemagne, d'importants contingents de jeunes sur une voie opposée à

celle du prolétariat. Il faut tenir compte du fait que le fascisme n'attire pas seulement la jeunesse par le romantisme militaire. De-ci de-là il donne à manger, il distribue des effets aux membres de ses formations, il donne du travail à tel ou tel, il fonde même des institutions dites culturelles à l'usage de la jeunesse, pour lui faire croire qu'il veut et peut réellement nourrir, habiller, instruire et faire travailler la masse de la jeunesse laborieuse.

Nos Fédérations communistes de jeunes, dans une série de pays capitalistes, sont encore maintenant des organisations éminemment sectaires, détachées des masses. Leur faiblesse fondamentale consiste en ce qu'elles s'efforcent encore de copier les Partis communistes, leurs formes et leurs méthodes de travail, oubliant que la jeunesse communiste n'est pas le Parti Communiste de la jeunesse. Elles ne tiennent pas suffisamment compte du fait qu'il s'agit d'une organisation avec ses tâches particulières bien à elle. Ses méthodes et ses formes de travail, d'éducation et de lutte doivent être adaptées au niveau concret et aux aspirations de la jeunesse.

Nos jeunes communistes ont donné des exemples inoubliables d'héroïsme dans la lutte contre les violences fascistes et la réaction bourgeoise. Mais ce qui leur manque encore, c'est la capacité d'arracher concrètement et obstinément les masses de jeunes à l'influence ennemie. On le voit à la résistance, insurmontée jusqu'à présent, que rencontre le travail à faire dans les organisations fascistes de masse, à la façon pas toujours juste d'aborder la jeunesse socialiste ou les autres jeunes non communistes.

En tout cela, une grande responsabilité incombe aussi, bien entendu, aux Partis communistes, qui doivent guider et soutenir les jeunes communistes dans leur travail. Car le problème de la jeunesse n'est pas seulement le problème des jeunes communistes. C'est le problème du mouvement communiste tout entier. Dans le domaine de la lutte pour la jeunesse, il est nécessaire que les Partis

communistes et les organisations de jeunesse communistes opèrent effectivement un tournant décisif. La tâche principale du mouvement communiste de la jeunesse dans les pays capitalistes est de marcher hardiment à la réalisation du front unique, à l'organisation de l'union de la jeune génération travailleuse. Les exemples de la France et des États-Unis dans ces derniers temps montrent l'influence énorme qu'exercent sur le mouvement révolutionnaire de la jeunesse même les premiers pas qu'on fait dans cette voie. Dans ces pays, il a suffi de procéder à la réalisation du front unique pour enregistrer aussitôt des succès considérables. Sous ce rapport, notre attention est légitimement retenue dans le domaine du front unique international par l'initiative couronnée de succès du comité parisien de lutte contre la guerre et le fascisme en vue de réaliser la collaboration internationale de toutes les organisations non fascistes de la jeunesse.

Ces démarches heureuses faites depuis quelque temps dans le mouvement du front unique des jeunes montrent aussi que les formes du front unique des jeunes ne doivent pas suivre un modèle stéréotypé ; elles ne doivent pas être nécessairement les mêmes que celles qui sont pratiquées par les Partis communistes. Les Fédérations de Jeunes communistes, doivent tendre par tous les moyens à l'union des forces de toutes les organisations de masse non fascistes de la jeunesse, en allant jusqu'à créer des organisations communes de toute sorte pour la lutte contre le fascisme, contre la privation inouïe de droits dont souffre la jeunesse et contre sa militarisation, pour les droits économiques et culturels de la jeune génération, pour le ralliement au front antifasciste de cette jeunesse où qu'elle soit : dans les entreprises, dans les camps de travail forcé, dans les Bourses du travail, dans les casernes et la flotte, dans les écoles ou les diverses organisations sportives, culturelles et autres.

En développant et en renforçant les jeunes communistes, nos jeunes communistes doivent travailler à la création d'associations

antifascistes entre les Fédérations communistes et socialistes de jeunes sur la plate-forme de la lutte de classe.

Le front uni et les femmes

Tout autant que dans les cas des jeunes, on a sous-estimé le travail parmi les femmes laborieuses, parmi les ouvrières, les chômeuses, les paysannes et les ménagères. Et cependant, si le fascisme frustre les jeunes plus que tous les autres, il asservit la femme d'une façon particulièrement impitoyable et cynique, en se jouant des sentiments les plus douloureux de la mère, de la ménagère, de l'ouvrière seule dans la vie, qui vivent dans l'incertitude du lendemain. Le fascisme, jouant le rôle de bienfaiteur, jette de misérables aumônes à la famille affamée, pour chercher à étouffer ainsi l'amertume que provoque, surtout chez les femmes laborieuses, l'esclavage inouï que leur apporte le fascisme. Il chasse les ouvrières de la production. Il expédie de force les jeunes filles nécessiteuses à la campagne, en les condamnant à devenir des domestiques sans salaire chez les koulaks et les propriétaires fonciers. Tout en promettant à la femme un foyer familial heureux, il la pousse, plus qu'aucun autre régime capitaliste, sur la voie de la prostitution.

Les communistes et, avant tout, nos femmes communistes, ne doivent pas oublier qu'il ne peut y avoir de lutte victorieuse contre le fascisme et contre la guerre sans l'intégration dans la lutte des grandes masses féminines. Or, pour arriver à cela, la propagande seule ne suffit pas. En tenant compte de toute situation concrète, nous devons trouver la possibilité de mobiliser la masse des femmes travailleuses autour de leurs intérêts quotidiens et de leurs revendications, dans la lutte contre la vie chère, pour le relèvement des salaires sur la base du principe « à travail égal salaire égal », contre les licenciements en masse, contre toute manifestation de l'inégalité des femmes et de leur asservissement au fascisme.

Tout en visant à entraîner les femmes

travailleuses dans le mouvement révolutionnaire, nous ne devons pas craindre dans ce but, là où il sera nécessaire, de créer aussi des organisations féminines distinctes. Le préjugé d'après lequel il est nécessaire de liquider dans les pays capitalistes les organisations féminines placées sous la direction des Partis communistes au nom de la lutte contre le « séparatisme féminin » dans le mouvement ouvrier, ce préjugé a bien souvent causé un grand préjudice.

Il importe de trouver les formes les plus simples, les plus souples, qui permettent d'établir le contact et la lutte commune des organisations féminines anti-guerre et antifascistes, révolutionnaires, social-démocrates et progressistes. Nous devons coûte que coûte faire en sorte que les ouvrières et les femmes travailleuses luttent coude à coude avec leurs frères de classe dans les rangs du front unique de la classe ouvrière et du front populaire antifasciste.

Le front uni anti-impérialiste

Du fait de la situation internationale et intérieure modifiée, le problème du front unique anti-impérialiste acquiert une importance exceptionnelle dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux.

En formant un vaste front unique anti-impérialiste de lutte dans les colonies et les semi-colonies, il est avant tout nécessaire de tenir compte de la variété des conditions où se déroule la lutte anti-impérialiste des masses, du degré variable de maturité du mouvement de libération nationale, du rôle qu'y joue le prolétariat et de l'influence du Parti Communiste sur les grandes masses.

La question se pose au Brésil d'une autre façon qu'aux Indes et en Chine, etc.

Au Brésil, le Parti Communiste, qui a débuté justement dans le développement du front unique anti-impérialiste en créant l'Alliance de l'émancipation nationale doit consacrer tous ses efforts à élargir encore ce front, en y attirant, en

premier lieu, les millions de paysans, en orientant les choses vers la création d'unités de l'armée révolutionnaire populaire dévouées jusqu'au bout à la révolution, et vers l'établissement du pouvoir de l'Alliance de l'émancipation nationale.

Aux Indes, les communistes doivent participer à toutes les actions anti-impérialistes de masse sans en excepter celles qui sont guidées par les nationaux-réformistes, les soutenir et les amplifier. Tout en gardant leur indépendance en matière politique et d'organisation, ils doivent faire un travail actif à l'intérieur des organisations qui prennent part au Congrès national de l'Inde, en contribuant à la cristallisation dans leur sein de l'aile nationale révolutionnaire, en vue de déployer dans la suite le mouvement de libération nationale des peuples de l'Inde contre l'impérialisme britannique.

En Chine, où le mouvement populaire a déjà abouti à la création de régions soviétiques sur une vaste étendue du pays et à l'organisation d'une puissante Armée Rouge, l'attaque de brigandage lancée par l'impérialisme japonais et la trahison du gouvernement de Nankin ont mis en péril l'existence nationale du grand peuple chinois. Seuls les Soviets chinois peuvent intervenir comme centre unificateur dans la lutte contre l'asservissement et le partage de la Chine par les impérialistes, comme centre unificateur destiné à rassembler toutes les forces anti-impérialistes pour la lutte nationale du peuple chinois.

C'est pourquoi nous approuvons l'initiative de notre courageux Parti Communiste frère de Chine dans son travail pour réaliser le plus vaste front uni anti-impérialiste contre l'impérialisme japonais et ses agents chinois avec toutes les forces organisées qui existent sur le territoire de la Chine et qui sont prêtes à mener réellement la lutte, pour le salut de leur pays et de leur peuple.

Je suis certain d'exprimer le sentiment et la pensée de tout notre Congrès en déclarant :

nous adressons un salut fraternel ardent, au nom du prolétariat révolutionnaire du monde entier, à tous les Soviets de Chine, au peuple révolutionnaire chinois. Nous adressons un salut fraternel ardent à l'héroïque Armée Rouge de Chine, éprouvée dans des milliers de batailles. Et nous assurons le peuple chinois de notre ferme résolution de soutenir sa lutte pour son affranchissement total de tous les rapaces impérialistes et de leurs agents chinois.

Le gouvernement de front uni

Camarades ! Nous nous orientons résolument, hardiment vers le front unique de la classe ouvrière, et nous sommes prêts à le mettre en pratique avec tout l'esprit de suite nécessaire.

À la question de savoir si, sur le terrain du front uni, nous, communistes, nous préconisons seulement la lutte pour les revendications partielles, ou si nous sommes prêts à partager les responsabilités même au moment où il s'agira de former un gouvernement sur la base du front uni, nous répondrons, pleinement conscients de nos responsabilités : oui, nous envisageons l'éventualité d'une situation telle que la formation d'un gouvernement de front unique prolétarien ou de front populaire antifasciste devienne non seulement possible, mais indispensable dans l'intérêt du prolétariat. Et, dans ce cas, nous interviendrons sans aucune hésitation pour la formation d'un tel gouvernement.

Je ne parle pas ici du gouvernement qui peut être formé après la victoire de la révolution prolétarienne. Évidemment, la possibilité n'est pas exclue que, dans un pays quelconque, aussitôt après le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, un gouvernement soviétique puisse être formé sur la base d'un bloc gouvernemental du Parti Communiste avec tel autre parti (ou son aile gauche) qui participe à la révolution. On sait qu'après la Révolution d'Octobre, le Parti des bolcheviks russes vainqueur a fait aussi entrer dans la composition du gouvernement soviétique les représentants

des socialistes révolutionnaires de gauche. Telle fut la particularité du premier gouvernement soviétique constitué après la victoire de la Révolution d'Octobre.

Il ne s'agit pas d'un cas de ce genre, mais de la formation possible d'un gouvernement de front unique à la veille de la victoire de la révolution soviétique et avant cette victoire.

Qu'est-ce que ce gouvernement ? Et dans quelle situation peut-il en être question ?

C'est avant tout un gouvernement de lutte contre le fascisme et la réaction. Ce doit être un gouvernement qui prend naissance comme fruit du mouvement de front unique et ne limite en aucune manière l'activité du Parti Communiste et des organisations de masse de la classe ouvrière, mais, au contraire, prend des mesures résolues contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes.

Au moment propice, en s'appuyant sur le mouvement grandissant de front unique, le Parti Communiste du pays donné interviendra pour la formation d'un tel gouvernement sur la base d'une plate-forme antifasciste déterminée.

Dans quelles conditions objectives la formation d'un tel gouvernement sera-t-elle possible ? À cette question, on peut répondre sous la forme la plus générale : dans les conditions d'une crise politique le jour où les classes dominantes ne sont plus en état de maîtriser le puissant essor du mouvement antifasciste de masse. Mais ce n'est là que la perspective générale sans laquelle il ne sera guère possible en pratique de former un gouvernement de front unique. Seule, la présence de conditions particulières déterminées peut inscrire à l'ordre du jour la question de former ce gouvernement comme une tâche politiquement indispensable. Il me semble qu'en l'occurrence les conditions suivantes méritent la plus grande attention :

Premièrement, que l'appareil d'État de la bourgeoisie soit suffisamment désorganisé et

paralysé, en sorte que la bourgeoisie ne puisse empêcher la formation d'un gouvernement de lutte contre la réaction et le fascisme.

Deuxièmement, que les grandes masses de travailleurs, et particulièrement les syndicats de masse, se dressent impétueusement contre le fascisme et la réaction, mais sans être encore prêtes à se soulever pour lutter sous la direction du Parti Communiste pour la conquête du pouvoir soviétique.

Troisièmement, que la différenciation et l'évolution à gauche dans les rangs de la social-démocratie et des autres partis participant au front unique aient déjà abouti à ce résultat qu'une partie considérable d'entre eux exigent des mesures implacables contre les fascistes et les autres réactionnaires, luttent en commun avec les communistes contre le fascisme et interviennent ouvertement contre les éléments réactionnaires de leur propre Parti hostiles au communisme.

Quand et dans quel pays interviendra en fait une situation de ce genre, avec ces conditions données dans une mesure suffisante, c'est ce qu'on ne saurait dire à l'avance, mais une telle possibilité n'étant exclue dans aucun des pays capitalistes, nous devons en tenir compte, et non seulement nous orienter nous-mêmes vers elle et nous y préparer, mais orienter aussi en conséquence la classe ouvrière.

Si, d'un façon générale, nous mettons aujourd'hui cette question à l'étude, c'est évidemment en rapport avec notre appréciation de la situation et de la perspective de développement immédiat, comme avec le développement réel du mouvement de front unique dans une série de pays ces derniers temps. Pendant plus de dix années, la situation dans les pays capitalistes a été telle que l'Internationale Communiste n'avait pas à examiner des problèmes de ce genre.

Vous vous rappelez, qu'à notre IV^e Congrès, en 1922 et encore au V^e Congrès de 1924, nous avons étudié le mot d'ordre du gouvernement ouvrier ou ouvrier et paysan. En cela, il

s'agissait primitivement, au fond, d'une question presque analogue à celle que nous posons aujourd'hui. Les débats qui s'engagèrent alors dans l'Internationale Communiste autour de cette question et surtout, les fautes politiques commises dans ce domaine ont maintenant encore de l'importance pour accentuer notre vigilance contre le danger de dévier à droite ou à « gauche » de la ligne bolchévique dans cette question.

C'est pourquoi je signalerai brièvement certaines de ces fautes, afin d'en tirer les enseignements nécessaires pour la politique actuelle de nos Partis.

La première série de fautes résultait précisément du fait que la question du gouvernement ouvrier n'était pas rattachée clairement et fermement à l'existence d'une crise politique. Grâce à cette circonstance, les opportunistes de droite pouvaient interpréter les choses de façon à faire croire qu'il convient de viser à la formation d'un gouvernement ouvrier soutenu par le Parti Communiste dans n'importe quelle situation, comme on dit : dans une situation « normale ». Les ultra gauches, au contraire, ne reconnaissaient que le gouvernement ouvrier susceptible d'être créé uniquement par le moyen de l'insurrection armée, après le renversement de la bourgeoisie. L'un et l'autre points de vue étaient faux et c'est pourquoi, afin d'éviter la répétition de pareilles erreurs, nous mettons aujourd'hui si fortement l'accent sur le décompte exact des conditions concrètes particulières de la crise politique et de l'essor du mouvement de masse dans lesquelles la création d'un gouvernement de front unique peut s'avérer possible et politiquement indispensable.

La deuxième série de fautes résultait du fait que la question du gouvernement ouvrier n'était pas liée au développement d'un vaste mouvement combatif de front unique du prolétariat. C'est pourquoi les opportunistes de droite avaient la possibilité de déformer la question en la ramenant à une tactique sans

principe de blocage avec les Partis social-démocrates sur la base de combinaisons purement parlementaires : Les ultra gauches, au contraire, criaient : « Aucune coalition avec la social-démocratie contre-révolutionnaire ! » en considérant, par essence, tous les social-démocrates comme des contre-révolutionnaires.

L'un et l'autre points de vue étaient faux ; et maintenant nous soulignons, d'une part, que nous ne voulons pas le moins du monde d'un « gouvernement ouvrier » qui soit purement et simplement un gouvernement social-démocrate élargi. Nous préférons même renoncer à la dénomination de « gouvernement ouvrier » et nous parlons d'un gouvernement de front unique qui, par son caractère politique, est tout à fait différent, différent en principe, de tous les gouvernements social-démocrates qui ont coutume de s'intituler « gouvernement ouvrier ». Alors que le gouvernement social-démocrate représente une arme de la collaboration de classe avec la bourgeoisie dans l'intérêt de la conservation du régime capitaliste, le gouvernement de front unique est un organisme de collaboration de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat avec les autres partis antifascistes dans l'intérêt du peuple travailleur tout entier, un gouvernement de lutte contre le fascisme et la réaction. Il est clair que ce sont là deux choses foncièrement différentes.

D'un autre côté, nous soulignons la nécessité de voir la différence qu'il y a entre les deux camps distincts de la social-démocratie. Comme je l'ai déjà indiqué, il existe un camp réactionnaire de la social-démocratie, mais, en mêmes temps, il existe et grandit un camp de social-démocrates de gauche (sans guillemets), d'ouvriers en train de devenir révolutionnaires. La différence décisive qu'il y a entre eux réside pratiquement dans leur attitude à l'égard du front unique de la classe ouvrière. Les social-démocrates réactionnaires sont contre le front unique, ils calomnient le mouvement de front unique, ils le sabotent et le désagrègent parce qu'il fait échec à leur politique de conciliation avec la bourgeoisie. Les social-démocrates de

gauche sont pour le front unique; ils défendent, développent et renforcent le mouvement de front unique. Ce mouvement de front unique étant un mouvement de combat contre le fascisme et la réaction, constituera une force motrice permanente poussant le gouvernement de front unique à la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire. Plus ce mouvement de masse se développera puissamment, et plus grande sera la force qu'il pourra mettre à la disposition du gouvernement pour combattre les réactionnaires. Mieux ce mouvement de masse sera organisé à la base, plus vaste sera le réseau des organismes de classe hors-parti du front unique dans les entreprises, parmi les chômeurs, dans les quartiers ouvriers, parmi les petites gens de la ville et de la campagne, et plus on aura de garantie contre la dégénérescence possible de la politique du gouvernement de front unique.

La troisième série de points de vue erronés qui est apparue dans les débats précédents, concernait précisément la politique pratique du « gouvernement ouvrier ». Les opportunistes de droite estimaient que le « gouvernement ouvrier » doit se tenir « dans le cadre de la démocratie bourgeoise » ; que par conséquent, il ne doit entreprendre aucune démarche débordant de ce cadre. Les ultra gauches, au contraire, se refusaient en fait à toute tentative de former un gouvernement de front unique.

En Saxe et en Thuringe, on a pu voir, en 1923, un tableau très édifiant de la pratique opportuniste de droite du « gouvernement ouvrier ». L'entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe avec les social-démocrates de gauche (groupe de Zeigner) n'était pas une faute par elle-même; au contraire, la situation révolutionnaire de l'Allemagne justifiait pleinement cette démarche. Mais, faisant partie du gouvernement, les communistes auraient dû utiliser leurs positions avant tout pour armer le prolétariat. Ils ne l'ont pas fait.

Ils n'ont pas même réquisitionné un seul des appartements des riches, bien que la pénurie de

logements chez les ouvriers fût si grande que beaucoup d'entre eux, avec leurs enfants et leurs femmes, restaient sans abri. Ils n'ont rien entrepris non plus pour organiser le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières. Ils se conduisaient en général comme de vulgaires ministres parlementaires « dans le cadre de la démocratie bourgeoise ». C'est là le fruit, comme on le sait, de la politique opportuniste de Brandler et de ses partisans. Il en est résulté une telle banqueroute que, maintenant encore, nous nous voyons obligés de nous référer au gouvernement de Saxe comme à un exemple classique de la façon dont les révolutionnaires ne doivent pas se conduire au gouvernement.

Camarades ! Nous exigeons de chaque gouvernement de front unique une toute autre politique. Nous exigeons de lui qu'il réalise des revendications révolutionnaires radicales, déterminées, répondant à la situation. Par exemple, le contrôle de la production, le contrôle des banques, la dissolution de la police, son remplacement par la milice ouvrière armée, etc.

Il y a quinze ans, Lénine nous appelait à concentrer toute notre attention sur la « recherche des formes de transitions ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne ». Le gouvernement de front unique s'avèrera peut-être, dans une série de pays, une des principales formes de transition. Les doctrinaires « de gauche » ont toujours passé outre à cette indication de Lénine; tels des propagandistes bornés, ils ne parlaient que du « but », sans jamais se préoccuper des « formes de transition ». Quant aux opportunistes de droite, ils tendaient à établir un certain « stade intermédiaire démocratique » entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, pour inculquer aux ouvriers l'illusion d'une paisible promenade parlementaire d'une dictature à une autre. Ce « stade intermédiaire » fictif, ils l'intitulaient aussi « forme transitoire », et ils se référaient même à Lénine ! Mais il n'était pas difficile de dévoiler cette flouterie; car Lénine parlait d'une forme de transition et de rapprochement conduisant à

la « révolution prolétarienne », c'est-à-dire au renversement de la dictature bourgeoise, et non pas d'on ne sait quelle forme de transition entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne.

Pourquoi Lénine attribuait-il une importance aussi considérable à la forme de transition conduisant à la révolution prolétarienne ?

Parce ce qu'il avait en vue la « loi fondamentale de toutes les grandes révolutions », la loi d'après laquelle la propagande et l'agitation seules ne peuvent remplacer pour les masses leur propre expérience politique lorsqu'il s'agit de faire ranger véritablement les grandes masses de travailleurs aux côtés de l'avant-garde révolutionnaire, sans quoi la lutte victorieuse est impossible. La faute ordinaire d'acabit gauchiste, c'est l'idée que, dès que surgit une crise politique (ou révolutionnaire), il suffit à la direction communiste de lancer le mot d'ordre de l'insurrection révolutionnaire pour que les grandes masses le suivent. Non, même quand il s'agit d'une crise de ce genre, les masses sont loin d'y être toujours préparées. Nous l'avons vu par l'exemple de l'Espagne. Aider les masses innombrables à comprendre le plus vite possible, par leur propre expérience, ce qu'il leur faut faire, où trouver l'issue décisive, quel parti mérite leur confiance – voilà pourquoi sont nécessaires entre autres les mots d'ordre transitoires, ainsi que les « formes » particulières « de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne ». Sinon, les grandes masses populaires, soumises à l'influence des illusions et des traditions demi petites bourgeoises, peuvent, même en présence d'une situation révolutionnaire, hésiter, temporiser et errer sans trouver la voie de la révolution –, pour tomber ensuite sous les coups des bourreaux fascistes.

C'est pourquoi nous envisageons la possibilité de former dans les conditions d'une crise politique, un gouvernement de front unique antifasciste. Dans la mesure où ce gouvernement

engagera réellement la lutte contre les ennemis du peuple, accordera la liberté d'action à la classe ouvrière et au Parti Communiste, nous, communistes, nous, le soutiendrons par tous les moyens et, en soldats de la révolution, nous nous battons en première ligne. Mais nous le disons ouvertement aux masses: ce gouvernement-là ne peut pas apporter le salut définitif. Il n'est pas en mesure de renverser la domination de classe des exploiters, et c'est pourquoi il ne peut pas non plus écarter définitivement le danger de la contre-révolution fasciste. En conséquence, il est nécessaire de se préparer pour la révolution socialiste. Le salut ne viendra que du pouvoir soviétique, de lui seul !

En appréciant le développement actuel de la situation mondiale, nous voyons qu'une crise politique mûrit dans tout un ensemble de pays. Et c'est là ce qui détermine la haute actualité et la haute importance de la ferme résolution prise par notre Congrès sur la question du gouvernement de front unique.

Si nos Partis savent utiliser, à la manière bolchevique; la possibilité de former un gouvernement de front unique, la lutte autour de sa formation, de même que l'exercice du, pouvoir par un tel gouvernement, pour la préparation révolutionnaire des masses, on aura là, également, la meilleure justification politique de notre orientation vers la création d'un gouvernement de front unique.

La lutte idéologique contre le fascisme

Un des côtés les plus faibles de la lutte antifasciste de nos Partis consiste en ce qu'ils ne réagissent pas suffisamment et en temps opportun à la démagogie du fascisme et continuent jusqu'à présent à considérer avec dédain les questions de la lutte contre l'idéologie fasciste. Beaucoup de camarades ne croyaient pas qu'une variété de l'idéologie aussi réactionnaire que l'idéologie du fascisme, arrivant dans son absurdité bien souvent jusqu'à la démence, fût, en général, capable de

conquérir une influence de masse. Ce fut une grande faute. La décomposition très avancée du capitalisme pénètre jusqu'au cœur même de son idéologie et de sa culture, et la situation désespérée des grandes masses populaires rend certaines de leurs couches sujettes à la contagion des déchets idéologiques de cette décomposition.

Cette force de contagion idéologique que possède le fascisme nous ne devons en aucun cas la sous-estimer. Nous devons, au contraire pour notre part, déployer une ample lutte idéologique sur la base d'une argumentation claire, populaire et d'une attitude juste et bien réfléchie à l'égard de la psychologie nationale particulière des masses populaires.

Les fascistes fouillent dans toute l'histoire de chaque peuple pour se présenter comme les héritiers et les continuateurs de tout ce qu'il y a eu de sublime et d'héroïque dans son passé, tout ce qu'il y a eu d'humiliant et d'injurieux pour les sentiments nationaux du peuple, ils s'en servent comme d'une arme contre les ennemis du fascisme. En Allemagne, on édite des centaines de livres n'ayant qu'un seul but: falsifier à la manière fasciste l'histoire du peuple allemand. Les historiens national-socialistes frais émoulus s'efforcent de représenter l'histoire de l'Allemagne de façon à faire croire que, en vertu d'on ne sait quelle « continuité historique », on voit courir tout au long de deux mille années, comme un fil rouge, une ligne de développement qui a abouti à l'apparition sur la scène historique du « sauveur » national, du « Messie » du peuple allemand, le « Caporal » bien connu d'origine autrichienne ! Dans ces livres on représente les plus grandes personnalités du peuple allemand, dans le passé, comme fascistes, et les grands mouvements paysans comme les précurseurs directs du mouvement fasciste.

Mussolini s'applique de toutes ses forces à se constituer un capital politique avec la figure héroïque de Garibaldi. Les fascistes français mettent en avant Jeanne d'Arc comme leur héroïne. Les fascistes américains en appellent

aux traditions des guerres américaines de l'indépendance, aux traditions de Washington, de Lincoln. Les fascistes bulgares utilisent le mouvement d'émancipation nationale de 1870-1880 et ses héros populaires favoris Vassil Levski, Stéfan Karadjia, etc.

Les communistes, qui estiment que tout cela n'intéresse pas la cause de la classe ouvrière, qui ne font rien pour éclairer de façon juste, au point de vue historique, dans le véritable sens marxiste, léniniste-marxiste, les masses travailleuses sur le passé de leur propre peuple, pour rattacher sa lutte actuelle à ses traditions et à son passé révolutionnaire, ces communistes abandonnent volontairement aux falsificateurs fascistes tout ce qu'il y a de précieux dans le passé historique de la nation, pour bernier les masses populaires.

Non Camarades ! Nous sommes intéressés dans chaque question importante, non seulement du présent et de l'avenir, mais aussi du passé de notre propre peuple. Car nous, communistes, n'appliquons pas une politique étroite faite des intérêts corporatifs des ouvriers. Nous ne sommes pas les hommes bornés des trade-unions ou les dirigeants de guildes médiévales d'artisans et de compagnons. Nous sommes les représentants des intérêts de classe de la classe la plus importante, la plus grande de la société moderne, de la classe ouvrière appelée à affranchir l'humanité des tortures du régime capitaliste, de la classe qui, sur un sixième du globe, a déjà renversé le joug du capitalisme, et est la classe régnante.

Nous défendons les intérêts vitaux de toutes les couches travailleuses exploitées, c'est-à-dire de la majorité écrasante du peuple dans n'importe quel pays capitaliste. Nous, communistes, nous sommes les irréconciliables adversaires de principe du nationalisme bourgeois sous toutes ses formes. Mais nous ne sommes pas les partisans du nihilisme national, et ne devons jamais nous affirmer comme tels. Le problème de l'éducation des ouvriers et de tous les travailleurs dans l'esprit de

l'internationalisme prolétarien est une des tâches fondamentales de tout Parti Communiste. Mais quiconque pense que cela lui permet de cracher, et même l'oblige à cracher sur tous les sentiments nationaux des grandes masses travailleuses, est loin du bolchévisme authentique, il n'a rien compris à la doctrine de Lénine dans la question nationale.

Lénine qui a toujours combattu, résolument et avec esprit de suite, le nationalisme bourgeois, nous a donné un exemple de la façon juste dont il convient d'aborder le problème des sentiments nationaux, dans son article: « De la fierté nationale des Grand-Russes », écrit en 1914. Voici ce qu'il écrivait :

« Le sentiment de fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grand-russes conscients ? Évidemment non ! Nous aimons notre langue et notre patrie; ce à quoi nous travaillons le plus c'est à élever ses masses laborieuses (c'est-à-dire les 9/10 de sa population) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. Le plus pénible pour nous, c'est de voir et de sentir quelles violences, quelle oppression et quelles vexations les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes font subir à notre belle patrie. Nous sommes fiers que ces violences aient provoqué des résistances dans notre milieu, dans le milieu des Grand-Russes; que ce milieu ait produit Radichtchev, les décembreistes, les révolutionnaires roturiers de 1870-1880 ; que la classe ouvrière grand-russe ait créé en 1905 un puissant parti révolutionnaire de masse... Nous sommes pénétrés d'un sentiment de fierté nationale: la nation grand-russe a créé, elle aussi, une classe révolutionnaire elle aussi a prouvé qu'elle est capable de fournir à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et pas simplement de grands pogroms, des rangées de potences, des cachots, de grandes mines et une grande servilité devant les popes, les tsars, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, et c'est pourquoi nous haïssons tant notre passé d'esclaves... et notre présent d'esclaves, quand ces mêmes propriétaires, secondés par les capitalistes nous mènent à la guerre pour étrangler la Pologne et l'Ukraine, écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, renforcer la clique des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitich, qui déshonorent notre dignité nationale de

Grand-Russes. »

LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XXI

Voilà ce que Lénine écrivait à propos de la fierté nationale.

Je pense, camarades, ne pas avoir agi incorrectement au procès de Leipzig lorsque les fascistes ayant tenté de calomnier le peuple bulgare en le traitant de peuple barbare, j'ai pris la défense de l'honneur national des masses travailleuses de ce peuple qui lutte avec abnégation contre les usurpateurs fascistes, ces véritables barbares et sauvages et lorsque j'ai déclaré que je n'ai aucune raison d'avoir honte d'être Bulgare et qu'au contraire je suis fier d'être le fils de l'héroïque classe ouvrière bulgare. Camarades !

L'internationalisme prolétarien doit, pour ainsi dire « s'acclimater » dans chaque pays pour prendre profondément racine en terre natale. Les formes nationales de la lutte prolétarienne de classe et du mouvement ouvrier des différents pays ne contredisent pas l'internationalisme prolétarien; au contraire, c'est justement sous ces formes que l'on peut défendre avec succès les intérêts internationaux du prolétariat.

Il va de soi qu'il est nécessaire, toujours et partout, de dénoncer et de prouver concrètement aux masses que, sous prétexte de défendre les intérêts de la nation en général, la bourgeoisie fasciste réalise sa politique égoïste d'oppression et d'exploitation de son propre peuple, de même que sa politique de pillage et d'asservissement des autres peuples. Mais on ne saurait s'en tenir là. Il est nécessaire, en même temps, par la lutte même de la classe ouvrière et les interventions des Partis communistes, de montrer que le prolétariat, qui s'insurge contre tout genre d'asservissement et d'oppression nationale, est le véritable et l'unique champion de la liberté nationale et de l'indépendance du peuple. Les intérêts de la lutte de classe du prolétariat contre les exploités et les oppresseurs à l'intérieur du pays ne contredisent pas les intérêts de l'avenir libre et heureux de la

nation.

Au contraire : la révolution socialiste signifiera le salut de la nation et lui ouvrira la voie d'un plus grand essor.

Du fait que la classe ouvrière édifie actuellement ses organisations de classe et fortifie ses positions, qu'elle défend contre le fascisme les droits démocratiques et la liberté, qu'elle lutte pour le renversement du capitalisme, de ce fait même elle lutte pour cet avenir de la nation.

Le prolétariat révolutionnaire lutte pour la sauvegarde de la culture du peuple pour la libérer des chaînes du Capital monopoliste en décomposition, du fascisme barbare qui lui fait violence. Seule la révolution prolétarienne peut conjurer la mort de la culture, l'élever à un épanouissement supérieur en tant que culture populaire véritable, nationale par sa forme et socialiste par son contenu, ce que nous voyons se réaliser sous nos propres yeux dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'internationalisme prolétarien non seulement ne contredit pas cette lutte des travailleurs des différents pays pour la liberté nationale, sociale et culturelle, mais encore il garantit, grâce à la solidarité prolétarienne internationale et à l'unité de combat, le soutien nécessaire pour la victoire dans cette lutte. C'est seulement en union étroite avec le prolétariat vainqueur de la grande Union Soviétique que la classe ouvrière des pays capitalistes peut vaincre. C'est seulement en luttant la main dans la main avec le prolétariat des pays impérialistes que les peuples coloniaux et les minorités nationales opprimées peuvent obtenir leur affranchissement. C'est seulement par l'union révolutionnaire de la classe ouvrière des pays impérialistes avec le mouvement d'émancipation nationale des colonies et de pays dépendants que passe le chemin de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes, car, selon l'enseignement de Marx, « un peuple qui en opprime d'autres, ne saurait être libre ».

Les communistes appartenant à une nation

opprimée, dépendante, ne sauraient se dresser avec succès contre le chauvinisme dans les rangs de leur nation, s'ils ne montrent pas en même temps, dans la pratique du mouvement de masse, qu'ils luttent en fait pour l'affranchissement de leur nation du joug étranger. D'autre part, les communistes de la nation qui opprime ne peuvent faire le nécessaire pour éduquer les masses travailleuses de leur nation dans l'esprit de l'internationalisme, sans mener une lutte résolue contre la politique d'oppression de leur « propre » bourgeoisie, pour le droit des nations, asservies par elle, à disposer entièrement de leur sort. S'ils ne le font pas, ils n'aideront pas les travailleurs de la nation opprimée à surmonter leurs préjugés nationalistes.

C'est seulement si nous agissons dans ce sens, c'est seulement si dans tout notre travail de masse nous montrons de façon convaincante que nous sommes affranchis du nihilisme national aussi bien que du nationalisme bourgeois, que nous pourrions mener réellement et avec succès la lutte contre la démagogie chauvine des fascistes.

Voilà pourquoi l'application juste et concrète de la politique nationale léniniste est importante. Il y a là une condition absolument indispensable du succès de la lutte contre le chauvinisme, principal instrument de l'action idéologique des fascistes sur les masses.

3. Le renforcement des partis communistes et la lutte pour l'unité politique du prolétariat

Camarades ! Dans la lutte pour l'établissement du front unique, l'importance du rôle dirigeant du Parti Communiste s'accroît dans une mesure extraordinaire. Dans le fond, seul le Parti Communiste est l'initiateur, l'organisateur, la force motrice du front unique de la classe ouvrière. Les Partis communistes ne peuvent assurer la mobilisation des grandes masses de travailleurs pour la lutte commune

contre le fascisme et l'offensive du Capital qu'à la condition de renforcer dans tous les domaines leurs propres rangs, de développer leur initiative, d'appliquer la politique marxiste-léniniste et la tactique juste, souple, qui tient compte de la situation concrète et de la répartition des forces de classe.

Le renforcement des Partis communistes

Dans la période comprise entre le VI^e et le VII^e Congrès, nos Partis, dans les pays capitalistes, se sont incontestablement accrus et considérablement trempés. Mais ce serait une dangereuse erreur que de s'en tenir là. Plus le front unique de la classe ouvrière s'élargira, et plus nombreuses seront les tâches nouvelles, compliquées, qui se poseront à nous, plus il nous faudra travailler au renforcement politique et organique de nos Partis.

Le front unique du prolétariat pousse en avant une armée d'ouvriers qui pourra s'acquitter de sa mission à condition qu'à la tête de cette armée, il y ait une force dirigeante, lui montrant les buts et les voies. Cette force dirigeante ne peut être qu'un solide parti révolutionnaire prolétarien.

Lorsque, nous communistes, nous faisons tous nos efforts pour établir le front unique, nous ne le faisons pas du point de vue étroit du recrutement de nouveaux adhérents aux Partis communistes. Mais nous devons renforcer les Partis communistes dans tous les domaines de leur activité et augmenter leurs effectifs précisément parce que nous désirons sérieusement renforcer le front unique. Le renforcement des Partis communistes ne représente pas un étroit intérêt de parti, mais l'intérêt de la classe ouvrière tout entière.

L'unité, la cohésion révolutionnaire et la combativité des Partis communistes, c'est un capital des plus précieux qui n'appartient pas à nous seulement, mais à toute la classe ouvrière. Notre empressement à marcher en commun avec les Partis et les organisations social-démocrates dans la lutte contre le fascisme, nous l'avons

combiné et le combinerons avec une lutte irréconciliable contre le social-démocratisme en tant qu'idéologie et pratique de conciliation avec la bourgeoisie, et, partant, contre toute pénétration de cette idéologie dans nos propres rangs.

En réalisant avec courage et décision la politique de front unique, nous rencontrons dans nos propres rangs des obstacles qu'il nous est nécessaire d'écartier coûte que coûte dans le plus bref délai possible.

Après le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste, une lutte a été réalisée avec succès dans tous les Partis communistes des pays capitalistes contre les tendances à l'adaptation opportuniste aux conditions de la stabilisation capitaliste et contre la contagion des illusions réformistes et légalistes. Nos Partis ont épuré leurs rangs des opportunistes de droite de tout genre renforçant ainsi leur unité bolchévique et leur combativité. La lutte contre le sectarisme fut menée avec moins de succès et fréquemment elle ne le fut pas du tout. Le sectarisme se manifestait non plus dans les formes primitives, déclarées, comme aux premières années d'existence de l'Internationale Communiste, mais c'est en se masquant de la reconnaissance formelle des thèses bolchéviques qu'il freinait le déploiement de la politique bolchévique de masse. A notre époque, bien souvent, ce n'est plus une « maladie infantile », comme écrivait Lénine, mais un vice enraciné ; sans se débarrasser de ce vice, il est impossible de résoudre le problème de la réalisation du front unique du prolétariat et de faire passer les masses des positions du réformisme au côté de la révolution.

Dans la situation actuelle, c'est le sectarisme, le sectarisme plein de suffisance, comme nous le qualifions dans le projet de résolution, qui entrave avant tout notre lutte pour la réalisation du front unique – le sectarisme satisfait de son esprit doctrinaire borné, de son isolement de la vie réelle des masses, content de ses méthodes simplifiées de solution des

problèmes les plus complexes du mouvement ouvrier sur la base de schémas stéréotypés –, le sectarisme qui prétend à l'omniscience et estime superflu de se mettre à l'école des masses, de s'assimiler les leçons du mouvement ouvrier. En un mot le sectarisme qui comme on dit, ne doute de rien. Le sectarisme plein de suffisance ne veut ni ne peut comprendre que la direction de la classe ouvrière par le Parti Communiste ne s'obtient pas automatiquement. Le rôle dirigeant du Parti Communiste dans les batailles de la classe ouvrière doit être conquis. Pour cela, il ne s'agit pas de déclamer sur le rôle dirigeant des communistes, mais par un travail de masse quotidien et par une juste politique, de mériter, de conquérir la confiance des masses ouvrières. Cela n'est possible que si nous, communistes, tenons sérieusement compte dans notre travail politique du niveau, réel de la conscience de classe des masses, de leur degré de maturation révolutionnaire; si nous apprécions sainement la situation concrète non pas sur la base de nos désirs, mais sur la base de ce qui est en réalité. Nous devons patiemment, pas à pas, faciliter aux grandes masses leur passage sur les positions du communisme. Nous ne devons jamais oublier les paroles de Lénine, quand il nous avertissait avec toute l'énergie voulue, qu'il s'agit « précisément de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous, a fait son temps pour toute une classe, pour les masses ».

Camarades ! Sont-ils aujourd'hui peu nombreux dans nos rangs, les éléments doctrinaires qui, dans la politique de front unique, ne flairent partout et toujours que des dangers ? Pour ces camarades, tout le front unique n'est que danger. Mais cet « esprit de principe » sectaire n'est rien autre que de l'impuissance politique devant les difficultés de la direction immédiate de la lutte des masses.

Le sectarisme s'exprime en particulier par la surestimation de la maturation révolutionnaire des masses, par la surestimation du rythme sur lequel elles abandonnent les positions du réformisme, par les tentatives de brûler les étapes difficiles et de passer outre aux tâches

compliquées du mouvement. Les méthodes de direction des masses étaient fréquemment remplacées, dans la pratique, par les méthodes de direction d'un étroit groupe de Parti. On sous-estimait la force de liaison traditionnelle des masses avec leurs organisations et leurs directions : et lorsque les masses ne rompaient pas brusquement ces liaisons, on adoptait à leur égard une attitude aussi tranchée qu'à l'égard de leurs dirigeants réactionnaires. On standardisait la tactique et les mots d'ordre pour tous les pays ; on ne tenait pas compte des particularités de la situation concrète dans chaque pays pris à part. On méconnaissait la nécessité de mener une lutte opiniâtre au plus profond des masses pour en conquérir la confiance; on dédaignait la lutte pour les revendications partielles des ouvriers ainsi que le travail dans les syndicats réformistes et les organisations fascistes de masse. À la politique de front unique, on substituait fréquemment des appels sans lendemain et une propagande abstraite.

Les façons sectaires de poser les questions ne gênaient pas moins le choix judicieux des hommes, l'éducation et la formation de cadres liés aux masses et jouissant de leur confiance, de cadres fermes au point de vue révolutionnaire et éprouvés dans les batailles de classe, sachant combiner l'expérience pratique du travail de masse avec la fermeté de principe d'un bolchevik.

Ainsi, le sectarisme ralentissait dans une notable mesure la croissance des Partis communistes, entravait la réalisation d'une véritable politique de masse, empêchait d'utiliser les difficultés de l'ennemi de classe pour renforcer les positions du mouvement révolutionnaire, gênait les efforts pour faire passer les grandes masses prolétariennes aux côtés des Partis communistes.

En luttant de la façon la plus résolue pour déraciner et surmonter les derniers restes du sectarisme plein de suffisance, nous devons renforcer par tous les moyens notre vigilance et

notre lutte à l'égard de l'opportunisme de droite et contre toutes ses manifestations concrètes, sans perdre de vue que le danger qu'il représente s'accroîtra au fur et à mesure du déploiement d'un vaste front unique. Il existe déjà des tendances consistant à rabaisser le rôle du Parti Communiste dans les rangs du front unique et à se réconcilier avec l'idéologie social-démocrate. Il ne faut pas perdre de vue que la tactique du front unique est une méthode qui consiste à persuader pratiquement les ouvriers social-démocrates de la justesse de la politique communiste et de la fausseté de la politique réformiste, et non pas à se réconcilier avec l'idéologie et la pratique social-démocrates. Le succès de la lutte pour l'établissement du front unique exige de toute nécessité une lutte constante dans nos rangs contre la tendance à ravalier le rôle du parti, contre les illusions légalistes, contre l'orientation vers la spontanéité et l'automatisme tant en ce qui concerne la liquidation du fascisme qu'en ce qui concerne la réalisation du front unique, contre les moindres hésitations au moment de l'action résolue.

« Il est nécessaire, *nous enseigne Staline*, que le Parti sache, dans son travail, combiner l'esprit de principe le plus élevé (ne pas le confondre avec le sectarisme), avec le maximum de liaison et de contact avec les masses (ne pas confondre avec le suivisme !), sans quoi il est impossible au Parti, non seulement d'instruire les masses, mais aussi de l'instruire auprès d'elles, non seulement de guider les masses et de les élever jusqu'au niveau du Parti, mais aussi de prêter l'oreille à la voix des masses et de deviner leurs besoins urgents. »

Staline, « Des perspectives du Parti communiste allemand et de sa bolchévisation », *Pravda*, n° 27 (3 février 1925)

L'unité politique de la classe ouvrière

Camarades ! Le développement du front unique de lutte commune des ouvriers communistes et social-démocrates contre le fascisme et l'offensive du Capital pose également le problème de l'unité politique, du parti politique de masse unique de la classe ouvrière.

Les ouvriers social-démocrates se convainquent de plus en plus par leur expérience que la lutte contre l'ennemi de classe exige une direction politique unique, car la dualité en matière de direction entrave le développement ultérieur et le renforcement de la lutte unique de la classe ouvrière.

Les intérêts de la lutte de classe du prolétariat et le succès de la révolution prolétarienne dictent la nécessité d'avoir dans chaque pays un parti unique du prolétariat. Y parvenir, évidemment, n'est pas si facile, ni si simple. Cela exigera un travail et une lutte opiniâtres et cela constituera nécessairement un processus plus ou moins prolongé. Les Partis communistes doivent, en s'appuyant sur la tendance grandissante des ouvriers à l'unification avec les Partis communistes des Partis social-démocrates ou d'organisations isolées, prendre avec fermeté et assurance l'initiative de cette œuvre d'unification. L'unification des forces de la classe ouvrière en un parti prolétarien révolutionnaire unique au moment où le mouvement ouvrier international entre dans la période de liquidation de la scission, c'est notre œuvre, c'est l'œuvre de l'Internationale Communiste.

Mais si, pour établir le front unique des Partis communistes et social-démocrates, il suffit d'un accord sur la lutte contre le fascisme, l'offensive du Capital et la guerre, la réalisation de l'unité politique n'est possible que sur la base d'une série de conditions déterminées ayant un caractère de principe.

Cette unification n'est possible, premièrement qu'à la condition d'une complète indépendance à l'égard de la bourgeoisie et d'une rupture totale du bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie.

Deuxièmement, à la condition que l'unité d'action soit réalisée au préalable.

Troisièmement, à la condition que soit reconnue la nécessité du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration de la dictature du prolétariat sous

forme de Soviets.

Quatrièmement, à la condition de refuser de soutenir la bourgeoisie dans la guerre impérialiste.

Cinquièmement, à la condition de construire le Parti sur la base du centralisme démocratique, garantissant l'unité de volonté et d'action, et vérifié par l'expérience des bolcheviks russes.

Nous devons expliquer aux ouvriers social-démocrates, patiemment et en toute camaraderie, pourquoi, à défaut de ces conditions, l'unité politique de la classe ouvrière est impossible.

Nous devons, en commun avec eux, étudier la signification et l'importance de ces conditions.

Pourquoi la complète indépendance à l'égard de la bourgeoisie et la rupture du bloc de la social-démocratie avec la bourgeoisie sont-elles nécessaires à la réalisation de l'unité politique du prolétariat ?

Parce que toute l'expérience du mouvement ouvrier et, notamment, l'expérience des quinze années de politique de coalition en Allemagne, ont montré que la politique de collaboration de classes, la politique de dépendance à l'égard de la bourgeoisie conduit à la défaite de la classe ouvrière et à la victoire du fascisme. Et, seule, la voie de la lutte de classe irréconciliable contre la bourgeoisie, la voie des bolcheviks est la voie sûre de la victoire.

Pourquoi l'établissement de l'unité d'action doit-il être la condition préalable de l'unité politique ?

Parce que l'unité d'action pour repousser l'offensive du Capital et du fascisme est possible et nécessaire avant même que la majorité des ouvriers s'unisse sur la plate-forme politique commune de renversement du capitalisme, et parce que l'élaboration de l'unité d'opinions sur les voies fondamentales et les buts de la lutte du prolétariat, sans laquelle l'unification des Partis est impossible, exige un temps plus ou moins

prolongé. Or, l'unité d'opinions s'élabore au mieux dans la lutte commune contre l'ennemi de classe, dès aujourd'hui. Proposer au lieu du front unique l'unification immédiate, c'est mettre la charrue avant les bœufs et croire que la charrue ira de l'avant. C'est précisément parce que la question de l'unité politique n'est pas une manœuvre pour nous, comme elle l'est pour beaucoup de chefs social-démocrates, que nous insistons sur la réalisation de l'unité d'action, comme une des étapes essentielles dans la lutte pour l'unité politique.

Pourquoi est-il nécessaire de reconnaître le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets ?

Parce que l'expérience de la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, d'une part, et, de l'autre, les amères leçons d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne pour toute la période d'après-guerre ont confirmé une fois de plus que la victoire du prolétariat n'est possible que par le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, et que celle-ci noiera le mouvement ouvrier dans une mer de sang plutôt que de permettre au prolétariat d'instaurer le socialisme par la voie pacifique. L'expérience de la Révolution d'Octobre a montré de toute évidence que le contenu fondamental de la révolution prolétarienne est le problème de la dictature du prolétariat, appelée à écraser la résistance des exploités une fois qu'ils sont renversés, à armer la révolution pour la lutte contre l'impérialisme et à conduire la révolution jusqu'à la victoire complète du socialisme. Pour réaliser la dictature du prolétariat, comme dictature exercée par la majorité écrasante sur une infime minorité, sur les exploités, – et elle ne peut être réalisée que comme telle –, il est nécessaire d'avoir des Soviets englobant toutes les couches de la classe ouvrière, les masses fondamentales de la paysannerie et des autres travailleurs, dont l'éveil, dont l'intégration au front de la lutte révolutionnaire sont indispensables pour la consolidation de la victoire du prolétariat.

Pourquoi le refus de soutenir la bourgeoisie dans la guerre impérialiste est-il une condition de l'unité politique ?

Parce que la bourgeoisie fait la guerre impérialiste dans ses buts de spoliation, contre les intérêts de la majorité écrasante des peuples, sous quelque prétexte que cette guerre soit faite. Parce que tous les impérialistes combinent avec la préparation fiévreuse de la guerre un renforcement extrême de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs à l'intérieur du pays. Soutenir la bourgeoisie dans une telle guerre, c'est trahir les intérêts du pays et la classe ouvrière internationale.

Pourquoi, enfin, la construction du Parti sur la base du centralisme démocratique est-elle une condition de l'unité ?

Parce que, seul, un parti construit sur la base du centralisme démocratique peut garantir l'unité de volonté et d'action, peut conduire le prolétariat à la victoire sur la bourgeoisie, qui dispose d'une arme aussi puissante que l'appareil d'État centralisé. L'application du principe du centralisme démocratique a subi une brillante épreuve historique dans l'expérience du Parti bolchévique russe, du Parti de Lénine. Oui, camarades, nous sommes pour un parti politique de masse unique de la classe ouvrière. Mais de là la nécessité, comme dit Staline :

« d'un parti combatif, d'un parti révolutionnaire assez courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se reconnaître dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire, et assez souple pour contourner les écueils de toutes sortes sur le chemin conduisant au but. »

STALINE, *des Principes du léninisme*
(1952)

Voilà pourquoi il est nécessaire de prendre pour base les conditions ci-dessus dans nos efforts pour réaliser l'unité politique.

Nous sommes pour l'unité politique de la classe ouvrière ! Et c'est pourquoi nous sommes prêts à collaborer de la façon la plus étroite avec tous les social-démocrates qui s'affirment

pour le front unique et soutiennent sincèrement l'unification sur les bases indiquées. Mais justement parce que nous sommes pour l'unification, nous lutterons résolument contre les démagogues « de gauche » qui tentent d'utiliser la déception des ouvriers social-démocrates pour créer de nouveaux Partis socialistes ou de nouvelles Internationales qui sont dirigés contre le mouvement communiste et ainsi approfondissent la scission de la classe ouvrière.

Nous saluons la tendance au front unique avec les communistes, qui grandit parmi les ouvriers social-démocrates. Nous y voyons le développement de leur conscience révolutionnaire et le début de la liquidation de la scission de la classe ouvrière. Estimant que l'unité d'action est une nécessité impérieuse et qu'elle est le chemin le plus sûr pour réaliser l'unité politique du prolétariat, nous déclarons que l'Internationale Communiste et ses sections sont prêtes à entrer en pourparlers avec la IIe Internationale et ses sections en vue d'établir l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace d'une guerre impérialiste.

Conclusion

Camarades ! Je termine mon rapport. Comme vous voyez, en tenant compte des changements intervenus dans la situation depuis le VIe Congrès et des leçons de notre lutte et en nous appuyant sur le degré de consolidation déjà atteint par nos Partis, nous posons aujourd'hui d'une manière nouvelle une série de questions, et, en premier lieu, la question du front unique et de la façon d'aborder la social-démocratie, les syndicats réformistes et les autres organisations de masse.

Il est des sages qui croient entrevoir dans tout cela un recul de nos positions de principe, un certain tournant à droite par rapport à la ligne du bolchévisme. Que voulez-vous ! Chez nous, en Bulgarie, on dit qu'une poule affamée rêve toujours de millet.

Laissons les poules politiques penser ce qu'il leur plaît.

Cela nous intéresse fort peu. Ce qui est important pour nous c'est que nos propres Partis et les grandes masses du monde entier comprennent de façon juste ce que nous voulons obtenir.

Nous ne serions pas des marxistes révolutionnaires, des léninistes, de dignes disciples de Marx-Engels-Lénine-Staline, si en fonction d'une situation modifiée et des déploiements opérés dans le mouvement ouvrier mondial, nous ne remaniions pas de façon appropriée, notre politique et notre tactique.

Nous ne serions pas de véritables révolutionnaires, si nous ne nous instruisions pas par notre propre expérience et par l'expérience des masses.

Nous voulons que nos Partis, dans les pays capitalistes, interviennent et agissent comme de véritables partis politiques de la classe ouvrière; qu'ils jouent effectivement le rôle de facteur politique dans la vie de leur pays; qu'ils appliquent toujours une politique bolchévique active de masse, au lieu de se borner à la seule propagande, à la critique et aux seuls appels à la lutte pour la dictature du prolétariat.

Nous sommes les ennemis de tout schématisme. Nous voulons tenir compte de la situation concrète à chaque moment et dans chaque endroit donné, ne pas agir partout et toujours d'après un cliché arrêté, et ne pas oublier que dans des conditions différentes la position des communistes ne peut être identique.

Nous voulons tenir compte à tête reposée de toutes les étapes dans le déploiement de la lutte de classe et dans le développement de la conscience de classe des masses elles mêmes, savoir trouver et résoudre à chaque étape les tâches concrètes du mouvement révolutionnaire qui correspondent à cette étape.

Nous voulons trouver une langue commune avec les plus grandes masses en vue de la lutte

contre l'ennemi de classe; trouver les voies et moyens de surmonter définitivement l'isolement de l'avant-garde révolutionnaire par rapport aux masses du prolétariat et de tous les travailleurs, comme de surmonter l'isolement fatal de la classe ouvrière elle-même par rapport à ses alliés naturels dans la lutte contre la bourgeoisie, contre le fascisme.

Nous voulons entraîner des masses toujours plus considérables dans la lutte de classe révolutionnaire et les conduire à la révolution prolétarienne, en partant de leurs intérêts et de leurs besoins urgents et sur la base de leur propre expérience.

Nous voulons, à l'exemple de nos glorieux bolcheviks russes, à l'exemple du Parti dirigeant de l'Internationale Communiste, du Parti Communiste de l'Union Soviétique, combiner l'héroïsme révolutionnaire des communistes allemands, espagnols, autrichiens et autres avec un réalisme révolutionnaire authentique, et en finir avec les derniers restes du remue-ménage scolastique autour des graves problèmes politiques.

Nous voulons armer nos Partis dans tous les domaines en vue de la solution des tâches politiques complexes qui sont posées devant eux. À cet effet, il faut élever toujours plus haut leur niveau théorique, les éduquer dans l'esprit d'un marxisme-léninisme vivant, et non d'un doctrinarisme mort.

Nous voulons déraciner de nos rangs le sectarisme plein de suffisance qui, en premier lieu, nous barre la route des masses et empêche la réalisation d'une authentique politique bolchévique de masse. Nous voulons renforcer par tous les moyens la lutte contre toutes les manifestations concrètes de l'opportunisme de droite en tenant compte du fait que, de ce côté, le danger grandira justement au cours de la réalisation pratique de notre politique et de notre lutte de masse.

Nous voulons que, dans chaque pays, les communistes tirent en temps opportun et utilisent tous les enseignements de leur propre expérience, en tant qu'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Nous voulons qu'ils apprennent au plus vite à nager dans les eaux impétueuses de la lutte des classes, au lieu de rester sur le bord, en observateurs, à enregistrer les vagues qui accourent, dans l'attente du beau temps.

Voilà ce que nous voulons !

Et nous voulons tout cela parce que c'est seulement ainsi que la classe ouvrière, à la tête de tous les travailleurs, soudée en une armée révolutionnaire forte de millions d'hommes, guidée par l'Internationale Communiste, pourra s'acquitter à coup sûr de sa mission historique: balayer de la face de la terre le fascisme et avec lui, le capitalisme !

Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme

Discours de conclusion de la discussion, prononcé au VIIe congrès mondial de l'Internationale communiste (13 août 1935)

Les débats circonstanciés qui se sont déroulés sur mon rapport, témoignent de l'immense intérêt du congrès pour les principaux

problèmes et tâches tactiques de la lutte de la classe ouvrière contre l'offensive du Capital et le fascisme, contre la menace de guerre

impérialiste.

Si nous dressons maintenant le bilan des huit jours de discussion, nous pouvons constater que toutes les thèses essentielles du rapport ont reçu l'approbation unanime du congrès. Personne parmi les orateurs n'a soulevé d'objection contre les thèses tactiques formulées par nous et contre la résolution proposée.

On peut affirmer hardiment qu'à aucun des congrès précédents de l'Internationale communiste, il ne s'était manifesté une cohésion idéologique et politique pareille à la cohésion actuelle. La complète unanimité du congrès est l'indice que, dans nos rangs, on a acquis la pleine conscience de la nécessité de reconstruire notre politique et notre tactique en conformité avec la situation modifiée et sur la base de l'expérience particulièrement riche et instructive des dernières années.

Cette unanimité, on peut incontestablement la considérer comme une des conditions les plus importantes pour résoudre la tâche centrale immédiate du mouvement international du prolétariat, à savoir l'établissement de l'unité d'action de tous les détachements de la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme.

Pour résoudre cette tâche avec succès, il est nécessaire, premièrement, que les communistes sachent manier habilement l'arme de l'analyse marxiste-léniniste, en étudiant soigneusement, dans leur développement, la situation concrète et le rapport des forces de classe, et qu'ils dressent en conséquence leurs plans d'action et de lutte. C'est de la façon la plus implacable que nous devons extirper cet attachement, trop fréquent parmi les communistes, aux schémas factices, aux formules sans vie, aux clichés tout faits. Il faut en finir avec l'état de choses où des communistes, dépourvus des connaissances ou des aptitudes nécessaires pour faire une analyse marxiste-léniniste, remplacent cette analyse par des phrases générales et des mots d'ordre généraux, comme l'« issue révolutionnaire de la crise », sans faire aucune tentative sérieuse pour expliquer dans quelles conditions, sur la base de

quel rapport des forces de classe, à quel degré de maturité révolutionnaire du prolétariat et des masses travailleuses, à quel niveau d'influence du Parti communiste, une telle issue révolutionnaire de la crise est possible. Or, à défaut d'une telle analyse, tous les mots d'ordre de ce genre ne sont qu'un hochet, une phrase vide de contenu, qui ne fait qu'obscurcir nos tâches du jour. Sans une analyse marxiste-léniniste concrète, nous ne saurons jamais poser et résoudre judicieusement ni la question du fascisme, ni la question du front unique prolétarien et du Front populaire, ni celle de notre attitude à l'égard de la démocratie bourgeoise, ni celle du gouvernement de front unique, ni celle des processus qui se déroulent au sein de la classe ouvrière et, en particulier, parmi les ouvriers social-démocrates, ni la foule des autres problèmes nouveaux et compliqués que la vie elle-même et le développement de la lutte de classe posent et poseront devant nous.

Deuxièmement, nous avons besoin d'hommes vivants, d'hommes qui sortent de la masse ouvrière, de sa lutte quotidienne, d'hommes d'action de combat, dévoués sans réserve à la cause du prolétariat, d'hommes qui, de leur énergie et de leurs bras, travailleront à réaliser les décisions de notre congrès. Sans cadres bolcheviks, léninistes-stalinistes, nous ne résoudrons pas les tâches énormes qui se dressent devant les travailleurs dans la lutte contre le fascisme.

Troisièmement, il nous faut des hommes armés de la boussole de la théorie marxiste-léniniste, car sans le maniement habile de cette boussole, les hommes tombent dans un étroit praticisme sans horizon, ne trouvent de solutions qu'au jour le jour, perdent de vue la vaste perspective de lutte qui montre aux masses où nous allons et pourquoi, et où nous menons les travailleurs.

Quatrièmement, il nous faut une organisation des masses pour faire passer nos décisions dans les actes. Notre influence idéologique et politique seule ne suffit pas. Nous devons en

finir avec l'orientation vers la spontanéité du mouvement qui est une de nos principales faiblesses. Nous devons nous souvenir que sans un travail d'organisation, obstiné, long, patient, qui semble parfois ingrat, les masses n'accosteront pas la rive communiste. Pour savoir organiser les masses, il faut que nous apprenions l'art léniniste-staliniste de faire de nos décisions le bien non seulement des communistes, mais aussi des plus grandes masses de travailleurs. Il faut apprendre à parler aux masses, non pas la langue des formules livresques, mais la langue des champions de la cause des masses, dont chaque parole, chaque idée reflète les pensées et les sentiments des millions de travailleurs.

C'est sur ces questions que je voudrais d'abord insister dans mon discours de clôture.

Le congrès a accueilli les nouvelles thèses tactiques avec un grand enthousiasme et à l'unanimité. Certes, l'enthousiasme et l'unanimité sont en eux-mêmes d'excellentes choses, mais ce qui est mieux encore, c'est qu'ils s'accompagnent d'un examen profondément réfléchi et critique des tâches qui se présentent à nous, d'une assimilation complète des décisions prises et d'une compréhension réelle des moyens et des méthodes nécessaires pour appliquer ces décisions à la situation concrète de chaque pays.

Car, auparavant aussi, nous adoptions unanimement des décisions qui n'étaient pas mauvaises. Mais le malheur était que, souvent, nous ne les adoptions que pour la forme et que, dans la meilleure des hypothèses, nous faisons de ces décisions le bien d'une avant-garde peu nombreuse de la classe ouvrière. Nos décisions ne devenaient pas la chair et le sang des grandes masses, elles ne devenaient pas un guide pour l'action de millions d'hommes.

Peut-on affirmer que nous nous sommes déjà débarrassés définitivement de cette manière formelle de traiter les résolutions adoptées ? Non. Il faut dire qu'à ce congrès aussi, dans les interventions de certains délégués, il se manifeste des vestiges de formalisme, qu'on y

sent parfois la tendance à remplacer l'analyse concrète de la réalité et l'expérience vivante par un nouveau schéma quelconque, une nouvelle formule simplifiée, sans vie, la tendance à présenter comme une réalité, comme une chose existante, ce que nous désirons, mais qui n'existe pas encore en fait.

La lutte contre le fascisme doit être concrète

Il n'est point de caractéristique générale du fascisme, si juste qu'elle soit par elle-même, qui nous dispensera de la nécessité d'étudier concrètement et de prendre en considération les particularités du développement du fascisme et des formes diverses de la dictature fasciste dans les différents pays et aux différentes étapes. Dans chaque pays, il est nécessaire de scruter, d'étudier et de découvrir ce que le fascisme a de proprement national, de spécifiquement national, et d'établir, en conséquence, les méthodes et formes efficaces de lutte contre le fascisme.

Lénine nous mettait en garde avec insistance contre « la standardisation, l'ajustement mécanique, l'identification des règles tactiques, des règles de lutte ». Cette indication est particulièrement vraie quand il s'agit de la lutte contre un ennemi qui exploite avec autant de raffinement, autant de jésuitisme les sentiments et les préjugés nationaux des masses ainsi que leurs inclinations anticapitalistes dans l'intérêt du grand Capital. Un tel ennemi, il faut le connaître exactement et sous toutes ses faces. Nous devons, sans le moindre retard, réagir contre ses manœuvres variées, déceler ses subterfuges, être prêts à riposter sur n'importe quel terrain et à n'importe quel moment. Il ne faut avoir aucun scrupule à apprendre même de l'ennemi, si cela nous aide à lui tordre le cou plus vite et plus sûrement.

Ce serait une erreur grossière que d'établir un schéma général du développement du fascisme applicable à tous les pays et à tous les peuples. Un tel schéma ne nous serait d'aucun secours, il nous empêcherait au contraire de

mener la lutte véritable. C'est ainsi qu'on en arrive au surplus, à rejeter sans distinction dans le camp du fascisme des couches de la population qui, à condition qu'on les aborde de façon judicieuse, peuvent être, à un certain stade de développement, engagées dans la lutte contre le fascisme, ou tout au moins neutralisées.

Prenons, par exemple, le développement du fascisme en France et en Allemagne. Certains communistes estiment qu'en France le fascisme ne peut en général se développer aussi facilement qu'en Allemagne. Qu'y a-t-il dans cette affirmation d'exact et qu'y a-t-il d'erroné ? Il est exact que les traditions démocratiques n'étaient pas, en Allemagne, aussi profondément enracinées qu'elles le sont en France, dans ce pays qui, aux XVIII^e et XIX^e siècles, est passé par plusieurs révolutions. Il est exact que la France est un pays qui a gagné la guerre et imposé le système de Versailles à d'autres pays; qu'en France il n'existe pas dans les masses ce sentiment national blessé qui a joué un rôle si important en Allemagne. Il est exact que les masses fondamentales de la paysannerie en France sont animées d'un état d'esprit républicain, antifasciste, surtout dans le Midi, à la différence de l'Allemagne où, dès avant l'arrivée du fascisme au pouvoir, une partie considérable de la paysannerie se trouvait sous l'influence des partis réactionnaires.

Mais, en dépit des différences qui existent dans le développement du mouvement fasciste en France et en Allemagne, en dépit des facteurs qui mettent des entraves à l'offensive du fascisme en France, ce serait faire preuve de myopie que de ne pas voir la croissance ininterrompue, dans ce pays, du danger fasciste et de sous-estimer la possibilité d'un coup d'État fasciste. Il existe en France de nombreux facteurs qui, d'autre part, favorisent le développement du fascisme. N'oubliez pas que la crise économique commencée en France plus tard que dans les autres pays capitalistes, continue à s'approfondir et à s'aggraver, et cela facilite singulièrement le déchaînement de la

démagogie fasciste. Le fascisme français possède dans l'armée, parmi les officiers, de solides positions telles que les nationaux-socialistes n'en possédaient pas dans la Reichswehr avant leur arrivée au pouvoir. En outre, il n'y a peut-être pas de pays où la corruption du régime parlementaire ait pris des proportions aussi monstrueuses, et où elle ait provoqué une indignation des masses aussi grande qu'en France. C'est là-dessus, comme on sait, que les fascistes français spéculent démagogiquement dans leur lutte contre la démocratie bourgeoise. N'oubliez pas non plus que la crainte aigüe de la bourgeoisie française de perdre son hégémonie politique et militaire en Europe favorise également le développement du fascisme.

Il s'ensuit que les succès du mouvement antifasciste en France, dont Thorez et Cachin nous ont parlé ici et dont nous nous réjouissons de tout notre cœur, ne sauraient encore être envisagés, loin de là, comme une preuve que les masses travailleuses ont réussi à barrer définitivement la route au fascisme. Il faut, une fois de plus, souligner avec insistance toute l'importance des tâches de la classe ouvrière française dans la lutte contre le fascisme, tâches que j'ai déjà indiquées dans mon rapport.

Il est dangereux également de se faire des illusions sur la faiblesse du fascisme dans d'autres pays où il ne dispose pas d'une large base de masse. Nous en avons des exemples tels ceux de la Bulgarie, de la Yougoslavie, de la Finlande, où le fascisme, tout en manquant de base large, n'en est pas moins arrivé au pouvoir en s'appuyant sur les forces armées de l'État, et où il a cherché ensuite à élargir sa base en se servant de l'appareil d'État.

Dutt avait raison d'affirmer qu'il existait dans nos rangs une tendance à considérer le fascisme « en général », sans tenir compte des particularités concrètes des mouvements fascistes dans les différents pays et en taxant à tort de fascisme toutes les mesures réactionnaires de la bourgeoisie, ou même en qualifiant tout le camp non communiste de

camp fasciste. Loin de renforcer la lutte contre le fascisme, tout cela l'a, au contraire, affaiblie.

Or, il subsiste encore maintenant des vestiges de l'attitude schématique à l'égard du fascisme. N'est-ce pas une manifestation de cette attitude schématique que l'affirmation de certains communistes assurant que l'« ère nouvelle » de Roosevelt représente une forme encore plus nette, plus aigüe de l'évolution de la bourgeoisie vers le fascisme que, par exemple, le « gouvernement national » d'Angleterre ? Il faut être aveuglé par une dose considérable de schématisme pour ne pas voir que ce sont justement les cercles les plus réactionnaires du Capital financier américain en train d'attaquer Roosevelt, qui représentent, avant tout, la force qui stimule et organise le mouvement fasciste aux États-Unis. Ne pas voir le fascisme réel prendre naissance aux États-Unis sous les phrases hypocrites de ces cercles en faveur de la « défense des droits démocratiques des citoyens américains », c'est désorienter la classe ouvrière dans la lutte contre son pire ennemi.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux se développent également, comme on l'a signalé dans la discussion, certains groupes fascistes, mais, évidemment, il ne peut y être question du même genre de fascisme que nous connaissons en Allemagne, en Italie et dans les autres pays capitalistes. Là, il faut étudier et peser les conditions économiques, politiques et historiques tout à fait particulières, qui font et feront prendre au fascisme des formes spéciales.

Certains communistes qui ne savent pas envisager concrètement les phénomènes de la réalité vivante et qui souffrent de paresse d'esprit, remplacent l'étude minutieuse et approfondie de la situation concrète et du rapport des forces de classe par des formules générales qui ne disent rien. Ils rappellent non point les tireurs d'élite qui frappent en plein but, mais ces « habiles » tireurs qui frappent systématiquement et infailliblement à côté du but et dont les coups portent tantôt plus haut, tantôt plus bas que le but, tantôt plus loin

tantôt plus près de la cible. Eh bien ! nous, nous voulons, en tant que militants communistes du mouvement ouvrier, en tant qu'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, être de vrais tireurs d'élite qui sans manquer un seul coup frappent en plein but.

Front uni prolétarien, front populaire antifasciste

Certains communistes se creusent vainement la tête pour savoir par quoi commencer : par le front unique du prolétariat ou par le front populaire antifasciste ?

Les uns disent : on ne pourra pas entreprendre l'établissement du Front populaire antifasciste avant d'avoir organisé un solide front unique du prolétariat.

Mais, raisonnent les autres, comme l'établissement du front unique prolétarien se heurte dans nombre de pays à la résistance de la partie réactionnaire de la social-démocratie, mieux vaut commencer du coup par le Front populaire et, sur cette base seulement, déployer ensuite le front unique de la classe ouvrière.

Les uns et les autres, évidemment, ne comprennent pas que le front unique du prolétariat et le Front populaire antifasciste sont liés l'un à l'autre par la dialectique vivante de la lutte, qu'ils s'interpénètrent, se transforment l'un en l'autre au cours de la lutte pratique contre le fascisme, au lieu d'être séparés l'un de l'autre par une muraille de Chine.

Car, on ne saurait croire sérieusement qu'on puisse vraiment réaliser le Front populaire antifasciste sans établir l'unité d'action de la classe ouvrière elle-même, qui est la force dirigeante de ce Front populaire. Et, d'autre part, le développement ultérieur du front unique prolétarien dépend dans une mesure notable de sa transformation en un Front populaire contre le fascisme.

Imaginez-vous l'amateur de schémas qui, placé devant notre résolution, construit son schéma avec le zèle d'un véritable exégète :

D'abord le front unique du prolétariat par en bas, à l'échelle locale ;

Puis le front unique par en bas, à l'échelle régionale ;

Ensuite le front unique par en haut, passant par les mêmes degrés ;

Après cela, l'unité du mouvement syndical ;

Ensuite, le ralliement des autres partis antifascistes ;

Puis le Front populaire déployé par en haut et par en bas ;

Après quoi, il conviendra d'élever le mouvement à un degré supérieur, de le politiser, de le révolutionnariser, etc., et ainsi de suite. Vous direz que c'est un pur non-sens. Je suis d'accord avec vous. Mais c'est précisément le malheur qu'un tel non-sens sectaire, sous une forme ou sous une autre, se rencontre encore, à notre vif regret, dans nos rangs.

Comment donc la question se pose-t-elle en réalité ? Évidemment, nous devons partout travailler à créer un vaste Front populaire général de lutte contre le fascisme. Mais, dans un grand nombre de pays, nous ne sortirons pas des conversations générales sur le Front populaire, si nous ne savons pas, par la mobilisation des masses ouvrières, briser la résistance de la partie réactionnaire de la social-démocratie au front unique de lutte du prolétariat. C'est ainsi que la question se pose avant tout en Angleterre, où la classe ouvrière forme la majorité de la population, où les trade-unions anglaises et le Parti travailliste ont derrière eux la masse essentielle de la classe ouvrière. C'est ainsi que la question se pose en Belgique, dans les pays Scandinaves, où, face à des Partis communistes numériquement faibles, se dressent de puissants syndicats de masse et des Partis social-démocrates numériquement forts.

Les communistes commettraient dans ces pays une faute politique très grave s'ils se dérobaient à la lutte pour l'établissement du

Front unique prolétarien derrière des formules générales sur le Front populaire, lequel ne peut être établi sans la participation des organisations de masse de la classe ouvrière. Pour réaliser dans ces pays un véritable Front populaire, les communistes doivent accomplir un immense travail politique et d'organisation dans les masses ouvrières. Ils doivent surmonter les préjugés de ces masses, qui considèrent leurs organisations réformistes de masse comme l'incarnation déjà réalisée de l'unité prolétarienne ; ils doivent convaincre ces masses que l'établissement du front unique avec les communistes signifie leur passage sur les positions de la lutte des classes, et que, seul, ce passage garantit le succès de la lutte contre l'offensive du Capital et le fascisme. Ce n'est pas en nous proposant dans ces pays des tâches plus vastes que nous surmonterons les difficultés que nous rencontrons. C'est, au contraire, en luttant pour faire disparaître ces difficultés que nous préparerons non en paroles, mais en fait, la formation d'un véritable Front populaire de lutte contre le fascisme, contre l'offensive du Capital, contre la menace de guerre impérialiste.

La question se pose autrement dans des pays tels que la Pologne, où, à côté du mouvement ouvrier, se développe un puissant mouvement paysan, où les masses paysannes ont leurs propres organisations qui se radicalisent sous l'influence de la crise agraire, où l'oppression nationale suscite l'indignation parmi les minorités nationales. Là, le développement du Front populaire de lutte se fera parallèlement au développement du front unique prolétarien et, parfois, dans ce type de pays, le mouvement du Front populaire peut même devancer le mouvement du front ouvrier.

Prenez un pays tel que l'Espagne, qui traverse un processus de révolution démocratique bourgeoise. Peut-on dire ici que la dispersion du prolétariat, au point de vue de l'organisation, exige l'établissement de la complète unité de lutte de la classe ouvrière avant la formation d'un front ouvrier et paysan contre Lerroux et Gil Robles ? En posant ainsi

la question, nous isolerions le prolétariat de la paysannerie, nous abandonnerions en fait le mot d'ordre de la révolution agraire, nous faciliterions aux ennemis du peuple la possibilité de diviser le prolétariat et la paysannerie et d'opposer la paysannerie à la classe ouvrière. Comme on le sait, ce fut là une des causes principales de la défaite de la classe ouvrière asturienne lors des batailles d'octobre 1934.

Toutefois, il y a un point à ne pas oublier : dans tous les pays où le prolétariat est relativement peu nombreux, où la paysannerie et les couches petites-bourgeoises de la ville prédominent, dans ces pays il importe encore plus de déployer tous les efforts pour établir un solide front unique de la classe ouvrière elle-même, afin que celle-ci puisse occuper sa place de facteur dirigeant par rapport à tous les travailleurs. Ainsi, par rapport à la solution du problème du front prolétarien et du Front populaire, on ne peut fournir des recettes universelles pour tous les cas de la vie, pour tous les pays et pour tous les peuples. L'universalisme dans ces choses-là, l'application des seules et mêmes recettes à tous les pays, équivaldrait, permettez-moi de vous le dire, à l'ignorance. Or, l'ignorance, nous devons la frapper même et surtout lorsqu'elle se manifeste sous l'enveloppe de schémas universels.

Le rôle de la social-démocratie et son attitude à l'égard du front uni du prolétariat

Du point de vue de nos tâches tactiques, il importe beaucoup de donner une réponse juste à la question de savoir s'il est vrai que, et où il est vrai que la social-démocratie reste dans le moment présent, le principal soutien de la bourgeoisie.

Certains délégués qui sont intervenus dans les débats (Florin, Dutt), ont effleuré cette question, mais, vu son importance, il est nécessaire d'y faire une réponse plus complète. C'est une question que posent et que ne peuvent manquer de poser les ouvriers de toutes

tendances, et surtout les ouvriers social-démocrates. Il faut tenir compte que, dans beaucoup de pays, la situation de la social-démocratie dans l'État bourgeois ainsi que l'attitude de la social-démocratie à l'égard de la bourgeoisie se sont modifiées ou se modifient.

Premièrement, la crise a ébranlé à fond même la situation des couches les plus assurées de la classe ouvrière, de ce qu'on appelle l'aristocratie ouvrière, sur qui, comme on le sait, la social-démocratie s'appuie principalement. Et ces couches se mettent de plus en plus à réviser leurs anciennes opinions sur l'utilité de la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Deuxièmement, dans un certain nombre de pays, comme je l'ai indiqué dans mon rapport, la bourgeoisie elle-même est contrainte de renoncer à la démocratie bourgeoise et de recourir à la forme terroriste de sa dictature, en privant la social-démocratie non seulement de son ancienne position dans le système étatique du Capital financier, mais même de son existence légale dans certaines conditions déterminées, en la soumettant aux persécutions, voire en l'écrasant complètement.

Troisièmement, sous l'influence, d'une part, des enseignements de la défaite des ouvriers d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne³, défaite qui a été surtout le résultat de la politique social-démocrate de collaboration de classe avec la bourgeoisie et, d'autre part, sous l'influence de la victoire du socialisme dans l'Union soviétique, qui est due à la politique bolchevik et à l'application du marxisme révolutionnaire - les ouvriers social-démocrates prennent un état d'esprit révolutionnaire, commencent à opérer un tournant vers la lutte de classe contre la bourgeoisie.

L'ensemble de ces causes rend plus difficile et, dans certains pays, tout à fait impossible pour la social-démocratie la continuation de son ancien rôle de soutien de la bourgeoisie.

³ Allusion aux batailles des Asturies en 1934

L'incompréhension de ce fait est particulièrement nuisible dans les pays où la dictature fasciste a ravi à la social-démocratie sa légalité. De ce point de vue, les délégués allemands qui, dans leurs discours, ont marqué la nécessité de cesser de se cramponner à la lettre de formules et de décisions surannées concernant la social-démocratie et de cesser de méconnaître les changements intervenus dans sa situation, avaient raison dans leur autocritique. Il est clair qu'une telle méconnaissance conduit à la déformation de notre ligne orientée vers l'établissement de l'unité de la classe ouvrière, et facilite aux éléments réactionnaires de la social-démocratie leur sabotage du front unique.

Mais le processus de poussée révolutionnaire au sein des Partis social-démocrates qui s'opère maintenant dans tous les pays, se développe d'une façon inégale. On ne saurait se représenter les choses de telle sorte que les ouvriers social-démocrates en train d'acquérir un état d'esprit révolutionnaire, passeront d'un seul coup et en masse sur les positions de la lutte des classes conséquente et, sans aucune étape intermédiaire, s'uniront directement avec les communistes. Ce sera dans beaucoup de pays un processus plus ou moins difficile, plus ou moins compliqué et long, qui, en tout cas, dépendra essentiellement de la justesse de notre politique et de notre tactique. Nous devons compter même avec la possibilité que certains partis et certaines organisations social-démocrates, en passant des positions de collaboration de classe avec la bourgeoisie sur les positions de lutte de classe contre la bourgeoisie, continuent à subsister encore un certain temps comme organisations et partis indépendants. En pareil cas, évidemment, il ne saurait être question de considérer de tels partis ou organisations social-démocrates comme un soutien de la bourgeoisie.

On ne saurait espérer que les ouvriers social-démocrates qui se trouvent sous l'influence de l'idéologie de collaboration de classe avec la bourgeoisie, idéologie qui leur est inculquée depuis des dizaines d'années, aillent renoncer d'eux-mêmes à cette idéologie sous l'action des

seules causes objectives. Non. C'est à nous, communistes, de les aider à s'affranchir de la domination de l'idéologie réformiste. L'explication des principes et du programme du communisme doit être poursuivie patiemment, en toute camaraderie, et en tenant compte du niveau de développement politique de chaque ouvrier social-démocrate. Notre critique du social-démocratisme doit devenir plus concrète et plus systématique. Elle doit se baser sur l'expérience des masses social-démocrates elles-mêmes. Il ne faut pas perdre de vue que c'est avant tout sur la base de l'expérience de la lutte commune, menée coude à coude avec les communistes contre l'ennemi de classe, que l'on peut et que l'on doit faciliter et accélérer le développement révolutionnaire des ouvriers social-démocrates. Il n'est pas de moyen plus efficace de vaincre les hésitations et les doutes des ouvriers social-démocrates que la participation au front unique prolétarien.

Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour faciliter le travail commun avec nous et la lutte commune contre l'ennemi de classe non seulement aux ouvriers social-démocrates, mais aussi à ceux des militants des partis et organisations social-démocrates qui désirent sincèrement passer sur la position de classe révolutionnaire. Mais nous le déclarons en même temps : ceux des leaders socialistes, des simples militants et des ouvriers, qui continuent à soutenir le rôle scissionniste des chefs réactionnaires de la social-démocratie et à s'élever contre le front unique, aidant ainsi directement ou indirectement l'ennemi de classe, prennent par là-même devant la classe ouvrière une responsabilité non moindre que la responsabilité historique de ceux qui ont soutenu la politique social-démocrate de collaboration de classe, politique qui, dans une série de pays européens, a causé la perte de la révolution de 1918 et frayé la route au fascisme.

C'est la question de l'attitude à l'égard du front unique qui sert de ligne de démarcation entre la partie réactionnaire de la social-démocratie et ses couches en train de prendre

un état d'esprit révolutionnaire. Notre aide en faveur de ces couches-là, sera d'autant plus efficace que notre lutte sera plus forte contre le camp réactionnaire de la social-démocratie, coalisé avec la bourgeoisie. Et, à l'intérieur du camp de gauche de la social-démocratie, on verra ses différents éléments se définir eux-mêmes d'autant plus vite que les communistes lutteront plus résolument pour le front unique avec les partis social-démocrates. La pratique de la lutte des classes et la participation des social-démocrates au mouvement de front unique feront voir qui, dans ce camp, se déclare « pour la gauche » en paroles, et qui est effectivement de la gauche.

À propos du gouvernement de front uni

Ainsi, l'attitude de la social-démocratie à l'égard de la réalisation pratique du front unique du prolétariat est, en général, dans chaque pays, l'indice principal permettant de voir si l'ancien rôle du parti social-démocrate ou de certains de ses détachements dans l'État bourgeois s'est modifié et dans quelle mesure il s'est modifié ; mais on aura aussi un indice particulièrement clair dans l'attitude de la social-démocratie sur la question du gouvernement de front unique.

Dans la situation où la question de former un gouvernement de front unique figurera à l'ordre du jour comme tâche pratique immédiate, c'est cette question qui deviendra décisive, qui servira de pierre de touche pour la politique de la social-démocratie du pays donné : ou bien avec la bourgeoisie en voie de fascisation contre la classe ouvrière, ou bien avec le prolétariat révolutionnaire contre le fascisme et la réaction, non en paroles, mais en actes ; c'est ainsi que sera posée la question inéluctable au moment de la formation du gouvernement de front unique, comme aussi pendant le temps où le pouvoir sera exercé par ce gouvernement. Quant au caractère et aux conditions de la formation d'un gouvernement de front unique ou de Front populaire antifasciste, il me semble que, dans

mon rapport, j'ai déjà dit ce qui est nécessaire pour l'orientation tactique générale. Vouloir que nous fixions par surcroît tous les modes possibles et toutes les conditions de formation d'un tel gouvernement, c'est se livrer à des conjectures stériles.

Je voudrais vous mettre en garde contre toute simplification et tout schématisme dans cette question. La vie est plus compliquée que tous les schémas. Il est faux, par exemple, de présenter les choses comme si le gouvernement de front unique était une étape indispensable sur la voie de l'instauration de la dictature du prolétariat. C'est aussi faux qu'il était faux autrefois de présenter les choses comme si dans les pays fascistes, il n'y avait aucune étape intermédiaire, la dictature fasciste étant obligatoirement et directement remplacée par la dictature du prolétariat.

Le fond de la question se réduit à savoir si le prolétariat lui-même se trouvera prêt, au moment décisif, à renverser immédiatement la bourgeoisie et à instaurer son pouvoir, avec la possibilité dans ce cas de s'assurer le soutien de ses alliés, ou bien si c'est le mouvement de front unique qui se trouvera simplement en mesure, à l'étape donnée, d'écraser ou de renverser le fascisme, sans passer immédiatement à la liquidation de la dictature de la bourgeoisie. Dans le dernier cas, renoncer à créer et à soutenir le gouvernement de front unique ou de Front populaire pour cette seule raison, serait un exemple inadmissible de myopie politique et non pas une politique révolutionnaire sérieuse.

Il n'est pas difficile non plus de comprendre que la formation d'un gouvernement de front unique dans les pays où le fascisme n'est pas encore au pouvoir, c'est autre chose que dans les pays à dictature fasciste. Dans ces pays-ci, la formation d'un tel gouvernement n'est possible qu'au cours du processus de renversement du pouvoir fasciste. Dans les pays où se développe la révolution démocratique bourgeoise, un gouvernement de Front populaire pourrait devenir le gouvernement de la dictature

démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Comme je l'ai déjà indiqué dans mon rapport, les communistes soutiendront, par tous les moyens, le gouvernement de front unique, dans la mesure où celui-ci combattra réellement les ennemis du peuple et laissera leur liberté d'action au Parti communiste et à la classe ouvrière. Quant au problème de la participation des communistes au gouvernement, il dépend exclusivement de la situation concrète. Les questions de ce genre seront résolues dans chaque cas particulier. Ici, on ne saurait donner d'avance aucune recette toute faite.

De l'attitude à l'égard de la démocratie bourgeoise

Il a été dit ici qu'au sein du Parti polonais qui mobilise les masses contre les attaques dont les droits des travailleurs sont l'objet de la part du fascisme, « il existait cependant la crainte de formuler positivement des revendications démocratiques, pour ne pas créer d'illusions démocratiques parmi les masses ». Cette crainte de formuler positivement des revendications démocratiques n'existe pas seulement, sous une forme ou l'autre, dans le Parti polonais.

D'où vient cette crainte ? De la façon erronée, non dialectique, de poser la question de l'attitude à l'égard de la démocratie bourgeoise. Nous, communistes, nous sommes les partisans irréductibles de la démocratie soviétique dont la dictature prolétarienne a donné un grand exemple dans l'Union soviétique, jusqu'ici – au moment même où dans les pays capitalistes on liquide les derniers restes de démocratie bourgeoise – par décision du VII^e congrès des Soviets, on proclame l'introduction du scrutin égal, direct et secret. Cette démocratie soviétique suppose la victoire de la révolution prolétarienne, la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété sociale, le passage de la majorité écrasante du peuple sur la voie du socialisme. Cette démocratie ne constitue point une forme achevée ; elle se développe et continuera à se

développer au fur et à mesure des succès ultérieurs de l'édification socialiste, de la création de la société sans classes et de la disparition des survivances du capitalisme dans l'économie et dans la conscience des hommes.

Mais, aujourd'hui, le problème pour les millions de travailleurs qui vivent dans les conditions du capitalisme, c'est de déterminer leur attitude à l'égard des formes que la domination de la bourgeoisie revêt dans les différents pays. Nous ne sommes pas des anarchistes, et nous ne sommes pas le moins du monde indifférents à la question de savoir quel régime politique existe dans tel pays donné : la dictature bourgeoise sous la forme de la démocratie bourgeoise, fût-ce avec les droits et les libertés démocratiques les plus réduits, ou bien la dictature bourgeoise sous sa forme fasciste déclarée. Partisans de la démocratie soviétique, nous défendrons chaque pouce des conquêtes démocratiques qui ont été arrachées par la classe ouvrière au cours de longues années de lutte opiniâtre, et nous lutterons résolument pour leur extension.

Que de sacrifices a dû consentir la classe ouvrière d'Angleterre avant de conquérir le droit de grève, l'existence légale de ses trade-unions, la liberté de réunion, la liberté de la presse, l'extension du droit de suffrage, etc. ! Combien de dizaines de milliers d'ouvriers ont donné leur vie dans les combats révolutionnaires livrés en France au XIX^e siècle pour conquérir les droits élémentaires et les possibilités légales d'organiser leurs forces pour la lutte contre les exploités ! Le prolétariat de tous les pays a versé beaucoup de sang pour conquérir les libertés démocratiques bourgeoises, et l'on conçoit qu'il veuille lutter de toutes ses forces pour les conserver. Notre attitude envers la démocratie bourgeoise n'est pas la même dans toutes les conditions. Ainsi, pendant la Révolution d'Octobre, les bolcheviks russes menaient un combat à mort contre tous les partis politiques qui, sous le drapeau de la défense de la démocratie bourgeoise, se dressaient contre l'instauration de la dictature

du prolétariat. Les bolcheviks combattaient ces partis parce que le drapeau de la démocratie bourgeoise était devenu alors le drapeau sous lequel toutes les forces contre-révolutionnaires se mobilisaient pour la lutte contre la victoire du prolétariat. La situation des pays capitalistes est aujourd'hui tout autre. Aujourd'hui c'est la contre-révolution fasciste qui attaque la démocratie bourgeoise, dans son effort pour soumettre les travailleurs au régime d'exploitation et d'écrasement le plus barbare.

Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, pour l'instant présent, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme.

En outre, la situation actuelle diffère de celle qui existait, par exemple, à l'époque de la stabilisation du capitalisme. Il n'y avait pas alors de danger fasciste aussi accentué qu'au moment présent. Alors, les ouvriers révolutionnaires, dans une série de pays, avaient devant eux la dictature bourgeoise sous la forme de la démocratie bourgeoise, et c'était contre elle qu'ils concentraient principalement leur feu.

En Allemagne, ils combattaient la République de Weimar non en tant que République, mais parce que c'était une République bourgeoise qui avait réprimé le mouvement révolutionnaire du prolétariat, particulièrement dans les années 1918-1920 et en 1923.

Mais les communistes pouvaient-ils demeurer sur cette position même au moment où le mouvement fasciste commençait à lever la tête, où, par exemple en Allemagne, en 1932, les fascistes organisaient et armaient leurs troupes d'assaut par centaines de milliers d'hommes contre la classe ouvrière ? Évidemment, non. La faute des communistes dans une série de pays, et, notamment, en Allemagne, fut que, méconnaissant les changements survenus, ils continuaient à répéter les anciens mots d'ordre et à rester sur les positions tactiques qui avaient

été justes plusieurs années plus tôt, surtout au moment où la lutte pour la dictature du prolétariat portait un caractère d'actualité et où, sous le drapeau de la République de Weimar, s'était groupée toute la contre-révolution allemande, comme ce fut le cas en 1918-1920.

Et le fait que nous sommes obligés, aujourd'hui encore, de constater dans nos rangs la crainte de formuler des revendications démocratiques positives, prouve tout simplement combien les communistes sont encore loin de s'être assimilés la méthode marxiste-léniniste quand ils abordent des questions aussi importantes de notre tactique. D'aucuns disent que la lutte pour les droits démocratiques peut détourner les ouvriers de la lutte pour la dictature du prolétariat. Il ne sera pas inutile de rappeler ce que Lénine disait à ce sujet :

« Ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler, etc. Au contraire, de même que le socialisme victorieux est impossible sans réaliser la démocratie complète, de même le prolétariat ne peut se préparer à vaincre la bourgeoisie sans mener une lutte détaillée, conséquente et révolutionnaire pour la démocratie. »

LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XXII

Ces paroles, tous les communistes doivent se les graver fortement dans la mémoire, en tenant compte que c'est de petits mouvements pour la défense des droits élémentaires de la classe ouvrière que sont sorties, au cours de l'histoire, de grandes révolutions. Mais ce qu'il faut avant tout pour savoir rattacher la lutte en faveur des droits démocratiques à la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme, c'est renoncer à la manière schématique d'aborder la question de la défense de la démocratie bourgeoise.

Avoir une ligne juste n'est pas encore suffisant

L'élaboration d'une ligne juste est, cela va de soi, l'essentiel pour l'Internationale communiste

et chacune de ses sections. Mais la ligne juste à elle seule ne suffit pas encore pour diriger concrètement la lutte de classe. Pour cela, il est nécessaire de remplir un certain nombre de conditions et, avant tout, les conditions suivantes :

La première condition, c'est d'assurer par les mesures d'organisation l'application des résolutions adoptées dans tout le travail pratique, et de surmonter résolument tous les obstacles dressés sur cette voie. Ce que Staline a dit au XVIIe congrès du P.C. de l'U.R.S.S. sur les conditions requises pour appliquer la ligne du Parti, peut et doit se rapporter aussi, entièrement et sans réserve, aux décisions adoptées par notre congrès :

« D'aucuns pensent qu'il suffit d'élaborer une ligne juste du Parti, de la proclamer hautement, de l'exposer sous forme de thèses générales et de résolutions, et de l'adopter à l'unanimité pour que la victoire vienne d'elle-même, pour ainsi dire spontanément. C'est faux évidemment. C'est une grande erreur. Seuls des bureaucrates et des paperassiers incorrigibles peuvent penser ainsi...

... De bonnes résolutions, des déclarations en faveur de la ligne générale du Parti, ce n'est qu'un début : elles ne signifient que le désir de vaincre et non la victoire elle-même. Après qu'une ligne juste, une juste solution du problème a été donnée, le succès dépend du travail d'organisation, de l'organisation de la lutte pour l'application pratique de la ligne du Parti, du choix judicieux des hommes, du contrôle de l'exécution des décisions adoptées par les organismes dirigeants. Sans cela, la ligne juste du Parti et les justes décisions risquent d'être sérieusement compromises. Bien plus : la ligne politique juste une fois donnée, c'est le travail d'organisation qui décide de tout, y compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec. »

STALINE, « Deux Mondes », rapport au XVIIe congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., *les Questions du léninisme*, tome II (1947)

Il n'est guère nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à ces remarquables paroles de Staline, qui doivent devenir le principe directeur dans tout le travail de nos Partis.

Une autre condition, c'est de savoir, faire des

décisions de l'Internationale communiste et de ses sections les décisions des grandes masses elles-mêmes. Et c'est encore plus nécessaire maintenant que nous sommes devant la tâche de créer le front unique du prolétariat et d'entraîner les plus grandes masses populaires dans le Front populaire antifasciste. Là où le génie politique et tactique de Lénine et de Staline apparaît avec le plus d'évidence et d'éclat, c'est dans leur maîtrise à amener les masses, par leur propre expérience, à la compréhension de la ligne juste et des mots d'ordre du Parti. Si l'on suit toute l'histoire du bolchévisme, ce trésor incomparable de la stratégie et de la tactique politiques du mouvement ouvrier révolutionnaire, on peut se convaincre que les bolcheviks n'ont jamais substitué aux méthodes de direction des masses les méthodes de direction du Parti.

Staline a indiqué comme une des particularités de la tactique des bolcheviks russes, dans la période de préparation d'Octobre, le fait qu'ils ont su déterminer de façon juste les voies et tournants qui amènent naturellement les masses aux mots d'ordre du Parti, jusqu'au « seuil de la révolution », en les aidant à saisir, à vérifier, à discerner par leur propre expérience la justesse de ces mots d'ordre ; qu'ils n'ont pas confondu la direction du Parti avec la direction des masses et voyaient nettement la différence entre la direction du premier genre et la direction du second genre ; et qu'ils ont élaboré ainsi la tactique non pas seulement comme la science de la direction du Parti, mais aussi comme celle de la direction des millions de travailleurs.

Ensuite, il faut tenir compte du fait que l'assimilation de nos décisions par les grandes masses est impossible si nous n'apprenons pas à parler une langue intelligible aux masses. Nous ne savons pas toujours, loin de là, parler simplement, concrètement, en nous servant des images familières et compréhensibles aux masses. Nous ne savons pas encore renoncer aux formules abstraites et apprises par cœur. Regardez de plus près nos tracts, nos journaux,

nos résolutions et nos thèses et vous verrez qu'ils sont souvent rédigés en un langage tellement lourd que même nos militants ont de la peine à les comprendre et, à plus forte raison, les simples ouvriers.

Si l'on songe que les ouvriers qui diffusent et lisent ces tracts, surtout dans les pays fascistes, risquent leur vie, on se rend mieux compte encore de la nécessité d'écrire pour les masses en une langue qui leur soit compréhensible, pour qu'ainsi les sacrifices consentis ne le soient pas en pure perte.

Cette remarque ne s'applique pas à un moindre degré à notre agitation et à notre propagande orales. A cet égard, il faut reconnaître en toute sincérité que les fascistes sont souvent plus habiles et plus souples que beaucoup de nos camarades.

Je me souviens, par exemple, d'une réunion de chômeurs tenue à Berlin avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. C'était pendant le procès des fameux accapareurs et spéculateurs, les frères Sklarek, procès qui durait depuis plusieurs mois. L'orateur national-socialiste qui parla à cette réunion, utilisa ce procès pour ses buts démagogiques. Il cita les spéculations, les affaires de corruption et les autres crimes commis par les frères Sklarek ; il souligna que le procès intenté contre eux traînait depuis des mois ; il calcula combien de centaines de milliers de marks ce procès avait déjà coûté au peuple allemand et, aux vifs applaudissements des assistants, il déclara qu'il fallait, sans tarder, fusiller des bandits comme les Sklarek et verser au profit des chômeurs l'argent dépensé pour le procès.

Un communiste se lève et demande la parole. Le président refuse d'abord ; mais, sous la pression des assistants qui voulaient entendre le communiste, celui-ci obtient enfin la parole. Lorsque le communiste monta à la tribune, tous les assistants dressèrent l'oreille dans l'attente de ce qu'il allait dire. Eh bien, que dit-il :

« Camarades, déclare-t-il d'une voix ferme et puissante, l'assemblée plénière de

l'Internationale communiste vient de terminer ses travaux. Elle a indiqué la voie du salut pour la classe ouvrière. La tâche essentielle qu'elle pose devant vous, c'est, camarades, la « conquête de la majorité de la classe ouvrière ». L'assemblée plénière a indiqué qu'il est nécessaire de « politiser » le mouvement des chômeurs. L'assemblée plénière vous invite à élever ce mouvement à un degré supérieur. »

Et l'orateur continua à parler dans le même sens, convaincu apparemment qu'il « expliquait » les décisions authentiques de l'assemblée plénière.

Un tel discours pouvait-il émouvoir les chômeurs ? Pouvaient-ils être satisfaits qu'on s'apprêtât d'abord à les politiser, puis à les révolutionnariser et ensuite à les mobiliser pour élever leur mouvement à un degré supérieur ?

Assis dans un coin, j'observais avec amertume comment les chômeurs présents, qui avaient tant voulu entendre le communiste pour apprendre de lui ce qu'il leur fallait faire concrètement, se mettaient à bâiller et à manifester une déception bien claire. Et je ne fus pas du tout étonné qu'à la fin, le président retirât brutalement la parole à notre orateur sans aucune protestation dans les rangs de l'assemblée...

Malheureusement, le cas n'est pas isolé dans notre agitation. Des cas pareils, on en a vu ailleurs qu'en Allemagne. Faire une telle agitation, c'est faire de l'agitation contre soi-même. Il est temps d'en finir une fois pour toutes avec ces méthodes d'agitation enfantines, passez-moi le mot, pour ne pas employer d'expression plus forte.

Pendant mon rapport, le président de séance, Kuusinen, a reçu de la salle du congrès une lettre bien caractéristique qui m'était adressée. Je vais vous en donner lecture :

« Dans votre intervention au congrès, je vous prie de toucher une question, à savoir : qu'à l'avenir toutes les résolutions et décisions de l'Internationale communiste soient écrites de telle sorte que non seulement les communistes instruits puissent s'y retrouver, mais que n'importe quel travailleur sans aucune

préparation puisse, du premier coup, en lisant les documents de l'Internationale communiste, comprendre ce que veulent les communistes et de quelle utilité le communisme est pour l'humanité. C'est ce qu'oublie certains dirigeants du Parti. Il faut le leur rappeler, et cela très fortement. De même que l'agitation en faveur du communisme soit faite en un langage compréhensible. »

Qui est l'auteur de cette lettre, je ne le sais pas exactement. Mais je ne doute pas que ce communiste ait exprimé dans sa lettre l'opinion et le désir de millions d'ouvriers. Beaucoup de nos camarades pensent que plus ils emploient de mots ronflants, de formules et de thèses incompréhensibles aux masses, meilleures sont leur agitation et leur propagande, en oubliant que précisément les plus grands chefs et théoriciens de la classe ouvrière de notre époque – Lénine et Staline – ont toujours parlé et écrit dans une langue tout à fait compréhensible aux grandes masses.

Chacun de nous doit fermement s'assimiler comme une loi, comme une loi bolchevik, cette règle élémentaire :

« Lorsque tu écris ou que tu parles, il faut toujours songer à l'ouvrier du rang qui doit te comprendre, ajouter foi à ton appel et être prêt à te suivre. Il faut songer à celui pour qui tu écris, à celui à qui tu parles. »

Des cadres

Nos décisions les meilleures resteront lettre morte si l'on manque d'hommes qui sachent les mettre en œuvre. Or, force m'est de constater malheureusement qu'une des questions essentielles, la question des cadres est passée dans notre congrès sans attirer presque aucune attention.

Le rapport sur l'activité du Comité exécutif de l'Internationale communiste a été discuté pendant sept jours ; quantité d'orateurs de différents pays ont pris la parole, et seuls quelques isolés ont touché, en passant, à cette question extrêmement importante pour nos Partis communistes et le mouvement ouvrier. Dans leur pratique, nos Partis n'ont pas encore pris conscience, loin de là, que ce sont les

hommes, les cadres qui décident de tout. Ils ne savent pas, selon l'enseignement de Staline, élever les cadres « comme un jardinier soigne son arbre fruitier préféré », « apprécier les hommes, apprécier les cadres, apprécier chaque travailleur capable d'être utile à notre cause commune ».

L'attitude de dédain pour le problème des cadres est d'autant plus inadmissible que, dans la lutte, nous perdons sans cesse une partie de nos cadres les plus précieux. Car nous ne sommes pas une société scientifique, mais un mouvement combatif qui se trouve constamment sous la ligne de feu. Chez nous, ce sont les éléments les plus énergiques, les plus courageux et les plus conscients qui se trouvent aux premiers rangs. C'est précisément à ces éléments, à ces combattants avancés que l'ennemi fait la chasse, il les assassine, il les jette en prison, dans les camps de concentration ; il leur fait subir les pires supplices, surtout dans les pays fascistes. De là résulte la nécessité particulièrement aiguë de compléter, d'élever, d'éduquer de façon permanente de nouveaux cadres, comme de conserver soigneusement les cadres existants.

Le problème des cadres prend encore une acuité particulière parce que c'est sous notre influence que se déploie un vaste mouvement de front unique, qui forme des milliers et des milliers de nouveaux militants prolétariens. En outre, dans les rangs de nos Partis n'affluent pas seulement de jeunes éléments révolutionnaires et des ouvriers à l'esprit de plus en plus révolutionnaire, mais qui jusqu'ici n'ont jamais participé au mouvement politique : bien souvent, d'anciens adhérents et militants des partis social-démocrates viennent aussi nous rejoindre. Ces nouveaux cadres demandent une attention spéciale, surtout dans les Partis illégaux, d'autant plus que ces cadres, faiblement préparés au point de vue théorique, se trouvent déjà fréquemment placés dans leur travail pratique devant les problèmes politiques les plus sérieux, qu'ils ont à résoudre par eux-mêmes.

La question d'une juste politique des cadres est pour nos Partis, de même que pour les Jeunesses communistes et toutes les organisations de masse, pour l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire, le problème le plus actuel.

En quoi consiste une juste politique des cadres ?

Premièrement, il est nécessaire de connaître les hommes. En règle générale, on ne procède pas dans nos Partis à l'étude systématique des cadres. C'est depuis quelque temps seulement que les Partis communistes de France et de Pologne et, en Extrême-Orient, le Parti communiste de Chine ont obtenu certains succès dans ce sens. En son temps, avant d'être dans l'illégalité, le Parti communiste allemand avait, lui aussi, abordé l'étude de ses cadres. Et l'expérience de ces Partis a montré que, dès qu'on a commencé à étudier les hommes, on s'est mis à découvrir des militants qu'on n'avait pas remarqués auparavant ; d'autre part, les Partis ont commencé à s'épurer des éléments qui leur étaient étrangers, nuisibles au point de vue idéologique et politique. Il suffit de rappeler l'exemple de Celor et Barbé en France qui, quand on les eut examinés au microscope bolchevik, s'avèrent des agents de l'ennemi de classe et furent chassés du Parti. En Pologne et en Hongrie, la vérification des cadres a facilité le repérage de nids de provocateurs, d'agents de l'ennemi soigneusement masqués.

Deuxièmement, il est nécessaire de procéder à l'avancement des cadres de façon judicieuse. Cet avancement ne doit pas être le fait du hasard, mais il faut en faire une des fonctions normales du Parti. Les choses vont mal si l'avancement se fait exclusivement pour des considérations strictement intérieures au Parti, sans se rendre compte si le communiste promu est lié aux masses. On doit opérer l'avancement à la fois sur la base du recensement des militants avec leur aptitude à telle ou telle fonction dans le Parti, et sur la base de la popularité dont les cadres promus jouissent dans les masses. Nous

avons dans nos Partis des exemples d'avancement qui ont donné d'excellents résultats. Au présidium de notre congrès, par exemple, figure une communiste espagnole, Dolores. Il y a deux ans, elle travaillait encore à la base. Dès les premiers conflits avec l'ennemi de classe, elle s'est révélée excellent agitateur et combattant. Éluë par la suite à la direction du Parti, elle s'est montrée un des membres les plus dignes de ce choix.

Je pourrais citer un certain nombre de cas analogues dans d'autres pays également.

Cependant, dans la plupart des cas, la promotion se fait d'une façon inorganisée, accidentelle et, par conséquent, pas toujours heureuse. Il arrive qu'on confie des postes dirigeants à des raisonneurs, des phraseurs, des bavards qui nuisent directement à la cause.

Troisièmement, il est nécessaire d'utiliser judicieusement les cadres. Il faut savoir trouver et utiliser les qualités précieuses de chaque militant. Il n'est point d'hommes parfaits : il faut les prendre tels qu'ils sont, corriger leurs faiblesses et leurs défauts. Nous connaissons dans nos Partis des exemples criants d'utilisation erronée de bons, d'honnêtes communistes qui pourraient être d'une grande utilité, s'ils étaient chargés d'un travail qui leur convienne mieux.

Quatrièmement, il est nécessaire de répartir judicieusement les cadres. Il faut, avant tout, qu'aux échelons essentiels du mouvement soient placés des hommes fermes, liés aux masses, sortis de leur sein, pleins d'initiative et sûrs ; il faut que dans les plus grands centres il y ait un nombre suffisant de tels militants. Dans les pays capitalistes, le déplacement des cadres d'un point à l'autre n'est pas chose facile. Cette tâche s'y heurte à toutes sortes d'obstacles et de difficultés, entre autres, aux questions d'ordre matériel, familial, etc., difficultés dont il faut tenir compte et venir à bout grâce à la solution appropriée, ce qui, chez nous, d'ordinaire, ne se fait pas du tout.

Cinquièmement, il est nécessaire d'accorder

aux cadres une aide systématique. Cette aide doit consister dans des instructions scrupuleuses, dans un contrôle fraternel, dans la correction des imperfections et des fautes, dans une direction concrète des cadres jour par jour.

Sixièmement, il est nécessaire de veiller à la conservation des cadres. Il faut savoir, en temps opportun, ramener les cadres à l'arrière, les remplacer par de nouveaux si les circonstances l'exigent. Nous devons exiger, surtout dans les Partis illégaux, la plus grande responsabilité de la direction pour la conservation des cadres. La juste conservation des cadres suppose aussi l'organisation la plus sérieuse du travail conspiratif dans le Parti. Dans certains de nos Partis, nombreux sont les communistes qui pensent que les Partis sont préparés à l'illégalité du seul fait qu'ils se sont réorganisés d'après un schéma purement formel. Nous avons dû payer cher le fait de n'avoir commencé la réorganisation effective qu'après le passage à l'illégalité, sous les coups pénibles assésés directement par l'ennemi. Rappelez-vous à quel prix nous est revenu le passage à l'illégalité du Parti communiste d'Allemagne ! Cet exemple doit être un sérieux avertissement pour ceux de nos Partis qui, aujourd'hui encore, sont légaux, mais qui demain peuvent perdre leur légalité.

Seule, une juste politique des cadres permettra à nos Partis de déployer et d'utiliser au maximum les forces des cadres existants et de puiser les éléments actifs les meilleurs dans l'immense réservoir du mouvement de masse, où ils se renouvellent constamment. Quel critère essentiel doit nous inspirer dans le choix des cadres.

Premièrement, le dévouement le plus profond à la cause de la classe ouvrière, la fidélité au Parti vérifiée dans les batailles, dans les prisons, devant les tribunaux, face à face avec l'ennemi de classe.

Deuxièmement, la liaison la plus étroite avec les masses : vivre dans l'intérêt des masses, sentir le pouls des masses, leur état d'esprit et leurs aspirations. L'autorité des dirigeants de

nos organisations du Parti doit être avant tout fondée sur le fait que la masse voit en eux ses chefs, qu'elle se convainc par sa propre expérience de leurs aptitudes de chef, de leur résolution et de leur esprit d'abnégation dans la lutte.

Troisièmement, la capacité de s'orienter par soi-même dans toutes les situations et de ne pas craindre de prendre la responsabilité de ses décisions. Qui craint de prendre des responsabilités, n'est pas un chef. Qui ne sait pas faire preuve d'initiative, qui sait seulement raisonner ainsi : « Je ne ferai que ce qu'on me dira », n'est pas un bolchevik. Celui-là seul est un véritable chef bolchevik, qui ne perd pas la tête dans le moment de la défaite, qui ne devient pas présomptueux au moment du succès, qui fait preuve d'une fermeté inébranlable dans l'application des décisions. C'est quand ils sont placés devant la nécessité de résoudre par eux-mêmes les tâches concrètes de la lutte et qu'ils en sentent peser sur eux toute la responsabilité que les cadres se développent et grandissent le mieux.

Quatrièmement, l'esprit de discipline et la trempe bolchevik aussi bien dans la lutte contre l'ennemi de classe que dans l'intransigeance à l'égard de toutes les déviations de la ligne du bolchévisme.

Nous devons souligner la nécessité de ces conditions d'un choix judicieux des cadres avec d'autant plus de force que, dans la pratique, on accorde très souvent la préférence à un communiste qui, par exemple, sait écrire de façon littéraire, parle bien, mais n'est pas un homme d'action et ne convient pas pour la lutte, sur un autre camarade qui, peut-être, ne sait pas aussi bien écrire et parler, mais est un camarade ferme, ayant de l'initiative, lié aux masses, capables de marcher au combat et de conduire les autres à la lutte. Sont-ils rares, les cas où un sectaire, un doctrinaire, un raisonneur évince un dirigeant de masse dévoué, un vrai chef ouvrier ?

Nos cadres dirigeants doivent allier la

connaissance de ce qu'ils ont à faire à la fermeté bolchevik, au caractère révolutionnaire ainsi qu'à la volonté nécessaire pour convertir tout cela en actes.

À propos du problème des cadres, permettez-moi de m'arrêter aussi sur le rôle immense qu'est appelé à jouer le Secours Rouge International à l'égard des cadres du mouvement ouvrier. L'aide matérielle et morale que les organisations du S.R.I., accordent aux détenus et à leurs familles, aux émigrés politiques et aux révolutionnaires et antifascistes persécutés, a sauvé la vie, conservé les forces et la combativité, de milliers et de milliers de lutteurs précieux de la classe ouvrière dans les différents pays. Ceux d'entre nous qui ont été en prison, ont éprouvé directement par eux-mêmes la grande importance de l'activité du S.R.I.

Par son activité, le Secours Rouge International s'est acquis l'affection, l'attachement et la profonde gratitude de centaines de milliers de prolétaires et d'éléments révolutionnaires paysans et intellectuels.

Dans les conditions présentes, en présence de la réaction bourgeoise grandissante, du fascisme déchaîné et de l'aggravation de la lutte de classe, le rôle du Secours Rouge International grandit considérablement. Au Secours Rouge International se pose maintenant la tâche de se transformer en une véritable organisation de masse des travailleurs dans tous les pays capitalistes (en particulier dans les pays fascistes, en s'adaptant aux conditions spéciales de ces pays). Il doit devenir, pour ainsi dire, une sorte de « Croix-Rouge » du front unique du prolétariat et du Front populaire antifasciste, englobant des millions de travailleurs – une « Croix-Rouge » de l'armée des classes laborieuses, en lutte contre le fascisme, pour la paix et le socialisme. Pour que le Secours Rouge International puisse remplir avec succès ce rôle qui lui incombe, il lui faut créer son propre corps de militants fort de milliers d'hommes, ses propres cadres nombreux, les cadres du Secours Rouge International répondant par leur

caractère et leurs aptitudes à la mission spéciale de cette organisation entre toutes importante.

Ici encore, il faut le dire de façon la plus tranchée et la plus catégorique : si le bureaucratisme, l'attitude sans cœur à l'égard des hommes sont répugnants dans le mouvement ouvrier en général, dans le domaine de l'activité du Secours Rouge International c'est un mal qui touche au crime. Les combattants de la classe ouvrière, les victimes de la réaction et du fascisme languissant dans les cachots et les camps de concentration, les émigrés politiques et leurs familles doivent faire l'objet de l'attention la plus délicate et de la plus grande sollicitude de la part des organisations et des militants du Secours Rouge International. Le Secours Rouge International doit encore mieux comprendre et mieux accomplir son devoir dans l'organisation de l'aide aux combattants du mouvement prolétarien et antifasciste, et notamment, en ce qui touche la conservation physique et morale des cadres du mouvement ouvrier. Les communistes et les ouvriers révolutionnaires participant à l'organisation du Secours Rouge International doivent sentir à chaque pas la responsabilité énorme qui leur incombe devant la classe ouvrière et devant l'Internationale communiste, pour la bonne exécution du rôle et des tâches du S.R.I.

Comme on le sait, l'éducation des cadres la meilleure, s'acquiert dans le cours de la lutte, dans les efforts faits pour surmonter les difficultés et les épreuves, de même que dans les exemples positifs et négatifs. Nous avons des centaines de cas de conduite exemplaire pendant les grèves et les manifestations, dans les prisons, au cours des procès. Nous avons des milliers de héros, mais, malheureusement, nous enregistrons aussi pas mal d'exemples de pusillanimité, de manque de fermeté et même de désertion. Or, on oublie souvent les exemples de l'un et de l'autre genre, on ne les fait pas servir à des fins éducatives, on ne montre pas ce qu'il faut imiter, ce qu'il faut rejeter. Il faut étudier la conduite des communistes et des militants ouvriers pendant les conflits de classe, lors des

interrogatoires de police, dans les prisons et les camps de concentration, devant les tribunaux, etc. De tout cela, il faut tirer ce qu'il, y a de positif; il faut montrer les exemples à imiter et rejeter ce qu'il y a de pourri, de non bolchevik, ce qu'il y a de petit-bourgeois. Depuis le procès de Leipzig, nous avons un nombre considérable de déclarations de communistes devant les tribunaux bourgeois et fascistes qui montrent comment des cadres nombreux grandissent chez nous avec une magnifique compréhension de ce que signifie l'attitude bolchevik devant le tribunal.

Mais sont-ils nombreux, même parmi vous, délégués du congrès, ceux qui connaissent en détail le procès des cheminots de Roumanie, le procès de Fiete Schultz décapité par les fascistes en Allemagne, le procès de notre courageux camarade japonais Itakava, le procès des soldats révolutionnaires bulgares, et nombre d'autres procès où se sont manifestés les plus dignes exemples d'héroïsme prolétarien ? Ces dignes exemples d'héroïsme prolétarien, il faut les populariser et les opposer à la pusillanimité, à l'esprit petit-bourgeois, à la pourriture et à la faiblesse de tout genre qui se manifestent dans nos rangs et dans ceux de la classe ouvrière. Il est nécessaire d'utiliser ces exemples de la façon la plus complète pour éduquer les cadres du mouvement ouvrier.

Chez nous, les dirigeants de Partis se plaignent souvent qu'ils manquent d'hommes, ils n'en ont guère pour l'agitation propagande, guère pour le journal, guère pour les syndicats, guère pour le travail à mener parmi les jeunes, parmi les femmes. Il en manque partout et toujours, il n'y a point d'hommes. A cela, nous pourrions répondre par ces paroles de Lénine, vieilles et éternellement nouvelles :

« Point d'hommes, et des hommes en quantité. Des hommes en quantité parce que la classe ouvrière et des couches de plus en plus variées de la société fournissent chaque année un nombre toujours plus grand de mécontents, prêts à protester... Et, en même temps, il n'y a point d'hommes parce qu'il n'y a pas de... talents capables d'organiser un travail à la

fois vaste et condensé, harmonieux, permettant d'utiliser toutes les forces, même les plus insignifiantes. »

LÉNINE, *Que faire ?* (1947)

Ces paroles de Lénine, nos Partis doivent s'en imprégner profondément et les appliquer comme une directive quotidienne. Il y a beaucoup d'hommes, il s'agit seulement de les découvrir dans nos propres organisations, pendant les grèves et les manifestations, dans les diverses organisations ouvrières de masse, dans les organismes du front unique, il faut les aider à grandir dans le déroulement du travail et de la lutte; il faut les placer dans une situation telle qu'ils puissent réellement se rendre utiles à la cause ouvrière.

Nous autres, communistes, sommes des hommes d'action. Nous sommes placés devant la tâche de lutter pratiquement contre l'offensive du Capital, contre le fascisme et la menace de guerre impérialiste, de lutter pour le renversement du capitalisme. C'est précisément cette tâche pratique qui impose aux cadres communistes la nécessité de s'armer de la théorie révolutionnaire. Car, ainsi que Staline nous l'enseigne – ce maître suprême de l'œuvre révolutionnaire – la théorie donne aux praticiens la force d'orientation, la clarté de perspective, l'assurance dans le travail, la foi dans la victoire de notre cause.

Mais la théorie vraiment révolutionnaire est l'ennemi intransigeant de toute vaine manie de théoriser, de tout jeu stérile avec les définitions abstraites. « Notre théorie n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action », a dit maintes fois Lénine. C'est cette théorie-là qui est nécessaire à nos cadres, nécessaire comme le pain quotidien, comme l'air, comme l'eau.

Qui veut réellement chasser de notre travail le schématisme mortel, la scolastique pernicieuse, celui-là doit les détruire au fer rouge, – tant par une lutte pratique efficace, menée en commun avec les masses et à la tête des masses, que par un travail inlassable en vue de s'assimiler la vigoureuse, la féconde, la toute-puissante doctrine de Marx-Engels-Lénine-

Staline.

À ce propos, je tiens à attirer particulièrement votre attention sur le travail de nos écoles du Parti. Ce ne sont pas des exégètes, des raisonneurs et des maîtres de la citation que nos écoles doivent former. Non ! Ce sont des combattants pratiques d'avant-garde de la cause de la classe ouvrière qui doivent sortir de leurs murs. Des combattants d'avant-garde non seulement par leur courage, leur empressement à se sacrifier, mais aussi parce qu'ils voient plus loin et connaissent mieux que les ouvriers du rang, le chemin de l'affranchissement des travailleurs. Toutes les sections de l'Internationale communiste doivent, sans traîner les choses en longueur, s'occuper sérieusement de l'organisation des écoles du Parti, pour en faire autant de forges de ces cadres de combattants.

Il me semble que la tâche essentielle de nos écoles du Parti consiste à enseigner aux membres du Parti et aux jeunes communistes qui en suivent les cours, comment appliquer la méthode marxiste-léniniste à la situation concrète du pays donné, aux conditions données, à la lutte non contre l'ennemi « en général », mais contre l'ennemi concret. Pour cela, il est nécessaire d'étudier non pas la lettre du léninisme, mais son esprit vivant, révolutionnaire.

Il y a deux façons de préparer les cadres dans nos écoles du Parti.

La première : on prépare les gens d'une façon théorique abstraite. On s'efforce de leur donner la plus grande somme possible de connaissances arides ; on les entraîne à écrire de façon littéraire thèses et résolutions, et l'on ne touche qu'en passant aux problèmes du pays donné, de son mouvement ouvrier, de son histoire, de ses traditions et de l'expérience du Parti communiste de leur pays. On ne fait cela qu'en passant.

La seconde : un cours théorique où l'assimilation des principes essentiels du marxisme-léninisme est basée sur l'étude

pratique, par l'élève, des questions fondamentales de la lutte du prolétariat dans son propre pays, de telle sorte que, revenu au travail pratique, il puisse s'orienter tout seul, devenir un organisateur pratique indépendant, un dirigeant capable de mener les masses à la bataille contre l'ennemi de classe.

Ceux qui sont sortis de nos écoles du Parti n'ont pas tous fait preuve de capacité. Beaucoup de phrases, d'abstractions, de connaissances livresques, de science apparente. Or, nous avons besoin de vrais organisateurs et de vrais dirigeants des masses, vraiment bolcheviks. Voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui à tout prix. Peu importe que tel étudiant ne soit peut-être pas en mesure de rédiger de bonnes thèses, bien que cela aussi nous soit très nécessaire, mais il faut qu'il sache organiser et diriger sans reculer devant les difficultés, il faut qu'il sache surmonter ces difficultés.

La théorie révolutionnaire donne l'expérience totalisée, généralisée du mouvement révolutionnaire ; les communistes doivent soigneusement utiliser dans leur pays respectif non seulement l'expérience du passé, mais aussi celle de la lutte présente des autres détachements du mouvement ouvrier international. Toutefois, l'utilisation rationnelle de l'expérience ne signifie nullement la transposition automatique, et telle quelle des formes et méthodes de lutte, de telles conditions dans telles autres, d'un pays dans l'autre, comme cela arrive souvent dans nos Partis. La pure imitation, la simple copie des méthodes et des formes de travail, même de celles du Parti communiste de l'U.R.S.S., dans les pays où domine encore le capitalisme, peut, en dépit de toutes les bonnes intentions, être non pas utile, mais nuisible, comme cela s'est vu assez fréquemment dans la réalité. C'est précisément par l'exemple des bolcheviks russes que nous devons apprendre à appliquer de façon vivante et concrète, aux particularités de chaque pays la ligne internationale unique dans la lutte contre le Capital, que nous devons apprendre à chasser sans pitié, à stigmatiser, à ridiculiser devant les

masses populaires les phrases, les clichés, le pédantisme et le doctrinarisme.

Il faut apprendre, apprendre, constamment, à chaque pas, dans le déroulement de la lutte, en liberté et en prison. Apprendre et lutter, lutter et apprendre. Il faut savoir allier la grande doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline à la fermeté staliniste dans le travail et la lutte, à l'intransigeance de principe staliniste à l'égard de l'ennemi de classe et de ceux qui renient la ligne du bolchévisme, à l'intrépidité staliniste en face des difficultés, un réalisme révolutionnaire staliniste.

Jamais, pour aucun congrès international de communistes, l'opinion publique mondiale n'a manifesté un intérêt aussi vif que celui que nous voyons se manifester aujourd'hui à l'égard de notre congrès. On peut dire sans exagération qu'il n'est pas un seul journal important, pas un seul parti politique, pas un seul homme politique et public de quelque importance qui ne suive avec une attention soutenue la marche du congrès.

Les regards de millions d'hommes, ouvriers, paysans, petites gens des villes, employés et intellectuels, peuples coloniaux et nationalités opprimées, sont tournés vers Moscou, vers la grande capitale du premier, mais non du dernier État du prolétariat international. Dans ce fait, nous voyons la confirmation de l'importance et de l'actualité énormes des questions étudiées par le congrès et de ses décisions.

Les hurlements rageurs des fascistes de tous les pays, en particulier du fascisme allemand en démente, ne font que confirmer le fait que, par nos décisions, nous avons réellement frappé en plein but.

Dans la nuit noire de la réaction bourgeoise et du fascisme où l'ennemi de classe s'efforce de maintenir les masses travailleuses des pays capitalistes, l'Internationale communiste, Parti mondial des bolcheviks, se dresse comme un phare qui montre à l'humanité tout entière la seule voie sûre pour s'affranchir du joug du Capital, de la barbarie fasciste et des horreurs

de la guerre impérialiste.

L'établissement de l'unité d'action de la classe ouvrière est une étape décisive dans cette voie. Oui, unité d'action des organisations de la classe ouvrière de toutes tendances, rassemblement des forces de la classe ouvrière dans tous les domaines de son activité et dans tous les secteurs de la lutte de classe !

La classe ouvrière doit parvenir à l'unité de ses syndicats. C'est en vain que certains dirigeants syndicaux réformistes cherchent à effrayer les ouvriers en agitant le spectre de la destruction de la démocratie syndicale par suite de l'immixtion du Parti communiste dans les affaires des syndicats unifiés, par suite de l'existence de fractions communistes à l'intérieur des syndicats. Nous représenter, nous communistes, comme adversaires de la démocratie syndicale, c'est une pure sottise. Nous défendons et revendiquons de façon conséquente le droit pour les syndicats de régler leurs affaires eux-mêmes. Nous sommes prêts même à renoncer à la création de fractions communistes dans les syndicats, si cela est nécessaire dans l'intérêt de l'unité syndicale. Nous sommes prêts à nous entendre sur l'indépendance des syndicats unifiés à l'égard de tous les partis politiques. Mais nous sommes résolument contre toute dépendance des syndicats à l'égard de la bourgeoisie, et nous ne renonçons pas à notre point de vue de principe sur le caractère inadmissible qui s'attache pour les syndicats à la neutralité en face de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie.

La classe ouvrière doit travailler à réaliser l'union de toutes les forces de la jeunesse ouvrière et de toutes les organisations de la jeunesse antifasciste, et conquérir la partie de la jeunesse travailleuse tombée sous l'influence néfaste du fascisme et des autres ennemis du peuple.

La classe ouvrière doit imposer et elle imposera l'unité d'action dans tous les domaines du mouvement ouvrier. Et cela se fera d'autant plus vite que nous, communistes, et les ouvriers

révolutionnaires de tous les pays capitalistes, nous appliquerons en fait, de la façon la plus résolue et la plus ferme, la nouvelle orientation tactique adoptée par le congrès pour les principaux problèmes d'actualité du mouvement ouvrier international.

Nous savons que bien des difficultés se dressent sur notre chemin. Notre chemin n'est pas une route asphaltée, notre chemin n'est pas semé de rosés. Non, la classe ouvrière aura à surmonter bien des obstacles, des obstacles même dans son propre milieu : elle aura avant tout à rendre absolument inoffensives les menées scissionnistes des éléments réactionnaires de la social-démocratie. Dans ses rangs, de nombreuses victimes sont appelées à tomber sous les coups de la réaction bourgeoise et du fascisme. Son navire révolutionnaire devra se diriger parmi de nombreux écueils, avant d'atteindre la rive du salut.

Mais la classe ouvrière des pays capitalistes n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était en 1914, au début de la guerre impérialiste, et elle n'est plus ce qu'elle était en 1918, à la fin de la guerre. La classe ouvrière a derrière elle la riche expérience de vingt années de lutte et d'épreuves révolutionnaires, les leçons amères de défaites nombreuses, en particulier en Allemagne, en Autriche et en Espagne.

La classe ouvrière a devant elle l'exemple exaltant de l'Union soviétique, pays du socialisme victorieux, exemple de la façon dont

on peut vaincre l'ennemi de classe, instaurer son propre pouvoir et édifier la société socialiste.

La bourgeoisie ne domine déjà plus sans partage dans le monde entier. Un sixième du globe est gouverné par la classe ouvrière victorieuse. Les Soviets règnent sur une énorme partie du territoire du grand pays de Chine.

La classe ouvrière a une avant-garde révolutionnaire forte, compacte, l'Internationale communiste. Elle a un chef éprouvé et reconnu, grand et sage, Staline.

Tout le cours du développement historique travaille en faveur de la classe ouvrière. C'est en vain que les réactionnaires, les fascistes de tout poil, la bourgeoisie mondiale tout entière s'efforcent de faire revenir en arrière la roue de l'histoire. Non, cette roue tourne et tournera jusqu'à l'avènement de l'Union mondiale des Républiques socialistes soviétiques, jusqu'à la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Une seule chose manque encore à la classe ouvrière des pays capitalistes : c'est l'unité de ses propres rangs.

Puisse donc de cette tribune retentir avec d'autant plus de force dans le monde entier l'appel de combat de l'Internationale communiste, l'appel de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline :

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Les gouvernements actuels des pays capitalistes sont des hommes provisoires ; le véritable maître du monde est le prolétariat

**Discours de clôture du VIIe congrès mondial
de l'Internationale communiste**

(20 août 1935)

Le VIIe congrès mondial de l'Internationale communiste, le congrès des communistes de tous les pays et de tous les continents du monde, termine ses travaux.

Quel en est le bilan, qu'est-ce que le congrès représente pour notre mouvement, pour la classe ouvrière mondiale, pour les travailleurs de tous les pays ?

Ce congrès a été le congrès du triomphe complet de l'unité entre le prolétariat de l'Union soviétique – le pays où le socialisme a vaincu – et le prolétariat du monde capitaliste en lutte pour son affranchissement. La victoire du socialisme dans l'Union soviétique, victoire qui intéresse l'histoire mondiale, provoque dans tous les pays capitalistes un puissant mouvement vers le socialisme. Cette victoire affermit l'œuvre de paix entre les peuples, en augmentant l'importance internationale de l'Union soviétique et son rôle de puissant rempart des travailleurs dans leur lutte contre le Capital, contre la réaction et le fascisme. Elle fortifie l'Union soviétique en tant que base de la révolution prolétarienne mondiale. Elle met en mouvement dans le monde entier non seulement les ouvriers qui se tournent de plus en plus vers le communisme, mais aussi des millions de paysans, de petits travailleurs des villes, une partie considérable des intellectuels, les peuples asservis des colonies ; elle les remplit d'enthousiasme pour la lutte, elle augmente leur attachement à la grande patrie de tous les travailleurs, elle intensifie leur résolution de soutenir et de défendre l'État prolétarien contre tous ses ennemis.

Cette victoire du socialisme accroît la confiance du prolétariat international dans ses propres forces et dans la possibilité réelle de remporter sa propre victoire, confiance qui devient elle-même une immense force en action contre la domination de la bourgeoisie.

C'est dans l'union des forces du prolétariat de l'Union soviétique avec les forces de combat du prolétariat et des masses travailleuses des pays capitalistes que réside la formidable

perspective d'un proche effondrement du capitalisme et la garantie de la victoire du socialisme dans le monde entier.

Notre congrès a jeté les fondements d'une vaste mobilisation des forces de tous les travailleurs contre le capitalisme, comme il n'en fut encore jamais dans l'histoire de la lutte de la classe ouvrière.

Le congrès place devant le prolétariat international, comme étant la tâche immédiate la plus importante, le rassemblement de ses forces dans le domaine politique et d'organisation, et la liquidation de l'isolement où l'a conduit la politique social-démocrate de collaboration de classe avec la bourgeoisie : le rassemblement des travailleurs autour de la classe ouvrière dans un vaste Front populaire de lutte contre l'offensive du Capital et de la réaction, contre le fascisme et la menace de guerre dans chaque pays et sur l'arène internationale.

Cette tâche, nous ne l'avons pas inventée de toutes pièces. C'est l'expérience même du mouvement ouvrier mondial qui l'a mise en évidence, et surtout l'expérience du prolétariat de France. Le mérite du Parti communiste français, c'est d'avoir compris ce qu'il a à faire aujourd'hui, de ne pas avoir écouté les sectaires qui tiraillaient le Parti et gênaient la réalisation du front unique de lutte contre le fascisme, mais d'avoir, au contraire, préparé courageusement, à la manière bolchevik, par un pacte d'action commune avec le Parti socialiste, le front unique du prolétariat comme le fondement du Front populaire antifasciste en voie de formation. Par cet acte, qui répond aux intérêts vitaux de tous les travailleurs, les ouvriers français, communistes et socialistes, mettent à nouveau le mouvement ouvrier français à la première place, en tête dans l'Europe capitaliste ; ils montrent qu'ils sont les dignes descendants des communards et les héritiers des glorieux enseignements de la Commune de Paris. (*Vifs applaudissements. Toute la salle se lève. Cris de « Hourra ! » Dimitrov se tourne vers le bureau*

du congrès et, avec toute la salle, applaudit Thorez et les autres délégués français siégeant au bureau.)

C'est le mérite du Parti communiste et du prolétariat français d'avoir, par la pratique de leur lutte dans le front unique prolétarien contre le fascisme, aidé à préparer les décisions de notre congrès dont l'importance est si énorme pour les ouvriers de tous les pays.

Mais ce qui a été fait en France, ce ne sont que les premiers pas. Notre congrès qui trace la ligne tactique pour les prochaines années, ne pouvait se borner à enregistrer simplement cette expérience ; il est allé plus loin.

Nous, communistes, nous sommes un parti de classe, un parti prolétarien. Mais nous sommes prêts, en tant qu'avant-garde du prolétariat, à organiser des actions communes du prolétariat et des autres classes travailleuses intéressées à la lutte contre le fascisme. Nous, communistes, nous sommes un parti révolutionnaire. Mais nous sommes prêts aux actions communes avec les autres partis en lutte contre le fascisme.

Notre but final à nous, communistes, est autre que celui de ces classes et de ces partis, mais tout en luttant pour nos buts, nous sommes prêts en même temps à lutter en commun pour les tâches immédiates dont la réalisation affaiblit les positions du fascisme et fortifie les positions du prolétariat.

Nos méthodes de lutte à nous, communistes, différent de celles des autres partis ; mais tout en luttant contre le fascisme par leurs propres méthodes, les communistes soutiendront aussi les méthodes de lutte des autres partis, si insuffisantes qu'elles puissent leur paraître, pourvu que ces méthodes soient réellement dirigées contre le fascisme.

Si nous sommes prêts à faire tout cela, c'est que nous voulons, dans les pays de démocratie bourgeoise, barrer la route à la réaction et à l'offensive du Capital et du fascisme, empêcher la suppression des libertés démocratiques bourgeoises, prévenir l'écrasement terroriste par

le fascisme du prolétariat de la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels, soustraire la jeune génération à la dégénérescence du corps et de l'esprit.

Si nous sommes prêts à faire tout cela, c'est que nous voulons, dans les pays fascistes, préparer et précipiter le renversement de la dictature fasciste. Si nous sommes prêts à faire tout cela, c'est que nous voulons sauver le monde de la barbarie fasciste et des horreurs d'une guerre impérialiste.

(À ce moment, le délégué du Parti communiste allemand Weber, monte à la tribune et, remettant un album à Dimitrov, il lui dit : « Dimitrov, au nom de la délégation du Parti communiste allemand, je te remets ce livre, le livre de la vie héroïque des combattants révolutionnaires d'Allemagne. C'est toi qui, par ton attitude au procès de Leipzig et par toute ton activité ultérieure a servi d'exemple au Parti communiste allemand, aux antifascistes allemands en lutte. Accepte ce livre, cette épopée des combattants prolétariens d'Allemagne, qui t'ont pris pour un modèle et qui sacrifient leur liberté, leur santé et leur vie pour la cause de la révolution ! » Dimitrov prend l'album et étreint chaleureusement Weber. Vifs applaudissements, cris « Hourra ! », salutations des délégués.)

Notre congrès est le congrès de la lutte pour le maintien de la paix contre la menace de guerre impérialiste.

Cette lutte, nous l'entendons aujourd'hui d'une manière nouvelle. Notre congrès repousse résolument l'attitude fataliste à l'égard des guerres impérialistes, inspirée par les vieilles conceptions social-démocrates. Il est vrai que les guerres impérialistes sont le produit du capitalisme, que, seul, le renversement du capitalisme mettra un terme à toutes les guerres; mais il est également vrai que les masses travailleuses, par leurs actions de lutte, peuvent empêcher la guerre impérialiste.

Le monde aujourd'hui n'est plus ce qu'il était en 1914. Actuellement, sur un sixième du globe, est établi un puissant État prolétarien, qui

s'appuie sur la force matérielle du socialisme victorieux. Grâce à sa sage politique staliniste de paix, l'Union soviétique a plus d'une fois fait échouer les plans agressifs des fauteurs de guerre.

Actuellement, dans la lutte contre la guerre, le prolétariat mondial ne dispose pas seulement de l'arme que constitue son action de masse, comme en 1914. Aujourd'hui, la lutte de masse de la classe ouvrière internationale contre la guerre se conjugue avec l'ascendant de l'État soviétique et avec sa puissante Armée rouge, principal gardien de la paix.

Aujourd'hui, la classe ouvrière internationale ne se trouve pas, comme en 1914, sous l'influence exclusive de la social-démocratie coalisée avec la bourgeoisie. Aujourd'hui, il existe un Parti communiste mondial : l'Internationale communiste.

Aujourd'hui, les masses d'ouvriers social-démocrates se tournent vers l'Union soviétique et sa politique de paix, vers le front unique avec les communistes. Aujourd'hui, les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux ne considèrent pas la cause de leur affranchissement comme une cause désespérée. Au contraire, ils passent de plus en plus à la lutte résolue contre les oppresseurs impérialistes. La meilleure preuve en est fournie par la Révolution soviétique de Chine et les exploits héroïques de l'Armée rouge du peuple chinois.

La haine des peuples contre la guerre devient de plus en plus profonde et intense. La bourgeoisie, qui pousse les travailleurs dans l'abîme des guerres impérialistes, y risque sa tête. Actuellement, on voit se dresser pour la cause du maintien de la paix non seulement la classe ouvrière, la paysannerie et les autres travailleurs, mais aussi les nations opprimées et les peuples, faibles, dont l'indépendance est menacée par de nouvelles guerres. Même certains grands États capitalistes, redoutant les pertes qu'ils pourraient subir à la suite d'un nouveau partage du monde, sont intéressés, à l'étape présente, à éviter la guerre.

De là, la possibilité d'un très vaste front unique de la classe ouvrière, de tous les travailleurs et de peuples entiers contre la menace de guerre impérialiste. S'appuyant sur la politique de paix de l'Union soviétique et sur la volonté de paix de millions et de millions de travailleurs, notre congrès a montré la perspective du développement d'un vaste front anti-guerrier non seulement à l'avant-garde communiste, mais aussi à toute la classe ouvrière internationale et aux peuples de tous les pays. Du degré de réalisation et d'activité de ce front mondial dépendra la question de savoir si, dans l'avenir le plus proche, les fauteurs de guerre fascistes et impérialistes réussiront à allumer l'incendie d'une nouvelle guerre impérialiste, ou si leurs mains criminelles seront tranchées par la hache du puissant front de lutte contre la guerre.

Notre congrès est le congrès de l'unité de la classe ouvrière, le congrès de la lutte pour le front unique prolétarien.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de surmonter aisément les difficultés que la partie réactionnaire des leaders social-démocrates opposera à l'œuvre de réalisation du front unique prolétarien. Mais nous n'avons pas peur de ces difficultés, parce que nous exprimons la volonté de millions d'ouvriers ; parce qu'en luttant pour le front unique, nous servons au mieux les intérêts du prolétariat ; parce que le front unique prolétarien est la voie sûre pour renverser le fascisme et le régime capitaliste, pour conjurer les guerres impérialistes.

Nous avons levé bien haut, à ce congrès, le drapeau de l'unité syndicale. Les communistes ne tiennent pas à tout prix à l'existence indépendante des syndicats rouges. Mais les communistes veulent l'unité syndicale sur la base de la lutte de classe et de la suppression, une fois pour toutes, de l'état de choses où les partisans les plus conséquents et les plus résolus de l'unité syndicale et de la lutte de classe subissent des exclusions hors des syndicats de

l'Internationale d'Amsterdam.

Nous savons que les militants des syndicats faisant partie de l'Internationale syndicale rouge n'ont pas encore tous compris et ne se sont pas tous assimilés cette ligne du congrès. Il existe encore des survivances de présomption sectaire, qu'il nous faudra faire disparaître chez ces militants pour appliquer fermement la ligne du congrès. Mais cette ligne, nous la réaliserons coûte que coûte et nous trouverons une langue commune avec nos frères de classe, nos camarades de lutte, les ouvriers adhérant aujourd'hui à la Fédération syndicale d'Amsterdam.

À ce congrès, nous avons adopté l'orientation vers la création du parti politique de masse unique de la classe ouvrière, vers l'abolition de la scission politique du prolétariat, causée par la politique de collaboration de classe de la social-démocratie. L'unité politique de la classe ouvrière n'est pas, pour nous, une manœuvre, mais la question du sort futur du mouvement ouvrier tout entier. S'il se trouvait parmi nous des gens pour envisager la formation de l'unité politique de la classe ouvrière comme une manœuvre, nous lutterions contre eux, comme on lutte contre des gens qui font du tort à la classe ouvrière.

C'est précisément parce que nous envisageons cette question avec une gravité et une sincérité profondes, dictées par les intérêts du prolétariat que nous mettons des conditions de principe déterminées à la base d'une telle unité. Ces conditions de principe n'ont pas été inventées par nous ; elles sont le fruit des souffrances du prolétariat au cours de sa lutte ; elles répondent également à la volonté de millions d'ouvriers social-démocrates, volonté émanant de l'enseignement des défaites subies. Ces conditions de principe ont été vérifiées par l'expérience de l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Et du fait que notre congrès s'est déroulé sous le signe de l'unité prolétarienne, il n'a pas été seulement le congrès de l'avant-garde

communiste ; il a été le congrès de la classe ouvrière internationale tout entière, qui aspire ardemment à l'unité de lutte syndicale et politique.

Bien qu'à notre congrès n'aient pas assisté de délégués des ouvriers social-démocrates, bien qu'il n'y ait pas eu ici de délégués sans-parti, bien que les ouvriers embrigadés de force dans les organisations fascistes n'y aient pas été représentés, le congrès n'en a pas moins parlé non seulement pour les communistes, mais aussi pour ces millions d'ouvriers ; il a exprimé les pensées et les sentiments de l'immense majorité, de la classe ouvrière. Et si les organisations ouvrières des diverses tendances procédaient à l'examen vraiment libre de nos décisions devant les prolétaires du monde entier, les ouvriers soutiendraient, nous n'en doutons pas, les résolutions que vous avez votées avec une telle unanimité.

Cette circonstance nous oblige d'autant plus, nous, communistes, à faire vraiment des décisions de notre congrès le bien de toute la classe ouvrière. Il ne suffit pas de voter pour ces résolutions. Il ne suffit pas de les populariser parmi les membres des Partis communistes. Nous voulons que les ouvriers des partis de la Deuxième Internationale et de la Fédération syndicale d'Amsterdam, aussi bien que les ouvriers adhérant aux organisations d'autres tendances politiques, étudient ces résolutions avec nous ; qu'ils apportent leurs propositions et amendements pratiques ; qu'ils méditent avec nous sur la meilleure façon de les appliquer dans la vie ; que, coude à coude, avec nous, ils les réalisent en fait.

Notre congrès a été le congrès de la nouvelle orientation tactique de l'Internationale, communiste.

En s'en tenant fermement à la position inébranlable du marxisme-léninisme confirmée par toute l'expérience du mouvement ouvrier international et, avant tout, par les victoires de la grande Révolution d'Octobre, notre congrès a révisé, dans l'esprit même et à l'aide de la

méthode du marxisme-léninisme vivant, la position tactique de l'Internationale communiste en fonction de la situation mondiale modifiée.

Le congrès a pris une ferme résolution sur la nécessité d'appliquer d'une manière nouvelle la tactique du front unique. Le congrès exige expressément que les communistes ne se contentent pas simplement de propager les mots d'ordre généraux de la dictature prolétarienne et du pouvoir soviétique, mais qu'ils fassent une politique bolchevik concrète et active sur toutes les questions de politique intérieure et extérieure de leurs pays, sur toutes les questions d'actualité touchant aux intérêts vitaux de la classe ouvrière, de tous les peuples et du mouvement ouvrier international. Le congrès insiste de la façon la plus décidée pour que toutes les démarches tactiques des Partis soient basées sur une saine analyse de la réalité concrète en tenant compte du rapport des forces de classe et du niveau politique des grandes masses. Le congrès exige que tous les vestiges de sectarisme soient entièrement extirpés de la pratique du mouvement communiste, sectarisme qui, au moment actuel, représente l'obstacle le plus grand à l'application de la vraie politique bolchevik de masse des Partis communistes.

Inspiré par la résolution de faire appliquer cette ligne tactique et par l'assurance que cette voie mènera nos Partis à d'importants succès, notre congrès a tenu compte en même temps de la possibilité que l'application de cette ligne bolchevik ne se fasse pas toujours tout uniment sans fautes, sans certaines déviations à droite ou à « gauche », – déviations tantôt dans le sens du conformisme des suiveurs, tantôt dans le sens de l'isolement sectaire de soi-même. Lequel de ces dangers est, « en général », le plus important, c'est une question que seuls des scolastiques peuvent discuter. Le plus grand et le pire danger est celui qui, au moment donné, dans un pays donné, gêne le plus l'application de la ligne de notre congrès, le déploiement d'une juste politique de masse des Partis communistes.

L'intérêt de la cause du communisme exige

non pas une lutte abstraite, mais une lutte concrète contre les déviations, une riposte donnée à temps et de façon décisive aux tendances nuisibles qui se font jour, la correction à temps des fautes commises. Substituer à la lutte concrète nécessaire contre les déviations une sorte de sport, faire la chasse aux déviations ou aux déviationnistes imaginaires, c'est se livrer à une surenchère nuisible et inadmissible. Dans la vie pratique de nos Partis, il faut aider de toutes les façons au développement de l'initiative dans la position des problèmes nouveaux, favoriser l'examen approfondi des questions relatives à l'activité du Parti et ne pas qualifier hâtivement de déviation le moindre doute ou la moindre observation critique faite par un membre du Parti au sujet des tâches pratiques du mouvement. Il faut faire en sorte que le communiste qui a commis une erreur, puisse la corriger pratiquement et frapper sans merci ceux-là seulement qui persistent dans leurs erreurs et qui désorganisent le Parti.

Luttant pour l'unité de la classe ouvrière, nous lutterons en même temps avec une énergie et une intransigeance d'autant plus grandes pour l'unité intérieure de nos Partis. Il ne peut y avoir de place, dans nos rangs, pour des fractions, pour des tentatives fractionnelles. Quiconque essaiera de violer l'unité de fer de nos rangs par une action fractionnelle quelconque, apprendra par lui-même ce que signifie la discipline bolchevik que nous ont toujours enseignée Lénine et Staline. Que cela serve d'avertissement aux quelques éléments qui, dans certains Partis, pensent pouvoir profiter des difficultés éprouvées par leur Parti, des blessures, des défaites et des coups de l'ennemi déchaîné, pour réaliser leurs plans fractionnels ou poursuivre leurs intérêts de groupe ! Le Parti par-dessus tout ! Garder l'unité bolchevik du Parti comme la prunelle de ses yeux, telle est la loi première, la loi suprême du bolchévisme !

Notre congrès est le congrès de l'autocritique bolchevik et du renforcement de la direction de l'Internationale communiste et de ses sections.

Nous n'avons pas peur de signaler ouvertement les erreurs, les faiblesses et les défauts qui se manifestent dans nos rangs, parce que nous sommes un parti révolutionnaire qui sait qu'il ne peut se développer, grandir et accomplir ses tâches qu'à la condition de se débarrasser de tout ce qui gêne son développement comme parti révolutionnaire.

Et le travail qu'a accompli le congrès par sa critique implacable du sectarisme plein de suffisance, du schématisme, de la standardisation, de la paresse de pensée, de la substitution des méthodes de direction du Parti aux méthodes de direction des masses, tout ce travail il faut le poursuivre respectivement dans tous les Partis à la base, à tous les échelons de notre mouvement, car c'est là une des conditions les plus essentielles de la juste application des décisions du congrès.

Dans sa résolution sur le rapport d'activité du Comité exécutif, le congrès a décidé de concentrer pour notre mouvement, la direction des opérations dans les sections elles-mêmes. D'où l'obligation de renforcer à tous égards le travail de formation et d'éducation des cadres, ainsi que le travail de raffermissement des Partis communistes à l'aide de véritables dirigeants bolcheviks, afin que les Partis, forts des décisions des congrès de l'Internationale communiste et des Assemblées plénières de son Comité exécutif, puissent, au moment des brusques tournants des événements, trouver avec rapidité et par eux-mêmes une solution juste aux tâches politiques et tactiques du mouvement communiste. En élisant les organismes dirigeants, le congrès s'est efforcé de créer une direction de l'Internationale communiste composée de gens qui ont fait leurs, non par un sentiment de discipline, mais par l'effet d'une profonde conviction, les directives et décisions nouvelles du congrès, de gens prêts et aptes à les transformer en actes fermement.

Il faut également assurer dans chaque pays l'application juste des décisions adoptées par le congrès ; cela dépendra, en premier lieu, de la

vérification, de la répartition et de l'orientation adéquates des cadres. Nous savons que cette tâche n'est pas facile. Il ne faut pas perdre de vue qu'une partie de nos cadres a été formée non pas par l'expérience de la politique de masse bolchevik, mais principalement sur la base d'une propagande générale. Nous devons tout faire pour aider nos cadres à se refaire, à se rééduquer dans l'esprit nouveau, dans l'esprit des décisions du congrès. Mais là où il apparaîtra que les vieilles outres ne valent rien pour le vin nouveau, il faudra en tirer les conclusions qui s'imposent : ne pas verser ou laisser se gâter le vin nouveau dans les vieilles outres, mais remplacer les vieilles outres par de nouvelles.

Nous avons éliminé à dessein des rapports aussi bien que des résolutions du congrès les phrases sonores sur les perspectives révolutionnaires. Mais ce n'est pas parce que nous aurions des raisons d'apprécier d'une façon moins optimiste qu'auparavant l'allure du développement révolutionnaire, c'est parce que nous voulons débarrasser nos Partis de toute tendance à remplacer l'activité bolchevik par des phrases révolutionnaires ou des discussions stériles sur l'appréciation de la perspective. Tout en combattant toute orientation vers la spontanéité, nous voyons et nous faisons entrer en ligne de compte le processus de développement de la révolution, non pas en observateurs, mais en participants actifs de ce processus. Comme parti de l'action révolutionnaire, accomplissant dans l'intérêt de la révolution les tâches posées à chaque étape du mouvement, tâches correspondant aux conditions concrètes de l'étape donnée, tenant sainement compte du niveau politique des grandes masses travailleuses, nous accélérons de notre mieux la formation des conditions subjectives nécessaires à la victoire de la révolution prolétarienne.

« Prendre les choses telles qu'elles sont, disait Marx, c'est-à-dire faire prévaloir les intérêts de la révolution d'une manière conforme aux circonstances changées. »

KARL MARX, *Lettres à Kugelmann* (1930.)

C'est là l'essentiel ! Nous ne devons jamais l'oublier !

Il est nécessaire de porter dans les masses les décisions du congrès mondial, de les expliquer aux masses, de les appliquer comme des directives pour l'action des masses, en un mot d'en faire la chair et le sang de millions et de millions de travailleurs !

Il est nécessaire de renforcer partout, au maximum, l'initiative des ouvriers sur place, l'initiative des organisations de base des Partis communistes et du mouvement ouvrier dans l'application de ces décisions.

En partant d'ici, les représentants du prolétariat révolutionnaire doivent emporter dans leur pays la ferme conviction que nous, communistes, nous portons la responsabilité du sort de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, du sort de chaque peuple, du sort de l'humanité travailleuse tout entière.

C'est à nous, ouvriers, et non aux parasites sociaux et aux oisifs, qu'appartient le monde, le

monde construit par les mains ouvrières. Les gouvernants actuels du monde capitaliste, ce sont des hommes provisoires.

Le prolétariat est le véritable maître du monde, le maître de demain. Et il doit entrer en possession de ses droits historiques, prendre en main les rênes du pouvoir dans chaque pays, dans le monde entier.

Nous sommes les élèves de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline. Nous devons être dignes de nos grands maîtres.

Avec Staline à sa tête, notre armée politique, forte de nombreux millions d'hommes, surmontant toutes les difficultés, passant courageusement à travers tous les barrages, doit et saura détruire la forteresse du capitalisme, et faire triompher le socialisme dans le monde entier !

Vive l'unité de la classe ouvrière !

Vive le VIIe congrès mondial de l'Internationale communiste !

Pour l'unité d'action du prolétariat dans la lutte contre le fascisme et la guerre

Sténogramme abrégé du discours prononcé à la Salle des colonnes, devant les délégations ouvrières venues en U.R.S.S. (Premier Mai 1935)

Vous êtes venus des pays du Capital au pays, de la dictature du prolétariat, dans l'Union soviétique, qui est le premier, mais non pas le dernier État du prolétariat mondial.

Vous avez et vous aurez encore la possibilité de constater de vos propres yeux la prodigieuse différence entre la situation de la classe ouvrière dans les pays où dominant le Capital et le fascisme, et la situation ici, dans un pays où la classe ouvrière, après avoir vaincu la bourgeoisie, édifie victorieusement le socialisme sous la direction du glorieux Parti bolchevik,

avec à sa tête le grand chef du prolétariat mondial, Staline.

Le drapeau Rouge de la révolution prolétarienne flotte victorieusement sur un sixième du globe. Sur un sixième du globe, le pouvoir est exercé par les ouvriers et les paysans, et non par les capitalistes et les propriétaires fonciers. Dans cette immense patrie soviétique, des millions d'ouvriers et d'ouvrières, de kolkhoziens et de kolkhoziennes transforment l'ancienne Russie ignorante et arriérée, la Russie des tsars et de la noblesse

terrienne, en un pays doté d'une technique perfectionnée, en un pays de mécanisation et d'industrialisation, en un pays de socialisme.

Vous voyez de vos propres yeux ce qu'a pu réaliser la classe ouvrière arrivée au pouvoir. Vous avez vu sur la place Rouge, le Premier Mai, la grande puissance militaire de l'Union soviétique, notre glorieuse Armée rouge, force de la classe ouvrière, force du pays des Soviets.

Lorsque, sur la place Rouge, nous regardions ensemble les tanks qui passaient, les avions qui nous survolaient, nous ne voyions pas seulement la puissance militaire de la classe ouvrière de l'Union soviétique, mais en même temps, la force, la puissance du prolétariat révolutionnaire mondial.

L'État soviétique est l'État du prolétariat, il défend les intérêts des ouvriers, des masses travailleuses, des opprimés du monde entier. Les intérêts de l'État soviétique sont ceux du prolétariat mondial.

Lorsque nos frères et nos sœurs russes édifient le socialisme à l'aide de l'émulation socialiste et du travail de choc en poursuivant un opiniâtre effort de création, ils travaillent, ils créent non seulement pour leur pays, mais aussi pour le prolétariat mondial.

Lorsqu'ils renforcent la puissance militaire de l'Armée rouge, ils ne renforcent pas seulement la puissance de l'Union soviétique, mais aussi la puissance du prolétariat mondial.

L'État soviétique et son Armée rouge sont le rempart de la paix entre les peuples. L'État soviétique est la citadelle de la révolution prolétarienne mondiale.

Et lorsque les chefs social-démocrates réactionnaires disent et écrivent : « Nous ne voulons pas de front unique avec les communistes, parce que nous ne voulons pas recevoir d'ordres de Moscou », ces chefs ne prouvent qu'une chose : c'est qu'ils sont contre l'État prolétarien. Ils démontrent par là qu'ils sont liés à la bourgeoisie, qu'ils soutiennent la politique de collaboration de classe avec la

bourgeoisie et sont prêts à aider l'ennemi de classe du prolétariat.

Pour tout ouvrier sincère, en France comme en Angleterre, en Amérique comme en Australie, en Allemagne comme en Espagne, en Chine comme au Japon, dans les pays balkaniques aussi bien qu'aux îles Canaries, pour tout ouvrier sincère, Moscou est son Moscou à lui, l'Union soviétique est son État à lui. Nos adversaires crient souvent aux prétendus « ordres » de Moscou : il va de soi que Moscou ne donne aucun ordre ; suivre l'exemple du grand Lénine et du grand Staline c'est là qu'est le salut pour le prolétariat mondial.

Si vous vous trouvez ici, dans notre grande patrie, si vous examinez l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, vous y discernerez deux courants ou tendances principaux : d'un côté, la partie révolutionnaire du prolétariat déjà constituée en État, l'Union soviétique, les communistes et les ouvriers révolutionnaires de tous les pays qui se sentent liés au prolétariat soviétique, à l'État soviétique, par les attaches du front unique de combat, dans le monde entier.

De l'autre côté, il y a dans le mouvement ouvrier une autre tendance, un autre courant, le courant dit réformiste, tendance qui continue encore à dominer au sein de la IIe Internationale. Là, point d'État prolétarien, point de pouvoir soviétique, point d'Armée rouge, le prolétariat mondial n'a point de puissance de combat. Là, à côté des partis bourgeois, siègent au gouvernement, par exemple, des Vandervelde et autres chefs qui collaborent avec les capitalistes. Ils sont liés à leur propre bourgeoisie nationale et soutiennent la politique de « leur » bourgeoisie. Dans ce camp-là pas d'unité, pas de solidarité internationale.

L'unité internationale d'action et de discipline règne dans la partie révolutionnaire du prolétariat mondial. L'œuvre qu'accomplit le Parti bolchevik de l'Union soviétique correspond aux intérêts des travailleurs de France,

d'Allemagne, d'Amérique et des autres pays, et les efforts des communistes français, anglais, américains, japonais ou chinois ne s'écartent en aucune façon des intérêts de l'Union soviétique.

Ici, dans la partie révolutionnaire du prolétariat mondial, la direction est aux mains de l'Internationale communiste qui groupe dans le monde entier des millions de prolétaires, liés entre eux par une puissante idée unique, une volonté unique, une direction unique, une discipline unique.

Là, c'est la confusion des langues, une véritable tour de Babel.

Mais nous assistons dans les partis social-démocrates à un processus de différenciation, les masses ouvrières deviennent de plus en plus révolutionnaires. Les partisans du front uni avec les communistes sont de plus en plus nombreux.

Actuellement, devant le danger du fascisme et de la guerre, la tâche fondamentale de tous les travailleurs consiste à établir le front unique prolétarien, l'unité d'action de la classe ouvrière contre l'ennemi de classe.

Rappelez-vous comment, au procès de Leipzig, véritable provocation, la lutte s'est déroulée pendant trois mois entre le communisme et le fascisme. À l'occasion de ce procès, bien qu'il n'y ait pas eu de pacte officiellement conclu, un front unique mondial s'était établi pour la défense des communistes non coupables. Communistes, social-démocrates, anarchistes et sans-parti se sont tous dressés contre le fascisme allemand. Des millions et des millions d'ouvriers et d'ouvrières suivaient au jour le jour la lutte de Leipzig, des millions et des millions de petits bourgeois, de paysans, d'intellectuels, étaient pour le front unique antifasciste. Les journaux bourgeois, eux-mêmes, les journaux conservateurs qui nous sont hostiles, n'osaient pas écrire contre nous et contre nos déclarations dans ce procès. Le fascisme allemand était isolé à ce moment-là. Hitler, Goering et Goebbels ne trouvaient d'appui moral ni en Allemagne, ni ailleurs.

Depuis le procès de Leipzig, le front unique a encore progressé. Nous sommes devant le fait d'un accord officiel entre le Parti communiste français et le parti socialiste français, pour l'unité d'action ; nous avons déjà un accord formel entre communistes italiens et socialistes italiens ; différents Partis communistes ont conclu des accords avec des organisations socialistes et une série d'organisations antifascistes.

Le front uni prolétarien progresse, se consolide de plus en plus, mais se heurte en chemin à de formidables obstacles, à la résistance de ses ennemis. Les ennemis du front unique, ce sont tous ceux qui sont liés avec la bourgeoisie et ne veulent pas renoncer à ces liens.

Lorsque la résistance des chefs social-démocrates réactionnaires aura été brisée, lorsque le front unique de la classe ouvrière aura été établi, l'offensive capitaliste, l'offensive de la réaction et du fascisme se trouveront devant une barrière infranchissable.

La classe ouvrière ne peut mettre en œuvre toutes ses forces qu'à condition de réaliser l'unité d'action.

Les intérêts économiques, sociaux, culturels et politiques des ouvriers des différentes tendances politiques : communistes, social-démocrates, anarchistes sont identiques. C'est sur cette base, qu'on peut et qu'on doit établir le front unique.

Qui donc s'y oppose ?

Ce sont les chefs réactionnaires de la social-démocratie, l'idéologie et la politique social-démocrates de collaboration de classe avec la bourgeoisie qui entravent la constitution du front unique prolétarien. Il faut éliminer cet obstacle. Nous communistes, nous savons que c'est une chose difficile, qu'il n'est pas aisé de supprimer ces obstacles, mais nous sommes convaincus que, par une lutte quotidienne et une action persévérante, le front unique prolétarien, les syndicats uniques de classe et le parti

révolutionnaire unique du prolétariat seront enfin créés.

Vous, délégations ouvrières des pays capitalistes, après avoir constaté de vos propres yeux la justesse de la voie de Lénine et de Staline, de la voie de l'Internationale communiste, vous aurez le devoir de dire à vos frères et à vos sœurs des pays capitalistes toute la vérité sur l'U.R.S.S. et de lutter opiniâtrement, sans relâche, pour la défense de la patrie prolétarienne, pour l'établissement définitif du front unique prolétarien. Transmettez aux travailleurs de vos pays notre ardent salut bolchevik révolutionnaire et dites à tous les ouvriers socialistes que celui qui, à l'heure actuelle, ne soutient pas le front unique, ne lutte pas pour l'unité d'action de la classe ouvrière, que celui qui tolère les campagnes contre l'Union soviétique, contre la patrie du prolétariat mondial, que celui qui soutient la politique de collaboration avec la bourgeoisie, est l'ennemi des intérêts de la classe ouvrière, le

complice de la réaction et du fascisme, l'auxiliaire des fauteurs de guerre impérialistes.

Tous solidairement, communistes et socialistes, et tous les autres travailleurs, luttons ensemble, la main dans la main, contre le fascisme, pour la libération des milliers et des milliers de prisonniers du Capital et du fascisme, pour la libération de Thaelmann, de Rakosi, de Tom Mooney, et de tous les révolutionnaires et antifascistes qui souffrent dans les prisons et dans les camps de concentration des pays capitalistes.

Luttons tous ensemble contre les ennemis de l'unité d'action de la classe ouvrière.

Luttons tous ensemble pour la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Vive l'unité d'action de la classe ouvrière dans chaque pays et sur le plan international !

Vive le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale !

Le front unique pour la paix (avril 1936)

I

Jamais encore depuis 1914, la menace d'une guerre mondiale n'a été aussi grande qu'aujourd'hui. Et jamais encore la nécessité n'a été aussi urgente de mobiliser toutes les forces pour détourner cette catastrophe, qui menace toute l'humanité. Mais, pour cela, il est nécessaire avant tout de comprendre clairement d'où vient le danger, quels en sont les agents, quels sont les pays qu'ils s'appêtent à assaillir.

Il serait faux de croire que la guerre qui vient, menace seulement l'Union soviétique, ou du moins la menace en premier lieu. N'est-ce pas un fait que l'occupation de la zone rhénane, par l'armée de Hitler crée une menace directe pour la France, la Belgique et d'autres pays

européens ? C'est également un fait que les plans de conquête de Hitler pour le plus proche avenir visent à la conquête de territoires appartenant à des États voisins, où se trouve une population allemande.

Si Hitler parle aujourd'hui de la « souveraineté de l'Allemagne », il parlera demain de la « souveraineté de tous les Allemands ». Sous ce mot d'ordre, il tentera de réaliser l'annexion de l'Autriche, la destruction de la Tchécoslovaquie comme État indépendant, l'occupation de l'Alsace-Lorraine, de Dantzig, de la partie méridionale du Danemark, de Memel, etc. Et c'est parfaitement compréhensible : il est beaucoup plus facile au fascisme allemand d'envoyer tout d'abord une armée conquérir des

territoires appartenant à des États voisins, sous le mot d'ordre de l' « union nationale de tous les Allemands », et de commencer seulement ensuite la guerre contre le puissant pays des Soviets.

Le fascisme allemand, qui se fortifie maintenant sur le Rhin, constitue également, bien que les gouvernants actuels de la Pologne aient avec lui des rapports d'alliance, une menace pour l'indépendance du peuple polonais.

En ce qui concerne l'Extrême-Orient, il n'y a pas de doute que le coup immédiat est dirigé contre le peuple chinois, bien que la camarilla militaire fasciste du Japon prépare la guerre contre l'Union soviétique et se soit entendue avec Berlin pour cette éventualité. Le Japon a déjà occupé la Mandchourie et s'empare maintenant, l'une après l'autre, des provinces de la Chine. L'impérialisme japonais cherche, par ailleurs, à soumettre tous les peuples de l'Asie, y compris l'Inde, à s'emparer des Philippines et de l'Australie. Il se prépare au règlement de comptes décisif avec les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Il est donc évident que les peuples de l'Occident commettraient une erreur fatale s'ils se laissaient bercer de l'illusion qu'ils ne sont pas menacés par les fauteurs fascistes de guerre en Europe et en Extrême-Orient. En particulier, les peuples des pays voisins de l'Allemagne sont fondés à réfléchir sérieusement sur la défense de leur indépendance et de leur liberté.

La principale cause des guerres impérialistes, comme on le sait, réside dans le capitalisme lui-même, dans ses visées conquérantes. Mais, dans la conjoncture internationale concrète d'aujourd'hui, l'instigateur de la guerre qui vient, est le fascisme, le poing ganté de fer des forces les plus agressives et les plus belliqueuses de l'impérialisme.

Si le danger de guerre est devenu si directement menaçant c'est qu'on n'a pas barré à temps le chemin du pouvoir au fascisme allemand. Après avoir instauré sa domination par la guerre intérieure contre les masses

populaires de son propre pays, le fascisme s'est développé en une menace directe de guerre pour tous les peuples du monde. Après avoir asservi son peuple, il passe, la torche de la guerre à la main, à l'offensive contre les autres peuples.

Le danger de guerre s'est encore extrêmement aggravé du fait qu'il s'est créé un état d'impunité pour l'agresseur fasciste. La préparation du fascisme allemand à la guerre (introduction du service militaire obligatoire, armements aériens et navals), s'est effectuée avec la complaisance systématique des puissances capitalistes et le concours direct des milieux dirigeants anglais. La passivité et les hésitations de la Société des nations à l'égard de l'offensive du Japon contre la Chine et de l'agression italienne en Abyssinie ont encouragé l'insolence de l'agresseur.

Mais l'agressivité grandissante du fascisme allemand et de la camarilla militaire japonaise sont, avant tout et surtout, la conséquence du fait que le prolétariat international n'a pas réussi à réagir unanimement, en déployant toutes ses forces gigantesques, à rassembler autour de lui tous les travailleurs et tous les amis de la paix en un front puissant contre la guerre. La résistance de la partie réactionnaire des chefs de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale au front unique de lutte n'est pas encore brisée. Et le rejet des actions indépendantes et unies du prolétariat contre la guerre de la part de ces leaders réactionnaires qui soutiennent la politique impérialiste de leur bourgeoisie, l'engourdissement des masses par l'illusion que la Société des nations fera tout le nécessaire pour le maintien de la paix, ont été un frein pour la lutte du prolétariat contre la guerre et ont paralysé sa pression sur les gouvernements capitalistes.

À côté des leaders ouvertement réactionnaires qui sabotent l'unité d'action du prolétariat international pour la défense de la paix, on voit aussi se dresser les phraseurs de « gauche » qui prêchent des idées fatalistes sur

l'impossibilité d'éviter la guerre et l'impossibilité de conserver la paix. Du moment que la cause essentielle de la guerre est le capitalisme, disent-ils, on ne peut pas, tant qu'il existe, éviter la guerre, et il est stérile et absurde de lutter pour le maintien de la paix. De telles gens sont des doctrinaires encroûtés, sinon de purs et simples charlatans. Ils voient partout les forces déchaînées de la guerre, mais ne remarquent nullement les puissants facteurs de paix.

L'Union soviétique – l'État du prolétariat victorieux – est, avec sa politique de paix résolue et conséquente, un de ces facteurs de paix. Un autre facteur de paix, c'est le prolétariat des pays capitalistes. Voilà les forces dirigeantes de la défense de la paix contre les auteurs de guerre. Les masses de la paysannerie, tous les travailleurs, les plus vastes masses populaires dans tous les pays capitalistes, sont également pour le maintien de la paix. Un certain nombre d'États capitalistes sont, en ce moment, intéressés au maintien de la paix. Et dans les pays où règne le fascisme, comme dans ceux dont les gouvernants favorisent les instigateurs d'une nouvelle boucherie, les peuples ne veulent pas la guerre.

Les doctrinaires phraseurs, par exemple ceux de l'Independent Labour Party d'Angleterre, présentent la situation comme si la question de la guerre et de la paix dépendait exclusivement des gouvernements capitalistes. Oui, il en serait ainsi si les masses populaires jouaient le rôle de simples pions entre les mains des gouvernements et ne luttaient pas pour le maintien de la paix en dépit de leurs gouvernements. Mais c'est précisément cette façon de considérer les masses populaires comme de simples marionnettes entre les mains du gouvernement qui est absolument fautive. Si ces masses, sans lesquelles il est impossible de faire la guerre, interviennent résolument et à temps contre les desseins militaires des gouvernements, elles pourront les contraindre à renoncer à la guerre et à l'indulgence envers ceux qui complotent la guerre. Toute la question est d'organiser à

temps la lutte des peuples pour le maintien de la paix et de mener cette lutte tous les jours et en tout lieu contre les auteurs fascistes de guerre et contre leurs auxiliaires.

Ce qu'il faut, c'est un front unique de la paix qui groupe non seulement la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels travailleurs et les autres travailleurs, mais aussi les nations opprimées et les peuples des pays dont l'indépendance est menacée par les auteurs de guerre. Ce qu'il faut, c'est un front de la paix qui s'étende à toutes les parties du monde, de Tokyo à Londres, de New York à Berlin, un front de la paix qui agisse avec cohésion contre les auteurs de guerre, contre le fascisme allemand en Europe, contre la clique militaire japonaise en Extrême-Orient. Et ce front de la paix deviendra puissant et invincible s'il déploie des actions pratiques de masse et ne se borne pas à des protestations, résolutions et déclarations.

Il faut, à l'aide de mesures économiques et politiques, placer les auteurs de guerre dans les conditions d'un véritable état de siège. Il faut les acculer pour leur enlever les moyens de réaliser leurs desseins criminels. Il faut ceindre le globe d'un réseau d'organisations des amis de la paix tellement dense, d'un mouvement de solidarité internationale tellement puissant, de mesures relevant d'une politique internationale unique du prolétariat dans l'intérêt du maintien de la paix tellement efficaces, que les mains criminelles des auteurs de guerre s'en trouvent enchaînées.

Il faut faire sentir énergiquement à l'agresseur fasciste que des millions d'hommes suivent chacun de ses pas avec vigilance et que toute tentative de sa part d'attaquer d'autres peuples se heurtera à la résistance résolue du prolétariat et des travailleurs du monde entier.

Seul le prolétariat, en réalisant l'unité dans ses rangs peut être l'organisateur d'un tel front de paix, en être la force motrice, l'ossature. Là réside maintenant la tâche centrale du prolétariat international tout entier. Du succès

de sa réalisation dépend aussi le succès de la lutte contre le fascisme lui-même.

II

Il ne suffit pas de vouloir la paix. Il faut lutter pour la paix. Il est tout à fait insuffisant de mener une propagande générale contre la guerre. La propagande contre la guerre « en général » n'empêche nullement les conspirateurs siégeant à Berlin ou à Tokyo de tramer leur dessein infâme ; ils seraient très contents que la classe ouvrière n'allât pas au-delà d'une propagande générale de ce genre.

Afin que la lutte pour le maintien de la paix soit couronnée de succès, il faut absolument que les actions communes du prolétariat et des masses populaires les plus considérables soient dirigées contre les fauteurs de guerre et contre les forces qui, à l'intérieur du pays, les favorisent directement et indirectement. De ce point de vue il est extrêmement important d'élaborer la lutte pour le maintien de la paix, en tenant compte de la situation du Parti et du mouvement ouvrier du pays en question, ainsi que de sa situation intérieure et internationale.

Dans les pays où le fascisme est au pouvoir, la classe ouvrière, plaçant au centre de la lutte contre la dictature fasciste la dénonciation de la démagogie chauvine et des préparatifs de guerre, rassemble toutes les forces pour conjurer la catastrophe dans laquelle le fascisme veut précipiter le peuple. En luttant contre le pouvoir du fascisme et contre son agression militaire, le prolétariat et les grandes masses populaires d'Allemagne, d'Italie et des autres pays fascistes ne travaillent pas seulement à leur propre salut, mais aussi dans l'intérêt de la paix, dans l'intérêt de tous les peuples de l'humanité tout entière.

À l'heure actuelle, l'attitude à prendre à l'égard de la politique extérieure du gouvernement et de la défense nationale est un point particulièrement important de la tactique de la classe ouvrière, surtout dans les pays qui sont directement sous la menace de l'agression.

Il n'est pas du tout indifférent pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs de savoir quelle est la politique extérieure du gouvernement à l'égard des ennemis fascistes de la paix : cette politique contribue-t-elle à la consolidation de la sécurité collective ou lui fait-elle obstacle ? Le gouvernement favorise-t-il les agents de l'agresseur fasciste ou prend-il contre eux des mesures efficaces ? Comment traite-t-on les enfants du peuple qui se trouvent dans les rangs de l'armée ? Dans quel esprit les éduque-t-on ? De quels éléments se composent les cadres de commandement de l'armée ? Ces éléments sont-ils sûrs, en ce qui concerne la lutte contre l'ennemi fasciste, ou sont-ils des éléments réactionnaires fascistes ? Comment la population est-elle protégée contre les horreurs de la guerre ? etc.

Se montrer indifférent aux questions de défense nationale, les laisser sans contrôle à la discrétion du gouvernement bourgeois, c'est là une position qui ne sert nullement l'œuvre de défense de la paix. Ce n'est pas par hasard que les sommets dirigeants de la bourgeoisie ont toujours considéré ce domaine comme leur monopole, comme une sorte de « sanctuaire ». Il faut, une fois pour toutes, mettre fin à ce monopole de la bourgeoisie.

Le prolétariat ne saurait se passer, dans ces questions, d'une politique à lui, d'une politique indépendante. Sans glisser en aucun cas aux positions de la bourgeoisie, le parti du prolétariat doit intervenir activement avec sa plateforme, avec ses revendications, dans la politique extérieure et dans les questions de défense nationale.

Partisan dévoué de la défense active de son peuple et de son pays contre l'asservissement fasciste, le prolétariat doit relier de la façon la plus étroite les questions de défense nationale aux revendications visant à étendre les droits démocratiques des ouvriers et des paysans, à défendre leurs intérêts vitaux, en partant du fait que seules la démocratisation du régime dans les pays, la démocratisation de l'armée, son

épuration des éléments fascistes et des autres éléments réactionnaires et la satisfaction des revendications les plus urgentes des masses ouvrières et paysannes sont en mesure de renforcer la capacité de défense du peuple contre l'agression fasciste.

Dans chaque situation concrète, les représentants de la classe ouvrière se prononcent pour des propositions de ce genre et cherchent à faire prendre des mesures qui permettent aux grandes masses du peuple d'exercer le maximum de pression sur la politique extérieure du gouvernement, ainsi qu'un contrôle effectif de ses actes dans les questions de défense nationale. Ils se prononcent également pour toutes les mesures qui rendent plus difficile la capitulation des gouvernements bourgeois devant l'agresseur fasciste et la trahison par ces gouvernements de l'indépendance et de la liberté du peuple.

Tout en soulignant que seul le pouvoir du prolétariat est en mesure d'assurer une défense effective du pays et de son indépendance, comme le montre avec évidence l'exemple de l'Union soviétique, les communistes, dans les conditions d'une menace directe de guerre de la part d'un agresseur fasciste, travaillent à créer un gouvernement de Front populaire. En prenant des mesures énergiques contre le fascisme et les éléments réactionnaires dans le pays, contre les agents et les auxiliaires des ennemis de la paix, en assurant le contrôle de la défense nationale par les masses organisées, un tel gouvernement contribuera au renforcement de la capacité de défense du peuple contre l'agresseur fasciste.

Dans la mesure même où le pouvoir se trouve aujourd'hui entre les mains de gouvernements bourgeois qui n'offrent pas de garantie pour la défense véritable du pays et qui mettent en action les forces armées de l'État contre les travailleurs, le parti de la classe ouvrière ne peut assumer aucune responsabilité politique pour les mesures de défense de ces gouvernements : c'est la raison pour laquelle il se prononce contre la politique militaire du

gouvernement et contre le budget de la guerre dans son ensemble. Cela n'exclut pas, dans des cas concrets, une abstention motivée lors du vote de différentes mesures de défense nationale qui sont nécessaires pour rendre plus difficile l'attaque de l'agresseur fasciste (par exemple, la fortification des frontières) de même que le vote et l'intervention pour des mesures dictées par les intérêts de la défense de la population contre les horreurs de la guerre (abris contre les gaz, masques à gaz, secours sanitaires, etc.).

Les temps sont révolus où la classe ouvrière ne participait pas d'une manière indépendante et active au règlement de questions vitales comme la guerre et la paix. La différence entre les communistes et les réformistes, entre les hommes politiques révolutionnaires et réactionnaires du mouvement ouvrier, ne consiste nullement dans le fait que ces derniers participent au règlement de ces questions tandis que nous, les révolutionnaires, nous devrions rester à l'écart. Non. La différence réside dans le fait que les réformistes, dans ces questions comme dans les autres, défendent les intérêts des capitalistes, et les révolutionnaires, ceux des travailleurs, ceux du peuple.

Cette souple tactique bolchevik qui est l'application à une question distincte des conceptions tactiques générales données par le VII^e congrès de l'I.C., résulte nécessairement de toute la situation internationale présente, et, en particulier, de l'existence d'agresseurs fascistes déterminés.

Et il est vraiment comique de voir les phraseurs de « gauche » de tout acabit se dresser contre cette tactique en posant aux révolutionnaires intransigeants ! À les en croire, tous les gouvernements sont des agresseurs. Ils se réfèrent même à Lénine qui, pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, a rejeté à juste titre l'argument des social-chauvins : « On nous a attaqués, nous nous défendons. » Mais à cette époque, le monde était divisé en deux coalitions impérialistes belligérantes qui cherchaient dans une mesure égale à établir leur hégémonie

mondiale et qui avaient préparé et provoqué dans une mesure égale la guerre impérialiste. Il n'y avait pas alors de pays où le prolétariat fût vainqueur, ni de pays à dictature fasciste. Mais, maintenant, la situation est autre. Maintenant, il y a : 1. Un État prolétarien qui est le plus grand rempart de la paix ; 2. Des agresseurs fascistes déterminés ; 3. Nombre de pays qui se trouvent sous la menace immédiate d'une attaque de la part d'agresseurs fascistes et de la perte de leur indépendance en tant qu'État et nation ; 4. D'autres États capitalistes qui, dans le moment donné, sont intéressés au maintien de la paix. Il est donc tout à fait faux de présenter maintenant tous les États comme des agresseurs. Seuls des hommes qui cherchent à couvrir les agresseurs véritables, peuvent défigurer ainsi les faits.

III

La paix existante est une mauvaise paix. Mais cette mauvaise paix est, en tout cas, meilleure que la guerre. Et à chaque partisan conséquent de la paix apparaît de soi-même la nécessité de soutenir toutes les mesures qui peuvent contribuer à son maintien, y compris les mesures de la Société des nations et notamment les sanctions. Les sanctions peuvent fournir un moyen d'action efficace contre l'agresseur.

Si les sanctions adoptées par la Société des nations n'ont pas empêché l'Italie de poursuivre la guerre contre l'Abyssinie, cela ne milite nullement contre les sanctions, mais contre les puissances qui en ont saboté l'application.

Et si le fascisme allemand lance aujourd'hui un défi aux peuples du monde entier, c'est précisément parce qu'il compte sur l'impunité, parce que les sanctions n'ont pas été appliquées à l'égard du Japon, parce que les sanctions contre l'Italie ont été mises en échec par les États capitalistes, parce qu'enfin Hitler, en dirigeant ses troupes vers les frontières de la France et de la Belgique, était convaincu d'avance que les sanctions décidées contre lui seraient sabotées par la bourgeoisie anglaise.

On dit que l'application des sanctions accroît le danger de guerre et aboutira à la guerre. C'est faux. Bien au contraire, c'est l'impunité de l'agresseur qui accroît le danger de guerre. Plus les sanctions d'ordre financier et économique seront appliquées résolument contre l'agresseur fasciste (refus total de crédits, cessation du commerce et des fournitures de matières premières), et moins le fascisme allemand sera résolu à déclencher la guerre, car le risque, sera d'autant plus grand pour lui.

Il faut critiquer impitoyablement la Société des nations pour ses hésitations, sa passivité, son inconséquence. La classe ouvrière doit mener une lutte intransigeante contre les gouvernements de ceux des États impérialistes membres de la Société des nations qui, mus par des intérêts cupides, aident l'agresseur, sabotent les mesures de maintien de la paix et sacrifient les intérêts des petits peuples à ceux des grandes puissances impérialistes. Mais il ne s'ensuit nullement qu'il faille, d'une manière générale, adopter une attitude négative à l'égard de la Société des nations.

Quel intérêt le prolétariat a-t-il à faire le jeu des fauteurs de guerre qui, tous aujourd'hui, sont contre la Société des nations ? Ce sont précisément les principaux instigateurs de la guerre, l'Allemagne et le Japon, qui ont quitté la S.D.N. L'Union soviétique, qui, de tout son poids international, défend la cause de la paix et de la sécurité collective, se trouve dans la Société des nations. Font également partie de la Société des nations certains autres États qui ne veulent pas permettre aux agresseurs fascistes d'attaquer d'autres peuples. Quiconque ne sait pas faire la distinction entre la Société des nations de jadis et la Société des nations d'aujourd'hui, quiconque ne sait pas différencier son attitude à l'égard des divers membres de la Société des nations, quiconque renonce à faire jouer la pression des masses sur la Société des nations et les différents gouvernements capitalistes en faveur des mesures pour le maintien de la paix, est un bavard et pas un révolutionnaire, pas un homme politique du

prolétariat.

La classe ouvrière doit soutenir celles des mesures de la Société des nations et des différents États qui, de fait, tendent au maintien de la paix (pactes de non-agression, d'assistance mutuelle contre l'agresseur, pactes de sécurité collective, sanctions financières et économiques). Elle ne doit pas seulement les soutenir, mais, par un puissant mouvement anti-guerrier de masse, obliger la Société des nations aussi bien que les gouvernements des différents pays capitalistes à prendre des mesures sérieuses pour la défense de la paix.

Il est faux de prétendre que la politique de concessions incessantes aux exigences des auteurs de guerre fascistes, tant de la part de la Société des nations que de la part de différents États (Angleterre, France, Belgique, etc.), peut contribuer à maintenir la paix. Les ouvriers n'ont pas oublié qu'en son temps, dans la politique intérieure de l'Allemagne, ce fut précisément l'esprit de compromission et de capitulation devant l'offensive du fascisme qui fraya à celui-ci la voie du pouvoir. Sur l'arène internationale, une pareille politique de capitulation laisse au fascisme belliqueux le champ libre pour l'attaque.

Il est également faux de prétendre que la cause de la paix gagnerait à ce que l'on essayât de poser aujourd'hui la question d'une nouvelle répartition des sources de matières premières, des colonies et des territoires sous mandat, comme le tentent les chefs social-démocrates réactionnaires. On n'agit ainsi, au fond, que pour détourner l'attention des masses de la lutte concrète contre les auteurs de guerre. D'un autre côté, pareille proposition cache le désir d'accorder des colonies au fascisme allemand, ce qui ne ferait que renforcer davantage encore ses positions de guerre. Ce n'est pas au prolétariat à se prononcer pour telle ou telle répartition des colonies et des mandats coloniaux entre les impérialistes. Sa tâche est de soutenir la lutte des peuples coloniaux pour leurs intérêts et leurs droits, pour la libération définitive de ces

peuples du joug impérialiste.

IV

En exigeant de la Société des nations et des gouvernements bourgeois des mesures efficaces contre l'agressivité des instigateurs fascistes de la guerre, le prolétariat ne doit pas perdre un seul instant de vue que le point principal quand il s'agit de la sécurité de la paix, que le point fondamental, décisif, ce sont les actions indépendantes des grandes masses pour la défense de la paix contre les auteurs de guerre précis.

Il n'y a pas le moindre doute que si le prolétariat international avec ses organisations de masse, en particulier avec ses syndicats, était intervenu d'une façon unanime et, par les grèves et autres mesures, avait empêché le départ de chaque navire, de chaque train soit d'Italie, soit à destination de l'Italie, le fascisme italien eût été contraint depuis longtemps de cesser sa guerre de rapines contre le peuple abyssin.

Mais la création d'un Front populaire de paix vraiment large et suffisamment puissant pour mener une telle lutte contre le fascisme belliqueux, n'est possible qu'à la condition d'avoir l'unité d'action du prolétariat lui-même. C'est précisément l'établissement de l'unité d'action de la classe ouvrière qui a permis aux prolétariats français et espagnol de former un puissant Front populaire antifasciste.

La conférence de Londres de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, déchirée par les contradictions intérieures, a éludé, sous la pression de son aile réactionnaire, la question de la nécessité de réaliser immédiatement l'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale. Elle n'a pas appelé les masses ouvrières à des actions indépendantes, mais s'est bornée à les inviter à s'en remettre entièrement à la Société des nations. Elle n'est pas intervenue pour la défense du peuple chinois attaqué par le Japon. Elle n'a condamné d'aucune manière ceux des chefs travaillistes et

social-démocrates qui se font les défenseurs de la politique agressive du fascisme allemand, sous le couvert des phrases sur le « maintien de la paix ».

Mais, en même temps, dans les rangs de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, un mouvement se développe rapidement depuis quelque temps en faveur du front unique de la classe ouvrière. Les intérêts vitaux du prolétariat international tout entier exigent que ces forces prennent le dessus et qu'elles surmontent la résistance des adversaires du front unique.

Le passage à l'offensive militaire du fascisme qui utilise la désunion dans les partis et les organisations de la classe ouvrière des différents pays demande, de toute nécessité, une politique internationale unique de la classe ouvrière dans l'intérêt du maintien de la paix.

En bref, la réalisation de cette politique internationale unique du prolétariat est possible sur les bases suivantes :

En premier lieu, rétablissement et consolidation de la véritable solidarité prolétarienne internationale pour la défense des intérêts des masses travailleuses les plus considérables ; rupture résolue des partis social-démocrates avec les intérêts impérialistes de leur bourgeoisie respective.

En second lieu, appui le plus large à la politique de paix de l'Union soviétique, de l'État prolétarien qui, avec une constance inébranlable, monte la garde de la paix entre les peuples. Mais cela implique, avant tout, la lutte résolue des partis ouvriers contre les tentatives contre-révolutionnaires d'identifier la politique extérieure de l'Union soviétique avec la politique des États impérialistes, d'identifier l'Armée rouge, ce rempart de la paix, avec les armées des États impérialistes, tentatives qui font le jeu des instigateurs fascistes de la guerre.

En troisième lieu, à chaque moment donné, diriger et concentrer les coups sur l'agression

fasciste, prendre une attitude distincte à l'égard de l'agresseur, d'une part et des victimes de son agression, d'autre part. Dénoncer toute tentative d'estomper la différence entre les États fascistes et non-fascistes.

En quatrième lieu, lutte autonome du prolétariat pour le maintien de la paix, ne dépendant ni des gouvernements capitalistes, ni de la Société des nations, ce qui exclut la subordination du mouvement ouvrier aux combinaisons de coulisses des gouvernements impérialistes affiliés à la Société des nations.

La lutte pour le maintien de la paix est, dans les conditions actuelles, une lutte contre le fascisme ; elle est donc, au fond, une lutte révolutionnaire.

Le maintien de la paix est un danger mortel pour le fascisme, car, en augmentant ses difficultés intérieures, il aboutit à saper la dictature fasciste de la bourgeoisie ; le maintien de la paix favorise l'accroissement des forces du prolétariat, des forces de la révolution ; il permet de surmonter la division dans les rangs du mouvement ouvrier ; il aide le prolétariat à devenir la classe dirigeante dans la lutte de tous les travailleurs contre le capitalisme ; il mine les fondements du régime capitaliste ; il accélère la victoire du socialisme.

« La guerre peut éclater à l'improviste. De nos jours, les guerres ne se déclarent pas. Elles commencent tout simplement. »

STALINE, *le Socialisme, c'est la paix !*
Entretien avec M. Roy Howard
(1er mars 1936),

C'est cela qui exige, en premier lieu, de la part des communistes, une vue claire tant de l'envergure et du caractère du danger de guerre que des voies et moyens de le combattre.

Le pas décisif pour établir l'unité d'action du prolétariat international contre les instigateurs de la guerre est aujourd'hui le déploiement par le Parti communiste, dans chaque pas, dans tous les domaines de la vie sociale et politique, de la campagne la plus active, la plus persévérante et la plus étendue pour le maintien de la paix. Les communistes mènent cette campagne sans

attendre la conclusion de pactes d'unité d'action avec la direction du parti social-démocrate, mais ils la mènent absolument sous le signe de la lutte pour l'établissement de l'unité d'action du Parti communiste avec le parti social-démocrate. Les communistes font tous leurs efforts pour surmonter la résistance des chefs social-démocrates réactionnaires au front unique et pour consolider de toutes les façons les liens de lutte commune noués entre ouvriers communistes et social-démocrates contre l'ennemi commun.

Une telle campagne, en favorisant le rapprochement des ouvriers communistes et social-démocrates, contribuera à activer et à souder toutes les forces du prolétariat non

seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale. C'est là le moyen le plus puissant de contribuer à l'intégration dans le mouvement des autres couches de travailleurs des villes et des campagnes, des masses de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et des intellectuels, de tous les partisans de la paix. Tout cela accélèrera la formation d'un front invincible de lutte du prolétariat international, de tous les travailleurs, de tous les peuples pour le maintien de la paix.

Lutter pour la paix, c'est lutter contre le fascisme, c'est lutter contre le capitalisme, c'est lutter pour la victoire du socialisme dans le monde entier.

L'Union soviétique et la classe ouvrière des pays capitalistes (novembre 1937)

I

C'est avec une joie et un enthousiasme sans bornes que les millions de travailleurs du monde entier, tous ceux qui luttent contre le brigandage capitaliste, la barbarie fasciste et les guerres impérialistes, fêtent le XXe anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Dans tous les pays, les partisans honnêtes de la démocratie, du progrès et de la paix, l'élite de la science, de la culture et de l'art, saluent les vingt années d'existence du premier État socialiste du monde, comme un évènement d'une portée historique universelle.

Il n'est point d'autre évènement dans l'histoire de l'humanité qui ait eu sur le cours du développement social, sur les destinées de tous les peuples du monde, une influence aussi énorme que celle exercée par la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre. Il n'y a pas eu jusqu'à ce jour un État comme

l'U.R.S.S., que des millions d'hommes sur tous les points du globe, sans distinction de nationalité ni de race, chérissent comme une patrie, sentant qu'eux-mêmes, leur vie, leur sort et leurs espoirs sont indissolublement liés à ce pays.

À la suite de révolutions bourgeoises, le capitalisme a triomphé du régime féodal et conquis une situation dominante. Il a enveloppé de son système d'économie le monde entier ; il a vaincu le particularisme féodal et créé de grands États nationaux. Mais le capitalisme n'a fait que substituer une forme de l'exploitation à l'autre, certains antagonismes de classes à d'autres. Il a été incapable d'unir les peuples dans la paix, mais il a, au contraire, rendu plus profond l'abîme qui existait entre eux, créant de nouvelles contradictions internationales et de nouveaux motifs de guerre de conquête, de guerre destructrice.

À la suite de la grande Révolution socialiste d'Octobre, le socialisme a triomphé du capitalisme sur un sixième du globe. Au centre du monde, sur un immense territoire englobant la moitié de l'Europe et de l'Asie, est apparu un puissant État socialiste basé sur la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et sur l'union fraternelle des peuples ; cet État montre le chemin à suivre pour libérer l'humanité tout entière de la servitude capitaliste, pour grouper tous les peuples du monde dans la grande fraternité des travailleurs libres et heureux.

Pendant vingt ans d'une âpre lutte, face à la résistance acharnée des classes exploiteuses battues à l'intérieur du pays, et à l'intervention contre-révolutionnaire du dehors, dans les conditions de l'encerclement capitaliste hostile, les travailleurs de l'U.R.S.S. dirigés par le glorieux Parti bolchevik avec, en tête, les chefs géniaux de l'humanité travailleuse, Lénine et Staline, ont fait d'un pays, autrefois arriéré et miséreux, un puissant État socialiste avancé.

Si, en 1913, Lénine, caractérisant l'état incroyablement arriéré de la Russie tsariste, attirait l'attention sur le fait que son économie était outillée quatre fois plus mal que l'Angleterre, cinq fois plus mal que l'Allemagne, et dix fois plus mal que l'Amérique, en moyens de production modernes, l'Union soviétique occupe maintenant la première place en Europe et en tant que pays industriel la deuxième place dans le monde pour la production industrielle.

Nul ne peut nier désormais les immenses réalisations de l'édification socialiste, le développement considérable de l'industrie et les récoltes records de l'agriculture collectivisée. Car c'est un fait que l'économie de l'U.R.S.S. marque un essor impétueux, comme n'en a jamais connu la société capitaliste. Si le développement de l'industrie des pays capitalistes pour la période allant de 1890 à 1913 a donné un accroissement annuel moyen de la production de 5,8 % et, pour la période allant de 1913 à 1936, de 1,5 % seulement, en Union soviétique, rien que pour 1936, l'accroissement

de la production industrielle a été de 28 %. Si, en 1936, la production industrielle des pays capitalistes a dépassé d'un tiers le niveau de 1913, en Union soviétique elle a augmenté de plus de sept fois.

Une énorme victoire historique a été remportée dans le domaine de l'agriculture. Au moment où l'agriculture des pays capitalistes ne sort pas d'une crise prolongée qui a pour résultat la réduction de la surface des emblavures la destruction d'une masse de produits, la baisse constante de tout le niveau de la production, en Union soviétique, à la place d'une économie arriérée et morcelée, on a créé la grosse agriculture socialiste la plus avancée, 99 % des emblavures ont été collectivisées. Grâce au régime kolkhozien, la misère a été liquidée au village, et il n'y a plus de paysans sans terre, sans cheval, sans matériel agricole. Plus de vingt millions de paysans pauvres, qui végétaient auparavant dans la misère, sont entrés aux kolkhoz où ils vivent une vie aisée et culturelle. L'agriculture socialiste donne des récoltes records, telles que l'histoire du pays n'en a encore jamais connues. En 1937, on a récolté presque sept milliards de pouds (1.120 millions de quintaux) de céréales, alors qu'avant la révolution on ne récoltait dans les meilleures années que quatre à cinq milliards de pouds (720 à 800 millions de quintaux).

En régime capitaliste, partout où croît la richesse de quelques-uns, on voit grandir à l'autre bout la misère et la détresse des millions de travailleurs ; les périodes d'essor sont inévitablement suivies de crises cruelles qui détruisent les forces productives et engendrent le chômage, la misère, la famine. Le système socialiste, lui, ignore les crises, ignore le chômage et la misère.

Des faits indéniables attestent nettement la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans celui des conditions d'existence et de la culture, de la science et de l'art, dans celui des rapports entre les peuples.

Seuls les apologistes aux gages du capitalisme peuvent contester cette supériorité. Et seuls des crétins consommés, qui souvent se disent socialistes, de même que les charlatans politiques qui faussent le marxisme, osent encore démontrer que la classe ouvrière n'est pas en mesure de prendre la responsabilité historique de la direction des destinées de son peuple et de l'organisation de l'économie nationale, que le prolétariat « inexpert » dans les choses de l'État et de l'économie, ne peut se passer de la bourgeoisie « experte » en la matière.

Les vingt années d'existence de l'Union soviétique confirment d'une façon éclatante les paroles de Staline, prononcées en 1927, à l'occasion du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

« Les succès incontestables du socialisme en U.R.S.S. sur le front de construction ont démontré nettement que le prolétariat peut gouverner avec succès le pays sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès l'industrie sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut diriger avec succès toute l'économie nationale sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès le socialisme malgré l'encercllement capitaliste. »

STALINE, *les Questions du léninisme*,
tome I (1950)

Là est une des plus importantes leçons de principe de la grande Révolution socialiste d'Octobre pour la classe ouvrière des pays capitalistes, leçon qu'il importe de souligner tout particulièrement en ce vingtième anniversaire.

II

Le prolétariat des pays capitalistes a beaucoup fait pour soutenir la Révolution prolétarienne, la première dans l'histoire de l'humanité. Sans ce soutien, les ouvriers et les paysans soviétiques auraient versé encore plus de leur sang et auraient compté encore plus de sacrifices pour sauvegarder les conquêtes de la Révolution socialiste. Il faut, néanmoins, dire tout net que la classe ouvrière des pays capitalistes n'a pas réussi à faire son devoir

jusqu'au bout, ni envers la première Révolution socialiste, ni en ce qui concerne sa propre libération. Non seulement elle est restée elle-même sous le pouvoir du Capital et est tombée, en Italie et en Allemagne, sous la servitude barbare du fascisme, mais elle a contribué, malgré elle, à augmenter les difficultés, les privations, les souffrances et les sacrifices du détachement d'avant-garde du prolétariat international.

Où en serait le monde si, après la Révolution socialiste d'Octobre, dans la période de 1918 à 1920, le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie, ne s'était pas arrêté à mi-chemin dans son essor révolutionnaire ? Où en serait le monde si les révolutions allemande et autrichienne de 1918 avaient été menées jusqu'au bout et, si à la suite de la victoire de la révolution, la dictature du prolétariat avait été instaurée au centre de l'Europe, dans les pays industriels hautement évolués ? Le bloc révolutionnaire du prolétariat de l'Europe occidentale et de la classe ouvrière de l'Union soviétique n'aurait pas seulement rendu cent fois plus facile la liquidation de l'intervention contre-révolutionnaire et de la guerre civile ; il aurait hâté infiniment l'édification du socialisme au pays des Soviets. Il n'y aurait pas de dictature fasciste, ni en Italie, ni en Allemagne, ni en Autriche, ni dans les autres pays. Le fascisme ne mènerait pas l'offensive contre la classe ouvrière et les peuples démocratiques. Les peuples espagnol et chinois n'auraient pas à endurer les lourdes épreuves qui leur sont imposées aujourd'hui. L'humanité ne se trouverait pas, à l'heure présente, devant la sinistre menace d'une nouvelle boucherie mondiale.

Lorsque les ouvriers et les paysans de Russie ont renversé le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, toutes les conditions objectives nécessaires étaient réunies dans l'Europe centrale pour que le prolétariat européen, et au premier chef le prolétariat d'Allemagne, s'engageât dans la voie tracée par les ouvriers et les paysans soviétiques. Mais il

n'en fut rien. Et principalement parce que, à la direction des organisations de masse du prolétariat, le dernier mot appartenait aux chefs des partis social-démocrates qui, dès le début de la guerre, avaient fait bloc avec leur bourgeoisie impérialiste.

Désireux de sauvegarder coûte que coûte les assises ébranlées de la société bourgeoise, ils ont utilisé largement l'influence exercée par l'idéologie et la politique du social-démocratisme, du réformisme, pour tromper la majorité de la classe ouvrière, la convaincre que ce n'était pas le développement ultérieur de la révolution, mais sa prompte liquidation qui conduirait les ouvriers au socialisme.

Par leur coalition avec la bourgeoisie : ils ont scindé le mouvement ouvrier, ils ont affaibli le prolétariat, ils l'ont isolé de la paysannerie et des petites gens de la ville ; et c'est ainsi qu'ils ont aidé la bourgeoisie à rassembler ses forces, à passer à l'offensive contre les ouvriers et les paysans révolutionnaires. Les pleutres et les mystificateurs politiques du prolétariat, qui se trouvaient à la tête des organisations ouvrières de masse, cherchaient à effrayer les ouvriers par la perspective des sacrifices, des privations, de la ruine économique. Ils les assuraient que ce n'était pas la voie du bolchévisme, ni l'application révolutionnaire effective de la doctrine de Marx et de Engels, ni la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat qui feraient aboutir au socialisme, mais que c'était la voie du social-démocratisme, la voie de la coalition avec la bourgeoisie et le maintien du régime bourgeois, qui assureraient le passage pacifique et indolore au socialisme.

Aujourd'hui, les résultats de ces vingt années sont là. Qui ira nier que les sacrifices et les privations subis, par exemple, par la classe ouvrière et les masses travailleuses d'Allemagne durant toute la période d'après-guerre, et surtout dans les conditions du féroce régime de dictature fasciste, sont mille fois plus grands que tous les sacrifices et privations qu'aurait nécessités la victoire de la révolution

prolétarienne en 1918 ?

Au lieu du passage au socialisme, du passage pacifique et indolore qui avait été promis, le social-démocratisme, par toute sa politique de capitulation et de scission, a déblayé la route pour la victoire du fascisme.

Sans le social-démocratisme de Turati et de d'Aragona, en Italie, la victoire du fascisme de Mussolini eût été impossible. Sans le social-démocratisme d'Ebert et de Noske, en Allemagne, la victoire du fascisme de Hitler eût été impossible. Sans le social-démocratisme de Renner et de Bauer, en Autriche, la victoire du fascisme de Schuschnigg eût été impossible. Cette vérité, rien maintenant ne saurait l'estomper. Elle est confirmée irréfutablement aussi par une multitude de documents connus déjà de l'histoire politique de l'Europe d'après-guerre.

À la fin de la guerre impérialiste, dans les conditions d'une crise révolutionnaire encore jamais vue, les chefs réactionnaires de la social-démocratie ont scindé la classe ouvrière ; ils l'ont désarmée idéologiquement et politiquement ; ils ont empêché le développement des révolutions prolétariennes en marche ; ils ont sauvé la domination du capitalisme, exposant ainsi les travailleurs aux coups du fascisme.

Pendant ce temps, le bolchévisme, le marxisme authentique, a groupé la classe ouvrière ; il a réalisé l'alliance indestructible des ouvriers et des paysans, anéanti le capitalisme, assuré la victoire de la Révolution socialiste et abouti à construire la société socialiste sur un sixième du globe.

Staline avait mille fois raison, quand il écrivait, dix ans plus tôt :

« Il est impossible d'en finir avec le capitalisme sans en avoir fini avec le social-démocratisme dans le mouvement ouvrier. »

STALINE, les Questions du léninisme,
tome I (1950)

Là est la deuxième leçon de principe

éminemment importante pour le prolétariat des pays capitalistes, en rapport avec le XXe anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre.

III

En ces vingt années, pendant la crise économique mondiale surtout, les masses travailleuses des pays capitalistes ont subi bien des souffrances, bien des épreuves ; leur douloureuse expérience leur a appris bien des choses. La victoire définitive et sans retour du socialisme en U.R.S.S., d'une part, et les enseignements des défaites momentanées que le fascisme a infligées à la classe ouvrière en Allemagne surtout, d'autre part, ont sapé l'influence du social-démocratisme non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi au sein des partis socialistes eux-mêmes, ainsi que dans les syndicats qui se trouvent sous leur direction politique. Dans le camp social-démocrate, on a commencé à abandonner les positions du réformisme, la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie et à se placer sur les positions de la lutte commune avec les Partis communistes contre le fascisme, sur les positions de l'unité d'action de la classe ouvrière et du Front populaire antifasciste. Ce processus a déjà trouvé une expression éclatante dans l'établissement d'un front unique entre les communistes et les socialistes en France, en Espagne, en Italie et partiellement dans une série d'autres pays.

Le développement de ce processus est facilité et accéléré par le cours des événements des dernières années, qui pose impérieusement devant la classe ouvrière la tâche la plus importante et la plus urgente : barrer à tout prix le chemin au fascisme dans les pays de démocratie bourgeoise ; renverser le fascisme là où il est au pouvoir ; défendre la paix, universelle contre les fauteurs de guerre fascistes. L'application juste par les Partis communistes, des positions essentielles du VIIe congrès de l'Internationale communiste, accélère ce processus de l'abandon du social-

démocratisme.

Sous l'influence de la victoire du socialisme en U.R.S.S., du développement du mouvement de Front populaire et de la montée de l'influence du communisme au sein du mouvement ouvrier augmentera sans nul doute le nombre des Partis et des organisations socialistes qui répudient le social-démocratisme banqueroutier, qui mènent en commun avec les Partis communistes la lutte contre l'ennemi de classe commun et s'orientent vers l'union avec les communistes dans un seul parti de masse du prolétariat. Une telle union est déjà intervenue entre les socialistes et les communistes de Catalogne. Elle se prépare par les efforts conjugués des Partis communiste et socialiste d'Espagne. Les conditions nécessaires à cette union mûrissent aussi en France, grâce à la lutte conjuguée des communistes et des socialistes dans les rangs du Front populaire antifasciste, grâce aussi à l'influence heureuse qu'exerce la création de la C.G.T. unique sur tout le processus de l'unification des forces du prolétariat français. Le nouveau pacte entre communistes et socialistes italiens affermit encore leurs rapports fraternels et les liens de leur lutte commune contre la dictature fasciste de Mussolini. On voit progresser la compréhension réciproque et le rapprochement entre communistes et socialistes en Allemagne, dans la lutte contre la dictature fasciste de Hitler, en dépit de toutes les menées et intrigues des chefs butés de la direction du Parti social-démocrate à l'étranger.

On peut dire en toute certitude qu'au XXe anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, la classe ouvrière des pays capitalistes aborde de près la liquidation de la scission provoquée, au sein du mouvement ouvrier mondial par le social-démocratisme. Sur le chemin de cette liquidation se dressent encore une quantité de difficultés et d'obstacles d'ordre idéologique, politique et d'organisation. Il est des difficultés liées à l'histoire même et aux traditions du mouvement ouvrier dans les différents pays, et qu'il n'est pas aisé d'aplanir. Mais l'essentiel, c'est que les classes dominantes

des pays capitalistes, éminemment intéressées à voir dissociées les forces du mouvement ouvrier, font et feront tout leur possible pour l'empêcher de réaliser son unité. Afin de leur complaire, les chefs réactionnaires de l'Internationale socialiste déploient une énergie forcenée pour faire marcher à rebours la roue de l'histoire. Même devant la monstrueuse intervention germano-italienne en Espagne, devant l'agression sauvage de la clique militaire fasciste-japonaise en Chine et la menace infiniment accrue d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale, ils sabotent par tous les moyens chaque tentative d'action commune entreprise par les organisations ouvrières internationales pour défendre les peuples espagnol et chinois, pour défendre la paix.

Mais il n'est point de difficultés ni d'obstacles dans la voie de l'unité de la lutte contre le fascisme et la guerre, que la classe ouvrière ne puisse surmonter si elle est fermement résolue à grouper ses forces et à accomplir sa mission historique.

L'existence du pays du socialisme, puissant rempart de la lutte du prolétariat international, rempart de la paix, de la liberté et du progrès, est le plus grand facteur susceptible de liquider la scission du mouvement ouvrier mondial. Les travailleurs de l'Union soviétique, par leur exemple, par leur héroïsme au travail, par leur mouvement stakhanoviste, par leur dévouement à la patrie socialiste, par leur lutte implacable contre les ennemis du peuple, contre les espions trotskistes et boukharinistes et les agents de diversion, les agents du fascisme, exercent une énorme influence sur le rassemblement des forces scindées du mouvement ouvrier mondial. On voit monter infailliblement les sympathies et l'amour des travailleurs du monde capitaliste pour l'Union soviétique, pays du socialisme vainqueur. Et ce fait agit comme l'antidote le plus efficace contre l'œuvre de scission perpétrée, dans les rangs de la classe ouvrière par les agents déclarés ou masqués de l'ennemi de classe.

Le pays du socialisme vainqueur, qui joue un rôle si éminent dans l'unité du prolétariat international, resserre encore plus étroitement autour de l'U.R.S.S. tous les partisans sincères de la cause ouvrière. Dans la situation internationale actuelle, il n'y a pas et il ne saurait y avoir de critérium plus sûr que l'attitude à l'égard de l'Union soviétique pour déterminer quels sont les amis et quels sont les ennemis de la cause de la classe ouvrière et du socialisme ; quels sont les partisans et quels sont les adversaires de la démocratie et de la paix. La pierre de touche permettant de vérifier la bonne foi et l'honnêteté de chaque militant du mouvement ouvrier, de chaque parti ouvrier et de chaque organisation des travailleurs, de chaque démocrate dans les pays capitalistes, c'est leur attitude à l'égard du grand pays du socialisme. On ne saurait combattre effectivement le fascisme si on ne contribue pas à fortifier par tous les moyens le rempart essentiel de cette lutte : l'Union soviétique. On ne saurait lutter sérieusement contre les fauteurs fascistes d'une nouvelle boucherie mondiale, sans soutenir totalement l'U.R.S.S., facteur essentiel du maintien de la paix mondiale, on ne saurait lutter effectivement pour le socialisme dans son pays, si l'on ne se dresse pas contre les ennemis de l'État soviétique où le socialisme est réalisé grâce aux efforts héroïques des travailleurs. On ne saurait passer pour un ami véritable de l'U.R.S.S. si on ne condamne pas ses ennemis – les agents trotskistes-boukhanniens du fascisme.

Ce qui marque en fait la ligne de démarcation historique entre les forces du fascisme, de la guerre et du capitalisme, d'une part, et les forces de la paix, de la démocratie et du socialisme, de l'autre, c'est l'attitude observée à l'égard de l'Union soviétique, non point une attitude de pure forme envers le pouvoir des Soviets et le socialisme en général, mais l'attitude à l'égard de l'Union soviétique qui existe effectivement depuis vingt ans, avec sa lutte inlassable contre les ennemis, avec sa dictature de la classe ouvrière et sa Constitution

staliniste, avec le rôle dirigeant du parti de Lénine et de Staline.

Là est la troisième leçon de principe

éminemment importante pour le prolétariat des pays capitalistes, en rapport avec le XXe anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre.

La Démocratie populaire

Rapport politique du Comité central du Parti ouvrier (communiste) bulgare, présenté au Ve congrès du Parti (19 décembre 1948)

Le Parti ouvrier (communiste) bulgare que le Congrès nommera de nouveau à l'unanimité, je n'en doute pas, Parti communiste bulgare, remonte loin dans le passé. Ses fondements, en tant que parti social-démocrate, ont été posés en 1891 au congrès de Bouzloudja. Cependant, il ne s'est formé comme parti de la classe ouvrière, que sous la direction de Dimitre Blagoév et de ses compagnons de lutte, Guéorgui Kirkov et Gavril Guéorguiev, après la scission en 1903, avec les « chiroki » (socialistes de droite), c'est-à-dire après s'être débarrassé de l'aile réformiste.

Notre Parti a grandi dans une lutte incessante contre les influences étrangères, bourgeoises et petites-bourgeoises, pour faire prendre aux ouvriers une conscience de classe, la conscience d'une force sociale indépendante, avec une idéologie et une organisation propres. De petit groupement grandissant, appliqué au développement de la conscience de classe parmi les ouvriers, à leur organisation pour la défense de leurs intérêts vitaux, d'une organisation avant tout d'agitation et de propagande socialiste, qu'il était à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, le Parti s'est graduellement développé ; déjà lors de la première guerre mondiale de 1914-1918 et surtout après elle, il devint un parti politique de masse de la classe ouvrière.

Sous l'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre, que notre Parti et les

travailleurs accueillirent avec une joie et un enthousiasme indicibles, et dont il adopta les grandes idées, le Parti se transforma en 1919 en Parti communiste bulgare et, sous la direction du Parti bolchevik, prit part à la création de l'Internationale communiste, dont il resta un membre actif jusqu'à sa dissolution volontaire, en 1943.

Trente ans durant, surtout après l'insurrection de septembre 1923, en surmontant les survivances non-bolcheviks, legs du socialisme « étroit », en luttant contre les différentes tendances et groupes de liquidation de droite et de gauche, en son propre sein et dans le mouvement ouvrier, profitant des enseignements du Parti bolchevik et accumulant une expérience propre toujours plus riche, notre Parti se développa, se transforma et se réarma dans l'esprit marxiste-léniniste. Il s'affirma comme un parti marxiste-léniniste, comme l'avant-garde organisée et consciente de la classe ouvrière, comme un parti de type nouveau, capable de l'organiser et de la mener à une lutte résolue, d'organiser et de diriger l'union de combat de cette classe avec les autres couches travailleuses des villages et des villes, de renverser la dictature féroce du fascisme, de prendre en main les destinées de notre pays, avec la ferme décision de le conduire à la victoire du socialisme et au triomphe complet du communisme.

Au cours de son développement, le Parti

avait à parcourir un chemin épineux, difficile et sinueux, plein d'héroïsme et de fidélité inébranlable à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Notre Parti fut soumis pendant longtemps aux conditions de l'illégalité, il a connu de graves revers, il a consenti des sacrifices douloureux, mais il n'a pas cessé un seul instant d'exister et de lutter.

Le Parti a toujours été fidèle à la mission libératrice de la classe ouvrière. Pendant toute son existence, en dépit d'erreurs, de faiblesses et d'hésitations, il s'est efforcé d'être toujours parmi les masses, de marcher avec elles en avant, de les éduquer dans l'esprit d'une lutte de classe intransigeante et de l'internationalisme prolétarien, de défendre honnêtement et avec abnégation leurs intérêts, de les guider courageusement dans leur combat contre leurs ennemis jurés. Pendant les années les plus dures de la dictature monarcho-fasciste et de l'occupation allemande, le Parti a courageusement pris la direction de la lutte contre le fascisme et les conquérants étrangers ; il a organisé et dirigé la Résistance, créé le Front de la patrie, et par la direction intrépide et juste, réussit à conduire le pays à la victoire du 9 septembre, forçant les sympathies et la confiance des masses populaires.

Par la récente fusion du parti social-démocrate, adhérant au Front de la patrie, avec notre Parti, fusion opérée sur la base marxiste-léniniste et dans la reconnaissance des statuts et de la discipline de ce dernier, il fut définitivement mis fin aux derniers éléments de division parmi la classe ouvrière, qui possède maintenant un parti politique unique.

Le fait que notre Parti est aujourd'hui reconnu comme la force directrice dans le gouvernement de l'État et dans toute la vie politique, sociale, économique et culturelle de la nation, est parfaitement naturel et conforme aux lois du développement social.

Les mérites incontestables de notre Parti, l'intérêt général avec lequel ce congrès est accueilli et les espoirs que le peuple fonde sur

ses décisions, témoignent clairement de la mission historique qui lui incombe pour l'essor du pays, en posant les fondements de la société socialiste, société sans exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne peut subsister aucun doute que le Parti des communistes bulgares, avec la classe ouvrière en tête, soutenu par la confiance du peuple travailleur, toujours fidèle à la doctrine marxiste-léniniste victorieuse, pourra accomplir avec succès sa mission historique. Les décisions de notre congrès actuel en seront également le gage.

1. Principales périodes du développement du parti

Avant d'examiner l'état actuel de notre Parti et ses tâches immédiates, il serait juste de tracer un aperçu général critique de son développement, depuis sa formation jusqu'à l'heure actuelle. Ceci est important, non seulement pour l'histoire, mais aussi pour la politique actuelle du Parti, pour notre peuple et notre pays. Il est indispensable de mettre en lumière une série de problèmes, ayant trait au passé de notre Parti.

Son histoire peut se diviser en ces quelques grandes périodes :

La première s'étend de la formation du Parti, en 1891, jusqu'à la scission avec les socialistes de droite, en 1903.

La deuxième va de la formation du Parti, en tant que parti marxiste de la classe ouvrière, en 1903, jusqu'à la Révolution d'Octobre, sa transformation en un Parti communiste en 1919, et sa participation à la fondation de l'Internationale communiste.

La troisième s'étend de 1919 au soulèvement de septembre 1923.

La quatrième est celle qui va de ce soulèvement à la deuxième guerre mondiale de 1940.

La cinquième comprend les années de la deuxième guerre mondiale, jusqu'à la victoire du

soulèvement du 9 septembre 1944.

La sixième va du soulèvement du 9 septembre à nos jours.

Chacune de ces périodes fondamentales se divise naturellement en plusieurs étapes.

Examinons les traits les plus caractéristiques de ces périodes dans le développement du Parti.

La période des social-démocrates de gauche (« tesni » socialistes)

Avant de procéder à l'examen de la période des « tesni » socialistes, il me faut relever que la première période depuis la formation du Parti en 1891 et jusqu'en 1903, est caractérisée par une propagande intense et tenace des idées socialistes, ainsi que par une lutte incessante contre les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, qui niaient les possibilités d'un mouvement socialiste dans les conditions des rapports sociaux peu développés d'alors. Il fallait démontrer que le développement du capitalisme, dans lequel le pays s'était engagé, préparait le terrain au socialisme ; que la classe ouvrière naissante était le champion du socialisme, la classe de l'avenir et qu'elle devait posséder un parti politique indépendant. Une lutte se livrait sur cette importante question, même au sein du Parti, entre le courant révolutionnaire marxiste, ayant à sa tête Dimitre Blagoév, d'une part, et le courant réformiste, dirigé par Yanko Sakazov, d'autre part.

On sait que dans cette lutte idéologique prolongée, le marxisme révolutionnaire l'emporta sur le socialisme petit-bourgeois de droite.

Les principaux mérites du Parti durant la période « tesni » consistaient en sa profonde fidélité au marxisme, au socialisme et à l'internationalisme prolétarien, en son intransigeance de classe à l'égard de la bourgeoisie et de ses instruments réformistes, en sa foi inébranlable dans les forces et l'avenir de la classe ouvrière, en sa consciente discipline de

fer.

La loi fondamentale des « tesni », c'était la soumission complète de la vie et des intérêts privés, des désirs personnels du militant aux intérêts et à la volonté du Parti prolétarien. Ces principales particularités de notre Parti, durant la période précédant la première guerre mondiale et immédiatement après celle-ci, garantirent ses grands succès. Elles lui assurèrent la possibilité de devenir l'organisateur et le dirigeant des luttes ouvrières et de déloger les « Obchtodeltzi » (Socialistes de droite, prêts à composer avec les partis bourgeois.) de leur principale position dans le mouvement ouvrier.

Durant la première guerre mondiale, elles l'aiderent à adopter une courageuse attitude internationaliste, à se rapprocher des bolcheviks, et après la Révolution socialiste d'Octobre et la création de l'Internationale communiste, à s'engager dans la voie de sa bolchévisation.

Pendant la période des « tesni », notre Parti se débarrassa de l'opportunisme, assura l'indépendance du développement politique de la classe ouvrière, comme classe ayant pris conscience d'elle-même, et mena une lutte intransigeante contre la bourgeoisie dominante. Classe contre classe – telles furent la devise et la figure du Parti pendant cette période. Il prit la direction des luttes grandissantes, menées par les ouvriers pour la journée de travail de 8 heures, pour une législation sociale, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, contre la politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie réactionnaire. Il organisa et dirigea le mouvement syndical ouvrier. Il dirigea la grande grève des mineurs de Pernik en 1906, de même que les autres grèves et luttes de la classe ouvrière pendant les années suivantes. Il n'était de grève qui ne fût sous sa direction ou son influence pendant cette période.

Le Parti éduquait les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Il prit l'initiative d'organiser la Fédération balkanique

des partis socialistes et y participa activement, travaillant de toutes ses forces au renforcement de la solidarité entre les travailleurs bulgares, les travailleurs des autres pays balkaniques et ceux du monde entier. L'intransigeance du socialisme « étroit » envers le réformisme et les réformistes de toutes nuances, le fait que les « tesni » ne pouvaient souffrir les agents bourgeois dans le mouvement ouvrier, leur lutte héroïque en faveur des intérêts vitaux et des droits de la classe ouvrière, tout cela faisait d'eux un courant révolutionnaire marxiste original dans le mouvement international ouvrier et au sein de la IIe Internationale et qui, de tous les autres courants social-démocrates de gauche, se rapprochait le plus des bolcheviks.

Mais il n'en résulte pas qu'entre notre Parti et les bolcheviks, il n'y ait point eu de différences sur les questions de base.

L'opinion prépondérante, régnant alors au sein du Parti, et selon laquelle le socialisme « étroit » aurait été le bolchévisme, adapté aux conditions bulgares, et qu'il aurait suffi de conformer à la nouvelle situation internationale, était très dangereuse.

Il me faut souligner, d'ores et déjà, que cette opinion erronée du Parti et particulièrement de sa direction, avec Dimitre Blagoév en tête, le maintint longtemps sur les positions de l'ancien marxisme et l'empêcha de s'assimiler à temps ce qu'il y avait de nouveau dans le marxisme, l'apport fait par le génial Lénine, qui analysa les nouvelles conditions créées par l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Ceci a été pour beaucoup dans le ralentissement de la bolchévisation du Parti et dans la prise d'une position erronée de ses dirigeants, lors des événements de Vladaya (1918) et surtout lors du coup d'État militaire-fasciste du 9 juin 1923.

Il est vrai que le socialisme des « tesni », surtout par son intransigeance de classe, par sa lutte contre le menchévisme bulgare et par sa rigoureuse discipline de fer, était le courant le plus proche du bolchévisme. Mais il n'est pas moins vrai que ce courant diffère profondément

du bolchévisme, du léninisme, sur nombre de questions fondamentales de principe et de tactique.

En quoi consistaient les principales différences entre les « tesni » et les bolcheviks ?

Pour le socialisme des « tesni », la dictature du prolétariat n'était pas la question fondamentale de la révolution prolétarienne. Cette question ne figurait pas au programme de notre Parti. N'ayant pas encore pris conscience de la nouvelle phase du capitalisme, en tant que dernière phase précédant immédiatement la révolution prolétarienne, il ne posait pas concrètement la question du pouvoir, celle de l'insurrection armée, comme moyen pour renverser la domination de la bourgeoisie.

Le socialisme des « tesni » n'adoptait pas des positions tout à fait léninistes sur la question relative au rôle du Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière dans la révolution, dans la lutte pour le pouvoir, bien que par sa structure, son organisation et sa discipline, notre Parti approchât la théorie léniniste concernant le Parti. Notre Parti ne se considérait pas comme une forme supérieure d'organisation de la classe ouvrière bulgare, apte à diriger toutes les autres organisations des travailleurs, à établir les liens les plus étroits avec les masses et à assurer ainsi une action révolutionnaire efficace. Le socialisme des « tesni » n'était pas exempt d'un certain respect pour le caractère spontané du mouvement ouvrier. Il se trouvait sous l'influence de la conception social-démocrate du jeu automatique des lois sociales objectives. Il pensait que sa tâche consistait avant tout à mener une agitation et une propagande pour expliquer l'action des lois objectives du développement social, à organiser et éduquer les ouvriers et les travailleurs dans l'esprit socialiste, à élever la conscience de classe des ouvriers, à diriger leurs luttes quotidiennes en vue de l'inévitable révolution socialiste, résultat des conditions objectives mûrissantes. Le Parti ne se considérait pas comme une force active, appelée, non seulement à organiser, à instruire

les travailleurs et à guider leurs luttes quotidiennes, une force non seulement destinée à expliquer les événements, mais aussi à participer à la préparation des actions révolutionnaires, à les diriger, à être le facteur prépondérant dans la préparation, l'organisation et le développement de la révolution prolétarienne. De là, ce manque d'initiatives et cette passivité du Parti en des moments de luttes de classes aiguës, de là, son isolement sectaire des masses soulevées. Le socialisme des « tesni » érigeait en dogmes de nombreuses positions théoriques du marxisme, par suite de quoi, le Parti versait dans le sectarisme et gênait le développement ; de ses liens avec les larges masses des travailleurs. Ainsi par exemple, mettant en pratique une ligne de lutte intransigeante contre la classe bourgeoise, s'opposant avec raison au principe des coalitions électorales avec les partis bourgeois et au travail « positif » de législation au parlement bourgeois, le Parti érigea l'action indépendante en dogme, niant toute entente avec d'autres groupes politiques, dans quelque condition que ce soit, et s'isolant pratiquement. Notre Parti était étranger à la théorie léniniste des compromis révolutionnaires, sans lesquels aucun parti révolutionnaire ne peut lutter avec succès et progresser.

Ne comprenant pas le rôle de la paysannerie, en tant qu'alliée de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme, le Parti restait, sur la question de l'attitude à observer à l'égard des paysans, sur les positions de Plekhanov et non sur celles de Lénine. Il ne gagnait les paysans que pour autant que ces derniers se plaçaient sur celles du prolétariat. Comme l'on sait, Lénine compléta et développa la théorie marxiste traitant des rapports du prolétariat à l'égard de la paysannerie. Il lança et développa l'idée de l'union de combat des ouvriers et des paysans dans la lutte contre le tsarisme et la bourgeoisie, lutte au cours de laquelle la classe ouvrière attire à elle et gagne comme alliés les paysans, encore à leur stade de petits producteurs, avant même d'être mûrs pour embrasser le socialisme. Lénine montra qu'il

était possible de mettre à profit les possibilités révolutionnaires des larges masses rurales, aussi bien dans la révolution bourgeoise-démocratique que dans la révolution socialiste.

C'est avec raison et succès que notre Parti a mené la lutte contre les réformistes, qui voulaient transformer le Parti de la classe ouvrière en un parti petit-bourgeois dilué, en en faisant ainsi un instrument de la classe bourgeoise, privant aussi la classe ouvrière de son indépendance. Mais notre Parti ne comprenait pas que les paysans petits producteurs, soumis à l'exploitation et à la ruine par le grand Capital monopoliste et spoliateur, recèlent des possibilités révolutionnaires considérables, qu'ils sont les alliés naturels de la classe ouvrière dans sa lutte de libération; que sans l'alliance entre les ouvriers et les paysans et sans le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette alliance, il ne soit possible de renverser la domination capitaliste et d'assurer la victoire du prolétariat.

Le socialisme des « tesni » définissait d'une manière doctrinaire les petits paysans comme un élément uniquement conservateur. Il ne se rendait pas compte que la domination des monopoles portait en soi une oppression toujours croissante et la ruine des grandes masses paysannes, qu'elle rend ces masses toujours plus mécontentes et portées vers la révolution.

Cette incompréhension des possibilités révolutionnaires dans la paysannerie, en tant qu'alliée de la classe ouvrière dans la révolution, constitue une des particularités les plus caractéristiques de la différence entre le socialisme des « tesni » et le léninisme.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que lors des émeutes rurales en 1900, le Parti négligea les capacités révolutionnaires des paysans, dans la lutte contre le capitalisme, capacités qui, naturellement, ne peuvent être déployées efficacement que sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde de combat. Ce n'est pas plus par hasard qu'à ce moment-là,

notre Parti n'avait pas de programme agraire. Il convient de bien souligner que le socialisme des « tesni » ne s'était rangé sur des positions léninistes sur aucune des questions développées par Lénine, précieux apport au patrimoine marxiste, en tant que développement et application du marxisme à l'époque de l'impérialisme. Voilà pourquoi il ne put dégager les enseignements de la révolution russe de 1905. Dans son analyse de cette révolution, pas plus que dans le jugement qu'il porta sur elle, il ne put dépasser Kautsky. Il était complètement étranger aux éléments essentiels de la théorie marxiste de la révolution prolétarienne que Lénine avait développée dans ses Deux tactiques, se référant au rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution bourgeoise-démocratique, à la transformation de cette révolution en révolution socialiste et en insurrection armée. C'est pour cela que notre Parti, bien qu'il propageât inlassablement l'idée de la révolution socialiste, bien qu'il la désignât comme l'unique salut des travailleurs, n'avait pas, cependant, une vue claire des questions fondamentales la concernant. Il ne s'était pas proposé d'étudier les voies concrètes conduisant à la réalisation chez nous, en Bulgarie, de la révolution, de ses principales forces motrices, de son caractère, de ses particularités, du rôle de la classe ouvrière et du Parti dans cette révolution. Il ne posait pas la question des alliés de la classe ouvrière. Il en ressort que notre Parti, malgré ses grands mérites révolutionnaires devant les travailleurs de notre pays, n'était pas encore un Parti bolchevik, un parti marxiste-léniniste, un parti d'un type nouveau

« assez courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se reconnaître dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et assez souple pour contourner les écueils de toutes sortes sur le chemin conduisant au but. »

STALINE, « Des principes du léninisme », dans *les Questions du léninisme*, tome I

Dans la période qui précéda la première guerre mondiale, période dans laquelle la première des tâches consistait en l'organisation

de la classe ouvrière et en la prise de conscience de ses propres forces, les défauts et les faiblesses du socialisme des « tesni » ne se sont pratiquement pas fait sentir. Mais, lorsque cette guerre éclata et mit à l'ordre du jour la tâche pratique du renversement du capitalisme, ces défauts et ces faiblesses ressortirent avec toute leur force et se firent sentir très nettement.

Au cours de la première guerre mondiale et plus particulièrement après la Révolution socialiste d'Octobre, le Parti déploya une grande activité de propagande et d'éducation parmi les soldats, tant au front qu'à l'arrière, dans le but de les préparer « à suivre l'exemple de leurs frères russes », c'est-à-dire de la révolution. Mais, au moment décisif, lorsqu'au front les combattants tournèrent leurs baïonnettes contre les responsables de la guerre, s'insurgèrent et se dirigèrent vers Sofia, c'est-à-dire mirent en pratique l'exemple de leurs frères russes, le Parti ne s'avéra pas à la hauteur de sa tâche ; il ne sut pas organiser les soldats révoltés, se mettre à leur tête et étendre l'insurrection à tout le pays, avec la participation des ouvriers et des paysans; il ne sut pas l'orienter et la transformer en un soulèvement du peuple contre la monarchie, principal agent de l'impérialisme allemand, ainsi que contre la clique capitaliste au pouvoir, qui avait profité de la guerre pour voler et s'enrichir.

Si le Parti avait lancé alors, résolument, le mot d'ordre de paix et de république démocratique populaire, ce mot d'ordre aurait uni sans conteste la masse énorme des travailleurs des villes et des villages. D'autre part, une action concertée entre le parti des ouvriers et l'Union agrarienne aurait garanti le succès de l'insurrection. Un soulèvement populaire victorieux en 1918, au nom d'une république populaire, pouvait changer la direction générale du développement du pays et des Balkans, cela dans l'intérêt de l'énorme majorité de notre peuple.

La principale, raison pour laquelle notre Parti ne s'est pas placé à la tête des masses des

soldats insurgés contre la guerre et la monarchie, en automne 1918, réside en son esprit doctrinaire, en ses conceptions non bolcheviks, ainsi que dans les méthodes et les survivances du socialisme de gauche.

Sans la conception léniniste sur le rapport et le lien organique entre la lutte pour la démocratie et celle pour le socialisme, notre Parti considérait que l'époque de la révolution sociale étant arrivée – le mot d'ordre de république populaire – qui n'est pas un mot d'ordre spécifiquement socialiste, ne pouvait être lancé par un parti marxiste.

Sans la conception léniniste sur l'union de combat entre ouvriers et paysans, le Parti estimait que les masses des soldats, formées surtout de paysans qui n'étaient pas prêts à lutter pour le pouvoir soviétique, ne seraient pas capables non plus de mener une véritable lutte révolutionnaire. Cette conception doctrinaire du marxisme empêcha notamment notre Parti de diriger l'insurrection des combattants ; il n'entreprit rien pour transformer la révolte en une insurrection générale, par suite de quoi elle fut isolée, laissée sans direction sûre et étouffée.

Ainsi, le socialisme des « tesni » fut un courant révolutionnaire-marxiste, mais non pas le bolchévisme sur terrain bulgare. Une longue lutte pour la bolchévisation du Parti fut nécessaire, pour qu'il devienne un parti de type nouveau, un Parti marxiste-léniniste, tel qu'il se présente aujourd'hui, avec un sentiment d'orgueil légitime, devant son congrès actuel.

L'adhésion du parti à l'internationale communiste et le commencement de la bolchévisation

Notre Parti accueillit unanimement et avec enthousiasme la grande Révolution socialiste. Il en adopta les mots d'ordre. Il mobilisa les travailleurs chez nous pour la défense de la jeune République socialiste soviétique.

Pendant la guerre civile, l'intervention impérialiste et la famine atroce dans les régions

de la Volga, notre Parti déploya une remarquable campagne, tant en ce qui concernait la politique que les secours à la population russe. Mémorables resteront dans notre histoire ces mois, où nos paysans laborieux, avec un enthousiasme et un esprit de sacrifice extraordinaires, faisaient don de grandes quantités de denrées à leurs frères soviétiques et quand, par sa lutte, la classe ouvrière, avec en tête le Parti lui-même, démoralisa l'armée de 20.000 hommes de Wrangel se trouvant en territoire bulgare, et l'empêcha d'être lancée par les adeptes de Churchill dans l'intervention contre le pays des Soviets.

À son congrès de 1919, notre Parti se déclara un Parti communiste. Contrairement à ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres pays, il rejoignit tout entier l'Internationale communiste. Mieux encore, il prit part à sa fondation, sous la direction du Parti bolchevik et de l'immortel Lénine. Il adopta une nouvelle déclaration de programme, accepta la révolution prolétarienne, non pas comme un but de l'avenir indéfini, mais comme une tâche pratique, pour laquelle les conditions objectives étaient déjà mûres et dont la solution dépendait de la préparation du facteur subjectif de la révolution, c'est-à-dire, principalement de la résolution et de l'aptitude du Parti d'en être l'organisateur et le chef. À son congrès de 1921, il adopta, en tant que question fondamentale de la révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des soviets. De même, dans la résolution sur la question paysanne, le Parti proclama comme condition indispensable à la victoire de la révolution, l'union entre ouvriers et paysans, sous la direction de la classe ouvrière. L'adoption de ces dispositions du programme, que le Parti popularisait largement par l'édition en bulgare des principales œuvres de Lénine, était accompagnée d'une participation active du Parti aux travaux de l'Internationale communiste.

Le Parti accepta aussi le principe des méthodes de la lutte illégale, leur coordination

avec la vaste utilisation de toutes les possibilités légales de lutte et de propagande révolutionnaires, que représentaient le parlement et les conseils municipaux et généraux. Il jeta les premières bases d'une organisation militaire du Parti, déploya un travail considérable de propagande et d'organisation parmi les soldats et passa à l'armement des masses. Il présidait aux luttes orageuses des travailleurs à l'issue catastrophique de la guerre, aux grands mouvements en faveur d'une amnistie, contre la vie chère, contre l'utilisation de la Bulgarie comme base d'intervention en Russie soviétique, pour la reconnaissance diplomatique de l'U.R.S.S.

En même temps le Parti mena une lutte massive pour transformer les municipalités, d'instruments d'oppression, de pillage et d'exploitation, en organes au service des intérêts des masses laborieuses. Une série d'importantes municipalités et quelques communes rurales « trouvaient sous sa direction. C'est ainsi qu'en 1920, nous comptons 22 conseils municipaux communistes urbains et 65 ruraux. Leur politique populaire, économique et culturelle au profit de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses se heurta, naturellement, à une résistance acharnée de la bourgeoisie et de son pouvoir central. Méorable restera dans l'histoire de notre pays, la lutte longue et extrêmement acharnée pour l'existence et la consolidation de ce qu'on appelait alors « les communes ».

Bien entendu, sans la conquête du pouvoir de l'État par le prolétariat, avec le Parti en tête, ces communes ne pouvaient avoir une longue existence et furent éliminées par la bourgeoisie les unes après les autres.

Mais la lutte, menée par les travailleurs, sous la direction du Parti, pour la conquête des communes, contribua beaucoup à renforcer la cohésion des masses contre les exploiters et les pillards des fruits du travail populaire et renforça davantage encore la confiance de ces masses dans le Parti.

Ce dernier liait, en général, les luttes pour les revendications immédiates des travailleurs à la préparation des combats décisifs pour la victoire de la révolution. Lorsque des intérêts importants des travailleurs étaient en jeu, lorsque leurs droits et leurs libertés politiques se trouvaient sérieusement menacés, il n'hésitait pas à recourir à l'organisation d'une grève politique générale, comme ce fut le cas par exemple, en 1919-1920, à de grandes actions des masses, ainsi qu'à la collaboration avec le gouvernement agrarien en 1922. C'est ainsi que face à la réaction et au fascisme menaçant, le Parti groupa de nouvelles et larges masses des villes et des campagnes.

Mais, participant déjà à l'Internationale communiste et s'affirmant par ses sérieux succès comme le dirigeant des luttes de classe des travailleurs dans la situation révolutionnaire au lendemain de la guerre, le Parti n'arrivait pas à concevoir – ses dirigeants ne sachant pas la lui indiquer – la différence complète existant entre le socialisme des « tesni » et le bolchévisme. Il n'a pas su tirer de cette différence tous les enseignements pour lui-même et prendre la tête de la lutte pour surmonter les survivances du socialisme des « tesni », pour se réarmer avec la doctrine marxiste-léniniste.

En vérité, le Parti accumulait une expérience révolutionnaire propre, mais les habitudes qui prévalaient dans son sein étaient encore celles de la propagande autorisée par la loi et de la conception selon laquelle le marxisme serait plutôt une doctrine, qu'une méthode d'action révolutionnaire.

Ceci est clairement démontré par la position prise par la direction du Parti, le 9 juin 1923, lorsque prévalut la conception doctrinaire du socialisme des « tesni » sur le processus révolutionnaire. La « neutralité » néfaste, proclamée par les dirigeants du Parti, était justifiée par des considérations de doctrines mortes, étrangères à la réalité et au marxisme révolutionnaire. Ils affirmaient alors que le gouvernement agrarien s'étant compromis par

son régime, les masses populaires ne voudraient pas se lever pour le défendre du coup d'État fasciste. D'un autre côté, puisque la paysannerie n'était pas encore prête à se battre pour un gouvernement des ouvriers et des paysans, elle ne suivrait pas l'appel du Parti communiste pour une insurrection contre le fascisme. De toute évidence les dirigeants sous-estimaient l'immense autorité que le Parti avait conquise parmi les masses par ses luttes. Ils sous-estimaient la haine éprouvée par elles contre le fascisme et l'oligarchie bancaire et militariste, haine suscitée par les représentants de la cour royale et les cliques bourgeoises et monarchistes, et attisée par le Parti communiste lui-même. Si ce dernier avait suivi l'exemple donné par le Parti bolchevik lors de la tentative du coup d'État de Kornilov (septembre 1917) ; si, uni aux forces saines de l'Union agrarienne, il s'était déclaré résolument contre les conspirateurs fascistes, il n'y a aucun doute que le coup d'État eût été écrasé. C'est précisément par suite de la prédominance, au sein de sa direction, des conceptions non-bolcheviks du socialisme des « tesni » sur la révolution, que le 9 juin 1923 et les jours suivants, le Parti subit une défaite morale et politique ; le moment extrêmement favorable à l'écrasement des forces monarcho-fascistes dès le début de leur agression et à la conquête de positions sérieuses dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme, a été ainsi manqué.

Le socialisme des « tesni » n'a pu résister, en tant qu'armement idéologique et politique de la classe ouvrière, à l'épreuve de l'histoire dans les conditions nouvelles de la crise capitaliste de l'après-guerre et de la lutte immédiate pour le pouvoir. Cet armement s'est avéré manifestement insuffisant et impropre à assurer la victoire du prolétariat chez nous.

Il fallait que notre Parti en prenne conscience, qu'il comprenne, à la lumière de sa propre expérience révolutionnaire, la différence entre le socialisme des « tesni » et le bolchévisme ; qu'il réforme toute son activité politique et organisatrice dans l'esprit du

marxisme-léninisme, surmontant résolument les conceptions négatives social-démocrates, les habitudes et les méthodes désuètes. Il fallait que les solides traditions marxistes des « tesni », leurs vertus et leur expérience se fondent dans le creuset du bolchévisme.

Notre Parti s'était déjà engagé dans cette voie.

Cependant, l'épuration du Parti des survivances du passé et sa bolchévisation devaient maintenant s'opérer dans les dures conditions de la clandestinité et de la terreur blanche créées après l'étouffement de l'Insurrection de Septembre, sous le feu impitoyable et ininterrompu de l'ennemi.

L'insurrection de septembre 1923, tournant décisif dans la bolchévisation du parti

Le soulèvement populaire antifasciste du mois de septembre 1923, organisé et dirigé par le Parti communiste bulgare, marque un tournant décisif dans le développement du Parti : son passage du socialisme des « tesni » au bolchévisme.

Ce que le Parti communiste ne sut pas réaliser lors de la crise provoquée par le coup d'État, il essaya d'y parvenir plus tard, lorsque le gouvernement fasciste plongea le pays dans une nouvelle crise, qui amena le soulèvement armé de septembre. Le solide noyau marxiste, aidé par l'Internationale communiste, l'emporta à la direction du Parti en août 1922 et imposa un changement radical de la stratégie et de la tactique. Le Parti rompit son isolement politique, adopta résolument une ligne de conduite orientée vers le rassemblement de toutes les forces antifascistes en un bloc cohérent des travailleurs des villes et des campagnes et entreprit la préparation sérieuse des masses pour la lutte contre la dictature monarcho-fasciste, allant jusqu'au soulèvement armé, au nom d'un gouvernement ouvrier-paysan.

Appliquant cette nouvelle ligne politique, il conclut un accord pour la lutte commune avec l'Union agrarienne, essaya de s'entendre avec l'organisation macédonienne, tendit la main aux social-démocrates, que leurs chefs avaient attachés à la clique de Tzankov. (Chef du gouvernement fasciste issu du coup d'État du 9 juin 1923.) En collaboration avec l'Union agrarienne, le Parti prit la tête de l'insurrection populaire de septembre.

Il va sans dire que les conditions dans lesquelles eut lieu l'insurrection de septembre n'étaient déjà plus aussi favorables qu'en juin. L'initiative était passée aux mains de l'ennemi. Même en septembre, la victoire de l'insurrection était objectivement possible. Tout dépendait de l'énergie, de la hardiesse persévérante, de l'unanimité du Parti et des masses insurgées. Pourtant, le fait que la tactique du 9 juin n'avait pas été condamnée définitivement comme fautive et nuisible à tous les échelons du Parti, que ce dernier n'était pas encore réellement bolchevik, comme je l'ai déjà souligné en d'autres occasions, l'empêcha de bien organiser et diriger l'insurrection de septembre 1923. Cependant, les événements de septembre montrèrent que de nombreux responsables du Parti, au centre et à la base, n'avaient pas du tout adopté le cours d'une lutte résolue, intransigeante contre le fascisme, ou ne l'avaient fait qu'en paroles, sans conviction, sans volonté combative, sans le désir de préparer réellement le Parti à une telle épreuve. Voici pourquoi les événements trouvèrent sans préparation plusieurs organisations du Parti. Au moment de l'insurrection, de nombreux dirigeants d'organisations de base ne se décidèrent pas ou s'avérèrent incapables d'entreprendre aucune action contre le pouvoir fasciste. C'est en cela que résident les causes principales de la défaite de l'insurrection.

Il existe, cependant, des revers qui contribuèrent beaucoup à la victoire ultérieure de l'œuvre libératrice de la classe ouvrière. Tel fut le cas de l'échec de l'insurrection de septembre 1923.

Il convient de noter qu'en dépit de cet insuccès, le fait que le Parti ait pris la tête de l'insurrection, qu'il ait mis fin au défaitisme de juin et adopté une ligne politique ferme de lutte contre la dictature fasciste, a eu une importance décisive pour son avenir et celui du mouvement révolutionnaire chez nous.

L'insurrection de septembre a creusé un fossé si sanglant entre les masses du peuple et la bourgeoisie fasciste, que rien ne pouvait plus le combler. Voilà pourquoi, durant toute la période qui s'ensuivit, le fascisme n'est jamais parvenu à consolider ses positions, ni à créer une large base sociale. D'autre part, la lutte, pleine d'abnégation et d'esprit de suite, ainsi que les efforts inlassables du Parti communiste pour la réalisation du front antifasciste uni, l'ont étroitement rapproché des masses populaires, ont renforcé les liens l'unissant à elles et ont créé les conditions lui permettant d'assurer le rôle dirigeant parmi les travailleurs des villes et des campagnes, dans la bataille menée pour la démocratie et le socialisme.

La leçon sanglante donnée par l'insurrection de septembre a poussé résolument vers l'avant le processus de la bolchévisation du Parti. La reconnaissance ouverte de l'erreur du 9 juin par son chef, Dimitre Blagoév, et son approbation sans réserve de l'insurrection de septembre, y contribuèrent également. Cependant, la défaite et les lourdes pertes subies par le Parti et par les masses alimentaient par ailleurs les courants de liquidation de gauche et de droite en son sein. Ces courants se déclarèrent tous deux contre l'insurrection de septembre et s'unirent en un bloc, dépourvu de principes, pour combattre les dirigeants du Parti ayant mené cette insurrection. Le but final poursuivi par ce bloc était, de fait, la liquidation du Parti communiste.

Un groupe d'anciens militants, ayant à leur tête Nicolas Sakarov et Ivan Klintcharov, déclarèrent le Parti « liquidé » et jetèrent les bases d'un groupuscule opportuniste, dénommé « parti indépendant du travail ». Les ouvriers



accueillirent ce « parti » de trahison avec une profonde indignation et le Comité central exclut du Parti les liquidateurs. Cette manœuvre dénonça le danger qui menaçait le Parti et contre lequel il fallait mener une lutte sans merci.

La conférence illégale de Vitocha, réunie après l'insurrection de septembre et l'interdiction du Parti, marqua un moment important dans le développement de ce dernier. Cette conférence eut lieu au mois d'avril 1924, avec la participation de délégués de la plupart des districts. Elle se solidarisa avec le jugement du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en ce qui concerne les événements et la tactique du Parti, au cours de la période examinée. Elle reconnut qu'au 9 juin, celui-ci avait montré de graves faiblesses dans l'application de la tactique du front uni et qu'à cette même date, il avait même commis une faute fatale. La conférence trouva justifiée l'orientation du Parti en faveur d'une insurrection armée, adoptée au début du mois d'août, mais condamna la tactique soutenue opiniâtement par la majorité de son Comité central et de son Conseil avant et après le mois de septembre. La justification de l'attitude erronée du Comité central entrava considérablement l'orientation consciente du Parti vers l'insurrection armée.

La conférence approuva le fait que le Parti « se soit placé à la tête de l'insurrection » entreprise par les masses populaires et ait déterminé, cela « dans des conditions extrêmement difficiles », son but : « un gouvernement ouvrier et paysan ». Le Parti essaya de « l'organiser, de l'unir et de l'élargir ». Il prouva de cette manière qu'il était « capable de passer de la propagande et de l'agitation à l'action révolutionnaire » ; qu'il était un « parti réellement communiste », qui accomplirait avec honneur ses tâches : préparer les travailleurs à une nouvelle insurrection armée pour l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

L'importance de la conférence de Vitocha consiste en ce que, dans un de ses moments les plus difficiles, le Parti a pu unir tous ses éléments sains autour du noyau septembriste du Comité central, et les placer sur la ligne politique de septembre, approuvée et sanctionnée par l'Internationale communiste. Cependant, en mobilisant les masses pour l'application de la juste ligne du Parti, celui-ci n'attira pas suffisamment l'attention de ses membres sur le danger des déviations de droite et de gauche, contre lesquelles il fallait mener une lutte résolue. Frappant la déviation de droite, le Parti ne s'aperçut pas assez du danger des déviations de gauche.

La situation, au cours de la période qui suivit la défaite de l'insurrection de septembre et la mise hors la loi du Parti communiste et des organisations ouvrières de classe, se caractérise par les faits suivants :

1° Le groupe se trouvait devant la perspective de nouvelles luttes pour le renversement du gouvernement fasciste et l'établissement d'un gouvernement des ouvriers et des paysans. Les résultats des élections législatives de novembre 1923 confirmèrent les estimations faites par la direction du Parti et qui concordaient avec celles de l'Internationale communiste. Ils montrèrent que l'opposition contre le gouvernement fasciste, représentée par le Parti communiste et l'Union agrarienne, n'était pas assez forte. Il en résulta que les masses populaires, profondément indignées, étaient prêtes à reprendre la lutte pour renverser le gouvernement fasciste.

2° Le fait que les communistes et les agrariens avaient pris part aux élections avec des listes communes, démontra qu'ils s'étaient instruits des leçons du passé et qu'ils avaient adopté la tactique du front uni. La lutte menée en commun par le Parti communiste et l'Union agrarienne a été d'une importance décisive pour la victoire des élections d'alors.

3° La dictature fasciste entravait fortement le travail légal du Parti au sein des masses. En

même temps, la perspective de nouvelles luttes armées l'obligea à porter principalement son attention sur la préparation militaire des masses.

La situation générale et plus particulièrement la terreur blanche firent apparaître le danger d'une déviation ultra-gauchiste, qui se fit jour, surtout dans l'organisation militaire du parti ; ce dernier pour riposter aux mesures terroristes du gouvernement, entreprit l'organisation de détachements de francs-tireurs et de quelques actes terroristes.

Entre temps, vers la fin de 1924 et le début de 1925, la situation s'était déjà transformée. La position internationale et intérieure du fascisme, à l'issue de la stabilisation partielle et provisoire du capitalisme en Europe, s'était quelque peu raffermie. Les possibilités d'un nouveau soulèvement armé n'existaient plus. La représentation du Parti à l'étranger procéda à un nouvel examen de la situation intérieure et internationale du pays et proposa d'abandonner le cours de l'insurrection armée. La nouvelle ligne politique qu'elle préconisait : la création d'organisations de masse et le déploiement de luttes de masse de la part des ouvriers et des paysans pour la satisfaction de leurs revendications vitales, devaient prévenir le danger d'une déviation ultra-gauchiste funeste au Parti et au mouvement révolutionnaire. Cependant, à l'intérieur du pays, la direction du Parti ne se montra pas en mesure de s'opposer résolument, en temps utile, à la déviation ultragauchiste prônant l'abandon de la ligne d'une insurrection armée et la réorganisation de toute l'activité du Parti, en conformité avec la nouvelle situation politique.

Le gouvernement fasciste poursuivait avec une rage accrue son activité terroriste et, profitant des actes de désespoir, entrepris par la direction de l'organisation militaire du Parti, dont l'apogée fut l'attentat de la cathédrale de Sofia, il se lança dans l'extermination des militants communistes, des militants ouvriers et paysans.

La vague de terreur, qui suivit l'attentat de la cathédrale, le 16 avril 1925, porta au Parti un coup extrêmement rude. Sa direction fut désorganisée. La plus grande partie de ses cadres expérimentés, ayant survécu à l'insurrection de septembre, fut massacrée, jetée en prison ou obligée d'émigrer. Les conditions du travail clandestin devinrent extraordinairement pénibles. C'est dans ces conditions que le Parti devait diriger les luttes des travailleurs, poursuivre le combat contre le fascisme. Parallèlement à cela, il devait s'enrichir de tous les enseignements pouvant être tirés des défaites de 1923 et 1925, en découvrir les principales causes, unir étroitement ses cadres et tous ses membres sur la base du bolchévisme. Ayant essuyé de graves revers, des pertes humaines considérables, privé de ses cadres dirigeants les meilleurs, le Parti traversa une période particulièrement difficile de son développement.

La question de son passé et de sa bolchévisation fut posée et discutée pour la première fois, à la conférence de Moscou en 1925, convoquée sur l'initiative de sa représentation à l'étranger, avec l'assentiment du Comité exécutif de l'Internationale communiste. A cette conférence prirent part les membres survivants du Comité central et les militants, émigrés au cours des événements de 1923 à 1925. Mais, l'appréciation donnée par la conférence, à savoir que le Parti avait réussi « petit à petit et sans secousses, sans grandes crises intérieures, à passer de l'époque du développement organique du capitalisme à celle de son effondrement, qu'il avait réussi à comprendre les particularités de la période révolutionnaire et à s'y adapter » était quelque peu forcée et ne correspondait pas entièrement à la réalité. L'expérience a montré que le passage du Parti de « l'époque du capitalisme à celle de son effondrement » avait été difficile, plein d'hésitations, accompagné de graves erreurs, comme celle commise lors du soulèvement militaire de Vladava en 1918, celle du 9 juin 1923 et l'ultra-gauchisme dont firent preuve des

dirigeants de l'organisation militaire du Parti, le 16 avril 1925.

La compréhension des traits caractéristiques de l'époque révolutionnaire était, en général, une tâche sérieuse et difficile, mais il était encore plus difficile de comprendre les particularités spécifiques de la période révolutionnaire dans les Balkans, où notre Parti devait agir. La conférence releva avec raison qu'il était nécessaire pour cela, de s'assimiler le marxisme-léninisme, en tant que guide d'action, d'étudier l'expérience de la révolution russe et sa propre expérience révolutionnaire. Avec une saine autocritique, le Parti devait se rééduquer, de façon à être à même de s'orienter en toute conjoncture historique, et en tenant compte des conditions concrètes, de diriger judicieusement la lutte des masses sur la voie de la révolution internationale.

La séance élargie du Comité central, qui eut lieu en 1926 à Vienne, ne dépassa pas la conférence de Moscou sur la question de la bolchévisation du Parti. Il est vrai que cette séance souligna particulièrement la tâche de créer « le ralliement idéologique des masses du Parti autour du drapeau de son Parti et de celui de l'Internationale communiste, sur la base du léninisme ». C'est à bon droit que la conférence de Moscou et la séance de Vienne soulignèrent l'énorme importance qu'avait pour la bolchévisation du Parti, l'étude de sa propre expérience à la lumière du léninisme. Mais la séance élargie du Comité central et la conférence de Moscou avaient tort de concevoir la bolchévisation comme un « processus de développement organique » et non pas comme une lutte pour surmonter les traditions non bolcheviks de la période des « tesni ».

Après la conférence de Vitocha, qui unit le Parti communiste sur la ligne de l'insurrection de septembre, la deuxième conférence du Parti, qui eut lieu à Berlin, à la fin du mois de décembre 1927 et au début de janvier 1928, soumit à une discussion détaillée son activité pendant la période postérieure à 1929, sa

tactique, ainsi que ses réalisations, les fautes commises et la défaite subie. A la deuxième conférence, on devait mener une lutte acharnée contre les déviations de droite et de gauche.

Déjà, lors des délibérations de Moscou, étaient apparues d'importantes divergences quant au jugement à porter sur les fautes commises par le Parti. Les défenseurs de l'esprit capitulaire du 9 juin et les partisans de la déviation ultragauchiste, qui s'était manifestée au cours des événements d'avril 1925, s'unirent pratiquement dans leur lutte contre les dirigeants septembristes du Parti. Les représentants de la ligne septembriste devaient combattre sur deux fronts. A l'issue de débats circonstanciés sur toutes les questions, les droitiers, aussi bien que les gauchistes, plièrent leurs drapeaux et se rallièrent, pour la forme, aux propositions formulées par la direction du Parti.

Mais, après la conférence, les divergences éclatèrent avec une force accrue. Les opportunistes de droite et les sectaires de gauche s'unirent en un bloc dépourvu de principes, pour lutter contre les dirigeants septembristes, ce qui fut nettement confirmé au cours de la deuxième conférence du Parti.

Par suite des lourdes difficultés d'organisation que traversait le Parti, les délégués à la conférence furent peu nombreux et dans une grande mesure, désignés au hasard. En outre, la formation au sein du Parti, d'une fraction ultra-gauchiste, sectaire et secrète, était déjà assez poussée. Cette fraction, composée de quelques éléments intellectuels petit-bourgeois, s'efforça de créer artificiellement, par une propagande camouflée, une majorité fractionnaire, afin d'imposer ses vues sectaires et de s'emparer de la direction.

Au cours de débats longs et acharnés, l'esprit du 9 juin et de liquidation de droite fut entièrement et définitivement démasqué et désarmé. Mais la fraction sectaire ultragauchiste, encouragée par les éléments trotskistes et gauchistes de certains autres

Partis communistes, ne désarma pas, malgré son vote en faveur de la résolution proposée par les dirigeants septembristes du Parti; immédiatement après la conférence, elle poursuivit, en la renforçant, son action dissolvante.

La conférence fit un effort sérieux pour soumettre à une analyse générale le passé du Parti. Elle indiqua ce qui rapprochait le socialisme des « tesni » du bolchévisme et aida le Parti à évoluer vers ce dernier. Mais, malgré ce pas considérable en avant, elle n'alla pas jusqu'au bout. Elle ne définit pas clairement la différence fondamentale entre le socialisme des « tesni » et le léninisme, sur les questions de base de la révolution. Elle continua de considérer la bolchévisation du Parti comme une adaptation des « tesni » aux nouvelles conditions et non pas comme une lutte décisive, pour surmonter les survivances social-démocrates dans le Parti et le réarmer par le marxisme-léninisme. Relevant que pendant la période d'après-guerre, le Parti « se développait et agissait généralement comme parti révolutionnaire du prolétariat bulgare », la seconde conférence du Parti déclarait « qu'il avait passé successivement des méthodes de l'agitation et de la propagande et des méthodes de lutte économique de la période d'avant-guerre, aux méthodes de l'action révolutionnaire de masse, en s'adaptant aux exigences de l'époque révolutionnaire ». Il est vrai que la conférence souligna que cette évolution « ne suivait pas une ligne droite, mais s'effectuait en zig-zag et avec hésitation », que la bolchévisation du Parti s'effectuait par « la lutte que se livrent les tendances bolcheviks qui le poussent vers l'avant et les vestiges social-démocrates qui le tirent en arrière ». Cependant, elle déclarait en même temps « que le socialisme révolutionnaire des « tesni » et l'esprit septembriste se sont unis et forment les deux racines inébranlables du Parti bolchevik du prolétariat bulgare ».

Cette conférence caractérisa l'insurrection de septembre comme « la négation totale de la

tactique du 9 juin », comme un profond tournant dans le développement du Parti, qui a posé le fondement de « la rupture définitive et irrévocable avec l'esprit de la social-démocratie et du 9 juin », comme le pas le plus décisif dans la voie de la bolchévisation du Parti.

Dans son analyse de la période de la social démocratie « étroite », la deuxième conférence, sans identifier le socialisme des « tesni » au bolchévisme, mettait l'accent sur ce qui rapprochait ce socialisme du bolchévisme, et non pas sur ce qui les distinguait. Elle ne montrait pas assez clairement tout ce qui les séparait.

En passant en revue cette période, je dois réaffirmer de cette tribune ce que j'ai dit à plusieurs reprises : il est regrettable que nous, les plus proches camarades de lutte de Dimitre Blagoév, ne soyons par parvenus, après sa mort, à effectuer en son temps l'estimation complète et marxiste-léniniste nécessaire de toutes les valeurs du passé révolutionnaire, du Parti et du prolétariat bulgare, pour pouvoir, en utilisant pleinement le grand capital du mouvement révolutionnaire, surmonter plus rapidement et définitivement les restes non-bolcheviks de la période des « tesni ».

C'est justement cette circonstance qui, parallèlement à la difficile situation du Parti, plongé dans l'illégalité, fut exploitée par les différents éléments ultra-gauchistes, pour s'introduire au sein de sa direction, voire y acquérir pour quelque temps la prédominance.

La lutte contre le sectarisme de gauche dans le parti et sa suppression

Abusant de l'autorité de l'Internationale communiste, se présentant à l'intérieur du Parti comme les meilleurs interprètes de ses décisions, profitant, comme je l'ai déjà dit, des conditions illégales et difficiles dans lesquelles il se trouvait, aidés également par les éléments hostiles, camouflés dans l'appareil du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et dans d'autres Partis communistes de cette époque, les

sectaires de gauche, Iskrov, Gocho Lambrev, Ilya Vassilev (Boyko) réussirent à organiser, en usant de moyens fractionnaires, la session plénière du Comité central durant l'été 1929 et à s'infiltrer, de fait, dans la direction du Parti. Ils lancèrent le mot d'ordre « extirper le socialisme des tesni » et engagèrent une lutte hypocrite contre les anciens cadres fidèles au Parti et contre le passé révolutionnaire de celui-ci, le poussant dans la voie funeste de l'isolement des masses. La passivité de vieux militants jouissant naguère d'autorité dans le pays et qui avaient renoncé à toute activité, favorisa leur entreprise.

La fraction sectaire de gauche devint le principal obstacle à la bolchévisation du Parti. Au moment où la dictature fasciste, parallèlement aux actes terroristes contre celui-ci, s'efforçait également de le décomposer à l'intérieur, de le décapiter, d'en désorganiser la direction, elle trouva dans les principaux dirigeants de la fraction des sectaires de gauche ses auxiliaires parmi les meilleurs. En outre, ainsi que le démontrèrent les révélations qui furent faites par la suite en U.R.S.S., sur les agissements des agents étrangers ennemis au sein du Parti bolchevik et dans d'autres Partis communistes, certains de ces dirigeants avaient en effet été au service de tels agents.

Mais, malgré la prépondérance provisoire de la fraction des sectaires de gauche, le Parti possédait suffisamment de forces saines pour diriger les luttes des travailleurs dans les diverses régions du pays, cela au moment où le mouvement ouvrier prenait son essor.

La stagnation, dans laquelle s'était vu plongé le mouvement des ouvriers et des travailleurs, les cruels revers de 1923 et 1925 étaient peu à peu surmontés. En 1927, fut créé le Parti ouvrier, organisation légale de la classe ouvrière. Les syndicats ouvriers furent également reconstitués. Agissant sous la direction du Parti communiste illégal, ce parti parvint à acquérir, en peu de temps, une grande autorité parmi les masses.

Pendant cette période se déroulèrent des grèves importantes, de grands succès électoraux furent remportés, et tout ce qui pouvait être réalisé légalement fut largement utilisé. Le Parti grandissait et continuait à marcher hardiment vers l'avant. Il est hors de doute, cependant, que ses succès auraient été beaucoup plus importants, sans l'influence malfaisante de la fraction des sectaires de gauche. C'est ainsi, par exemple, qu'à la deuxième session plénière, au lieu de porter son attention sur la prise par le Parti de la direction du nouvel essor de la combativité des masses, les sectaires de gauche s'engagèrent dans des analyses scolastiques et étroites sur le passé du Parti et élaborèrent une résolution kilométrique qu'un ouvrier n'aurait pu lire jusqu'au bout. C'est toujours par la faute de ces sectaires de gauche que notre Parti ne sut pas assurer l'élargissement et la réalisation heureuse de la sérieuse brèche pratiquée dans le front de la dictature fasciste pendant l'été 1930, ainsi que lors du coup d'État du 19 mai 1934.

Le cours politique des sectaires de gauche, en réalité un cours trotskiste, n'avait rien de commun avec la ligne de l'Internationale communiste et lui était hostile.

1. A la place d'une appréciation lucide de la situation, sur la base d'une analyse marxiste concrète des forces agissantes, on se contentait de répéter les formules générales de la stratégie et de la tactique léniniste-stalinienne et l'on transposait mécaniquement les solutions adoptées par les autres Partis communistes, sans égard aux conditions concrètes dans notre pays. Les succès que le Parti enregistra, en dépit de la direction des sectaires de gauche, ceux-ci se les attribuaient et déclaraient que le Parti se trouvait devant la tâche immédiate d'établir en Bulgarie la dictature du prolétariat.

2. Le travail sérieux et opiniâtre, parmi les ouvriers et les paysans, pour populariser les slogans du Parti, préparer la lutte, mobiliser les masses, était remplacé par des phrases « révolutionnaires » et des appels

grandiloquents en faveur d'actions « révolutionnaires ». Le mot d'ordre « d'offensive générale ouverte », « d'occupation des rues », de « la prise des terres » et autres exploits « révolutionnaires » semblables, sont caractéristiques du cours politique des sectaires de gauche. Le mot d'ordre de la grève politique était à tel point compromis par ces derniers, que l'Internationale syndicale rouge se vit obligée expressément de se déclarer contre son lancement en Bulgarie.

3. La direction effective, basée sur l'adoption consciente, de la part de ses membres et des organisations de masse, des décisions et directives du Parti, laissa place à un commandement mécanique, voire brutal. L'attitude prise par la direction sectaire de gauche à l'égard du Parti ouvrier légal était fautive et extrêmement nuisible. Bien que ce Parti ralliât un nombre considérable de membres expérimentés dans le travail au sein des masses, bien que l'influence du Parti communiste s'y exerçât par leur intermédiaire, ces cadres étaient traités comme des cadres de second ordre. Après le coup d'État du 19 mai 1934, lorsque le Parti ouvrier et les autres organisations de masse furent interdits, les sectaires de gauche n'organisèrent aucune résistance et se hâtèrent de déclarer le Parti ouvrier « liquidé par lui-même ».

4. Sous le couvert d'une fautive « bolchévisation », ils affirmèrent que la période des « tesni » était une période « menchévik » et « anti-bolchevik ». Camouflés en défenseurs de l'insurrection de septembre, ils propagèrent la « critique » trotskiste de cette insurrection, partirent en guerre contre les cadres septembristes du Parti. Les dirigeants sectaires de gauche sabotèrent même la campagne antifasciste internationale, relative au procès de Leipzig.

5. En s'emparant pour quelque temps, avec l'aide de leurs confrères trotskistes de l'extérieur, de la direction intérieure du Parti et en s'identifiant à celui-ci, ces sectaires se

constituèrent en une fraction trotskiste clandestine au sein du Parti. Camouflés en léninistes, utilisant avec duplicité l'autorité de l'Internationale communiste, ils détruisaient les fondements du Parti et compromettaient le mouvement révolutionnaire.

Il faut noter avec reconnaissance que la lutte du Parti pour surmonter le sectarisme de gauche était fermement appuyée par l'Internationale communiste et par son parti dirigeant, le Parti bolchevik, surtout en connexion avec la deuxième session plénière du Comité central, dont les décisions nuisibles furent rejetées par le Comité exécutif de l'Internationale communiste.

La résolution prise en août 1930, par le secrétariat politique de ce Comité exécutif, fut très importante pour notre Parti. Elle aborda les questions fondamentales du mouvement communiste en Bulgarie. Elle servit de base au rassemblement des cadres sains du Parti pour une politique véritablement marxiste-léniniste. Cette résolution montra clairement ce qu'il y avait de révolutionnaire marxiste dans la période des « tesni », que le Parti devrait non pas rejeter, mais « préserver et approfondir ».

En même temps, la résolution du secrétariat politique montrait avec précision la différence entre le socialisme des « tesni » et le léninisme, sur les questions fondamentales de la révolution prolétarienne.

Elle montra l'insurrection de septembre, comme le tournant décisif dans la bolchévisation du Parti, comme le début de la cristallisation bolchevik au sein de ses cadres, anciens et nouveaux, cristallisation entravée par la lutte insuffisamment conséquente de la direction du Parti contre les reliquats des traditions non-bolcheviks et contre la maladie infantile du gauchisme.

La résolution appela le Parti à surmonter définitivement les survivances de la période du socialisme des « tesni », qui le gênaient dans sa transformation d'agitateur et de propagandiste de la révolution, en organisateur et dirigeant des masses dans leur lutte pour le pouvoir et qui

l'empêchaient de renforcer sa cohésion sur un programme commun, combattant le principal danger : toutes les manifestations de l'opportunisme et de la passivité, ainsi que le sectarisme de gauche.

Le secrétariat politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste appela le Parti à la lutte résolue contre le fractionnisme et le danger de décomposition du Parti, qui s'était fait jour.

Le processus de regroupement du Parti sur le programme élaboré par l'Internationale communiste fut entravé par les sectaires de gauche, qui adoptèrent la résolution en paroles ; cependant, ils cachèrent au Parti et à l'Internationale communiste leur désaccord avec cette résolution, entreprenant sa révision dans un esprit étroit.

Le Parti se vit de nouveau placé devant un grave danger, menaçant son existence et son développement. Pour son salut, il lui était nécessaire d'arracher la direction du Parti des mains des sectaires, de tendre toutes ses forces pour liquider ce cours de gauche et opérer un tournant décisif, passer de la phraséologie révolutionnaire à un travail et à une lutte de masse vraiment bolcheviks.

Seule la prompte condamnation des déformations sectaires dans tous les domaines de l'activité du Parti put aider ce dernier à rétablir ses liens avec les masses, à édifier le front unique populaire et antifasciste, à le rendre capable d'abolir la dictature militaire.

Et malgré les grandes difficultés inhérentes aux conditions de l'illégalité et de la terreur, notre Parti, fort de l'assistance de l'Internationale communiste, a pu mener à bien cette tâche.

Le nouveau cours, bolchevik, du parti

Le VIIe congrès de l'Internationale communiste marque un tournant dans la ligne suivie par le Parti ; il posa comme tâche primordiale pour cette période, la lutte contre le

fascisme, principal danger pour la classe ouvrière et les travailleurs, pour la paix et la liberté des peuples. L'arrêt de la progression et la défaite du fascisme requéraient la cohésion de la classe ouvrière et la formation sur cette base d'un front antifasciste puissant. La création du front uni exigeait des communistes de surmonter dans leurs propres rangs l'esprit de suffisance sectaire, qui était devenu un vice invétéré.

Surestimant la maturité révolutionnaire des masses et sous-estimant l'importance des luttes pour la défense des revendications et des droits des travailleurs, les sectaires alimentaient la passivité face à l'offensive fasciste. Remplaçant la politique de masse par une propagande abstraite, par l'esprit doctrinaire de gauche, préconisant des mots d'ordre et une tactique stéréotypés, pour tous les pays, sans tenir aucun compte des particularités concrètes dans chacun d'eux, les sectaires retardaient la croissance des Partis communistes, entravaient le déploiement de la lutte et la conquête par eux des larges masses des travailleurs. Mais, les Partis communistes devaient en même temps se montrer vigilants à l'égard du danger de droite, destiné à grandir avec le front uni, à provoquer des mouvements spontanés, ainsi que l'automatisme, la sous-estimation du rôle du Parti, l'incertitude dans les moments d'action déterminante.

Les décisions du VIIe Congrès de l'Internationale communiste ont eu une influence décisive sur le tournant effectué dans notre Parti et sur sa bolchévisation totale. Se rapportant aux événements survenus le 19 mai 1934, la résolution de l'Internationale communiste contre la direction sectaire de gauche posait déjà directement la question du remplacement de l'équipe sectaire, qui était absolument incapable de réaliser ce tournant. Ce changement fut accompli au début de 1935. Dans sa lettre ouverte du 1er octobre 1935, basée sur la résolution de 1934 de l'Internationale communiste, la nouvelle direction du Parti exposa brièvement et clairement la nature du cours opportuniste et

sectaire de gauche de ces quelques dernières années, lorsque « des éléments petits-bourgeois, doctrinaires, sectaires et fractionnaires, l'avaient emporté au sein de la direction du Parti et lui avaient imposé ce cours ».

Se basant sur les décisions du VIIe congrès de l'Internationale communiste, la lettre ouverte formulait de la façon suivante les tâches fondamentales du Parti :

Édifier le front antifasciste et populaire uni et l'organisation de la classe ouvrière, tout en fortifiant le Parti sous tous les rapports. La VIe session plénière du Parti de février 1936 établit de façon judicieuse et conséquente le cours bolchevik du Parti, à la lumière des décisions du VIIe congrès de l'Internationale communiste :

1. La session plénière faisait ressortir que la tâche fondamentale du moment était la création d'un vaste front populaire antifasciste, comprenant toutes les organisations non-fascistes, pour lutter au nom des revendications politiques suivantes : rétablissement de la constitution de Tirnovo, élections législatives, conformément à l'ancienne loi électorale, abolition de tous les décrets et règlements anticonstitutionnels, dissolution de toutes les organisations fascistes. C'est sur ce front et au nom de ces revendications que devaient se rassembler toutes les forces saines du peuple.

En même temps, le Parti proposa à toutes les organisations des travailleurs de mener en commun la lutte pour satisfaire les revendications vitales de ces derniers. Il se déclara prêt à accorder son appui à un gouvernement populaire antifasciste pour la réalisation de ce programme, bien qu'il estimât qu'une amélioration radicale de la situation des masses et que la défense intégrale des libertés du peuple, de la paix et de l'indépendance du pays ne pouvaient être assurées que par un gouvernement de forme soviétique.

2. La session plénière approuva entièrement le remplacement des sectaires de gauche à la direction du Parti et son transfert aux partisans convaincus et éprouvés du nouveau cours

bolchevik. En même temps, cette session releva la nécessité d'approfondir la critique du cours sectaire de gauche, afin que les militants en comprennent bien le caractère anti-léniniste et trotskiste, d'effectuer un travail systématique d'éclaircissement sérieux, pour leur permettre d'adopter le nouveau cours du Parti, cela, non seulement en paroles, mais aussi en pratique.

3. La session plénière élaborait des directives détaillées, pour rassembler tous les cadres restés fidèles au Parti, jeunes et vieux ; resserrer leur cohésion et les mobiliser pour un travail pratique, aux fins de renforcer l'unité véritable et consciente du Parti sur des bases marxistes-léninistes autour de son Comité central.

Grâce à ce cours bolchevik nouveau, les liens du Parti avec les masses se rétablirent rapidement, et son rôle dans la vie politique du pays ne fit que croître.

La formation du front populaire antifasciste progressait, non sans difficultés, en dépit de la résistance et du sabotage des leaders de l'aile droite des autres partis non fascistes. Aux élections législatives et municipales, le front populaire antifasciste et principalement le Parti, apparurent comme une grande force politique.

Le principal ennemi contre lequel le front populaire menait la lutte à l'intérieur du pays, était constitué par les promoteurs du fascisme : le gouvernement du roi Boris et le soi-disant mouvement social de Tzankov. Les principaux ennemis extérieurs qui menaçaient la paix et l'indépendance nationale de la Bulgarie, étaient les États fascistes : l'Allemagne hitlérienne et l'Italie. C'est contre cette double menace que le front populaire mobilisa les masses dans la lutte pour la paix, contre les fauteurs de guerre et leurs agents bulgares, pour la défense de l'indépendance nationale de la Bulgarie, pour des relations amicales avec tous les pays voisins, pour la sécurité collective et la défense commune de tous les pays démocratiques, grands et petits, ayant adopté une politique en faveur de la paix et de la démocratie, contre la guerre et le fascisme.



La préparation fiévreuse de l'Allemagne à une nouvelle guerre mondiale, l'agression hitlérienne contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, les efforts des impérialistes allemands, secondés par le monarcho-fascisme bulgare, pour soumettre la Bulgarie et l'englober dans leur « espace vital » et, plus tard, le déclenchement de la guerre mondiale par suite de l'agression contre la Pologne, créèrent, pour les pays balkaniques et la Bulgarie, le danger imminent d'être entraînés dans les hostilités.

Le Parti estimait avec raison que l'Union soviétique continuait à être le seul bastion puissant de la paix dans les Balkans et de l'indépendance des peuples balkaniques.

Partant de ce fait, il proclama que la tâche fondamentale de la politique étrangère de la Bulgarie était la conclusion d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S.

Si toutefois, dans le but de l'entraîner dans la guerre, on mettait la Bulgarie en danger d'être attaquée ou bien si elle était victime d'une agression de la part d'un des deux pays belligérants, le peuple bulgare lutterait de toutes ses forces pour la défense de sa liberté et de son indépendance, en recherchant l'appui de l'Union soviétique.

Dans ces conditions, le Parti orienta ses efforts vers le rassemblement de toutes les forces démocratiques, pour la défense de la paix et de l'indépendance du pays, pour les libertés et les intérêts vitaux des masses, contre la guerre, la réaction et le pillage capitaliste.

La proposition faite au gouvernement bulgare, en décembre 1940, par l'envoyé du gouvernement de l'U.R.S.S., Sobolev, pour la conclusion d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle entre les deux pays, confirma le bien-fondé de l'attitude du Parti, demandant que la Bulgarie soit orientée vers l'U.R.S.S. et renforça sa position à l'intérieur du pays. Le Parti devint le centre d'un puissant mouvement populaire en faveur d'un pacte d'amitié avec l'Union soviétique. Seuls, les éléments capitalistes et

réactionnaires déclarés des deux camps, les germanophiles et les anglophiles, unis dans leur haine contre l'Union soviétique et le communisme, restaient en dehors de ce mouvement.

La VIIe session plénière du Parti, réunie en janvier 1941, travailla sous le signe de la lutte contre l'entrée de la Bulgarie dans la guerre.

Le Parti se rendait compte que le gouvernement fasciste du roi Boris, rejetant la proposition soviétique, rattachait définitivement notre pays à l'Allemagne hitlérienne, chose qui ne pouvait qu'accroître pour lui le danger de guerre. Il déploya au sein des masses une campagne encore plus énergique en faveur du pacte avec l'Union soviétique et contre la participation de la Bulgarie. L'agitation gagna les soldats mobilisés à la frontière, l'insubordination apparut dans l'armée. Des mots d'ordre de retour au foyer, contre l'entrée de la Bulgarie dans le conflit aux côtés de l'Allemagne nazie, furent lancés. Il devint clair aux occupants hitlériens et à leurs agents bulgares, que notre pays ne représentait pas des arrières sûrs, que leur politique criminelle ne pourrait trouver l'appui du peuple bulgare.

La lâche agression de l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique, le 21 juin 1941, modifia de fond en comble la conjoncture internationale. Entreprise sous la forme d'une collision entre deux camps impérialistes, la seconde guerre mondiale se transforma en guerre libératrice des peuples, avec l'U.R.S.S. en tête, contre l'attaque hitlérienne. Notre Parti adopta une position résolue à l'égard du bloc germano-fasciste et de ses agents chez nous.

Dès le 22 juin, le Comité central du Parti fit paraître un appel au peuple bulgare, où il était dit :

« L'histoire ne connaît pas une guerre plus criminelle, une guerre plus impérialiste et plus contre-révolutionnaire que celle entreprise par le fascisme contre l'Union soviétique. Et vice versa, il n'est de guerre plus juste et plus progressiste que celle menée par les peuples soviétiques contre l'invasion fasciste, une guerre de

l'issue de laquelle dépend le sort de toutes les nations. Une guerre aussi juste ne saurait ne pas gagner les sympathies et l'appui de tout ce qu'il y a d'honnête et de progressiste dans le monde. Devant le peuple bulgare, dont l'énorme majorité nourrit un amour sans bornes envers le peuple soviétique fraternel et place en lui toutes ses espérances en un avenir meilleur, se dresse la tâche colossale de ne permettre, en aucune façon, que son territoire et son armée soient utilisés à des fins de brigandage par le fascisme allemand.

Soyez vigilants et opposez-vous de toutes les manières, le plus énergiquement, aux mesures que le gouvernement entreprendra pour nous entraîner dans la guerre ou pour mettre notre pays au service des bandits fascistes ! Pas un grain de blé bulgare, pas un morceau de pain aux fascistes et pillards allemands. Pas un seul Bulgare à leur service ! »

Déjà dans cet appel, le Comité central caractérisait l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. comme « une aventure insensée, dans laquelle Hitler se casserait inmanquablement la tête ».

Le 24 juin, le bureau politique du Parti s'orienta vers la préparation du peuple bulgare à une lutte armée, dirigée contre les occupants hitlériens et leurs agents chez nous.

Une commission militaire spéciale fut déléguée à cet effet. On procéda à la formation de groupes armés de combat, pour des actes de diversion et de sabotage ; leur tâche consistait à désorganiser les communications allemandes, à détruire les entreprises et dépôts servant aux hitlériens. Le Parti organisa également le sabotage de la production. Dans de nombreuses entreprises importantes, il en résulta une diminution de 40 à 50 %. Le Parti organisa d'autre part une campagne pour que les paysans dissimulent leurs produits. Il formula le mot d'ordre d'attaquer les unités et les bases nazies et de créer dans le pays un climat d'insécurité pour les Allemands et leurs agents bulgares, visant à désorganiser et paralyser leur effort de guerre. Le Parti s'orienta en même temps vers une recrudescence de son travail dans l'armée, en lançant le mot d'ordre : « Pas un soldat sur le front oriental ! ». En outre, le mot d'ordre de

fraterniser avec les partisans yougoslaves et de gagner leurs rangs, fut lancé parmi les soldats du corps d'occupation en Yougoslavie. Les premiers détachements de maquisards surgirent en 1941 déjà, dans les districts de Razlog, Batak, Karlovo, dans la partie orientale du massif de la Sredna-Gora, dans les environs de Sevliévo, Gabrovo, etc.

Cette lutte causait de nombreuses victimes et beaucoup de souffrances : des dizaines de combattants furent fusillés ou pendus. Dans les villes et les villages, les gendarmes exposaient les têtes coupées des partisans ; les prisons et les camps de concentration étaient comblés. Mais, malgré la terreur féroce, la lutte ne faisait que s'étendre.

Au fur et à mesure que les revers de l'armée allemande s'accumulaient sur le front de l'Est et qu'apparaissait toujours plus clairement la perspective de sa défaite inévitable, les conditions pour le rassemblement de toutes les forces saines et patriotiques du peuple dans un Front de la Patrie, devenaient de jour en jour plus favorables. Ses fondements furent jetés sur l'initiative de notre Parti, vers le milieu de l'année 1942, par la publication de son programme. Le programme du Front de la Patrie déclarait sans ambages que le plan hitlérien de domination mondiale finirait inévitablement par la débâcle de l'Allemagne hitlérienne et que la politique du gouvernement du roi Boris, qui avait transformé la Bulgarie en une vassale de Hitler, était une politique antinationale qui menait le pays vers la catastrophe. Par conséquent, le devoir suprême du peuple bulgare, de son armée et des intellectuels patriotes était de s'unir en un puissant Front de la Patrie, pour sauver le pays.

Le programme demandait de rompre immédiatement l'alliance criminelle de notre pays avec l'Allemagne hitlérienne ; de chasser les conquérants allemands de son territoire ; de sauvegarder les richesses nationales et le travail du peuple du pillage étranger ; de dissoudre et de mettre hors d'état de nuire les organisations

fascistes ; de rétablir, développer et consolider les droits politiques des larges masses des travailleurs ; d'arracher l'armée des mains de la clique monarcho-fasciste et de la transformer en une armée populaire ; tout ceci pour associer les efforts matériels et moraux des Bulgares à ceux des autres peuples, sous la direction de l'Union soviétique, pour la défaite définitive des impérialistes allemands.

Le programme en appelait à toutes les forces antifascistes pour s'unir dans le Front de la Patrie, pour former un gouvernement du Front de la Patrie, pour assurer l'essor politique et économique de notre pays, en tant que nation libre et indépendante, liée indissolublement à la grande Union soviétique et en collaboration avec tous les autres peuples épris de liberté.

Le Parti estimait que toutes les questions vitales pour le présent et l'avenir des travailleurs et de toute la nation étaient indissolublement liées à la lutte pour l'écrasement du fascisme chez nous. Sans la défaite du régime réactionnaire, le pays ne pouvait être détaché du camp hitlérien et sauvé d'une catastrophe et d'un retour de dizaines d'années en arrière. Plus la fin ignominieuse et inévitable de l'Allemagne nazie devenait évidente, plus les larges masses de la population prenaient conscience de ce que le régime fasciste bulgare, lié à vie et à mort à la politique esclavagiste de Hitler, était le principal danger qu'il fallait écarter au plus vite. Dans la situation nationale et internationale d'alors, la libération du pays des chaînes du fascisme s'affirmait comme la tâche centrale de la classe ouvrière, des travailleurs des villes et des campagnes, de toutes les forces vraiment démocratiques et patriotiques de la Bulgarie. Tel était le programme national-démocratique et pratique de notre Parti, pendant la guerre de libération du pays du fascisme et de l'occupation allemande. Ce programme trouva le plus large écho, groupa la grande majorité du peuple sous le drapeau du Front de la Patrie ; sa réalisation devint une œuvre nationale.

Le Parti en considérait l'exécution comme une étape inévitable et décisive pour le développement ultérieur de notre pays, dans la voie de profondes transformations politiques, économiques et sociales.

Armé de ce programme de combat, le Parti tendit toutes ses forces, afin d'organiser rapidement un front vraiment patriotique, sous la forme d'un large mouvement populaire, pour le déploiement de la résistance sur une vaste échelle.

Pendant la seconde moitié de 1942 déjà, l'activité générale des masses dans la lutte contre les occupants hitlériens et leurs instruments bulgares, s'était sensiblement accrue. En plusieurs endroits, les petits groupes de partisans se transformèrent en détachements organisés, qui trouvèrent un large appui au sein du peuple. Mémorables resteront les combats héroïques de l'hiver 1942-1943, que les détachements de maquisards de la région de la Sredna-Gora soutinrent avec succès contre une armée de 20.000 hommes.

Sur la décision du Comité central, le pays fut divisé, en mars et avril 1943, en douze zones opératives, placées sous un commandement militaire général. Les raids des partisans contre les Allemands et les fascistes dans les villes et les villages étaient accompagnés généralement d'un large travail politique dans la population.

Et plus les hordes hitlériennes subissaient de défaites sur le front de l'Est, surtout après Stalingrad, plus la combativité des maquisards se renforçait, plus leur mouvement entraînait les masses dans toutes les parties du pays.

A la fin de 1943 et au début de 1944, une armée de plus de cent mille soldats et gendarmes fut engagée dans la lutte contre le mouvement des partisans. Et si Hitler et le roi Boris ne réussirent pas à envoyer un seul soldat bulgare sur le front oriental, cela tint, avant tout, au fait que le gros de l'armée bulgare était engagé dans la lutte contre le maquis, chez nous et en Yougoslavie. Ce fut là incontestablement une période héroïque, qui mit à l'épreuve notre

Parti et notre peuple. On peut affirmer que notre Parti, aidé très activement par l'Union de la Jeunesse ouvrière, en dépit des pertes énormes, de la terreur féroce, des hésitations opportunistes et de la réticence de certains militants, sortit de cette épreuve avec honneur. Cette période restera gravée dans l'histoire de notre Parti qui peut, à juste titre, s'enorgueillir des dizaines de milliers de partisans et partisans héroïques, qu'il sut organiser et mener à la lutte armée contre l'occupant allemand et les fascistes bulgares.

L'essor du mouvement maquisard, aidé par l'avance victorieuse de l'Armée rouge et l'échec des tentatives des fascistes pour l'écraser, relevait le moral du peuple et renforçait sa foi en la victoire finale. En même temps, il encourageait et stimulait nos alliés du Front de la Patrie.

Ce dernier marquait des progrès dans la lutte, tant pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs que contre le pillage de la Bulgarie et son asservissement par les impérialistes germano-fascistes. Sa force motrice, c'était notre Parti, mais son activité entraînait aussi d'autres partis et organisations non-fascistes.

Les graves et irréparables défaites infligées aux hordes allemandes sur tous les fronts, la marche foudroyante des armées soviétiques vers l'Allemagne, la capitulation de l'Italie fasciste, l'approche du IV^e front ukrainien des frontières de la Bulgarie, précipitèrent la débâcle du Reich hitlérien. Chez nous, les agents allemands et la clique monarcho-fasciste au pouvoir, furent plongés dans la confusion et la décomposition. Leur tentative de noyer dans le sang le mouvement des partisans s'effondra. Leur effort en vue de diviser le Front de la Patrie échoua également. Pour prévenir l'insurrection générale qui couvait, le gouvernement monarcho-fasciste de Bagrianov, et plus tard, celui de Mouraviev-Guitchev, adressèrent au Quartier général anglo-américain la proposition d'une capitulation sans conditions de la Bulgarie, espérant qu'avec

l'occupation anglo-américaine du pays, la réaction bulgare pourrait s'assurer l'impunité et sauver les fondements menacés du régime monarcho-capitaliste.

Mais ce plan se brisa contre l'avance foudroyante des armées soviétiques et la vigilance de notre Parti.

Le 26 août 1944, le Comité central s'adressa à toutes les organisations, comités directeurs et membres du Parti, par la circulaire historique n°4, dans laquelle il posa pour tâche le renversement immédiat, par une insurrection armée, de la régence fasciste et du cabinet Bagrianov, ainsi que la formation du gouvernement du Front de la Patrie. Dans cette circulaire, il était dit entre autres :

« Les douze coups de minuit ont sonné pour la Bulgarie ! Son sort dépend, à l'heure actuelle, exclusivement du peuple et des militaires patriotes. Donner un jour de plus à la régence et au gouvernement usurpateur pro-allemand de Bagrianov, prolonger l'alliance avec les Allemands, signifie la perte de notre patrie.

Une tâche impérieuse se pose devant le Parti, le Front de la Patrie, le peuple bulgare tout entier et l'armée : se lever courageusement, de toutes leurs forces, pour une lutte armée décisive.

Le Front de la Patrie doit appeler le peuple et l'armée à cette lutte. Le Front de la Patrie est la seule force politique qui peut et doit sauver le pays, par une action immédiate, audacieuse et résolue. »

Le même jour, le Quartier général de l'Armée populaire insurrectionnelle ordonna :

« D'entreprendre à la base une action simultanée et de procéder partout à la formation des organes d'autorité du pouvoir du Front de la Patrie. Diriger les principaux coups vers les centres administratifs, surtout là où l'on peut compter sur l'appui d'unités de l'armée. »

Avec pleine conscience en sa mission historique, à la tête du prolétariat, le Parti utilisa toute l'expérience de son passé de combat, toutes les leçons de ses victoires et de ses défaites, déploya toutes ses forces et son énorme autorité, s'appuya sur l'aide décisive de la glorieuse Armée soviétique, pour soulever le peuple bulgare uni au sein du Front de la Patrie, et le jeter dans une lutte armée

audacieuse, afin de détruire le rempart le plus redoutable du capitalisme : la dictature monarcho-fasciste.

Lorsque, le 7 septembre, les armées soviétiques pénétrèrent en territoire bulgare, l'insurrection armée avait atteint son point culminant. La grève générale des mineurs de Pernik, celle du personnel des tramways et les manifestations de rues à Sofia, les grèves générales à Plovdiv et Gabrovo, la prise des prisons à Plévène, Varna et Slivène, étaient accompagnées de la libération de nombreuses villes et villages par le maquis. Sous la poussée irrésistible des armées soviétiques, les hordes allemandes quittaient le pays en hâte, les soldats bulgares refusaient d'exécuter les ordres des officiers réactionnaires et passaient aux partisans. La victoire de l'insurrection était assurée. Le 9 septembre, sous le choc puissant des masses populaires unies, aidées par les détachements d'insurgés, ainsi que par les soldats et officiers révolutionnaires, la dictature odieuse des monarcho-fascistes fut renversée. Le premier gouvernement populaire de Bulgarie, le gouvernement du Front de la Patrie, fut formé.

Mais il faut bien souligner une fois encore que le plus grand mérite à la victoire de l'Insurrection du 9 septembre, pour la libération de notre Patrie du joug fasciste allemand, revient à l'héroïque Armée soviétique et à son chef génial, le généralissime Staline. Le Parti, la classe ouvrière et tout notre peuple travailleur leur portent un sentiment de gratitude éternelle.

2. Le soulèvement du 9 septembre 1944 a ouvert la voie à la construction du socialisme dans notre pays

Du 9 septembre 1944 aux élections à la grande assemblée nationale

L'Insurrection populaire armée du 9 septembre représente un tournant historique dans le développement de notre pays.

Le 9 septembre 1944, le pouvoir politique fut, chez nous, enlevé à la bourgeoisie capitaliste, à

la minorité exploitrice monarcho-fasciste et passa aux mains de la grande majorité du peuple, des travailleurs des villes et des villages, la classe ouvrière et son avant-garde communiste jouant un rôle actif et dirigeant. Ayant remporté la victoire, avec l'aide décisive de l'héroïque Armée soviétique, l'Insurrection du 9 septembre a ouvert la voie à la construction du socialisme dans notre pays.

La concordance entre l'Insurrection antifasciste du 9 septembre 1944 et la marche triomphale de l'Armée soviétique à travers les Balkans non seulement assura la victoire de l'Insurrection, mais lui donna une grande ampleur. La haine contre le fascisme, accumulée deux décades durant, la résolution avec laquelle les masses travailleuses tenaient à régler leurs comptes avec lui, jaillirent irrésistiblement et balayèrent d'un seul coup le régime réactionnaire. L'appareil policier bourgeois-fasciste, destiné à opprimer les travailleurs, fut détruit en quelques jours. L'on procéda dès le 9 septembre déjà, à la formation de la milice, force armée appelée à écraser la résistance des éléments ennemis et à défendre les conquêtes de l'insurrection populaire. La clique des grands capitalistes, groupée autour de la monarchie et étroitement liée à l'impérialisme allemand, fut renversée.

Le pouvoir de l'État passa aux mains de l'union de combat des ouvriers, paysans, artisans et travailleurs intellectuels, unis au sein du Front de la Patrie, sur l'initiative et sous la direction de notre Parti. Un changement radical fut apporté au caractère du pouvoir de l'État : l'institution servant à l'oppression et à l'exploitation des masses, au profit des classes capitalistes, s'écroula et un pouvoir populaire, instrument de la destruction du capitalisme, de l'affranchissement graduel des travailleurs de toute exploitation, se formait.

Il est vrai qu'au 9 septembre 1944, l'ancienne machine de l'État bourgeois ne fut pas entièrement détruite. Dans le gouvernement formé à ce moment, les communistes étaient en

minorité. De très importants postes dans l'État se trouvaient aux mains de gens, qui s'avèrent par la suite peu sûrs, voire hostiles à l'égard du Front de la Patrie. Mais le Parti était l'âme et la force motrice du mouvement populaire antifasciste. A la base, l'autorité se trouvait, en fait, aux mains des comités du Front de la Patrie. Notre Parti détenait le portefeuille de l'Intérieur, et contrôlait l'institution nouvellement créée des officiers politiques dans l'armée. Cela, dans l'intérêt général, étant donné que lui seul était à même d'organiser l'écrasement définitif de la clique monarcho-fasciste renversée, d'assurer l'ordre intérieur et la participation efficace de l'armée, en pleine réorganisation, à la guerre patriotique. Sa force et son influence prédominantes au sein du peuple, ainsi que sa position dans les comités du Front de la Patrie, lui assuraient la possibilité d'exercer, en fait, son rôle dirigeant dans le gouvernement, de mener avec succès la lutte tant contre les éléments fascistes et réactionnaires, que contre leurs amis dans les rangs du Front de la Patrie.

Ainsi que nous l'avons relevé en d'autres occasions, des hommes nouveaux, issus de la classe ouvrière, du peuple, prirent place à la tête du pouvoir. Les énormes masses, opprimées jusque-là sous la botte de la dictature fasciste, s'éveillèrent à la vie active et, sous la direction du Parti, adhérèrent aux nombreux organismes qui gèrent la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays.

Un nouvel État se constituait, un État populaire démocratique, appelé à se développer et à se perfectionner de plus en plus.

Bien que les tâches immédiates de l'insurrection du 9 septembre eussent été démocratiques, cette insurrection n'a pas pu ne pas ébranler à sa base même le système capitaliste et ne pas dépasser les cadres de la démocratie bourgeoise.

Cette particularité principale du soulèvement découle du fait que la suppression du fascisme, la garantie des droits démocratiques des

travailleurs, leur consolidation et leur développement ne peuvent être établis, sans porter atteinte à la domination capitaliste. Car, le fascisme n'est rien d'autre qu'une dictature terroriste, sans frein, du grand Capital. Il ne peut être radicalement supprimé, si l'on ne touche pas à la domination des capitalistes ; les droits démocratiques des travailleurs ne peuvent être garantis, si le grand Capital conserve sa toute-puissance politique et économique. Voilà pourquoi l'Insurrection populaire du 9 septembre, portant au premier plan les tâches d'un caractère démocratique, ainsi que le grand devoir national : la participation de notre peuple à la guerre, pour la défaite définitive de l'hitlérisme, ne pouvait que diriger plus tard son glaive contre la domination du capitalisme, elle ne pouvait que lui porter d'autres coups sérieux et préparer les conditions de sa suppression, de l'abolition de ce système en général et le passage de la nation au socialisme.

Mais, pour transformer ces possibilités en une réalité, notre Parti devait mener une lutte sérieuse et pénible. Il fallait tout d'abord consolider la victoire du 9 septembre. Le Parti devait bien comprendre la situation dans laquelle l'insurrection s'était produite, les principales mesures qui s'imposaient, les tâches qui pouvaient être immédiatement réalisées.

L'Insurrection du 9 septembre s'est déroulée dans les conditions des hostilités contre l'Allemagne hitlérienne, qui se poursuivaient encore. Il n'y a aucun doute que les exigences de la guerre primaient tout. Il ne fallait donc rien entreprendre, qui pût nuire aux opérations militaires.

Dans le jugement porté sur l'activité de notre Parti pendant la période du développement du pays, qui va du 9 septembre à la fin de la guerre et à la signature du traité de paix, on ne devrait nullement perdre de vue cette circonstance importante, ni le fait que notre pays, en tant qu'ex-satellite de l'Allemagne hitlérienne, se trouvait sous le contrôle d'une commission spéciale interalliée, où siégeaient des

représentants anglo-américains, hostiles au gouvernement populaire.

D'autre part, dans l'intérêt de sa propre existence nationale et de la sauvegarde de ses libertés, la Bulgarie se devait de participer aux hostilités contre l'Allemagne hitlérienne, aux côtés et sous la direction de l'Union soviétique.

Ceci imposait une analyse réaliste de la situation, tant internationale qu'intérieure. Il ne fallait s'attaquer qu'aux questions les plus mûres, ne pas brûler les différentes étapes du développement de la lutte menée par la classe ouvrière et les travailleurs des villes et des campagnes contre le capitalisme.

Sous ce rapport, notre Parti avait pleine conscience de ses responsabilités historiques devant les ouvriers et tous les travailleurs.

Lors du 9 septembre, notre Parti lança le mot d'ordre de pousser à son maximum la cohésion de toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple, au nom de l'écrasement décisif et impitoyable de la clique monarcho-fasciste pour la mobilisation de toutes les ressources matérielles et morales de la nation, ainsi que leur participation organisée à la lutte commune des peuples épris de liberté, sous l'égide de l'Union soviétique. Telle fut la tâche capitale posée par notre Parti au lendemain du 9 septembre et, comme il est notoire, cette tâche fut accomplie avec succès. La Bulgarie apporta, dans la mesure de ses forces son tribut à la libération des Balkans des occupants hitlériens, à la victoire définitive sur ces derniers.

« Tout pour le front, tout pour la victoire », tel fut le principal mot d'ordre lancé par le Parti, le Front de la Patrie et l'État, au cours de cette période ; tous les autres problèmes lui étaient subordonnés. Le Parti luttait contre tout écart de ce mot d'ordre. Il se déclara catégoriquement opposé aux tendances gauchistes dans ses différents groupes, à l'impatience de certains camarades, estimant qu'il devait s'attaquer immédiatement aux transformations socialistes.

La ligne du rassemblement maximum de toutes les forces antifascistes, démocratiques et patriotiques du peuple, y compris de quelques éléments anti-allemands de la bourgeoisie, au nom de la défaite complète de la clique fasciste, de la participation victorieuse à la guerre antihitlérienne, de la sauvegarde de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'État, était la seule politique judicieuse. Son succès constituait la condition préalable à la conservation et au développement ultérieur des acquisitions historiques de l'insurrection populaire du 9 septembre. Elle permettait au Parti de se lier aux masses les plus larges du peuple, de renforcer ses positions, d'isoler les ennemis de l'insurrection et du pouvoir populaire. Cette ligne politique a été appliquée avec fermeté et persévérance par notre Comité central.

Les forces fascistes déclarées reçurent un coup écrasant durant cette période. Les principaux représentants du fascisme et de la politique pro-allemande, coupables d'avoir conclu l'alliance criminelle avec les impérialistes hitlériens et d'avoir placé le pays devant une troisième catastrophe nationale, furent sévèrement châtiés. Leurs organisations furent dissoutes. Les groupements sociaux, politiques, économiques et culturels des travailleurs prirent un essor sans précédent. De nombreuses et importantes réformes démocratiques furent réalisées. Les femmes reçurent des droits égaux à ceux des hommes et la possibilité de participer activement à la vie sociale, économique et culturelle de l'État. Un vaste champ d'activité et de développement fut ouvert à la jeunesse.

L'État accorda aussi l'égalité des droits aux minorités nationales et prit leurs écoles à sa charge. Une loi sur la réforme agraire, réduisant les domaines agricoles privés à 20 hectares (excepté dans la Dobroudja, où le maximum a été fixé à 30 hectares), fut mise en application.

Une loi sur la confiscation des biens illicites fut votée. Des initiatives importantes assurant à

l'armée son caractère populaire furent réalisées, notamment la création de l'institution des officiers politiques : les postes d'officiers politiques furent confiés aux fils éprouvés du peuple, ayant combattu le fascisme. On a procédé à la réorganisation de l'appareil de l'État sur de nouveaux principes populaires. On a stabilisé les droits et les libertés démocratiques des larges masses. Ces réformes, et d'autres encore, furent consacrées par l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République populaire.

Au cours de cette période, les efforts sur le front économique étaient dirigés principalement vers le redressement de l'économie nationale ruinée par la guerre, cruellement pillée par les Allemands et éprouvée par deux années de sécheresse. Des transformations sérieuses ne figuraient pas et ne pouvaient figurer à l'ordre du jour au cours de cette période.

La guerre non achevée, la situation internationale non réglée du pays, nanti d'une commission interalliée de contrôle, commission à laquelle participaient des représentants britanniques et américains, voilà qui ne permettait pas de toucher sérieusement à la base économique de la réaction. Les grandes entreprises industrielles, bancaires et commerciales, restaient entre les mains des capitalistes et propriétaires privés.

En fait, les capitalistes n'étaient déjà plus les maîtres absolus de leurs entreprises et de leurs avoirs, comme dans le passé. Des contrôles publics et de l'État furent instaurés sur leur activité. Le rôle social des syndicats ouvriers s'accrut considérablement. Mais, bien que le pouvoir des capitalistes fût limité, ces derniers continuaient à être les patrons de leurs entreprises et en profitaient pour entraver, plus ou moins, d'une façon ou d'une autre, le développement de la production et des initiatives gouvernementales.

Disposant d'une base économique, ils avaient la possibilité d'exercer une certaine pression sur le pouvoir public. Une lutte sérieuse était

nécessaire pour chasser définitivement ces éléments de leurs positions politiques et économiques.

Le coup porté à la clique fasciste le 9 septembre fut tellement écrasant que la bourgeoisie se tint quelque temps tranquille. Mais cela ne signifiait nullement qu'elle eût renoncé à son intention de ramener le pays en arrière.

S'appuyant sur sa hase économique et sur l'aide que les milieux réactionnaires anglais et américains lui accordaient, la bourgeoisie capitaliste s'efforça bientôt de réaliser ses intentions. Elle avait ses hommes dans le Front de la Patrie, des éléments réactionnaires, camouflés dans quelques-uns des partis, appartenant à cette organisation. Ne se décidant pas encore à lutter ouvertement contre le pouvoir populaire, elle utilisa ces derniers éléments. Peu après le 9 septembre, ceux-ci engagèrent une lutte acharnée contre le Parti ouvrier, contestèrent son rôle dirigeant, déployèrent tous leurs efforts pour désorganiser la production, pour entraver l'application des initiatives gouvernementales, afin de compromettre le Parti, affaiblir le Front de la Patrie, bref, préparer les conditions favorables à la réaction politique.

Notre Parti dut organiser les masses des travailleurs, pour riposter d'une façon décisive aux efforts conjugués de la réaction intérieure et internationale, dirigés contre les conquêtes du 9 septembre. Il dut faire preuve d'une vigilance accrue, d'une grande habileté de manœuvre, de tact et de résolution, pour vaincre dans cette lutte complexe. Sous la conduite de son Comité central, notre Parti s'acquitta de sa tâche avec honneur. Pendant cette période, en tant que dirigeant du Front de la Patrie, des travailleurs et de tout notre peuple, il se montra à la hauteur de la situation.

Les travailleurs de notre pays se rappellent avec quelle énergie et fermeté le Parti les appela à manifester dans les rues contre le fameux quatrième arrêté des partisans de Damian

Veltchev, au moyen duquel les éléments réactionnaires, dans le gouvernement et dans le Front de la Patrie, voulaient sauver du verdict populaire les bourreaux du peuple, camouflés dans l'armée, et les tenir en réserve pour le coup d'État qu'ils se proposaient d'effectuer. En même temps, notre Parti démasqua le prétendu chef « agrarien », l'agent étranger Guéméto, en qui les milieux réactionnaires américains plaçaient de grands espoirs, dans leur lutte contre le pouvoir populaire. Guéméto essaya de créer un bloc de tous les éléments réactionnaires au sein même du Front de la Patrie et de les opposer ouvertement à notre Parti. Ces éléments entreprirent une action pour supprimer les comités du Front de la Patrie, qui, selon eux, avaient fait leur temps, pour transformer cette organisation en une coalition ordinaire de partis, contre la participation de la Bulgarie à la guerre. Ils entreprirent une lâche propagande contre la milice et contre les tribunaux populaires, prêchant et prônant le défaitisme dans le pays et au front.

Notre Parti sut démasquer, aux yeux des masses, Guéméto et sa politique. Il parvint à isoler et à détruire ce repaire ennemi, en resserrant ses liens et en renforçant sa collaboration avec les forces saines du Front de la Patrie, et plus particulièrement celles de l'Union agrarienne. En peu de temps, le fameux Guéméto (G. M. Dimitrov) se trouva comme un général sans armée ; conspué par le peuple, il chercha refuge à la légation des U.S.A. à Sofia et s'enfuit en Amérique.

Les débuts malencontreux et la faillite de ce principal agent chez nous des impérialistes américains et anglais, obligèrent ceux-ci à rechercher d'autres hommes de main. Avec la fin de la guerre, la pression des milieux réactionnaires anglo-américains s'accrut sur notre pays. C'est sur leurs ordres que les hommes de Nicolas Petkov et Grigor Tchechmédjiev se séparèrent du Front de la Patrie et formèrent une opposition internationale forcée, un instrument non déguisé de l'impérialisme américain.

La situation internationale du pays non encore réglée, l'intervention ouverte des impérialistes d'outre-Atlantique dans les affaires intérieures du pays, l'ajournement des élections fixées au 26 août 1945, les grandes difficultés économiques, alimentaires et autres, causées par le pillage allemand et les destructions de la guerre, créèrent une situation favorable aux états-majors de l'opposition, à leur entreprise de sabotage et de décomposition dirigée contre le Front de la Patrie.

Malgré cela, l'opposition antipopulaire subit une lourde et écrasante défaite. La campagne, destinée à boycotter les élections à l'Assemblée nationale, échoua piteusement. Plus tard, lors des élections pour l'Assemblée constituante, bien que l'opposition ait eu recours aux chantages les plus ignominieux, aux menaces d'intervention étrangère, à la démagogie, aux mensonges et aux calomnies contre les communistes, en déformant le programme du Front de la Patrie, celui-ci remporta une brillante victoire, et recueillit 70 % des suffrages. Notre Parti en obtint à lui seul plus de 50 % et la majorité des sièges. Les résultats du scrutin ont prouvé que les masses travailleuses accordent toute leur confiance à notre Parti et fondent en lui leurs espoirs, en tant que force dirigeante dans le gouvernement du pays et dans sa transformation socialiste. Les élections régulières et libres, avec suffrage universel, égal pour tous et secret, consacrèrent définitivement, et cela aussi par la voie parlementaire, le rôle dirigeant de notre Parti dans le Front de la Patrie, ainsi que dans tous les domaines de notre vie nationale. Le Parti pouvait avancer toujours plus fermement et plus sûrement sur la voie ouverte par l'Insurrection populaire du 9 septembre.

Malgré les manœuvres de l'opposition, le traité de paix fut signé. Les relations diplomatiques avec l'Angleterre et les États-Unis furent rétablies. Le vaste travail politique, entrepris par le Front de la Patrie, pour gagner les paysans et les citoyens, abusés par l'opposition, finit par isoler complètement celle-ci des travailleurs. Séparés du peuple et

méprisés par lui, ses chefs s'orientèrent vers les complots pour renverser le gouvernement par la violence, avec l'aide de l'étranger, ce qui conduisit plus tard l'Union pseudo-agrarienne de Nicolas Petkov à sa perte.

C'est sous la direction de notre Parti que furent découverts et énergiquement réprimés de nombreux complots réactionnaires. La conjuration de Damian Veltchev fut dévoilée et liquidée. L'armée fut graduellement épurée des officiers réactionnaires.

Notre Parti mena jusqu'au bout la lutte, contre l'opposition désireuse de restaurer le passé, en travaillant à la plus grande unité de toutes les forces démocratiques et patriotiques saines, groupées sous le drapeau du Front de la Patrie. Il mit complètement à jour la trahison envers la nation, commise par ces agents étrangers qu'étaient les chefs de l'opposition. C'était là une lutte de classes aigüe. Les ennemis de la classe ouvrière étaient aussi ceux de la nation. En même temps, le Parti mettait tout en œuvre pour renforcer les positions de cette classe, pour consolider l'union entre les ouvriers et les paysans, pour resserrer les rangs du Front de la Patrie. Le Parti considérait qu'à l'avenir aussi, il devait marcher à la tête de l'armée politique croissante de cette organisation, en utilisant avec discernement les forces et les possibilités de ses divers unités et éléments, au profit du développement démocratique et progressiste du pays. Il savait bien que des groupes isolés, des hésitants, dépourvus d'esprit de suite, quitteraient les rangs de cette armée, avec le caractère nouveau des futures tâches du Front de la Patrie.

Il comprenait clairement qu'il fallait, à l'intérieur même, mener une lutte conséquente contre les agents du fascisme et de la réaction capitaliste. Mais le Parti savait aussi que, dans le processus du travail et de la lutte commune sous sa direction, les différents détachements de cette armée se connaîtraient et se rapprocheraient davantage, qu'ils renforceraient toujours plus la cohésion du Front de la Patrie,

que son autorité et son rôle directeur ne cesseraient de grandir en son sein.

Personne ne doute maintenant que la politique de notre Parti pour une union maximum de toutes les forces démocratiques et patriotiques, sous le drapeau du Front de la Patrie, renforça les positions de la classe ouvrière, conduisit à la victoire complète du peuple sur la réaction et assura la réalisation du programme du Front de la Patrie.

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière trouva aussi son expression dans la composition du nouveau gouvernement populaire, formé après les élections à la Grande Assemblée nationale.

Les principaux postes de commande dans l'État furent occupés par des communistes et par des membres éprouvés du Front de la Patrie.

Ce dernier se consolida lui aussi. Les éléments de droite (les Damian Veltchev, Youroukov et autres) en furent chassés. Notre principale alliée, l'Union agrarienne, écarta, sous la direction de ses chefs éprouvés, fidèles à l'œuvre du Front de la Patrie, ses adhérents hésitants et à double face, elle se déclara clairement et sans ambiguïté en faveur de l'alliance de combat entre ouvriers et paysans, pour la construction du socialisme et la réorganisation socialiste de l'agriculture sur la base des fermes coopératives, pour une politique suivie de limitation et de liquidation des éléments koulaks, exploités au village. La confiance, la connaissance et le rapprochement mutuels entre les partis du Front de la Patrie se renforcèrent. L'assaut de la réaction intérieure et internationale fut ainsi repoussé. La lutte se termina par la victoire de la classe ouvrière, du peuple.

Une étape, extrêmement importante, semée des luttes, rudes et acharnées, menées par notre Parti et le Front de la Patrie, pour la défense des conquêtes historiques de l'insurrection du 9 septembre, fut ainsi couverte.

Nous devons bien souligner : si l'assaut de la réaction intérieure et internationale, qui eut lieu

durant cette période, n'a pas revêtu la forme d'opérations armées, c'est non seulement grâce aux mesures prises résolument par l'autorité populaire, à la vigilance et à l'énergie de notre Parti, mais aussi, dans une mesure considérable, grâce à la présence, dans le pays, d'unités de l'Armée soviétique libératrice, qui, à elles seules, paralysaient la réaction.

Vers la construction des bases du socialisme chez nous

La victoire du peuple dirigé par notre Parti, sur les tentatives de retour en arrière de la réaction capitaliste, créa les possibilités et les conditions d'un rapide développement politique et économique du pays et de la mise à exécution des tâches fondamentales de transformation et d'édification du pouvoir populaire.

Dans la situation issue des élections à la Grande Assemblée nationale et de la constitution d'un gouvernement, sous la direction immédiate de notre Parti, le développement des forces productrices, l'accroissement de la puissance économique du pays, du bien-être des travailleurs, n'étaient pas réalisables sans s'attaquer radicalement à la base économique de la classe capitaliste. Et l'expérience bulgare confirma la thèse léniniste-stalinienne, spécifiant que, dans les conditions du capitalisme en écomposition, et de la crise organique de la démocratie bourgeoise qui fait naître le fascisme, aucune réforme démocratique sérieuse et durable n'est possible, qu'on ne peut aller de l'avant sans entamer les fondements du capitalisme, sans faire de pas vers le socialisme. Or, ceci devenait pour notre pays d'autant plus possible que nous pouvions compter sur l'aide fraternelle d'un puissant État socialiste : l'Union soviétique.

La voie du plein déploiement des tâches du gouvernement populaire, des réorganisations révolutionnaires dans le domaine de l'économie nationale, de la destruction de la base économique de la réaction, du passage du capitalisme au socialisme, sous la direction du

Parti, était d'ores et déjà ouverte. Bien entendu, ce passage ne put être opéré sans une lutte de classe intransigeante contre les éléments capitalistes dans le pays.

Dans cette situation, le Parti devait indiquer à temps de nouvelles tâches, afin d'armer de perspectives claires ses cadres, le Front de la Patrie et les masses des travailleurs. Il faut dire, cependant, qu'il y eut quelque retard. Bien que les principaux problèmes de la période précédente aient déjà été résolus d'une manière générale, le Parti continua à travailler en grande partie sous le signe de ses anciens mots d'ordre. Nous avons apporté une certaine lenteur à la défaite de l'opposition réactionnaire. Nous continuions à parler de la possibilité d'harmoniser les intérêts des industriels et des commerçants privés avec les intérêts généraux de l'État, alors que la situation, dans son ensemble, autorisait l'application de mesures décisives pour supprimer la domination du gros Capital et qu'existaient déjà les possibilités, ainsi que les forces nécessaires permettant de passer plus résolument à l'édification des fondements du socialisme.

Nous n'avons jamais perdu de vue la perspective générale de notre évolution vers le socialisme. Nous avons toujours eu nettement conscience de ce que la suppression du fascisme, la réalisation de toute une série de réformes, indiquées déjà dans le programme du Front de la Patrie du 17 juillet 1942, sont indissolublement liées à notre but final : le socialisme et le communisme. Nous avons souligné plus d'une fois déjà, que du point de vue de notre Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, la réalisation jusqu'au bout du programme du Front de la Patrie, équivaut à la création des conditions indispensables à notre peuple pour aller vers le socialisme. Nous avons toujours souligné qu'il n'y a aucune contradiction entre notre politique du Front de la Patrie et la lutte tendant à l'unité de toutes les forces démocratiques et progressistes dans le Front, pour la réalisation de son programme, d'une part, et la lutte pour le socialisme,

d'autre part. Mais il est nécessaire de dire qu'à cette époque-là, la transition vers le socialisme nous semblait être la question d'un avenir relativement éloigné, que la situation intérieure et extérieure ne permettait pas encore d'entreprendre pratiquement des transformations aussi radicales.

Cependant, vers la fin de l'année 1946, le programme du Front de la Patrie, ainsi qu'il avait été proclamé en 1942 et précisé dans la déclaration du premier gouvernement populaire, était déjà exécuté dans ses grandes lignes. Au surplus, avec la proclamation de la République populaire et l'élaboration du Plan économique biennal, nous étions allés, en fait, plus loin que ce premier programme. Le développement du processus de transformations révolutionnaires, entrepris le 9 septembre, se heurtait déjà inexorablement à la nécessité de mesures décisives, en vue de liquider la grande propriété privée, de la mise en œuvre d'une politique suivie de la limitation des éléments capitalistes au village, d'une profonde refonte de l'appareil de l'État et en conséquence de l'élaboration d'un nouveau programme du Front de la Patrie avec la perspective, clairement formulée, de la marche vers le socialisme, de la réorganisation de ce Front, en vue de l'accomplissement de cette grande tâche et du renforcement énergique du rôle dirigeant du Parti.

Par le ralentissement du rythme du développement économique, social et politique du pays, notre Parti fit preuve pour quelque temps d'une certaine sous-estimation des forces de la classe ouvrière, des masses travailleuses et des siennes, ainsi que d'une surestimation de celles de la réaction. Comme l'a démontré la XVIe session plénière du Comité central, il est prouvé que notre Parti « n'avait pas une vue suffisamment claire des perspectives et du rythme de notre évolution vers le socialisme ». Il n'était pas armé de l'analyse marxiste-léniniste logique du tournant du 9 septembre, des possibilités qu'il avait créées et ne réussissait pas à discerner à temps les différentes étapes de son développement. Mais, bien qu'avec un

certain retard et une argumentation insuffisante, il put heureusement formuler les nouvelles tâches imposées par la situation et en assurer la solution.

Ceci confirme une fois encore, qu'il est plus facile d'acquérir les principes du marxisme-léninisme que l'aptitude à les appliquer correctement et en temps voulu, à chaque nouvelle étape du développement social. Pour acquérir la maîtrise de cet art difficile, afin que le Parti n'agisse trop tard ou trop tôt, ses dirigeants, grands ou petits, doivent travailler inlassablement et s'instruire assidûment.

Nous resterons à jamais reconnaissants de l'aide inappréciable et opportune que nous recevons du grand Parti bolchevik et avant tout, personnellement du camarade Staline, sous la forme de conseils et d'éclaircissements sur les questions de la politique de notre Parti en tant que force dirigeante de la démocratie populaire, aide qui nous permet de corriger rapidement les erreurs commises.

De nombreuses réformes fondamentales ont été réalisées sous notre direction, au cours des derniers 18 mois. Ces réformes furent d'une importance décisive pour la consolidation définitive de la démocratie populaire et la création des conditions indispensables à l'édification, chez nous, des bases économiques du socialisme.

La nouvelle Constitution républicaine fut votée, consacrant législativement les conquêtes historiques de l'Insurrection du 9 septembre et la forme démocratique-populaire du gouvernement ; elle ouvrit la voie au développement ultérieur du pays. C'est sur l'initiative et sous la direction de notre Parti qu'on procéda à la nationalisation de l'industrie, des banques privées, du commerce extérieur et intérieur de gros, de la propriété bâtie, des forêts et des machines agricoles.

La grande partie des moyens de production et d'échange devint ainsi propriété publique.

La nationalisation de l'industrie est

l'entreprise révolutionnaire la plus importante dans le domaine de l'économie. Elle consacre définitivement le développement planifié du pays, sur la voie du socialisme.

Dans le domaine de l'industrie, du crédit et du transport, le secteur public a presque entièrement monopolisé le commerce extérieur et le commerce intérieur de gros. Pour ce qui est du commerce intérieur de détail, le secteur public dépasse de beaucoup le secteur privé.

Dans le domaine de l'économie rurale et de l'artisanat, le secteur public a acquis une base solide ; il ne cesse de se renforcer par la création de plus de 70 stations de tracteurs et machines agricoles, de fermes coopératives dépassant le millier, avec plus de 300.000 hectares de terre arable, de fermes agricoles d'État avec 100.000 hectares, de coopératives artisanales de travail, ainsi que par le vaste développement du mouvement coopératif, dans les villes et à la campagne.

Parallèlement à ces profondes transformations, on entreprit, conformément à notre Constitution populaire, une réorganisation radicale de tout l'appareil de l'État. Malgré certaines faiblesses, cet appareil continue à s'améliorer, à se perfectionner, en tant qu'appareil d'un État démocratique populaire.

Sur l'initiative et sous la direction de notre Parti, le Front de la Patrie se transforma en une organisation politique et sociale unie, aux statuts communs et doté d'un programme rénové, formulant de nouvelles tâches, en vue de la réorganisation du pays et de sa marche vers le socialisme. C'est ainsi que grâce au travail dur et soutenu de notre Parti, le Front de la Patrie cessa complètement d'être une coalition politique, pour devenir l'organisation de l'union de combat des travailleurs de la ville et de la campagne, qui reconnaissent pleinement le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de notre Parti. La nécessité de l'édification du socialisme est maintenant reconnue par tous les partis et organisations sociales, composant le Front de la Patrie.

Le second congrès du Front de la Patrie marque une étape très importante dans son développement. Les éléments hostiles, hésitants et peu sûrs, qui y étaient entrés, dans l'intention de le décomposer et de le réduire de l'intérieur à l'impuissance, s'en allèrent ou en furent expulsés. Le Front de la Patrie ne peut qu'y gagner. Des forces nouvelles, issues du peuple travailleur et de ses organisations de masse, affluèrent à leur place après le second congrès.

Sous la direction de la classe ouvrière, le Front de la Patrie, en tant qu'organisation politico-sociale de masse, de l'alliance de lutte entre les travailleurs des villes et des campagnes, est à l'heure actuelle plus fort et plus cohérent que jamais. Les conditions les plus favorables existent pour une collaboration et un rapprochement encore plus étroits entre les partis du Front de la Patrie.

Se servant de méthodes de propagande différentes, en fonction des particularités des milieux dans lesquels ils travaillent, les différents partis contribuent à gagner les larges couches de la population à la cause commune : l'édification des bases du socialisme par la démocratie populaire.

Actuellement, le Front de la Patrie incarne l'unité politique et morale croissante des masses laborieuses de notre pays, condition primordiale et facteur puissant, pour mener jusqu'au bout la lutte contre les éléments capitalistes et pour la pose des fondements du socialisme.

Sa transformation en une organisation sociale et politique unie, dotée d'un programme essentiellement socialiste et d'une discipline obligatoire, reconnaissant sans réserve le rôle dirigeant du Parti, est, sans doute, une grande réalisation. C'est pour cela que nous repoussons résolument toute sous-estimation de l'importance et du rôle de cette organisation.

Celle-ci a été et continue d'être une nécessité vitale pour notre pays. Et il nous est impossible de ne pas condamner ces communistes, qui, par leur attitude dédaigneuse à l'égard de l'organisation politique et sociale unie, portent

eux-mêmes de l'eau au moulin des ennemis de classe, intéressés à la décomposition du Front de la Patrie.

Il va de soi que certains partis, dans le cadre de ce Front, peuvent décider de fusionner avec d'autres ou bien cesser leur activité, en tant que groupements indépendants, s'ils trouvent cela opportun et logique.

Ceci est de leur ressort.

Ces profondes transformations, ainsi que le changement survenu dans la distribution des forces

politiques et de classes dans le pays, avec l'appui actif et l'aide de l'Union soviétique, créèrent la possibilité de poser la question du passage à l'édification des bases du socialisme chez nous, comme une tâche nécessaire, vitale, pratique. Telle est actuellement la ligne générale de notre Parti.

À la tête de la classe ouvrière, et en union avec les travailleurs des villes et des campagnes, il applique fermement cette ligne générale, cela dans les conditions d'une lutte de plus en plus aigüe contre les éléments capitalistes, avec une confiance inébranlable en sa victoire, en dépit de toutes les difficultés, de tous les obstacles de l'intérieur et, surtout, de l'extérieur.

3. Le caractère, le rôle et les perspectives de la démocratie populaire et de l'État populaire-démocratique

Pour marcher avec assurance dans la voie du socialisme, il est indispensable d'éclaircir entièrement la question du caractère, du rôle et des perspectives de la démocratie populaire et de l'État populaire-démocratique. A la lumière de notre expérience et des faits les plus récents, nous devons donc préciser et mettre au point certaines de nos conceptions actuelles, relatives à cette question nouvelle et complexe, importante pour notre pays et pour les autres pays de la démocratie populaire.

On sait que la démocratie populaire et l'État démocratique populaire devinrent possibles

après la défaite des forces germano-fascistes, par suite de la victoire historique remportée par l'Union soviétique dans la seconde guerre mondiale et de la lutte des masses, sous la direction de la classe ouvrière, pour la liberté et l'indépendance nationales ; ce qui permit à une série de pays de l'Est et du Sud-Est européens de se débarrasser du système impérialiste.

Le caractère de l'État démocratique-populaire est déterminé par ces quatre traits fondamentaux :

a) L'État démocratique-populaire représente le pouvoir des travailleurs, de la grande majorité du peuple, sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Ce, fait signifie premièrement, que le pouvoir des capitalistes et des gros propriétaires est renversé et que celui des travailleurs des villes et des campagnes est établi, sous la direction de la classe ouvrière ; cette classe, la plus progressiste de la société contemporaine, joue dans l'État et dans la vie sociale, un rôle dirigeant. Deuxièmement, que l'État sert d'instrument aux travailleurs dans leur lutte contre les éléments exploités, contre toutes tentatives et tendances, en vue de rétablir le régime capitaliste et la domination de la bourgeoisie.

b) L'État démocratique-populaire apparaît comme un état de la période transitoire, appelé à assurer le développement du pays, dans la voie du socialisme.

Ceci signifie : bien que le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers soit renversé et que la fortune de cette classe soit devenue la propriété du peuple, les racines économiques du capitalisme ne sont pas encore extirpées : certains éléments subsistent encore et se développent, s'efforçant de rétablir l'esclavage. C'est pour cela que l'évolution vers l'avant, vers le socialisme, n'est possible qu'en menant une lutte de classe intransigeante contre eux, pour leur liquidation complète. Ce n'est qu'en marchant sans détours vers le socialisme que l'État démocratique-populaire pourra se fortifier et accomplir sa mission historique. Si la



démocratie populaire cesse de lutter contre les classes d'exploiteurs, si elle cesse d'étouffer et de refouler les éléments capitalistes, ceux-ci l'emporteraient inévitablement, et non seulement saperaient les bases de la démocratie populaire, mais amèneraient sa perte.

c) L'État démocratique-populaire s'édifie dans la collaboration et l'amitié avec l'Union soviétique.

De même que l'affranchissement de notre pays des chaînes de l'impérialisme et la création de l'État démocratique-populaire ne devinrent possibles que grâce à l'appui et à la mission libératrice de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'Allemagne fasciste et ses alliés, le développement ultérieur de notre démocratie populaire suppose la conservation et le renforcement des relations étroites de collaboration sincère, d'assistance mutuelle et d'amitié, entre nos pays et le grand État soviétique. Toute tendance à affaiblir la collaboration avec l'U.R.S.S. est dirigée contre l'existence même de la démocratie populaire dans notre pays.

d) L'État démocratique-populaire appartient au camp démocratique anti-impérialiste.

Tout d'abord, ce n'est qu'en prenant rang dans le camp démocratique anti-impérialiste, qui a à sa tête le puissant État soviétique, qu'un pays de démocratie populaire peut garantir son indépendance, sa souveraineté et sa sécurité contre l'agression des forces impérialistes.

Deuxièmement, Dans les conditions de La défaite militaire des États fascistes agresseurs, de l'aggravation rapide de la crise générale du capitalisme, de l'énorme croissance de la puissance de l'Union soviétique et de notre collaboration étroite avec l'U.R.S.S., et les États populaires-démocratiques, notre pays, ainsi que les autres pays de démocratie populaire, voit s'ouvrir la possibilité de réaliser la transition du capitalisme au socialisme sans un régime soviétique, uniquement au moyen du régime de démocratie populaire, à la condition que celui-ci se renforce et se développe en s'appuyant sur

l'aide de l'U.R.S.S., et des autres pays de démocratie populaire.

Troisièmement, Incarnant la domination des travailleurs sous la direction de la classe ouvrière, le régime de démocratie populaire peut et doit, ainsi que l'expérience l'a déjà prouvé, exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat, pour la liquidation du capitalisme et l'organisation de l'économie socialiste. Il peut briser la résistance des capitalistes et des propriétaires fonciers, étouffer et liquider leurs tentatives, en vue de restaurer le pouvoir du Capital. Il peut organiser la construction d'une industrie sur la base de la propriété publique et de l'économie planifiée. Le régime de démocratie populaire sera également en état de surmonter l'instabilité de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie moyenne, de maîtriser les éléments capitalistes dans les campagnes et d'unir les masses fondamentales des travailleurs autour de la classe ouvrière, dans la lutte décisive pour le passage au socialisme.

Dans l'application de cette ligne, qui a pour but d'éliminer les éléments capitalistes de l'économie nationale, le régime de démocratie populaire ne restera sans doute pas sans subir des transformations. Il sera nécessaire de renforcer continuellement les positions-clés de la classe ouvrière dans tous les domaines de la vie publique et de l'État ; il sera nécessaire d'unir, dans les campagnes, tous ceux qui peuvent être des alliés sûrs de la classe ouvrière pendant la période de la lutte aigüe contre les koulaks et leurs aides. Il sera nécessaire également de renforcer et d'améliorer le régime de démocratie populaire, comme le moyen de limitation et de liquidation des ennemis de classe.

Quatrièmement, Les pays de démocratie populaire, y compris le nôtre, se sont déjà engagés dans la voie du socialisme, sans interrompre la lutte contre les forces ennemies de l'intérieur et surtout de l'extérieur. Actuellement, dans ces pays, comme chez nous, on travaille à créer les conditions indispensables

à l'édification du socialisme, à poser les fondements économiques et culturels de la future société socialiste.

C'est en cela, notamment, que réside, dans l'étape actuelle, la tâche fondamentale de la démocratie populaire, et par conséquent, celle de la classe ouvrière et de son guide, le Parti communiste.

Cette tâche générale en comporte une série d'autres, de grande importance, dont quelques-unes ont une portée décisive. Les voici :

1. Le renforcement ininterrompu des positions-clés de la classe ouvrière, avec le Parti communiste en tête, dans tous les domaines de l'État, de la vie économique, politico-sociale et culturelle.

2. La consolidation de l'union de la classe ouvrière et des paysans travailleurs sous la direction de cette classe.

3. Le développement accéléré du secteur public dans l'économie nationale et en particulier dans la grande industrie.

4. La préparation des conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes exploités dans l'économie rurale, cela par une politique conséquente visant, d'abord, à les limiter, ensuite, à les écarter et à les liquider.

5. Le développement dans tout le pays de coopératives de production au sein des masses fondamentales de la paysannerie. L'aide à apporter aux paysans pauvres et moyens par les services des stations de tracteurs et machines agricoles, des crédits, des semences, etc. Augmenter l'intérêt que ces derniers portent à leur union avec la classe ouvrière, les persuader, par l'exemple des fermes coopératives, des avantages d'une gestion commune des exploitations rurales et les éduquer dans un esprit d'intransigeance vis-à-vis des éléments capitalistes.

Nous considérons que dans nos conditions et avec le développement des fermes coopératives, la question de la nationalisation de la terre n'a

pas une importance pratique, c'est-à-dire que l'application de cette nationalisation n'apparaît pas comme une condition indispensable au développement et à la mécanisation de notre agriculture.

Cinquièmement, La démocratie populaire est en faveur de l'internationalisme, mais incompatible avec le nationalisme. Dans l'internationalisme, dans la collaboration internationale, avec le grand Staline en tête, notre Parti voit la garantie de l'existence indépendante, de la prospérité et de l'essor de notre pays vers le socialisme. Nous pensons que le nationalisme, quel que soit le masque sous lequel il se cache, est l'ennemi du communisme. Ceci est démontré, en effet, par la pratique anticommuniste du groupe nationaliste de Tito en Yougoslavie. C'est pour cette raison que la lutte contre le nationalisme devient un devoir primordial pour les communistes.

En combattant toutes ses manifestations, nous devons former les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et de dévouement à leur patrie, c'est-à-dire dans l'esprit du véritable patriotisme.

L'éducation dans cet esprit signifie avant tout : le développement et le renforcement de la conscience, quant à l'importance décisive du front unique, solidement cimenté, des pays de la démocratie populaire et de la grande Union soviétique, pour s'opposer à l'assaut des forces agressives de la réaction internationale et de l'impérialisme. Tout l'avenir de notre pays dépend, d'un côté, de la puissance de l'Union soviétique, et de l'autre, de la résolution et de la capacité de notre peuple de remplir avec honneur son devoir dans la lutte commune, en cas d'une agression capitaliste.

L'éducation dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, signifie, en même temps, le développement et le renforcement de la conscience, quant à l'importance d'une coordination complète des activités des Partis communistes et du rôle dirigeant du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. Parce que,

pour ces Partis, il n'existe qu'une théorie, guidant leurs actions : la théorie du marxisme-léninisme ; il n'existe qu'un seul parti dirigeant du mouvement ouvrier international : le grand Parti de Lénine et de Staline.

Nous pensons que la condition la plus importante de nos succès est la nécessité d'éduquer dans cet esprit, inlassablement et ouvertement, le Parti, la classe ouvrière, les travailleurs agricoles et intellectuels, et tout le peuple.

4. La situation internationale et notre politique extérieure

Il me reste à aborder les questions se rapportant à la situation internationale et à notre politique extérieure. Je parlerai ensuite des perspectives de notre économie et de notre culture et, enfin, de notre Parti.

En ce qui concerne la situation internationale, il faut souligner que deux faits fondamentaux caractérisent l'époque actuelle de la vie de l'humanité : le premier, c'est la crise générale et la décomposition du système capitaliste ; le deuxième, l'essor ininterrompu de la société socialiste, en U.R.S.S.

La crise du capitalisme a été préparée par toute son évolution. En développant les forces productrices de la société sur une échelle inconnue auparavant, le capitalisme s'enchevêtra dans des contradictions insolubles pour lui. La guerre impérialiste de 1914-1918 signifiait déjà son entrée dans la période de sa crise générale. La grande Révolution socialiste d'Octobre, en Russie, arracha à ce système un sixième du globe. Le capitalisme cessa d'être le système universel de l'économie mondiale et perdit sa stabilité d'autrefois.

La deuxième guerre mondiale, qui avait été préparée par les forces de la réaction internationale et déclenchée par les agresseurs fascistes, aboutit à une aggravation et à une extension encore plus grandes de la crise générale du capitalisme. Tout comme la première guerre, elle eut pour résultat

l'affaiblissement indubitable de ce système.

Les destructions des principaux foyers du fascisme et de l'agression mondiale privèrent la réaction internationale de ses avant-postes dans la lutte contre l'U.R.S.S., la démocratie et le socialisme, contre le mouvement ouvrier et les mouvements de libération nationale. Ces avant-postes étant les principaux pays fascistes : l'Allemagne, l'Italie, le Japon.

L'autorité internationale et la puissance de l'U.R.S.S., dont la lutte héroïque libéra de l'esclavage les peuples européens, s'accrurent incommensurablement. L'Union soviétique joua un rôle décisif dans la victoire sur les agresseurs et sauva la civilisation des bandits fascistes. L'U.R.S.S. montra au monde entier que les forces du socialisme et de la démocratie sont invincibles. Elle devint un facteur décisif dans la politique internationale. Elle représente un bastion puissant de la paix, de la sécurité des peuples et de leur libre développement sur le chemin du progrès et de la véritable démocratie.

À la tête du front anti-impérialiste mondial, l'Union soviétique constitue une barrière insurmontable aux visées bellicistes de la réaction internationale.

De même que la première guerre mondiale se termina par la sortie de la Russie du système mondial du capitalisme, la deuxième, ainsi que la défaite du fascisme, aboutit à la défection d'une série de pays de l'Est et du Sud-Est européens. C'est grâce à leur libération par les armées soviétiques que ces pays obtinrent la possibilité de décider de leur sort, par le libre choix de leurs peuples, s'appuyant sur l'aide désintéressée de l'Union soviétique.

L'extension de la crise dans le système colonial, à la suite de la seconde guerre mondiale, imprima un puissant essor aux mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux ou dépendants, et menaça les arrières du système capitaliste. Les peuples des colonies, ne voulant plus vivre à l'ancienne manière, se soulevèrent dans une lutte décisive pour créer leurs propres États indépendants.

Dans tout le monde capitaliste, la guerre a conduit à l'appauvrissement sans précédent des masses, à l'augmentation du chômage, de la misère et de la famine, ainsi qu'à l'aggravation des contradictions de classes, la bourgeoisie s'efforçant partout de rejeter les charges de la guerre et les difficultés de l'après-guerre sur le dos des masses laborieuses. En même temps, les hostilités furent suivies d'un grand essor du mouvement ouvrier mondial.

Après la défaite des agresseurs fascistes, le centre de la réaction se transféra aux États-Unis. Les plans de Hitler pour l'asservissement du globe, qui s'effondrèrent dans la dernière guerre, furent remplacés par ceux des impérialistes américains pour la domination du monde. Sous la dénomination de « Plan Marshall », de doctrine « Truman », ces plans d'aventuriers destinés à l'asservissement économique, politique et idéologique de l'Europe et du monde entier, sont dirigés contre les intérêts nationaux de l'énorme majorité des pays et des peuples. Ils sont dictés par l'oligarchie financière, par ses visées rapaces et sa peur devant le renforcement du socialisme et de la démocratie populaire.

Sous l'étendard des soi-disant « démocraties occidentales », l'impérialisme américain tend à imposer aux pays européens son propre régime, basé sur la puissance du dollar et de la domination d'une poignée de monopolistes. Il se propose de transformer l'O.N.U. en un instrument de sa politique expansionniste, violant le principe de la souveraineté et de l'égalité des pays, membres de cette organisation. L'impérialisme américain s'efforce de dominer les petits peuples, les peuples temporairement affaiblis, et d'organiser un bloc contre l'U.R.S.S., les pays de démocratie populaire, les mouvements révolutionnaires des travailleurs et des peuples coloniaux dans le monde, en lutte pour la liberté. Il pratique une politique d'accroissement insensé des armements. Les impérialistes anglo-américains interviennent brutalement dans les affaires intérieures des pays étrangers, appuyant partout

les éléments réactionnaires et ouvertement fascistes abhorrés. Le cas de nos voisins grecs est particulièrement typique.

Mais le bloc anglo-américain formé à l'issue de la deuxième guerre mondiale, dans lequel l'Angleterre est un associé de deuxième plan, ne saurait guère être durable. Les contradictions entre les deux principaux États de l'impérialisme d'aujourd'hui, les États-Unis et l'Angleterre, ainsi qu'entre les autres pays capitalistes, s'aggraveront inévitablement dans la lutte pour les débouchés et les sphères d'influence.

L'attitude à l'égard de l'Union soviétique est aujourd'hui le critère des deux camps internationaux : celui des fauteurs de guerre et celui des partisans d'une paix démocratique durable.

L'Union soviétique riposte efficacement aux efforts entrepris par les impérialistes, qui s'efforcent d'intimider les peuples par leur arme atomique. Poursuivant sa politique de paix et de collaboration amicale entre les nations, l'U.R.S.S. s'appuie sur sa puissance politique et économique en pleine croissance, sur son invincible armée, sur les travailleurs du monde entier, grandement intéressés à la sauvegarde de la paix et dont le soutien est sans réserve. Les plans des agresseurs et des fomentateurs de nouvelles guerres sont voués à un échec inévitable.

Démasquant les visées des fauteurs de nouvelles conflagrations mondiales, le camarade Staline a prononcé naguère son jugement sur la fin de cette politique :

« Cela ne peut se terminer, a-t-il dit, que par l'échec honteux des instigateurs d'une nouvelle guerre. Churchill, le principal instigateur d'une nouvelle guerre, a déjà tant et si bien fait qu'il a perdu la confiance de sa nation et des forces démocratiques du monde entier. Le même sort attend tous les autres fomentateurs de guerre. Les horreurs de la récente guerre sont trop vivantes dans la mémoire des peuples et les forces sociales qui sont pour la paix sont trop grandes pour que les disciples de Churchill en matière d'agression puissent en venir à bout et les

détourner dans le sens d'une nouvelle guerre. »

STALINE, *Après la victoire pour une paix durable* (1949.)

En effet, il est révolu, ce temps où les peuples n'étaient que des instruments aveugles et impuissants entre les mains des cliques capitalistes au pouvoir. Les peuples pacifiques des deux hémisphères se dressent toujours plus résolument pour la défense de la paix, de la démocratie et de la culture mondiale, tandis que le front anti-impérialiste, avec en tête l'Union soviétique, dont les forces s'accroissent sans cesse, se précise toujours davantage. A l'heure actuelle, où les cliques impérialistes ne se gênent pas pour agiter le spectre de la bombe atomique, tous les peuples voient en l'U.R.S.S. le principal gardien de la paix et le défenseur de la civilisation contre la barbarie capitaliste. Les nations pacifiques ont reçu une leçon très instructive, surtout après le duel entre les forces de la guerre et celles de la paix qui s'est déroulé au cours de la récente session de l'O.N.U. Repoussant la proposition de l'U.R.S.S. au sujet de la mise hors la loi de la bombe atomique et de la réduction immédiate d'un tiers des armements des cinq grandes puissances, les impérialistes anglo-américains ont été démasqués, aux yeux du monde entier, comme les ennemis de la paix et de la collaboration entre les peuples. Ils montrèrent toute leur bassesse, en se vantant impudemment d'être prêts à perpétrer des hécatombes atomiques pour sauver leur système impérialiste pourri.

Sur le front pacifique s'alignent non seulement l'Union soviétique et les démocraties populaires, mais aussi la grande majorité des peuples des pays capitalistes et des colonies. Aux dernières élections américaines, l'échec du Parti républicain réactionnaire et belliciste a démontré d'une façon pertinente que la majorité des Américains ne veut pas la guerre et rejette le programme des gros monopoles capitalistes. Tout observateur de bonne foi se demande avec raison quel est le ministre anglais qui pourrait entraîner le peuple britannique dans une guerre contre l'U.R.S.S., quand ce peuple se souvient

que c'est justement l'Armée soviétique qui a sauvé son pays de la terrible menace hitlérienne pesant sur la Grande-Bretagne ? La lutte des masses populaires contre les fauteurs de nouvelles guerres prend des formes particulièrement précises en France et en Italie. Perdant de plus en plus l'espoir de pouvoir utiliser comme chair à canon contre l'U.R.S.S. les peuples des pays bourgeois-démocratiques, les impérialistes belliqueux placent leurs espérances en l'Allemagne occidentale, occupée par eux, et en l'Espagne fasciste, qu'ils veulent aménager comme base et instrument de leur politique d'expansion en Europe.

Mais c'est là un espoir très aléatoire, pour ne pas dire vain.

Après la guerre, le front anti-impérialiste s'est prolongé loin à l'est. Il englobe maintenant les peuples d'Indonésie, ceux du Viêt-Nam, de Birmanie et d'autres, qui luttent pour leur indépendance. Le peuple de Corée, fort de l'appui désintéressé de l'Union soviétique, a remporté une grande victoire sur la réaction et les valets de l'impérialisme, il a proclamé sa République populaire indépendante, que le gouvernement bulgare a reconnue et salué chaleureusement.

La longue lutte, héroïque et tenace, que les Chinois mènent pour leur indépendance, contre les impérialistes et leurs agents stipendiés, est d'une importance exceptionnelle pour le rapport des forces des deux camps mondiaux. Actuellement, l'armée libératrice qui, sous la ferme direction du Parti communiste chinois, remporta une série de victoires éclatantes sur la réaction, malgré l'aide en armes et autres moyens fournie par les impérialistes américains, a déjà libéré toute la Mandchourie, presque toute la Chine du Nord et presque toute la Mongolie intérieure ; elle avance maintenant irrésistiblement vers Nankin, capitale de Tchang-Kaï-Chek. Les forces de la démocratie, dans l'immense nation chinoise, prennent déjà l'avantage sur les forces de la réaction et, à notre joie à tous, leur victoire définitive se

dessine nettement. Les évènements de Chine sont un des grands facteurs qui brouillent et culbutent les projets des impérialistes américains.

Ainsi, le front anti-impérialiste s'accroît et se consolide sans cesse. Il est aujourd'hui une puissance indestructible. Les masses populaires, les forces anti-impérialistes de tous les pays, aux premiers rangs desquelles se trouvent les peuples de l'U.R.S.S. et tous les Partis communistes, sauront paralyser les manœuvres de l'impérialisme agressif et, partant, assurer au monde une paix durable.

Les lignes fondamentales de notre politique extérieure, celle de notre Parti et du Front de la Patrie, ont déjà été tracées dans son programme de 1942 : garantir la liberté et l'indépendance nationale du peuple bulgare, par l'amitié étroite avec l'Union soviétique et l'entente avec les pays voisins.

Fidèle à ces principes, le gouvernement du Front de la Patrie, aussitôt après sa formation, passa aux côtés des alliés et dirigea les armées bulgares contre les hordes hitlériennes ; il retira nos détachements qui occupaient les régions yougoslaves et grecques et entra en accord avec le commandement soviétique, en vue de la libération rapide des Balkans de l'occupation hitlérienne.

Nous savons aujourd'hui de quelle grande importance politique et morale a été la participation de la Bulgarie à la guerre libératrice pour l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, sous la direction du haut-commandement soviétique.

Nous avons ressenti une fois de plus l'appui puissant et inégalable de l'Union soviétique, lors de la Conférence de la Paix à Paris, quand retentit la voix pleine d'autorité du camarade Molotov, affirmant que le peuple bulgare pouvait être tranquille pour ses frontières. Pas un seul pouce de sa terre ne lui serait ravi.

Depuis le moment où, dans le but de prévenir l'entrée de la Bulgarie en guerre aux côtés de

l'Allemagne, le gouvernement soviétique proposa au gouvernement bulgare d'alors un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle entre l'U.R.S.S. et la Bulgarie, le peuple bulgare a toujours senti derrière lui la main puissante et amie de l'Union soviétique. Il se souvient des avertissements donnés par le gouvernement soviétique, lorsque la criminelle clique monarcho-fasciste s'allia à l'Allemagne et permit l'entrée en territoire bulgare des hordes hitlériennes. Il se remémore, avec une profonde reconnaissance, les paroles d'encouragement que le camarade Staline lui adressa en maintes occasions, dans les moments les plus durs de la guerre : de se montrer constant dans la lutte, contre la dictature germano-fasciste, qui finirait inmanquablement par un triomphe. Le 5 septembre 1944, lorsque les provocations des agents allemands vinrent à bout de la patience du gouvernement soviétique, celui-ci se déclara être en état de guerre avec la Bulgarie. Nous comprenons bien aujourd'hui l'importance décisive de cet acte pour les destinées de notre pays. Il va sans dire, que dans cette « guerre », pas un soldat soviétique, ni un soldat bulgare n'ont trouvé la mort ; mais l'entrée des armées soviétiques dans le pays contribua à renverser la dictature fasciste et à assurer l'avenir du peuple bulgare, la liberté et l'indépendance de notre État. Nous n'oublierons jamais que, la guerre n'étant pas encore achevée, le gouvernement soviétique commença déjà à fournir à la Bulgarie des marchandises précieuses, indispensables au redressement de notre économie, qu'il nous aida à assurer le ravitaillement de notre peuple durant les années de sécheresse, continuant encore à l'heure actuelle, cela dans des proportions toujours croissantes, à nous prêter une aide de grand prix, tant au point de vue économique, politique, moral, que scientifique et technique.

Étroitement lié au mouvement révolutionnaire russe avant même la Révolution d'Octobre, notre Parti a le mérite historique d'avoir réussi à approfondir davantage encore la reconnaissance du peuple bulgare envers ses

libérateurs et à faire, de l'amitié avec l'Union soviétique, la pierre angulaire de la politique étrangère de notre République populaire. A l'heure actuelle, notre amitié est formellement consacrée par le traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle entre les deux pays. S'appuyant sur cette amitié, notre République populaire, libre et indépendante, fut reconnue par tous les États ; elle conclut la paix la plus avantageuse dans les conditions existantes, établit une série de relations diplomatiques régulières avec presque tous les pays qui, avant la guerre, étaient en rapport avec elle.

À l'heure actuelle, elle lutte pour son droit d'être admise à l'O.N.U., afin que soient liquidées ainsi les dernières conséquences internationales pour la Bulgarie, en tant qu'ancien satellite de l'Allemagne. Cette lutte se terminera certainement par un succès.

L'amitié entre notre République et les autres Républiques démocratiques populaires constitue un autre moment particulièrement important dans notre politique extérieure. Cette amitié a pris naissance historiquement, au cours de la lutte menée par nos peuples avec le puissant concours de l'U.R.S.S., en vue d'acquiescer et de consolider leur liberté et leur indépendance. Nous apprécions hautement l'appui que les gouvernements de la Pologne et de la Tchécoslovaquie fraternelles nous ont apporté à la Conférence de la Paix, ainsi qu'à l'Assemblée Générale de l'O.N.U., dont la session vient d'être clôturée et où la Bulgarie fut l'objet d'accusations non-fondées et d'attaques injustes. Nos rapports amicaux avec eux, ainsi qu'avec les Républiques populaires de Roumanie, de Hongrie et d'Albanie, scellés par des traités d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle, se renforcent de jour en jour et ouvrent de grandes possibilités, en faveur d'une collaboration étroite entre nos peuples, pour assurer leur avenir dans la voie de la démocratie et du socialisme.

Malheureusement, les dirigeants actuels de la Yougoslavie, à laquelle nous lient de très étroites

relations fraternelles et un idéal commun : la création de la Fédération des Slaves du sud, désirée par nos peuples depuis des siècles, ont trahi la grande doctrine du marxisme-léninisme, condition indispensable à la confiance mutuelle entre les Partis communistes et base de leur collaboration. La politique des titistes éloigne toujours davantage la Yougoslavie de l'Union soviétique et des Républiques de démocratie populaire ; elle l'expose toujours plus au danger de devenir la proie de l'impérialisme rapace. Notre Parti observe avec une grande amertume la dégénérescence des dirigeants actuels du Parti communiste yougoslave en une clique chauvine, hostile au communisme.

Mais nous ne doutons pas de la fidélité du Parti communiste yougoslave à l'internationalisme, au marxisme-léninisme, de son aptitude à ramener de nouveau la Yougoslavie fraternelle au côté de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire.

L'amitié entre notre Parti et le Parti communiste grec a surmonté l'épreuve à laquelle elle fut soumise au cours de la seconde guerre mondiale. Durant la période la plus difficile de l'occupation germano-bulgare, notre Parti était du côté du mouvement populaire libérateur hellénique et lui prêtait son aide, dans la mesure de ses forces. Lors de l'évacuation volontaire de la Thrace occidentale, les armées bulgares laissèrent à la population nécessiteuse locale tous leurs vivres. Notre Parti et notre peuple sont très douloureusement frappés par les épreuves que la clique réactionnaire de la monarchie, avec l'appui militaire de forces étrangères, ont fait subir à l'héroïque peuple grec, qui fut le premier à se soulever dans les Balkans pour lutter contre les agresseurs italo-allemands. Nous suivons avec une vive sympathie la lutte épique de ce peuple contre les occupants étrangers et leurs agents. Dans notre Parti, dans le peuple bulgare, le Parti communiste et le peuple fraternel grec ont un ami fidèle. Nous croyons inébranlablement en la victoire définitive de la démocratie populaire en Grèce, qui est la seule à pouvoir assurer la

liberté et l'indépendance du peuple hellénique et à créer, du côté grec, les conditions indispensables à une amitié et à une collaboration sincères avec nous, ainsi qu'avec ses autres voisins septentrionaux.

Dans leur désir d'entraver le développement de notre République populaire, les impérialistes et les fauteurs de nouvelles guerres ne choisissent pas les moyens. Ils ont déployé de nombreux efforts pour encourager les forces vaincues de la restauration politique en Bulgarie.

L'émission radiophonique, « La Voix de l'Amérique », calomnie et insulte chaque jour notre pays, son gouvernement, ses dirigeants et pousse ouvertement aux crimes contre le pouvoir populaire. Les leaders du parti social-démocrate de Loultchev, en faillite, ont eux-mêmes mis dernièrement à jour, devant le tribunal et devant le monde entier, les machinations secrètes de certains diplomates étrangers. Cependant, même après cet échec des conspirateurs, notre République reste l'objet de calomnies et d'attaques forcenées. Au moment où notre peuple mobilise toutes ses ressources matérielles et tous ses efforts pour l'exécution du plan économique quinquennal, au moment où toute son attention est concentrée sur les problèmes de notre édification économique et culturelle, les vrais fauteurs de guerre, comme s'ils s'étaient donné le mot, ont l'insolence inouïe d'accuser notre petite république pacifique de « militarisme » et « d'agressivité » à l'égard de ses voisins !

Cependant, la vérité est autre. Tous les observateurs honnêtes et impartiaux le savent très bien. Notre république a besoin d'une paix durable, de l'amitié et de la collaboration de tous les peuples, afin de pouvoir rattraper les autres pays plus avancés et devenir un État démocratique et socialiste, économiquement développé, et éclairé. C'est vers ce but que tend aussi sa politique étrangère. Mais le Parti sait qu'on peut y parvenir seulement à condition que notre État soit libre et égal en droits aux autres

pays. C'est pourquoi, placé à la tête du Front de la Patrie, le Parti lutte contre toute intervention impérialiste, veille attentivement sur la liberté et l'indépendance de la République populaire de Bulgarie et travaille à une collaboration encore plus étroite avec nos alliés, avec les peuples pacifiques, épris de liberté. Et œuvrant assidûment dans ce sens, notre peuple sera prêt à se lever comme un seul homme, pour écraser en son germe, toute provocation et toute atteinte à notre intégrité territoriale et aux frontières de la République populaire de Bulgarie.

5. La fédération des Slaves du Sud et le problème macédonien

Je dois m'arrêter quelque peu sur la question de la Fédération des Slaves du Sud et le problème macédonien.

La trahison notoire du groupe de Tito envers l'Union soviétique et le camp anti-impérialiste et démocratique unique, sa ligne antimarxiste et nationaliste condamnée par le Bureau d'Information, par tous les Partis communistes et les organisations réellement prolétariennes et démocratiques, ont trouvé une expression particulière dans l'attitude de ce groupe sur la question de la Fédération des Slaves du Sud et du problème macédonien.

Après le 9 septembre 1944, lorsque la dictature fasciste fut renversée en Bulgarie et qu'un gouvernement populaire démocratique y fut établi, ainsi qu'en Yougoslavie, sous la direction des Partis communistes, les conditions les plus favorables furent créées pour un règlement durable des relations entre les deux États, règlement qui devait apporter au problème macédonien aussi, une solution démocratique radicale.

Dans les conjonctures intérieures et extérieures qui s'étaient produites, les intérêts vitaux, aussi bien ceux du peuple bulgare que ceux du peuple yougoslave, dictaient impérieusement de procéder à un rapprochement qui devait les conduire, dans l'avenir le plus

proche, à leur unité économique et politico-étatique, à la formation d'une Fédération des Slaves du Sud. Une telle fédération, s'appuyant sur l'amitié avec l'Union soviétique et sur la collaboration fraternelle avec les autres Républiques démocratiques et populaires, serait à même de défendre avec succès la liberté et l'indépendance de nos peuples et d'assurer leur développement dans la voie menant au socialisme. C'est dans les cadres d'une telle fédération qu'auraient pu trouver leur solution les questions pendantes, léguées par les anciens régimes monarcho-bourgeois, relatives à la réunion des Macédoniens de la région du Pirine à la République populaire de Macédoine ; d'autre part, le problème du retour à la Bulgarie des territoires occidentaux qui avaient été annexés par la Yougoslavie du roi Alexandre, après la première guerre mondiale, et dont le caractère est purement bulgare, aurait également pu être réglé de cette manière.

C'est dans cette voie que notre Parti s'engagea résolument et avec enthousiasme, comptant sur la parole des communistes yougoslaves, auxquels nous sommes liés par un travail en commun et une amitié de longue date. C'est cette position que notre Parti soutient aujourd'hui encore. Mais cette voie, la seule juste, fut abandonnée par les dirigeants nationalistes de Yougoslavie. Après que les gouvernements des deux pays eurent examiné et décidé une série de mesures propres à faciliter la formation de la Fédération, le Comité central du Parti communiste yougoslave, au mois de mars dernier, déclara à notre Parti qu'il avait une autre conception de cette question, qu'il ne fallait pas se hâter de fonder la Fédération, et refusa de poursuivre les pourparlers. En même temps, les dirigeants yougoslaves portèrent au premier plan la transformation de la région du Pirine en une région autonome, en vue de son rattachement à la Yougoslavie, indépendamment de l'accord sur la Fédération.

Évidemment, cette volte-face de Tito et de son groupe sur le problème de la Fédération est indissolublement liée à leur trahison envers le

marxisme-léninisme. En fait, ce groupe glisse sur la pente du nationalisme et adopte aujourd'hui les positions du chauvinisme grand-serbe, qui aspirait à l'hégémonie dans les Balkans et à l'annexion de la Macédoine à la Serbie, autrement dit à la Yougoslavie.

Les révélations faites au congrès des communistes albanais sur les aspirations du groupe de Tito à l'égard de la République populaire d'Albanie, sont une autre preuve éclatante de sa politique de duplicité, de nationalisme grossier et de son reniement du front socialiste uni, constitué par l'Union soviétique et les démocraties populaires.

Comme on le sait, il y avait deux moyens possibles à la solution du problème macédonien, qui, durant des dizaines d'années, fut au centre des rivalités et des guerres dans les Balkans. L'un était la révolution démocratique, qui devait amener l'affranchissement de la Macédoine du joug turc. Cette voie était suivie par l'organisation révolutionnaire macédonienne (Gotzé Deltchev, Sandansky et d'autres), ainsi que par l'Union révolutionnaire social-démocrate de Macédoine (Hadji Dimov, Nicolas Karev et d'autres). Ces organisations jouissaient de l'appui complet de notre Parti. Nombre de membres de celui-ci étaient des militants actifs du mouvement révolutionnaire macédonien.

Le second moyen était celui de la bourgeoisie nationaliste. Il prônait la libération de la Macédoine du joug turc par une guerre, son annexion à l'un des pays balkaniques ou son partage entre eux. Notre Parti a toujours été un ennemi résolu du nationalisme bourgeois belliciste et a lutté le plus énergiquement contre les plans d'asservissement et de partage de la Macédoine, chers aux monarchies balkaniques et aux cliques réactionnaires capitalistes.

En pratique, le second de ces moyens a prévalu et nous conduisit aux deux guerres balkaniques (1912 et 1913). Il eut pour résultat la libération de la Macédoine du joug turc et son partage entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie.

Étant donné le danger croissant d'une agression impérialiste dans les Balkans, les partis socialistes de la péninsule lancèrent le mot d'ordre d'une fédération démocratique balkanique. Unis au sein d'une puissante fédération, les peuples balkaniques auraient mieux défendu leur liberté et leur indépendance contre les convoitises des forces impérialistes. Cette fédération aurait, de même, facilité la solution de toutes les questions nationales en suspens dans les Balkans, y compris la question macédonienne. La Macédoine, morcelée en trois parties, devait s'unir en un État, égal en droits, dans le cadre de la fédération.

Notre Parti liait avec raison la solution de la question macédonienne à la création d'une fédération démocratique balkanique. Voici pourquoi il a toujours combattu implacablement la politique de conquête des mégalo-bulgares et leur chauvinisme. Le Parti demeura sur cette position pendant la guerre balkanique, ainsi que pendant la première guerre mondiale. En quoi consistait le chauvinisme mégalo-bulgare de la bourgeoisie monarchiste et capitaliste ?

Il consistait, premièrement, en son aspiration à l'hégémonie dans les Balkans et, deuxièmement, en celle d'annexer la Macédoine à l'État bulgare. Cette politique qui, durant la deuxième guerre mondiale, fut pratiquée sous la direction de l'Allemagne hitlérienne, était en réalité une politique de trahison, qui camouflait le désir des nazis de faire de la prétendue « Grande Bulgarie » une colonie allemande.

Après la Révolution socialiste d'Octobre et l'entrée des Partis communistes balkaniques dans l'Internationale communiste, la Fédération socialiste balkanique prit le nom de Fédération communiste balkanique. Notre Parti y jouait un rôle très actif.

La Fédération voyait, elle aussi, la solution de tous les problèmes balkaniques, y compris la question macédonienne, dans la création d'une Fédération démocratique, capable de défendre la liberté et l'indépendance de tous les peuples de la péninsule.

Ainsi, notre Parti avait adopté, sur ces points, une position juste, populaire, traditionnelle, une position qui offrait une vraie solution démocratique aux affaires macédoniennes. Le mot d'ordre d'une République fédérative démocratique balkanique s'accordait entièrement avec l'enseignement du marxisme-léninisme sur la question nationale.

« Les ouvriers conscients des pays balkaniques, écrivait Lénine en 1912, furent les premiers à lancer le slogan d'une solution démocratique radicale de la question nationale dans les Balkans. Ce slogan, c'est la République fédérative balkanique. La faiblesse des classes démocratiques dans les États balkaniques d'aujourd'hui (prolétariat peu nombreux, paysans arriérés, dispersés, illettrés) eut pour résultat, que l'union économique et politique nécessaire devint une union des monarchies balkaniques. »

LÉNINE, *Œuvres*, tome XVIII

Avant la deuxième guerre mondiale, un puissant mouvement progressiste macédonien s'était développé, en Bulgarie, au nom du droit du peuple de Macédoine de se constituer en nation indépendante ; ce mouvement trouva un appui énergique auprès de notre Parti. Pendant la guerre, ce dernier travailla en plein accord avec les communistes macédoniens ; plus tard, nos partisans menèrent, côte à côte avec leurs camarades, un combat résolu contre les occupants germano-bulgares. Notre Parti salua chaleureusement la création de la République populaire de Macédoine, dans les cadres de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Il est notoire que dans la lutte pour la défense du droit du peuple macédonien de disposer de lui-même,

contre la politique de conquête de la bourgeoisie bulgare, nous avons subi de nombreuses et lourdes pertes.

Afin de faciliter le rapprochement et le rattachement ultérieur des régions macédoniennes séparées par la frontière, notre Parti accepta, après l'accord de Bled, l'introduction de l'étude de la langue officielle macédonienne dans toutes les écoles de la région du Pirine, au titre de discipline obligatoire. Il

donna également son accord à la venue dans cette région d'un grand nombre d'instituteurs de Skopié, de libraires, chargés de la diffusion d'ouvrages en macédonien. C'était là une preuve que notre Parti portait une sympathie des plus vives au rassemblement du peuple macédonien.

Mais la bonne volonté de notre pays fut trahie par les dirigeants de Belgrade et de Skopié. La plupart des professeurs et libraires venus de cette dernière ville, et cela de toute évidence, sur les directives de leurs dirigeants, se révélèrent les agents d'une propagande mégalo-yougoslave, anti-bulgare et chauvine. Plus tard, après la trahison du groupe de Tito envers le camp anti-impérialiste unifié et envers l'Union soviétique, ils s'affirmèrent ouvertement des agents antisoviétiques.

Ce que les émissaires de Kolichevsky entreprenaient dans la région du Pirine, n'était qu'un reflet de ce qui se pratiquait et se pratique toujours dans la République populaire de Macédoine. Sous prétexte de lutter contre le chauvinisme mégalo-bulgare, on menait et on mène, avec le concours de l'appareil administratif et de toutes les autres organisations sociales, politiques et culturelles, une campagne systématique contre tout ce qui est bulgare, notre peuple, sa culture, le régime de la démocratie populaire, le Front de la Patrie et surtout notre Parti. Les livres et les journaux bulgares, notamment l'organe du Parti Rabotnitchesko Délo, ne peuvent pénétrer dans la République populaire de Macédoine. Toutes les inscriptions en bulgare sur les écoles, les autres édifices et monuments sont effacées avec empressement. Les noms de famille, tels, par exemple : Kolichev, Ouzounov, Tsvetkov et d'autres, ont été changés, comme l'on sait, en : Kolichevsky, Ouzounovsky, Tsvetkovsky, cela uniquement pour qu'ils perdent leur consonance bulgare.

Les personnalités officielles de la République populaire de Macédoine ne se gênent pas pour faire des déclarations dirigées contre le peuple bulgare et contre la République populaire de

Bulgarie. On connaît le discours prononcé par Kolichevsky, le 23 mars dernier, au IIe congrès du Front populaire macédonien, dans lequel il s'en prit à notre pays et à son gouvernement, en lançant la calomnie que ce dernier avait privé de ses droits et opprimé la population macédonienne de la région du Pirine.

Les journaux, les agences et la radio des impérialistes anglo-américains s'emparèrent avec ardeur de ce discours provocateur de Kolichevsky, pour entreprendre une ignoble campagne de calomnies contre la République populaire de Bulgarie et l'œuvre d'unification du peuple macédonien.

Au mois de juillet dernier, de la tribune du Ve congrès du Parti communiste yougoslave, à Belgrade, fut lancée contre notre pays la pointe la plus acérée des attaques dirigées contre les nations de démocratie populaire. Dans leurs discours, Tito, Djilas, Tempo, Kolichevsky, Vlahov déversèrent leur haine chauvine contre la Bulgarie, contre notre Parti, dont le seul tort est de n'avoir pas consenti à ce qu'ils s'emparent purement et simplement de la région du Pirine et d'avoir flétri la trahison des dirigeants yougoslaves. Le général Tempo, dans sa rage chauvine, est allé jusqu'à se permettre les plus basses insultes à l'égard de la lutte antifasciste du peuple bulgare et de notre mouvement de partisans, cela, malgré le fait notoire que nos maquisards ont lutté côte à côte avec leurs camarades yougoslaves et que nos armées ont pris une part active, sous le commandement du maréchal Tolboukhine, à la guerre pour la libération finale de la Yougoslavie.

Le président du conseil de la République populaire de Serbie, Pètre Stambolitch, ne s'est pas gêné, lui non plus, à la fin du mois de septembre dernier, pour lancer publiquement à la Skoupchtina de Belgrade la calomnie, selon laquelle les hommes politiques responsables bulgares auraient mené une propagande contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Yougoslavie.

Il est bien évident que des calomnies de ce

genre visent uniquement à provoquer l'hostilité des peuples yougoslaves à l'égard des Bulgares, à creuser un abîme entre ces deux peuples frères et en même temps à fournir une arme à la propagande impérialiste, pour qu'elle puisse lancer de nouveaux mensonges contre la Bulgarie.

Pendant la deuxième moitié du mois de novembre dernier, un procès fut intenté à Skopie à des fascistes bulgares, agents de police et autres criminels de guerre qui avaient commis, lors de l'occupation, des exactions en Macédoine. Ces criminels de guerre avaient été livrés aux Yougoslaves par les autorités bulgares. En réalité, ce procès fut sciemment transformé en une campagne chauvine et haineuse, dirigée contre le peuple bulgare et notre pays. Procureurs, juges et criminels s'étaient concertés au préalable, pour insulter et calomnier la Bulgarie et son peuple, avec une unanimité touchante.

La politique nationaliste et chauvine des acolytes de Tito et de Kolichevsky, qui représente l'autre face de leur ligne antisoviétique, n'est pas dirigée uniquement contre nous, mais aussi contre le peuple macédonien lui-même. Cette politique, qui a adopté les méthodes des nationalistes bulgares et serbes, sème la haine au sein des Macédoniens, excite l'une des parties de ce peuple contre l'autre, applique l'oppression et la terreur à ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne des dirigeants yougoslaves actuels. Ainsi, la réalisation de l'idéal séculaire du peuple macédonien, son unité nationale, est artificiellement retardée.

Toutefois, la population de la région du Pirine ne se laisse pas prendre à cette propagande anti-bulgare de division forcenée. Elle adopte une position négative en ce qui concerne la demande d'annexion de cette région par la Yougoslavie, avant que ne soit créée la fédération entre la Yougoslavie et la Bulgarie, étant donné que depuis un temps immémorial, elle se sent liée au point de vue économique,

politique et culturel, au peuple bulgare dont elle ne veut pas se séparer. En outre, la population du Pirine garde vivantes les traditions du mouvement révolutionnaire macédonien et en particulier du courant de Serrés, avec, au principe selon lequel la Macédoine appartient aux positions de la Fédération, seule solution valable quant à la question macédonienne. Nous savons fort bien que le cours nationaliste et chauvin, suivi par les dirigeants de Belgrade et de Skopie, du type de Tito et de Kolichevsky, n'est pas approuvé par la majorité du peuple macédonien, convaincu de ce que son union nationale sera édifiée sur la compréhension entre la Yougoslavie et la Bulgarie, en collaboration avec leurs peuples, avec le puissant concours de l'Union soviétique.

Notre Parti a toujours tenu et tient aujourd'hui encore au principe, selon lequel la Macédoine appartient aux Macédoniens. Fidèles aux traditions révolutionnaires de ces derniers, nous sommes fermement convaincus, comme tous les patriotes macédoniens de bonne foi, que leur peuple ne réalisera son unité nationale et n'assurera son avenir en tant que nation libre, égale en droits, que dans le cadre d'une Fédération des Slaves du sud.

6. Nos perspectives et nos tâches dans le domaine économique et culturel

Dans le domaine économique, le gouvernement populaire devait s'attaquer à la tâche de réparer les dévastations, de mettre fin à la désorganisation causée à l'économie nationale par la guerre et le pillage allemand et préparer le terrain, en vue d'accélérer le développement du pays sur la voie du socialisme.

Dans l'industrie, la tâche de relèvement a déjà été remplie avec succès par le plan économique biennal. En 1948, l'industrie a dépassé de 75 % sa production d'avant-guerre. La nationalisation a donné une très forte impulsion au développement de l'industrie, ce qui lui permet, de passer à sa reconstruction socialiste, à la concentration des entreprises et à

la centralisation de la production dans le sens d'un regroupement par ramifications, opéré autour de ses meilleures unités.

Le relèvement de l'économie rurale n'est pas encore complètement achevé, principalement à cause des trois années de sécheresse consécutives à la guerre. Certaines branches de l'élevage du bétail et des cultures sont en retard. Parallèlement à l'effort pour rattraper et dépasser le niveau d'avant-guerre dans toutes les fractions de l'économie rurale, sa réorganisation socialiste a été entreprise par la création de grandes propriétés coopératives agricoles et fermes d'État. Les fermes coopératives représentent déjà, on peut le dire, une nouvelle forme stabilisée de l'économie rurale, la seule qui soit en état, avec l'aide des stations de tracteurs et machines, de mécaniser et moderniser notre agriculture, d'élever le bien-être de la population rurale et d'acheminer l'économie agricole vers le socialisme.

Un revirement favorable s'est opéré ces derniers temps au sein de la paysannerie moyenne en faveur des fermes coopératives, dont le nombre s'accroît sans cesse. Maintenant, il faut consolider ces fermes, tout en multipliant leur nombre et en suivant le principe de la participation volontaire, afin qu'elles puissent servir de modèle à la création de nouveaux établissements de ce genre.

En 1948, le revenu national dépasse de 10 % celui d'avant-guerre, principalement en raison des succès obtenus par l'industrie nationalisée. D'autre part, grâce à la nationalisation des entreprises industrielles des banques et du commerce de gros, grâce à la liquidation des grandes propriétés foncières et de la grande propriété bâtie, par laquelle on supprima les profits des capitalistes, le revenu national est aujourd'hui réparti beaucoup plus équitablement.

Mais se contenter de reconstruire ce qui existe déjà dans l'économie nationale est insuffisant. Il est nécessaire de développer à un rythme plus accéléré encore les forces

productrices de notre pays pour rattraper le retard et transformer, à bref délai, la Bulgarie en un pays industriel et agricole développé. Il est indispensable d'atteindre en 15 à 20 ans, par l'industrialisation, l'électrification et la mécanisation de l'agriculture, ce que les autres pays, dans des conditions différentes, ont atteint en un siècle. Pour y arriver, il est indispensable de créer une puissante base énergétique par l'utilisation des ressources hydrauliques et thermales du pays, par le développement rapide des mines, par la construction d'une métallurgie nationale et d'une industrie lourde suffisamment outillée, ainsi que par le développement, la modernisation et la concentration de l'industrie légère. Il est également nécessaire d'intensifier l'économie rurale en Bulgarie, en la dotant d'un puissant parc de grandes machines agricoles, et, avant tout, de tracteurs, par l'augmentation du rendement de la terre, par l'amélioration de l'agrotechnique, par l'irrigation, l'électrification et une large utilisation d'engrais chimiques. La ligne fondamentale qui doit présider au développement de notre industrie, c'est la ligne d'abaissement systématique du prix de revient, des prix de la production industrielle, la ligne de la baisse systématique des prix de fabrication des produits industriels. C'est là, comme le dit le camarade Staline, cette voix large, sur laquelle doit marcher l'industrie, si nous voulons qu'elle se développe et se fortifie, qu'elle conduise en avant l'économie rurale, qu'elle accélère l'édification des bases de notre économie socialiste.

L'industrie nationalisée, en se développant selon les lois de la reproduction socialiste élargie, c'est-à-dire en augmentant chaque année la production et en construisant de nouvelles entreprises, formulera à l'égard de l'agriculture des demandes toujours plus grandes en denrées alimentaires et en matières premières. Les besoins croissants de l'industrie, de la population des villes et de l'armée ne peuvent être satisfaits avec succès par les exploitations individuelles de peu d'importance et de faible productivité. Ceci pose franchement la question

de la reconstruction socialiste de l'agriculture, parallèlement à la reconstruction socialiste et au développement de l'industrie. On ne peut bâtir pour longtemps le régime de démocratie populaire et édifier le socialisme sur deux bases différentes : sur l'industrie socialiste concentrée et sur la petite propriété agricole morcelée et arriérée. Il faut graduellement, mais méthodiquement et résolument, transposer l'agriculture sur la base de la production en grand, par la voie du regroupement coopératif des petites propriétés agricoles individuelles et leur réunion en de grandes fermes coopératives mécanisées.

C'est pour cela que le plan économique quinquennal pose la tâche de grouper dans les fermes coopératives 60 % des cultivateurs. Cette tâche est, en effet, parfaitement réalisable, étant donné les succès actuels de ces fermes.

Dans son développement économique sur la voie du socialisme, notre peuple aura à compter, avant tout, sur ses propres forces et sur les ressources de son propre pays, sur son travail, son épargne et l'utilisation rationnelle de ses moyens et de ses possibilités.

Un régime d'économies sévères doit être la préoccupation constante de chaque dirigeant économique et administratif, de chaque ouvrier et paysan de notre République populaire et surtout de chaque communiste. Mais notre peuple se trouve dans une situation heureuse, car il peut également compter sur l'assistance généreuse et fraternelle du grand pays du socialisme, l'Union soviétique, ainsi que sur une collaboration étroite et systématique avec les autres pays de démocratie populaire, ce qui lui épargnera beaucoup de peine, beaucoup d'efforts et hâtera son développement.

Comme tout homme raisonnable, nous n'allons pas consommer tout ce que nous produisons, mais nous mettrons de côté une partie du revenu national pour le développement ultérieur de notre économie, en vue de la construction de nouvelles usines, de nouvelles stations de tracteurs et machines agricoles, pour

un nouvel essor des forces de l'industrie et de l'agriculture. En agissant ainsi, nous pourrions assurer le relèvement graduel et certain des conditions de vie des masses travailleuses, une plus grande satisfaction des besoins croissants de la population des villes et des campagnes, en élevant leur standard de vie matériel et culturel, en garantissant en même temps le rapide développement économique de notre pays; ceci est le gage de la prospérité future de notre peuple laborieux et de nos enfants.

Nous pouvons constater avec satisfaction que, malgré les difficultés rencontrées lors de la livraison des contingents de produits agricoles, difficultés qui ne sont pas encore complètement surmontées, l'alimentation de notre peuple est entièrement assurée jusqu'à la prochaine récolte, avec augmentation des rations. L'énorme majorité des paysans travailleurs a accompli honnêtement et avec empressement ses obligations envers l'État et le peuple. Seule, une faible partie d'entre eux, composée principalement de koulaks, d'anciens opposants, dont quelques-uns se sont embusqués dans les rangs du Front de la Patrie, tenta de faire du sabotage et de spéculer sur le pain du peuple ; mais la résistance de ce groupuscule de réactionnaires sera impitoyablement brisée.

Le nouveau système de vente obligatoire des produits agricoles à l'État, adopté par le gouvernement et qui sera encore perfectionné sur la base de l'expérience de ces deux dernières années, autorisant la vente libre des excédents, répartit plus équitablement les obligations des paysans producteurs, selon l'étendue de leurs terres et leurs possibilités et encourage les agriculteurs à une meilleure culture de la terre, ainsi qu'à un meilleur rendement. Tout en vendant à l'État une partie de leurs produits à des prix taxés, les paysans producteurs reçoivent de leur côté, à des prix également fixés, une quantité toujours plus grande des produits industriels dont ils ont besoin.

Par sa politique des prix, l'État tend à établir un rapport ferme et équitable entre les

prix des marchandises, afin que le producteur sache ce qu'il pourra acheter aujourd'hui et demain, contre sa production. On ne doit pas admettre la répétition de la situation créée après la première guerre mondiale, où les années de prix agricoles élevés furent suivies d'une baisse catastrophique, ce qui amena la ruine d'un grand nombre de producteurs. L'élévation systématique du rendement du travail dans l'industrie et dans l'agriculture, aura pour résultat la baisse du coût de la vie et la stabilisation du lev.

Au cours des mois derniers, l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité marque un nouveau pas en avant. Mais nous ne sommes toujours pas en état de couvrir entièrement tous nos besoins. Deux ou trois récoltes consécutives nous sont indispensables pour satisfaire les nécessités et le pouvoir d'achat accrus des travailleurs, pour supprimer le système du rationnement.

C'est pour cette raison qu'il nous est nécessaire de déployer le maximum d'efforts, afin d'exécuter le plan d'ensemencement, augmenter au maximum le rendement de la terre. Lorsque la suppression du système des tickets de rationnement deviendra possible, la répartition devra être opérée, non sur le principe égalitaire, c'est-à-dire à parts égales pour tous, mais conformément à la quantité et à l'importance du travail fourni. Les éléments parasites, oisifs et exploités doivent être privés de tout ravitaillement aux prix taxés. Il faudra garantir un approvisionnement régulier et suffisant aux catégories d'ouvriers et de travailleurs, dont dépendent l'exécution et le dépassement des plans économiques. « A chacun, selon son travail », voilà ce qui est équitable et économiquement juste. Et chacun aura la possibilité de travailler à la fois davantage et mieux, d'être, par conséquent, mieux rémunéré.

La solution heureuse de la tâche économique fondamentale : l'exécution du Plan quinquennal

de l'État, exigera les efforts et l'enthousiasme de notre peuple travailleur tout entier. Sous ce rapport, les syndicats ouvriers auront à jouer un rôle extrêmement important. Sous leur direction, le travail de choc et l'émulation socialiste devront devenir une méthode universelle de travail et entraîner ouvriers et paysans, jeunes et vieux, hommes et femmes. Chez nous, le travail doit devenir de plus en plus un acte d'honneur, de vaillance et d'héroïsme. Le pays doit connaître ses meilleurs travailleurs, héros du travail, ses inventeurs, ses rationalisateurs, ses novateurs, les pionniers du labeur physique et intellectuel, qui augmentent la puissance économique et culturelle de notre peuple et multiplient le revenu national. Il doit les honorer comme ses meilleurs fils. Dans la Bulgarie nouvelle, la place de chacun de nous sera fixée non par son nom ou son origine, non selon ses paroles ou l'opinion qu'il a de lui-même, mais exclusivement par son travail, par ce qu'il apporte réellement au progrès économique, culturel et social de son peuple.

Sous ce rapport, il ne peut y avoir d'autre critère.

La grande envergure prise dans notre pays par les travaux de construction, cela dans tous les domaines de l'économie nationale, exige la création d'une véritable armée d'ouvriers et ouvrières du bâtiment, d'ingénieurs et de techniciens, ainsi qu'un équipement de construction moderne. Le pays tout entier suit avec enthousiasme les exploits de notre jeunesse, des brigadiers et des prestataires du travail. Beaucoup de nos grands ouvrages porteront le titre orgueilleux de « Construction de la jeunesse ». Tout en continuant d'utiliser largement le travail des brigadiers et des prestataires, ainsi que celui des brigades locales, nous devons augmenter sans arrêt l'armée des ouvriers permanents du bâtiment, habiles et enthousiastes, pourvus d'une technique moderne. Dans la nouvelle Bulgarie, la profession de constructeur devra devenir la plus honorable.

Les nouveaux cadres de notre économie, en constant développement, seront recrutés tant au sein de cette fraction de la population des campagnes, qui ne trouve pas de débouchés suffisants à son travail dans l'économie rurale, que parmi les ménagères, dont l'activité est utilisée d'une façon complètement irrationnelle à la maison. Nous ne pouvons pas devenir un peuple aisé et élever considérablement notre standard de vie, tant que notre travail national sera dilapidé d'une façon improductive ou ne sera utilisé qu'imparfaitement, au cours d'une grande partie de l'année. La plupart des chômeurs partiels des villes et des campagnes trouveront un débouché à leur activité dans les nouvelles constructions et entreprises industrielles. L'édification d'un nombre toujours plus grand de foyers d'enfants et de crèches, de réfectoires et de lavoirs publics viendra alléger les occupations des ménagères, permettant à beaucoup d'entre elles de rechercher l'emploi plus rationnel, socialement plus utile de leur travail et de leurs aptitudes. Par des écoles et des cours gratuits, nous avons déjà procédé à la préparation de nos réserves de travail, c'est-à-dire des ouvriers et des ouvrières qualifiés de l'industrie et du bâtiment, issus des jeunesses ouvrière et rurale. Cette œuvre importante devra être poursuivie, elle aussi, avec une énergie et une fermeté particulières.

Notre pays s'est déjà engagé dans la voie de son développement socialiste. Nous sommes en présence des facteurs principaux de l'édification socialiste chez nous : le pouvoir populaire démocratique, l'union entre le prolétariat et les paysans, sous le rôle directeur de la classe ouvrière ; la grande production industrielle qui est aux mains de l'État démocratique-populaire ; le rapide essor des forces productrices, grâce aux nouvelles constructions économiques ; le système coopératif, et avant tout, les fermes et les ateliers coopératifs. L'aide fraternelle et active de l'U.R.S.S., ainsi que la collaboration économique étroite avec les pays de démocratie populaire constituent à cet égard un facteur particulièrement important. Il nous

aide à garantir et à accélérer le développement socialiste de notre pays.

Au cours du premier plan quinquennal, nous pouvons nous fixer pour tâche de poser les fondements du socialisme, tant dans l'industrie que dans l'économie rurale. Ce premier plan de l'État poursuit cette réalisation. C'est sur ces fondements que surgira, lors des deux ou trois plans quinquennaux suivants, l'édifice du socialisme, que sera créée la société socialiste.

En ce qui concerne l'établissement des fondements économiques et culturels du socialisme chez nous, nos principales tâches peuvent être formulées comme suit :

1. Tendre toutes nos forces et nos ressources vers l'exécution du plan économique quinquennal de l'État ;

2. Mener jusqu'à son achèvement, la transformation des moyens de production et d'échange en propriété publique de tous les travailleurs : supprimer tous les revenus non acquis par le travail et appliquer le principe : « Qui ne travaille pas, ne doit pas manger ».

3. Coordonner toute l'activité économique du pays selon un plan d'État unique : instaurer un régime de plus stricte économie de matériaux, de fonds, de ressources et autres.

4. Explorer d'une façon approfondie nos richesses naturelles, rechercher des gisements de pétrole, créer une industrie métallurgique nationale pour métaux ferreux et non-ferreux.

5. Liquider la disproportion existant entre la production d'énergie électrique et les besoins de l'industrie et de l'économie rurale, par la construction de puissantes centrales électriques ; étendre l'extraction de la houille, tant dans les bassins existant déjà que dans les nouveaux ; réserver le charbon de qualité inférieure à la production d'énergie électrique.

6. Utiliser à plein rendement l'industrie légère, par le travail en deux ou trois équipes : la rationaliser et la reconstruire ; liquider la disproportion entre les branches qui la

constituent, aux fins de couvrir entièrement les besoins de la population en articles de sa production.

7. Améliorer le rapport entre l'industrie lourde et l'industrie légère au profit de la première, grâce au développement de la production d'électricité, de celle de la houille et des minerais, de la métallurgie, de la construction de machines, de l'industrie chimique, de celle du caoutchouc et d'autres encore, cela en vue de relever la prospérité du peuple et diminuer la dépendance de notre économie nationale des importations.

8. Produire au maximum les matières premières nécessaires à notre industrie, par l'extension de la culture des plantes industrielles, l'amélioration de l'élevage et l'extraction intensifiée des richesses du sous-sol.

9. Reconstruire d'une façon radicale l'économie rurale sur la base des fermes coopératives et des domaines agricoles de l'État, avec rendements élevés et une importante production, assurant la satisfaction des besoins croissants de la population, de l'industrie et de l'exportation.

10. Résoudre définitivement sur cette base le problème du pain; assurer des récoltes abondantes et régulières par le travail moderne et mécanisé de la terre, l'emploi d'engrais chimiques, la création de zones forestières de défense, l'irrigation.

11. Développer un élevage de haute production, avant tout celui du porc et de la volaille; étendre les cultures fourragères; introduire le système de l'assolement.

12. Entreprendre le reboisement de tous les terrains déboisés, le renforcement des berges, l'exploitation judicieuse des forêts, en vue d'améliorer le climat du pays et de couvrir d'une façon plus complète les besoins croissants en bois de construction; moderniser l'exploitation forestière, procéder à la création d'une agriculture (pommes de terre, lin, etc.) et d'un élevage de haute montagne (amélioration

des pâturages alpestres).

13. Développer la pêche en haute mer et sur le Danube, entreprendre l'empoissonnement des rivières et la création de réservoirs artificiels.

14. Créer des moyens de communications plus rapides, par l'amélioration et l'électrification des transports ferroviaires; aménager un réseau de routes bien entretenu, développer le transport automobile et aérien.

15. Relever le niveau matériel et culturel des ouvriers, des paysans travailleurs et des travailleurs intellectuels, améliorer le ravitaillement de la population en articles de première nécessité.

16. Étendre et renforcer le commerce d'État et le commerce coopératif, créer un appareil solide pour le rachat des excédents de la production agricole, en vue d'améliorer les échanges entre la ville et le village.

17. Établir une discipline socialiste, basée sur le travail par la rééducation des masses, le développement du travail de choc et de l'émulation socialiste, en y entraînant les ouvriers et tous les travailleurs.

L'accomplissement des tâches économiques est très étroitement lié au relèvement culturel et idéologique du peuple bulgare. Voilà pourquoi, il est indispensable de prodiguer une attention particulière au redressement culturel, à l'éducation idéologique et politique, dans un esprit socialiste, des masses laborieuses des villes et des villages, ainsi que des intellectuels progressistes.

Comme suite à ce développement, la Bulgarie pourra, au cours des quelques plans quinquennaux prochains, se transformer de pays agricole arriéré en un pays industriel et agricole avancé. Cela signifie qu'avec l'augmentation au maximum des rendements de l'agriculture, nous atteindrons également à un développement plus rapide de l'industrie, ce qui accroîtra, dans une grande mesure, la richesse et la prospérité de notre patrie, assurera son indépendance économique par rapport à l'impérialisme, ainsi

que sa capacité défensive.

Ce développement sera socialiste. Les derniers représentants des classes d'exploiteurs dans les villes seront liquidés économiquement. Les artisans travailleurs s'uniront dans des ateliers coopératifs. La bourgeoisie rurale (les koulaks) sera de plus en plus limitée et rejetée de ses positions économiques d'exploitrice des masses paysannes, pendant que les fermes coopératives prépareront les conditions à sa liquidation économique complète. L'antagonisme des classes disparaîtra et la société ne sera plus composée que d'ouvriers, de travailleurs agricoles et d'intellectuels, dont les intérêts n'ont rien de contradictoire et qui, par des efforts communs, conduiront notre pays au socialisme et ensuite au communisme.

« Les succès incontestables du socialisme en U.R.S.S., a écrit Staline,... ont démontré nettement que le prolétariat peut gouverner avec succès le pays sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès l'industrie sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut diriger avec succès toute l'économie nationale sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie ; qu'il peut édifier avec succès le socialisme, malgré l'encerclement capitaliste. »

STALINE, « le Caractère international de la Révolution d'Octobre » dans *les Questions du léninisme*, tome I

Il appert de notre propre expérience, quoique encore insuffisante, que notre classe ouvrière, elle aussi, sous la conduite du Parti communiste bulgare, fait montre non seulement d'enthousiasme, mais aussi de la résolution et de l'aptitude nécessaires pour suivre l'exemple de ses frères soviétiques.

Le développement socialiste de notre pays est la condition de la solution du problème de notre démographie. Au cours des futurs plans quinquennaux, le peuple bulgare doit atteindre 10 millions d'âmes, par l'augmentation de la natalité et la diminution de la mortalité infantile. De cette façon, il s'affirmera définitivement comme une nation saine, vigoureuse, édifiant sa culture, nationale par la forme et socialiste par le contenu, et apportant

ainsi sa contribution au patrimoine universel.

7. Le Parti, force décisive, motrice et dirigeante

Permettez-moi d'aborder maintenant la question du Parti en tant que force décisive, motrice et dirigeante dans notre pays.

A la veille du 9 septembre 1944, le Parti comptait environ 25.000 membres, des militants, solides et trempés par la longue lutte contre le fascisme, ayant passé par les épreuves du travail clandestin, dans les conditions de la féroce dictature fasciste. Après le 9 septembre, lorsque le Parti devint un parti dirigeant et procéda à un travail sérieux pour la reconstruction de notre pays sur de nouvelles bases, des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans et de travailleurs intellectuels vinrent à lui. Il fut alors un centre d'attraction pour tous les éléments actifs, combattifs et progressistes de notre pays, qui désiraient unir leurs efforts pour assurer le développement de la Bulgarie, sur la voie de la démocratie populaire et du socialisme. Six mois à peine après le 9 septembre, lors de la VIII^e session plénière élargie de son Comité central, le Parti comptait déjà 254.000 membres.

Cette croissance du Parti se poursuit également au cours des années suivantes. Vers la fin de 1946, le nombre de ses adhérents s'élevait déjà à 490.000. Le Parti avait délibérément ouvert toutes grandes ses portes aux travailleurs et recrutait massivement ses nouveaux membres.

Nous ne voulions pas opposer d'obstacle aux larges masses travailleuses, éveillées pour la première fois à la vie politique, attirées vers le Parti par suite de l'issue de la Guerre de libération et du renversement de la dictature fasciste, par suite de la lutte héroïque menée par lui contre le fascisme.

Nous avons décidé d'accueillir au Parti un grand nombre de travailleurs, bien qu'encore non préparés politiquement au rôle d'avant-garde, cela dans le but de procéder au sein même du Parti et en nous appuyant sur les anciens cadres, à leur préparation et à leur

éducation idéologique et politique.

Nous avons organisé dans ce but, un réseau d'écoles et de cours, de nombreuses réunions instructives, des cercles, des conférences et des causeries.

La XVI^e session plénière du Comité central a approuvé cette ligne ; mais elle a constaté, en même temps, que le travail d'éducation idéologique et politique des membres nouvellement inscrits, est loin d'être suffisant. Il s'avéra que ce travail n'est pas si facile et qu'il exige du temps. Pour cette raison, le niveau idéologique et politique des membres du Parti est, surtout par endroits, toujours au-dessous des besoins accrus, des exigences dues au rôle dirigeant qu'il joue. Il existe, en effet, un bon nombre de membres, voire d'organisations de base tout entières, spécialement dans les campagnes, qui ne sont toujours pas en état de remplir leurs fonctions d'avant-garde, qui traînent à la queue des événements, se font l'écho d'opinions rétrogrades et qui, non seulement ne luttent pas contre les difficultés, mais parfois aussi sapent eux-mêmes la discipline du travail et de l'État. C'est ce qui est ressorti d'une manière particulièrement nette, lors de l'achat obligatoire des céréales par l'État. Dans de nombreux villages, il y eut des « membres du Parti », voire des comités du Parti qui, loin de se placer à la tête de la campagne menée pour assurer le ravitaillement de la population, sabotèrent pratiquement la livraison des céréales. Telle est l'attitude prise par certains communistes dans les localités rurales. Ces communistes, non seulement ne secondent pas, mais entravent la création et le développement des fermes coopératives. Ces faits et d'autres encore, montrent que parmi les citoyens honnêtes et dévoués qui constituent l'énorme majorité des membres du Parti, se sont glissés, dans un but personnel, des éléments pourris et arrivistes. Des éléments de ce genre créent autour d'eux une atmosphère insalubre ; ils affaiblissent la discipline, répandent des microbes de décomposition. C'est ainsi que naissent des organisations « malades », déchirées

par les querelles et la lutte de divers groupes, pour la répartition des postes, avantages, etc.

Il est évident que de telles manifestations ne sauraient être tolérées dans un Parti communiste, avant-garde des travailleurs. Il fallait prendre des mesures décisives pour épurer le plus rapidement et le plus complètement possible le Parti de tous ces éléments étrangers, occasionnels, pourris et arrivistes. Au mois de mai dernier, le Bureau politique du Comité central décida de suspendre l'admission de nouveaux membres jusqu'à la fin de l'année. La XVI^e session plénière du Comité central, au mois de juillet, confirma cette décision et décida en outre, de proposer au Congrès actuel d'instituer le stage des candidats-membres et de prendre des mesures pour régulariser la composition sociale du Parti. En même temps cette session décida de poursuivre l'épuration du Parti des éléments occasionnels.

Comme résultat de toutes ces mesures, le Parti se présente aujourd'hui à son Ve congrès avec 8.053 organisations de base, groupant 464.000 membres réguliers. En y ajoutant ses adhérents dans l'armée et dans le service du travail prestataire, ainsi que les anciens membres du Parti ouvrier social-démocrate après sa fusion avec notre Parti, le nombre de ses membres s'élève à 496.000, c'est-à-dire à près d'un demi-million.

On peut affirmer qu'il n'y a pas de village, d'entreprise industrielle ou de chantier d'une certaine importance, pas de quartier ou de hameau où n'existe une organisation communiste de base. 500.000 membres du Parti dans une Bulgarie de 7 millions d'habitants, c'est là une armée politique vraiment puissante, une force invincible qui pourra renverser des montagnes, comme le dit un proverbe populaire, à condition que chacun de ses membres devienne un communiste conscient, instruit, fidèle jusqu'à la mort au Parti, à la Patrie et à la grande œuvre du communisme, capable d'être réellement un guide et un organisateur des sans-parti.

Sous la direction idéologique et politique, unanimement reconnue, du Parti, travaillent les organismes de masse, dont l'organisation unique, sociale et politique, le Front de la Patrie, compte près d'un million de membres ; l'Union professionnelle des ouvriers, 680.000, l'Union de la jeunesse populaire, 586.000 ; l'Union nationale des femmes, 539.000 ; l'Union générale professionnelle des travailleurs agricoles plus d'un million ; les coopératives, plus de deux millions. Quelques-uns adhèrent à la fois à plusieurs de ces organismes, mais telle est en réalité la masse qui est groupée, en des organisations sociales et politiques, sous la direction de notre Parti.

Il faut également rappeler le magnifique groupement d'utilité publique qu'est l'Union, des associations bulgare-soviétiques, qui, bientôt, verra ses membres, ouvriers, paysans, intellectuels, luttant pour l'amitié sacrée entre les deux peuples, dépasser le million.

Dès lors, il est clair que toute la vie, la vie politique, sociale, économique et culturelle de notre pays, se déroule sous la direction exclusive, idéologique et politique de notre Parti.

Par leur composition sociale, les 464.000 membres du Parti, sur lesquels nous disposons de renseignements détaillés, se répartissent comme suit :

123.000 ouvriers : 27 %

207.000 paysans : 45 %

76.000 employés : 16 %

30.000 artisans : 6 %

28.000 personnes de professions libérales, étudiants, ménagères, retraités, etc. : 6 %.

Parmi les employés, se trouvent beaucoup d'anciens ouvriers, envoyés par le Parti renforcer l'appareil de l'État et diriger ses entreprises économiques. Il convient de noter également la grande influence du Parti au sein des couches intellectuelles, ce qui lui permet de gagner plus facilement ces dernières à la construction active du socialisme. Et si l'on peut affirmer que 500.000 membres est un chiffre qui ne nécessite

pas d'être dépassé à l'avenir, pour permettre au Parti de jouer son rôle dirigeant, néanmoins d'importantes améliorations sont possibles et désirables, quant à sa composition.

Le pourcentage des ouvriers dans le Parti doit augmenter de 30 à 35 % et cela principalement parmi les travailleurs de l'industrie et du bâtiment : (actuellement, les ouvriers de l'industrie constituent 40 % du total des ouvriers membres du Parti; les ouvriers artisanaux : 16 % ; ceux de la campagne : 12 % et les manœuvres, catégorie dont font partie les ouvriers du bâtiment : 32 %).

La composition rurale du Parti peut seule être estimée comme satisfaisante. Sur le total des paysans membres du Parti, 11 % se trouvent dans les coopératives, 57 % sont des paysans pauvres et 32 % appartiennent à la paysannerie moyenne.

Selon leur âge, les membres du Parti se répartissent comme suit :

1 % d'un âge ne dépassant pas 20 ans ;

25 % de 20 à 30 ans ;

39 % de 30 à 40 ans ;

25 % de 40 à 50 ans ;

8 % de 50 à 60 ans ;

2 % ayant dépassé la soixantaine.

Cela prouve que par sa composition selon l'âge de ses membres, le Parti est assez solide. Il sera nécessaire de renforcer, à l'avenir, notre travail parmi la jeunesse, afin d'attirer à nous les meilleurs et les plus actifs.

La répartition des membres du Parti selon leur instruction est la suivante : 7 % d'illettrés ; 45 % ayant une instruction primaire élémentaire ; 30 % une instruction primaire supérieure ; 6 % une instruction secondaire incomplète ; 7 % une instruction secondaire complète ; 2 % une instruction supérieure incomplète et 2,51 % une instruction supérieure complète. Le nombre relativement grand (31.000) des membres illettrés, provenant principalement des minorités nationales turque, tzigane, des districts des Rhodopes, de la

Dobroudja et de Loudo-Gorié, pose au Parti la tâche pressante de prendre des mesures urgentes pour la liquidation sans retard de l'analphabétisme parmi ses membres.

Un nombre important de personnes à l'instruction rudimentaire (principalement dans les villages) va nous obliger à éditer un abécédaire politique et une série de brochures populaires, imprimées en gros caractères et en une langue accessible. La lecture collective des journaux, avec explications et discussions, acquiert ici une grande importance, de même que l'extension des transmissions radiophoniques dans les villages.

Le pourcentage des adhérentes au Parti, 13 %, est également insuffisant. En effet, sur le total, les ouvrières représentent 18 %, contre 44 % de paysannes, 16 % d'employées, 19 % de ménagères et 3 % d'étudiantes. L'insuffisante participation féminine, surtout des ouvrières, ne peut être nullement justifiée, étant donné la grande activité politique et sociale, manifestée par les femmes et le grand rôle joué par les ouvrières dans le travail de choc et l'émulation socialiste. Cet état de fait peut être expliqué par la sous-estimation que nos organisations manifestent à l'égard du travail parmi les femmes et surtout parmi les ouvrières, par l'inaptitude à leur faciliter l'entrée dans le Parti, prenant en considération qu'en dehors de leur activité à la fabrique, au bureau et au sein des organisations de masse, elles ont la charge de leur ménage.

La manie des réunions stériles, les séances fréquentes et longues comme le carême, le surcroît de travail imposé aux militants, l'attitude rétrograde à l'égard de la femme dont font preuve même de nombreux membres du Parti et, enfin, une certaine survivance du sentiment d'infériorité chez les femmes elles-mêmes, résultat d'une servitude séculaire, la timidité et le manque de courage devant les exigences du Parti, voilà quels sont les plus grands obstacles à l'accroissement de la participation féminine. La collaboration

insuffisante des ouvrières constitue ce point faible dont le renforcement nous apportera, parallèlement à l'augmentation du nombre des femmes membres du Parti, une amélioration de sa composition sociale, ouvrière.

La formation qualitative et quantitative de nos cadres dirigeants est très caractéristique par sa force et l'envergure de son travail. Tandis qu'aux meilleures époques d'avant 1923, le nombre des membres du Parti ne dépassait pas 40.000, aujourd'hui, les seuls membres de ses comités dépassent 16.000 dans le pays tout entier, dont 3.558 sont d'anciens partisans et prisonniers politiques, 676 ont un stage au Parti de plus de 20 ans ; 2.536 de 10 à 20 ans ; 3.415 de 5 à 10 ans ; 22.000 de 3 à 5 ans, et, 17.000 au-dessous de 3 ans ; ces derniers font partie généralement des comités directeurs des organisations de base. Ces données montrent que les plaintes qu'on entend çà et là, affirmant que les anciens membres du Parti sont négligés aux élections des comités, ne sont pas tout à fait justifiées.

Le réseau des organisations de base du Parti englobe presque toutes les localités du pays, et toutes les catégories laborieuses de notre peuple. Nous en possédons 4.900 dans les villages, 878 dans les villes, 854 dans les entreprises, 811 dans les administrations et autres, 209 dans les fermes coopératives, 16 dans les stations de tracteurs et machines agricoles, 13 dans les fermes d'État, 89 dans les coopératives artisanales, 120 dans les entreprises de transport, 49 dans les mines, 23 dans la construction et 91 dans les établissements d'enseignement, soit en tout, 8.053. C'est un magnifique résultat. Néanmoins, les cellules de base du Parti devront être renforcées pour devenir de véritables organisatrices et les dirigeantes des masses. La grande tâche qui nous incombe maintenant, ce n'est pas tant d'augmenter la composition numérique de nos organisations, que de rehausser la qualité de leur travail. En effet, la force et l'influence du Parti dépendent, non seulement du nombre de ses membres, mais surtout de la qualité de ceux-

ci, de leur préparation marxiste-léniniste, de leur dévouement à son œuvre et au socialisme, de leur aptitude à maintenir le contact avec les masses, à les stimuler et les diriger pour l'accomplissement des tâches nationales posées par le Parti et par le Gouvernement. De ce point de vue, la situation est loin de pouvoir être considérée comme tout à fait satisfaisante. Ainsi qu'il l'a été relevé par la XVI^e session plénière du Comité central, on trouve parmi nous pas mal de membres qui, en réalité, ne pourraient être que des candidats. Dans la vie des organisations du Parti, la démocratie intérieure n'est pas encore à la hauteur voulue. La critique et l'autocritique, sans égard aux personnes visées, n'est pas encore devenue entièrement la force motrice fondamentale de l'évolution du Parti, du haut en bas de l'échelle. Nous ne sommes pas encore débarrassés définitivement des méthodes de commandement, appliquées par ces organisations et nous ne savons pas toujours développer et écouter à la fois le sentiment collectif et l'expérience du Parti. Nos bureaux n'ont pas encore entièrement organisé leurs travaux sur une base d'esprit d'équipe.

Et puis, nous oublions souvent la pensée géniale de Lénine, soulignant que deux choses ont une importance décisive pour la solidarité et les succès du Parti : La sélection des hommes (les cadres) et le contrôle de l'exécution. De même que nous ne tenons pas suffisamment compte, dans notre pratique, de ce qui a été souligné tant de fois par le camarade Staline, à savoir que ce sont les cadres qui décident du succès. On peut affirmer qu'il n'existe pas dans notre Parti de groupes ou fractions organisés, de droite ou de gauche. Nous ne pouvons et ne saurions tolérer de telles fractions.

Mais, on ne saurait en dire autant, en ce qui concerne les manifestations de droite ou de gauche de la part de certains membres du Parti. En plus des cas, dont il a déjà été question, il en existe de nombreux où quelques-uns d'entre eux fléchissent devant les difficultés, sont prêts à capituler devant la résistance de l'ennemi de

classe, ou alors ne se conforment pas aux règlements du Parti et aux lois de l'État, ne reconnaissent pas d'étapes dans le développement, ne considèrent pas la démocratie populaire et le Front de la Patrie comme les voies spécifiques rendant moins pénible la marche vers le socialisme. Au contraire, ces éléments, se camouflant derrière des phrases « révolutionnaires », démagogiques et claironnantes, entravent pratiquement le développement vers le socialisme.

La justesse de la ligne générale du Parti pour la liquidation du système capitaliste et l'édification du socialisme dans notre pays par le moyen d'une lutte de classe intransigeante, menée contre les éléments capitalistes, de même que la planification de l'économie nationale, ne sont pas contestées par nous. Cette ligne est reconnue par tous et appliquée avec fermeté.

Nous ne pouvons pas encore avancer, toutefois, qu'il existe dans notre Parti une unité d'action absolue, du haut en bas de l'échelle. Pour réaliser cette unité, il nous faut encore travailler beaucoup et sérieusement. Les cas ne sont pas rares où les décisions du Comité central ne sont adoptées que pour la forme, alors qu'en pratique, on les applique à la base, d'une manière tout à fait déformée. Il y a toujours parmi nous des « seigneurs », des « satrapes » et des « tyranneaux » qui, s'appuyant sur leurs mérites réels ou imaginaires, acquis dans le passé ou sur les postes qu'ils occupent, n'observent pas les lois, les règlements et agissent à leur guise. Il y a toujours des radoteurs, des fantaisistes, des vaniteux aux ambitions vastes et malades, qui prétendent tout savoir et tout pouvoir et qui n'ont ni l'aptitude, ni le désir de travailler et de diriger systématiquement, méthodiquement, de mener à bonne fin l'œuvre entreprise. Ce sont là des gens qui n'aiment pas s'instruire et qui sont susceptibles de faire échouer toute œuvre vivante et utile au Parti.

Nous lutterons impitoyablement, en paroles et en actes, contre les manifestations et les

éléments malsains de ce genre, par un travail d'éclaircissement et en remettant sur la bonne voie les égarés, et en écartant, sans hésitation, les incorrigibles, même des rangs du Parti. Le Parti sera épuré des prétendus communistes, qui s'y sont glissés, soit par un malentendu, soit dans un but arriviste et intéressé.

Nous travaillerons de toutes nos forces pour créer, du haut en bas de l'échelle, l'unité d'action bolchevik, gage fondamental du succès de notre grande œuvre. Pour consolider continuellement et fermement notre Parti, il est nécessaire avant tout d'entreprendre ce qui suit :

1. Épurer ses organisations des éléments hostiles, arrivistes ou accidentels qui s'y sont fauflés ;

2. Lors de l'admission de nouveaux membres ou de candidats, effectuer un choix sévère, régulariser la composition sociale du Parti, dans la stricte observation de ses statuts et par l'accomplissement systématique de l'élément ouvrier en son sein ;

3. Développer davantage la démocratie à l'intérieur du Parti, par la liquidation complète des survivances de l'esprit de commandement. Examiner et résoudre collectivement, dans les comités et les organisations, les questions relatives au travail du Parti. Confier des tâches concrètes à tout membre et en suivre de près l'exécution. Encourager une saine critique et autocritique dans le Parti, ranimer l'activité générale des membres, resserrer la discipline et l'unité dans les organisations ;

4. Donner une plus large envergure que jusqu'à présent à l'instruction marxiste-léniniste méthodique, collective et individuelle de tous les membres et candidats. Tous ceux qui ne désirent pas, qui ne veulent pas s'instruire et se développer, ne sont pas et ne peuvent être de véritables membres du Parti.

Vers la fin de l'année 1947, certaines modifications ont été apportées à la structure de l'organisation de notre Parti.

Étant donné la réorganisation de l'appareil

de l'État et la suppression des régions administratives, il nous fallait liquider également nos comités régionaux. C'était là une mesure inévitable, car notre Parti, en tant que force dirigeante dans le gouvernement du pays, ne peut avoir une structure différente de celle de l'organisation de l'État. Les directions des comités régionaux étant supprimées, une partie de leurs membres fut engagée dans l'appareil de l'État, dans la capitale ou dans les différentes localités, et l'autre s'en vint renforcer les organisations du Parti et du Front de la Patrie, dans les districts et les villes.

Par l'abolition des comités régionaux, le Comité central se vit offrir la possibilité de se rapprocher des 95 comités de districts et des 7 comités urbains, pour pouvoir ainsi les diriger plus directement. Il acquit une connaissance meilleure de l'état réel des organisations, il est à même d'exercer un contrôle immédiat sur leur activité, ainsi que de leur prêter l'assistance indispensable. De leur côté, les comités directeurs de districts firent preuve d'une plus grande initiative et formèrent des cadres, aptes à diriger d'une manière indépendante les organisations du Parti.

Parallèlement aux côtés positifs de cette réorganisation, il est nécessaire d'y voir aussi les quelques faiblesses sérieuses. Certains comités de districts, n'ayant pas encore acquis la stabilité nécessaire, se sont vus privés de l'aide quotidienne qu'ils recevaient dans le passé des comités régionaux. Le Comité central se trouvait fort éloigné d'eux et son appareil, au lieu de se renforcer, était provisoirement affaibli. Il est nécessaire de relever que, malgré les mesures prises sous ce rapport, après la XVI^e session plénière, cet appareil est loin d'être suffisamment renforcé. Que faut-il faire dans ce domaine ?

1. Il est indispensable de renforcer les mesures pour raffermir les cadres d'instructeurs auprès du Comité central ; d'améliorer et d'augmenter l'aide prêtée par ce Comité aux comités de districts ; ses membres, ainsi que les

autres camarades dirigeants, devant se rendre eux-mêmes plus fréquemment dans les organisations de districts et de villes.

2. Renforcer également les comités de districts en permettant à de nouveaux camarades, issus des jeunes cadres – en plein développement – de notre Parti, des organisations de base, tout spécialement de celles près les entreprises industrielles, de faire montre de leurs capacités. Les secrétaires de districts qui se sont distingués, doivent être maintenus à leurs postes plus longtemps ; leur autorité de militants locaux influents, jouissant de l'estime de la population, doit être consolidée.

Au cours des quatre années écoulées, depuis que notre Parti est un parti dirigeant, il a dû procéder à des déplacements de ses forces, afin d'en assurer la direction et d'améliorer le travail dans une série d'échelons importants de l'appareil administratif et économique. Il s'avéra également nécessaire de choisir et de recruter 3.533 personnes pour l'armée nationale, 2.000 pour le ministère de l'Intérieur, 1.010 pour le ministère de l'Industrie et 5.576 personnes au total pour d'autres services ; soit plus de 12.000 membres du Parti qui furent choisis, formés et chargés d'accomplir un travail dirigeant dans l'appareil économique et dans celui de l'État. Ce n'était pas une tâche facile et sa réalisation se heurta à des difficultés de toutes sortes.

On devait s'attendre à ce que l'admission d'un nombre aussi élevé de communistes dans l'économie et l'administration contribue considérablement à surmonter les tendances bureaucratiques.

Malheureusement, dans de nombreux cas, on obtint des résultats contraires. La facilité avec laquelle certains de nos camarades, au lieu d'extirper cet esprit, deviennent eux-mêmes des bureaucrates, est remarquable ! Certes, la lutte contre la bureaucratie n'est guère facile. Elle exigera beaucoup d'efforts et beaucoup de constance. Pour surmonter cette tendance, la participation des masses au gouvernement et au

contrôle public s'avère indispensable. Sous ce rapport, les commissions près les différentes sections des conseils populaires, auront à jouer, avec la large participation des travailleurs, un rôle considérable. Tout cela est lié à l'élévation du niveau culturel et politique de la population. La lutte contre l'indifférence et les vices bureaucratiques doit toujours rester à l'ordre du jour. Il faut démasquer et frapper impitoyablement toutes les manifestations concrètes de la bureaucratie.

Nous ne devons pas oublier non plus, que les grands succès de notre Parti favorisent chez certains militants et à certains échelons, le sentiment de quiétude, de suffisance et de vertige. Pour que le Parti puisse se développer judicieusement et accomplir ses tâches difficiles, il est obligé de lutter de toutes ses forces pour surmonter ce danger contre lequel nos grands maîtres, Lénine et Staline, avaient plus d'une fois mis en garde les Partis communistes.

C'est ainsi qu'au cours des quatre années du gouvernement populaire, établi après le 9 septembre 1944, notre Parti a grandi et s'est développé en un parti politique de premier ordre, s'avérant une force décisive, motrice et dirigeante, dans l'édification de la vie nouvelle, sur la voie de la démocratie populaire et du socialisme. Par une critique et une autocritique bolcheviks hardies, le Parti lutte contre les faiblesses inhérentes à sa rapide croissance et s'affirme toujours davantage comme un véritable parti marxiste-léniniste.

Il a sous les yeux l'exemple du grand Parti bolchevik, dont le Comité central et le chef génial, Staline, lui ont plus d'une fois prêté une aide inégalable par leurs conseils. Notre Parti, qui prend une part active aux travaux du Bureau d'information des Partis communistes et ouvriers, est fier de se trouver dans la grande famille des communistes du monde entier, avec, à sa tête, le Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. et le guide génial de l'humanité progressiste tout entière, Staline.

Nous considérons que ne peut être un vrai

marxiste, celui qui n'est pas un vrai léniniste, et ralliement du Parti :
que ne peut être un vrai léniniste, celui qui n'est
pas stalinien.

Je termine mon rapport par le cri de vers le socialisme, vers le communisme !

Sous le drapeau invincible de Marx-Engels-
Lénine-Staline, en avant et toujours de l'avant

Publié en janvier 2014

Illustration de la première page : Georgi Mikhailov Dimitrov aux côtés de Staline en 1936